



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 30 du 31 août 2007

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- * sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr
- * aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 3 septembre 2007

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	506
PREFECTURE REGION LORRAINE.....	506
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR LES AFFAIRES RÉGIONALES.....	506
Extrait de l'arrêté S.G.A.R. n° 2007- 272 en date du 23 juillet 2007 portant délimitation des zones vulnérables aux pollutions par les nitrates d'origine agricole sur le bassin Rhin-Meuse.....	506
DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	508
Service protection sociale.....	508
Extrait de l'arrêté S.G.A.R. N° 2007-178 en date du 6 juillet 2007 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse d'Allocations Familiales de Meurthe-et-Moselle.....	508
Extrait de l'arrêté S.G.A.R. N°2007-179 en date du 6 juillet 2007 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est.....	508
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	509
CABINET DU PRÉFET.....	509
Bureau des affaires politiques.....	509
Extrait de l'arrêté du 21 juin 2007 relatif à l'attribution de la médaille d'honneur des sapeurs pompiers professionnels à l'occasion de la promotion du 14 juillet 2007.....	509
Extrait de l'arrêté du 25 juin 2007 accordant la médaille d'honneur régionale, départementale et communale à l'occasion de la promotion du 14 juillet 2007.....	510
Extrait de l'arrêté du 26 juin 2007 relatif à l'attribution de la médaille d'honneur agricole à l'occasion de la promotion du 14 juillet 2007.....	522
Service interministériel de défense et de protection civile.....	524
Extrait de l'arrêté n° 34 /2007/SIDPC du 16 juillet 2007 - Liste des usagers prioritaires au service électrique.....	524
Procès-verbal N° 08/2007 concernant les résultats de l'examen de secourisme IFSI - CHU de Nancy le 15 juin 2007 à l'IFSI rue Lionnois.....	527
Procès-verbal N° 09/2007 concernant les résultats de l'examen de secourisme Rectorat de l'académie de Nancy-Metz le mardi 26 juin 2007 à CAFA 10 rue de Santifontaine - Nancy.....	527
Procès-verbal N° 10/2007 concernant les résultats de l'examen de secourisme Fédération française de sauvetage et de secourisme FFSS le 10 juillet 2007 à Maison régionale des sports - Tomblaine.....	528
Procès-verbal N° 11/2007 concernant les résultats de l'examen de secourisme brevet national de moniteur des premiers secours du vendredi 13 juillet 2007.....	528
Extrait de l'arrêté modificatif n° 36/2007/SIDPC du 19 juillet 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	528
Extrait de l'arrêté modificatif n° 37/2007/SIDPC du 19 juillet 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	529
Extrait de l'arrêté modificatif n° 38/2007/SIDPC du 19 juillet 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	529
Extrait de l'arrêté modificatif n° 39/2007/SIDPC du 19 juillet 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	529
Extrait de l'arrêté modificatif n° 40/2007/SIDPC du 19 juillet 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	529
Extrait de l'arrêté modificatif n° 41/2007/SIDPC du 19 juillet 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	529
Extrait de l'arrêté modificatif n° 42/2007/SIDPC du 19 juillet 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	530
Extrait de l'arrêté modificatif n° 43/2007/SIDPC du 19 juillet 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	530
Extrait de l'arrêté modificatif n° 44/2007/SIDPC du 19 juillet 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	530
Extrait de l'arrêté modificatif n° 45/2007/SIDPC du 19 juillet 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	530
Extrait de l'arrêté modificatif n° 46/2007/SIDPC du 19 juillet 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	530
Extrait de l'arrêté modificatif n° 47/2007/SIDPC du 19 juillet 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	530
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES.....	530
Bureau des réglementations.....	530
Extrait de l'arrêté du 24 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Vandœuvre les Nancy.....	530
Extrait de l'arrêté du 30 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy.....	531
Extrait de l'arrêté du 25 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy.....	531
Extrait de l'arrêté du 25 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy.....	531
Extrait de l'arrêté du 25 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Mont-Saint-Martin.....	531
Extrait de l'arrêté du 30 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Champigneulle.....	532
Extrait de l'arrêté du 24 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy.....	532
Extrait de l'arrêté du 25 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy.....	532
Extrait de l'arrêté du 04 juin 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Champigneulle.....	532
Extrait de l'arrêté du 04 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy.....	533
Extrait de l'arrêté du 25 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Laxou.....	533
Extrait de l'arrêté du 11 juin 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Dombasle-sur-Meurthe.....	533
Extrait de l'arrêté du 29 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Dombasle-sur-Meurthe.....	533
Extrait de l'arrêté du 25 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Pompey.....	534
Extrait de l'arrêté du 29 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Pont-à-Mousson.....	534
Extrait de l'arrêté du 25 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Longwy Haut.....	534
Extrait de l'arrêté du 25 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Custines.....	535
Extrait de l'arrêté du 25 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy.....	535
Extrait de l'arrêté du 04 juin 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy.....	535
Extrait de l'arrêté du 19 juin 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Saint-Nicolas-de-Port.....	535
Extrait de l'arrêté du 29 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Beuveille.....	536
Extrait de l'arrêté du 29 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Toul.....	536
Extrait de l'arrêté du 24 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Maxéville.....	536
Extrait de l'arrêté du 05 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Saulxures-les-Nancy.....	536
Extrait de l'arrêté du 24 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Toul.....	537
Extrait de l'arrêté du 24 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Maxéville.....	537
Extrait de l'arrêté du 04 juin 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Lunéville.....	537
Extrait de l'arrêté du 04 juin 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Houdemont.....	537
Extrait de l'arrêté du 04 juin 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy.....	538

Extrait de l'arrêté du 30 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Champigneulle	538
Extrait de l'arrêté du 30 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Toul	538
Extrait de l'arrêté du 29 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Laxou	538
Extrait de l'arrêté du 30 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	538
Extrait de l'arrêté du 24 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Saint-Max	539
Extrait de l'arrêté du 30 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Houdemont	539
Extrait de l'arrêté du 30 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	539
Extrait de l'arrêté du 05 juin 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Richardménéil	539
Extrait de l'arrêté du 30 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Briey	540
Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Allamps	540
Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Villers-les-Nancy	540
Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Saulxures-les-Nancy	540
Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance	541
Extrait de l'arrêté du 30 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Auboué	541
Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Auboué	541
Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	541
Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Pont-à-Mousson	542
Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Pont-à-Mousson	542
Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Pont-à-Mousson	542
Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Pont-à-Mousson	542
Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Pont-à-Mousson	543
Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Rehainviller	543
Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Ceintrey	543
Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Chaligny	543
Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Colombey-les-Belles	544
Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Lexy	544
Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Longwy Haut	544
Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Lunéville	544
Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Saint-Nicolas-de-Port	544
Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Saulxures-les-Nancy	545
Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Tucquegnieux	545
Extrait de l'arrêté du 03 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	545
Extrait de l'arrêté du 03 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Pulnoy	545
DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES	546
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement	546
Extrait de l'arrêté du 31 juillet 2007 prescrivant l'opposabilité immédiate du projet de plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Crusnes et Errouville	546
Extrait de l'arrêté du 31 juillet 2007 prescrivant l'opposabilité immédiate du projet de plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Auboué, Briey, Homécourt, Moineville, Moutiers et Valleroy	546
Extrait de l'arrêté du 31 juillet 2007 prescrivant l'opposabilité immédiate du projet de plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Conflans-en-Jarnisy, Giraumont et Labry	546
Extrait de l'arrêté du 08 août 2007 portant modification du Comité Local d'Information et de Concertation (C.L.I.C.) de l'établissement SEVEAL SA de Ludres	546
Extrait de l'arrêté du 17 août 2007 donnant acte à la société Profilés et Tubes de l'Est - PTE - de la déclaration d'arrêt définitif des travaux et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de fer d'Hatriz	546
Extrait de l'arrêté du 24 août 2007 autorisant GRTgaz à procéder à la construction et à l'exploitation de l'extension de la station de compression de gaz de Laneuvelotte	547
Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières	547
Arrêté N° 07.BMSSE.108 du 23 août 2007 accordant délégation de signature à Monsieur Philippe TOUYET, directeur du service régional de la police judiciaire à Nancy	547
Arrêté N° 07.BMSSE.109 du 24 août 2007 accordant délégation de signature au colonel Bernard MODÉRE, directeur départemental des services d'incendie et de secours	547
Arrêté N° 07.BMSSE.110 du 24 août 2007 accordant délégation de signature à Madame Hélène SAY, directrice du service départemental d'archives de Meurthe-et-Moselle	548
Arrêté N° 07.BMSSE.111 du 23 août 2007 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-Yves CHOLLET, directeur départemental des services vétérinaires	548
Arrêté du 22 août 2007 accordant délégation de pouvoirs à Monsieur Gérard MULLER, chef du service commercial de l'agence de Nancy-Nord de l'Office National des Forêts	549
Arrêté N° 07.BMSSE.112 du 28 août 2007 accordant délégation de signature à Monsieur Michel PONSARD-CHAREYRE, directeur départemental de la sécurité publique	550
Arrêté N° 07.BMSSE.113 du 28 août 2007 accordant délégation de signature à Monsieur Lorenzo DIEZ, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle	550
Marché de maîtrise d'œuvre de l'extension de la cité administrative de Nancy - Extrait de l'arrêté du 24 août 2007 portant composition de la commission d'appel d'offres chargée de donner un avis sur les candidatures d'ouvrir et de classer les offres	551
Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique	551
Extrait de l'arrêté du 1 ^{er} août 2007 : commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Lunéville - canton de Saint-Nicolas-de-Port	551
Extrait de l'arrêté du 8 août 2007 : commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Briey	551
Extrait de l'arrêté modificatif du 20 août 2007 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de l'arrondissement de Briey	551
Extrait de l'arrêté du 22 août 2007 portant abrogation de l'arrêté du 20 août 2007 et modifiant la composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de l'arrondissement de Briey	551
Extrait de la décision du 29 août 2007 de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle concernant la création d'un magasin de meubles à l'enseigne HANOVA à Houdemont	551
Extrait de la décision du 29 août 2007 de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle concernant la création d'un supermarché de type maxi discompte à l'enseigne ED à Homécourt	552
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES	552
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité	552
Extrait de l'arrêté du 27 juillet 2007 autorisant la modification des statuts du syndicat intercommunal des eaux (SIE) du plateau du Vermois	552
SOUS-PRÉFECTURE DE BRIEY	552
Extrait de l'arrêté du 7 août 2007 autorisant la création du syndicat intercommunal scolaire d'études regroupant les communes de Chenières, Cutry et Laix	552
Extrait de l'arrêté du 9 août 2007 autorisant le retrait de la commune de Saulnes du Syndicat Intercommunal de suivi de la concession de distribution publique d'électricité de l'arrondissement de Briey	552
Extrait de l'arrêté du 21 août 2007 approuvant les nouveaux statuts du syndicat intercommunal scolaire des Quatre Communes	552
SERVICES DECONCENTRÉS DE L'ÉTAT	552
AGENCE RÉGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE	552
Extrait de l'arrêté A.R.H. n° 41/2007 du 16 mars 2007 portant fixation pour l'exercice 2007 du montant annuel pour l'activité de prélèvement d'organes ou de tissus de la polyclinique Louis Pasteur à Essey les Nancy - N° FINESS : 540000478	552
Extrait de l'arrêté A.R.H. n° 42/07 du 16 mars 2007 portant fixation pour l'exercice 2007 de la dotation annuelle de fonctionnement du service d'accueil et de traitement des urgences de la polyclinique de Gentilly à Nancy - N° FINESS : 540000486	552

Extrait de l'arrêté A.R.H. de Lorraine n° 56/07 du 1 ^{er} août 2007 portant délégation de signature à Mme Christiane PERNET directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle.....	553
Extrait de l'arrêté A.R.H. de Lorraine n° 57/07 du 1 ^{er} août 2007 portant délégation de signature à madame Anouchka CHABEAU directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Meuse.....	553
Extrait de l'arrêté A.R.H. de Lorraine n° 58/07 du 1 ^{er} août 2007 portant délégation de signature à madame Elisabeth CHEVALLIER directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Moselle.....	553
Extrait de l'arrêté A.R.H. de Lorraine n° 61/07 du 1 ^{er} août 2007 portant délégation de signature à Mme le Docteur Eliane PIQUET.....	554
Extrait de la délibération n° 133/07 du 17 juillet 2007 de la commission exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.....	554
Extrait de la délibération n° 134/07 du 17 juillet 2007 de la commission exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.....	554
Extrait de la délibération n° 136/07 du 17 juillet 2007 de la commission exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.....	554
AGENCE RÉGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE / URCAM DE LORRAINE	554
Extrait de décision conjointe de financement ARH / URCAM du 25 juin 2007.....	554
Extrait de décision conjointe de financement modificative ARH / URCAM du 25 juin 2007 - année 2007.....	555
DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE	556
Secrétariat des licences.....	556
Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/149 du 4 mai 2007.....	556
Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/150 du 4 mai 2007.....	556
Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/151 du 4 mai 2007.....	557
Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/152 du 4 mai 2007.....	557
Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/153 du 4 mai 2007.....	557
Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/154 du 4 mai 2007.....	557
Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/155 du 4 mai 2007.....	557
Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/156 du 4 mai 2007.....	557
Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/157 du 4 mai 2007.....	557
Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/158 du 4 mai 2007.....	558
Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/159 du 4 mai 2007.....	558
Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/160 du 4 mai 2007.....	558
Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/161 du 4 mai 2007.....	558
Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/162 du 4 mai 2007.....	558
Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/163 du 4 mai 2007.....	558
Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/164 du 4 mai 2007.....	558
Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/165 du 4 mai 2007.....	559
Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/166 du 4 mai 2007.....	559
Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/167 du 4 mai 2007.....	559
Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/168 du 4 mai 2007.....	559
Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/169 du 4 mai 2007.....	559
Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/170 du 4 mai 2007.....	559
Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/171 du 4 mai 2007.....	559
Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/172 du 4 mai 2007.....	560
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT	560
Affaires générales et statistiques.....	560
Extrait de l'arrêté du 27 juillet 2007 ordonnant l'ouverture d'une enquête administrative et convoquant en assemblée générale des propriétaires de terrains situés à Malleloy en vue de la création d'une association foncière urbaine de remembrement autorisée.....	560
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	560
Service comptabilité.....	560
Arrêté de subdélégation de signature de l'ordonnateur secondaire du 1 ^{er} août 2007.....	560
Arrêté de subdélégation de signature de l'ordonnateur secondaire du 21 août 2007.....	561
Service solidarité autonomie.....	561
Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 4451 du 22 mars 2007 pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée à but non lucratif "La Verrière" à Villers-lès-Nancy.....	561
Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 4761 du 05 juillet 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome de Giraumont.....	561
Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 4762 du 05 juillet 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Ophéliades" à Nancy.....	562
Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 4763 du 05 juillet 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome d'Haroué.....	562
Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 4764 du 05 juillet 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Charles" de Dombasle-sur-Meurthe.....	562
Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 4765 du 05 juillet 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Hôtel Club" de Saint-Max.....	563
Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 4802 du 05 juillet 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Résidence Poincaré" de Bouxières-aux-Dames.....	563
Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 4803 du 05 juillet 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Hôtelia" de Laxou.....	563
Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 4804 du 05 juillet 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Bruyères" de Joudreville.....	564
Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 4805 du 05 juillet 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Résidence d'Autonne" de Laxou.....	564
Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 4806 du 05 juillet 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Iris" de Onville.....	564
Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 4807 du 05 juillet 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Lilas" de Jarny.....	565
Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 4808 du 05 juillet 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "L'Oseraie" de Laxou.....	565
Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 4809 du 05 juillet 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Compassion" de Saint-Firmin.....	565
Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 4810 du 2 août 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Sainte Famille" de Vandoeuvre.....	565
Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 4816 du 05 juillet 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Notre Dame de Bon Repos" de Maxéville.....	566
Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 4817 du 05 juillet 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins du S.S.I.A.D. du Val de Lorraine de Pont-à-Mousson.....	566
Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 4818 du 05 juillet 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins du S.S.I.A.D. des 4 cantons de Baccarat.....	566
Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 4819 du 05 juillet 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins du S.S.I.A.D. des Etangs à Einville-au-Jard.....	567
Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 4820 du 05 juillet 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins du S.S.I.A.D. des 3 rivières de Blainville-sur-Eau.....	567
Extrait de l'arrêté n° 4866 du 6 juillet 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T.) – 1 rue des Cités – 54 112 Allamps géré par le G.I.P. "Handicap et Insertion" dont la tarification relève de la compétence de l'état - numéro finess : 540 013 273.....	567

Extrait de l'arrêté n° 4867 du 6 juillet 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T.) - 585 rue Denis PAPIN - 54713 LUDRES Cedex géré par l'association des Paralysés de France (A.P.F) dont la tarification relève de la compétence de l'état - numéro finess : 540 008 299.....	568
Extrait de l'arrêté n° 4868 du 3 juillet 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T.) pour déficients visuels "les Ateliers du Haut du Vannes" - domaine des Eaux Bleues - BP 9 - 54460 Liverdun géré par la fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles (I.J.A.) dont la tarification relève de la compétence de l'état - numéro finess : 540 012 978.....	568
Extrait de l'arrêté n° 4869 du 3 juillet 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T) de Rosières-aux-Salines - 4 rue Léon Parisot - 54110 ROSIERES-AUX-SALINES géré par l'Etablissement Public Départemental dont la tarification relève de la compétence de l'état - numéro finess : 54 001 2796.....	568
Extrait de l'arrêté n° 4870 du 3 juillet 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T) « Le Fin Palais » rue Jean Jaurès - 54320 Maxéville géré par l'Office d'Hygiène Sociale (O.H.S.) dont la tarification relève de la compétence de l'état - numéro finess : 5400 011 269.....	569
Extrait de l'arrêté n° 4871 du 3 juillet 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement des établissements et service d'aide par le travail (E.S.A.T.) "La Ferme de la Faisanderie" Chemin Lecomte - 54550 Bainville-sur-Madon géré par l'association "La ferme de la Faisanderie" à Neuves-Maisons dont la tarification relève de la compétence de l'état - numéro finess : 8 100.....	569
Extrait de l'arrêté n° 4872 du 11 juillet 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T.) de Briey-Piennes - Zone Industrielle de la Chesnois B.P. N°3 - 54 154 BRIEY Cedex géré par l'Association "Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux" (A.E.I.M.) dont la tarification relève de la compétence de l'état - numéro finess : 540 004 397.....	569
Extrait de l'arrêté n° 4873 du 11 juillet 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T.) d'Heillecourt-Ludres "André Lanciot" - Zone Industrielle - 15 rue des Erables BP 56 - 54182 Heillecourt Cedex géré par l'association "Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux" (A.E.I.M.) dont la tarification relève de la compétence de l'état - N° Finess : 540 004 405/540 005 451.....	569
Extrait de l'arrêté n° 4874 du 11 juillet 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T.) de Liverdun-Pont-à-Mousson - route de Frouard - B.P.10 - 54460 LIVERDUN (adresse postale : BP 105 - 54715 Ludres cedex) géré par l'association "Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux" (A.E.I.M.) dont la tarification relève de la.....	570
Extrait de l'arrêté n° 4875 du 11 juillet 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T.) de Lunéville-Saint-Nicolas-de-Port - ZAD de Chanteheux BP 3 - 54 302 LUNEVILLE Cedex géré par l'association "Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux" (A.E.I.M.) dont la tarification relève de la compétence de l'état - numéro finess : 540 005 253.....	570
Extrait de l'arrêté n° 4876 du 11 juillet 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T.) BP 3 - Zone industrielle - 54920 Villers-la-Montagne géré par l'association "Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux" (A.E.I.M.) dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - numéro finess : 540 004 710.....	570
Extrait de l'arrêté DDASS/AES N° 0511/07 du 12 juillet 2007 portant autorisation de remplacement de directeur du laboratoire d'analyses de biologie médicale COLLIN - Autorisation N°54-21.....	571
Extrait de l'arrêté DDASS/AES N° 0513/07 du 13 juillet 2007 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale - autorisation N°54-75.....	571
Extrait de l'arrêté DDASS/AES N° 0514/07 du 13 juillet 2007 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de société d'exercice libéral en commandite par actions SELCA 08 - autorisation n°54-10 - autorisation n°54-21 - autorisation n°54-75.....	571
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT.....	572
Extrait de l'arrêté du 27 juillet 2007 autorisant la communauté de communes d'entre Meurthe-et-Verdurette à effectuer des travaux temporaires intéressant le lit du ruisseau de Bouxérupt dans le cadre du remplacement de l'ouvrage de franchissement du cours d'eau à Azerailles et de son ouvrage de décharge.....	572
Extrait de l'arrêté du 27 juillet 2007 autorisant le conseil général de Meurthe-et-Moselle à effectuer des travaux temporaires intéressant le lit du ruisseau de la Baraque dans le cadre de la reconstruction du pont de la route départementale RD 19 en limite communale des territoires de Domjevin et de Bénaménil.....	572
Service forêt, environnement et développement rural.....	573
Extrait de l'arrêté n° 2007/277 du 27 juillet 2007 autorisant le prélèvement définitif et le transport de renards roux pour le suivi de l'échinococcose alvéolaire.....	573
Service économie agricole et aménagement foncier.....	573
Extrait de la décision du 1 ^{er} août 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Allamont - Brainville - Moulotte. Demande d'autorisation d'exploiter n°2246.....	573
Extrait de l'arrêté n° 2007/276 du 24 juillet 2007 fixant les règles relatives aux bonnes conditions agricoles et environnementales des terres du département de la Meurthe-et-Moselle.....	573
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES SERVICES VÉTÉRINAIRES.....	575
Extrait de l'arrêté n°DDSV54/07/SA/68 du 19 juillet 2007 attribuant un mandat sanitaire au Docteur Aline LEBRUN-NEPPER, Vétérinaire à Cons-la-Grandville.....	575
Extrait de l'arrêté n°DDSV54/07/SA/69 du 19 juillet 2007 attribuant un mandat sanitaire au Docteur Delphine DESSAUGE, Vétérinaire à Lunéville.....	575
Extrait de l'arrêté n°DDSV54/SA/07/73 du 6 août 2007 attribuant un mandat sanitaire au Docteur Arnaud BLARY, Vétérinaire à Dogneville.....	575
Extrait de l'arrêté n°DDSV-SA-2007-075 du 14 août 2007 relatif aux conditions permettant de déroger à l'interdiction de sortie de certaines catégories de ruminants ou de semences de ruminants hors des zones réglementées au titre de la fièvre catarrhale ovine, et aux conditions de transit de ruminants au travers de ces zones.....	575
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE.....	577
Extrait de l'arrêté n° R/01-01-07/A/054/Q/001 du 29 décembre 2006 portant agrément qualité d'un organisme de services à la personne à Rosières-aux-Salines.....	577
Extrait de l'arrêté n° R/01-01-07/A/054/S/001 du 29 décembre 2006 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Rosières-aux-Salines.....	577
Extrait de l'arrêté n° R/01-01-07/A/054/Q/002 du 29 décembre 2006 portant agrément qualité d'un organisme de services à la personne à Baccarat.....	577
Extrait de l'arrêté n° R/01-01-07/A/054/S/002 du 29 décembre 2006 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Baccarat.....	577
Extrait de l'arrêté n° R/01-01-07/A/054/Q/003 du 29 décembre 2006 portant agrément qualité d'un organisme de services à la personne à Colombey-les-Belles.....	578
Extrait de l'arrêté n° R/01-01-07/A/054/S/003 du 29 décembre 2006 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Colombey-les-Belles.....	578
Extrait de l'arrêté n° R/01-01-07/A/054/Q/004 du 29 décembre 2006 portant agrément qualité d'un organisme de services à la personne à Ogéviller.....	578
Extrait de l'arrêté n° R/01-01-07/A/054/S/004 du 29 décembre 2006 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Ogéviller.....	578
Extrait de l'arrêté n° R/01-01-07/A/054/Q/005 du 29 décembre 2006 portant agrément qualité d'un organisme de services à la personne à Blâmont.....	579
Extrait de l'arrêté n° R/01-01-07/A/054/S/005 du 29 décembre 2006 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Blâmont.....	579
Arrêté de subdélégation de signature du 31 juillet 2007 - Ordonnancement secondaire et de la personne responsable des marchés.....	579
AUTRES SERVICES.....	580
SERVICE DE NAVIGATION DU NORD-EST.....	580
Gestion du domaine - Décision du 10 août 2007 portant délégation de signature à Monsieur Michel COURTEAU.....	580
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	580
Arrêté de délégation de signature et décision d'habilitation du 20 août 2007 en faveur de M Jérôme FINANCE, inspecteur sûreté au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy.....	580
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	580
SERVICE RÉGIONAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES DE LORRAINE.....	580
Avis relatif à l'extension de l'avenant n° 80 à la convention collective de travail concernant les exploitations horticoles et les pépinières du département de Meurthe-et-Moselle.....	580
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT.....	580
Service de l'urbanisme et des affaires juridiques.....	580
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 788 du 27 juillet 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Villecey-sur-Mad.....	580

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 810 du 27 juillet 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Nancy.....	580
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 2605 du 27 juillet 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Laneuvelotte....	580
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 2842 du 27 juillet 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune d'Hatrizze	580
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 5994 du 27 juillet 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur les communes de Longlaville et Mont-Saint-Martin.....	580
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 7074 du 27 juillet 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Ceintrey.....	581
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 13483/A du 27 juillet 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Nancy....	581
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 13630 du 27 juillet 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Vaudigny	581
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 14362 du 27 juillet 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune d'Haucourt-Moulaine.....	581
AUTRES SERVICES.....	581
CENTRE DE MOYEN SÉJOUR ET EHPAD DE FAULX.....	581
Avis de concours sur titres interne du 20 août 2007 pour le recrutement d'un infirmier cadre de santé pour maisons de retraite.....	581

LISTE DES CIRCULAIRES A L'ENSEMBLE DES MAIRES

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES**

Bureau des réglementations

Circulaire du 16 août 2007 relative à la prévention de la délinquance en ce qui concerne les animaux dangereux

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Circulaire aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale du département du 10 août 2007 concernant l'illégalité quant à la forme des actes des collectivités locales

Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire

Circulaire du 9 août 2007 relative aux modalités d'attribution du fonds d'aide au relogement d'urgence (FARU)

Les textes complets de ces circulaires peuvent être consultés auprès des services émetteurs ci-dessus.

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE REGION LORRAINE****Secrétariat général pour les affaires régionales**

Extrait de l'arrêté S.G.A.R. n° 2007- 272 en date du 23 juillet 2007 portant délimitation des zones vulnérables aux pollutions par les nitrates d'origine agricole sur le bassin Rhin-Meuse

Le préfet de la région Lorraine
Préfet coordonnateur du bassin Rhin-Meuse
Préfet de la zone de défense Est
Préfet de la Moselle

CONSIDÉRANT que les Conseils Régionaux de Lorraine et de Champagne-Ardenne ont été saisis pour avis respectivement le 7 décembre 2006 et du 13 décembre 2006 ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Les zones désignées vulnérables aux pollutions par les nitrates d'origine agricole dans le bassin Rhin-Meuse sont constituées des territoires des communes dont la liste est annexée au présent arrêté.

Art. 2 : Cette délimitation des zones vulnérables est rendue publique. Une mention du présent arrêté fera l'objet d'une insertion dans deux journaux locaux à la diligence des préfets et un extrait sera affiché dans les mairies des communes concernées mentionnées en annexe.

Art. 3 : L'arrêté SGAR n° 2003-126 en date du 31 mars 2003 portant délimitation des zones vulnérables aux pollutions par les nitrates d'origine agricole sur le bassin Rhin-Meuse et son arrêté modificatif n° 2005-67 en date du 2 mars 2005 sont abrogés.

Art. 4 : Les Préfets des départements des Ardennes, de la Haute-Marne, de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle, du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et des Vosges, les Directeurs Départementaux de l'Agriculture et de la Forêt des départements des Ardennes, de la Haute-Marne, de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle, du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et des Vosges, et le Directeur régional de l'environnement de Lorraine, Délégué de Bassin Rhin-Meuse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs des préfectures de ces départements et de la région Lorraine.

Le préfet de la région Lorraine,
Préfet coordonnateur du bassin Rhin-Meuse,
Bernard NIQUET

Annexe à l'arrêté SGAR n° 2007-272 en date du 23/07/2007**LISTE DES COMMUNES CLASSÉES EN ZONE VULNÉRABLE DANS LE BASSIN RHIN-MEUSE****Département des Ardennes**

BAALONS	LA HORGNE	SAUVILLE
BOUVELLEMONT	LOUVERGNY	SINGLY
CHAGNY	MONTGON	VILLERS-LE-TILLEUL
LE CHESNE	OMONT	

Département de la Haute Marne

Toutes les communes de ce département situées dans le bassin Rhin-Meuse.

Département de la Meurthe-et-Moselle

ABAUCOURT	ABBEVILLE-LES-CONFLANS	ABONCOURT
AFFLEVILLE	ALLAIN	ALLAMONT
ALLONDRELLE-LA-MALMAISON	ANDERNY	ANOUX
ARMAUCOURT	ARNAVILLE	ARRACOURT
ARRAYE-ET-HAN	ATHIEVILLE	AUBOUE
AUDUN-LE-ROMAN	AVILLERS	AVRAINVILLE
AVRIL	BAGNEUX	BARISEY-AU-PLAIN
BARISEY-LA-COTE	LES BAROCHES	BASLIEUX
BATILLY	BAYONVILLE-SUR-MAD	BAZAILLES
BEAUMONT	BECHAMPS	BELLEAU
BELLEVILLE	BERNECOURT	BETTAINVILLERS
BEUVEILLE	BEUVEZIN	BEUVILLERS
BEY-SUR-SEILLE	BEZANGE-LA-GRANDE	BICQUELEY
BOISMONT	BONCOURT	MONT-BONVILLERS
BOUILLONVILLE	BOUXIERES-AUX-CHENES	BOUXIERES-SOUS-FROIDMONT
BRAINVILLE	BREHAIN-LA-VILLE	BRIEY
BRIN-SUR-SEILLE	BRUVILLE	BULLIGNY
CHAMBLEY-BUSSIERES	CHARENCEY-VEZIN	CHAREY
CHENICOURT	CHENIERES	CLEMERY
COLMEY	COLOMBEY-LES-BELLES	CONFLANS-EN-JARNISY
CONS-LA-GRANDVILLE	COSNES-ET-ROMAIN	CREPEY
CREZILLES	CRUSNES	CUTRY
DAMPVITOUX	DIEULOUARD	DOLCOURT
DOMEVRE-EN-HAYE	DOMMARTIN-LA-CHAUSSEE	DOMPRIX
DONCOURT-LES-CONFLANS	DONCOURT-LES-LONGUYON	EPIEZ-SUR-CHIERES
EPLY	ERROUVILLE	ESSEY-ET-MAIZERAIS
EUVEZIN	FAVIERES	FEY-EN-HAYE
FILLIERES	FLEVILLE-LIXIERES	FLIREY
FRESNOIS-LA-MONTAGNE	FRIAUVILLE	GEMONVILLE
GERMINY	GEZONCOURT	GIRAUMONT
GONDRECHOURT-AIX	GORCY	GRAND-FAILLY
GRIMONVILLER	GRISCOURT	HAGEVILLE
HAN DEVANT PIERREPONT	HANNONVILLE-SUZEMONT	HATRIZE

HAUCOURT-MOULAIN	HERSERANGE	HOMECOURT
HUSSIGNY-GODBRANGE	JAILLON	JARNY
JAILNY	JEANDELAINCOURT	JEANDELIZE
JEZAINVILLE	JOEUF	JOPPECOURT
JOUAVILLE	JOUDREVILLE	JUVRECOURT
LABRY	LAIX	LANDREMONT
LANDRES	LANFROICOURT	LANTEFONTAINE
LESMENILS	LETRICOURT	LEXY
LEYR	LIMEY-REMENAUVILLE	LIRONVILLE
LIVERDUN	LONGLAUVILLE	LONGUYON
LONGWY	LUBEY	MAILLY-SUR-SEILLE
MAIRY-MAINVILLE	MALAVILLERS	MAMEY
MANCE	MANCIEULLES	MANONVILLE
MARBACHE	MARS-LA-TOUR	MARTINCOURT
MAZERULLES	MERCY-LE-BAS	MERCY-LE-HAUT
MEXY	MOINEVILLE	MOIVRONS
MONCEL-SUR-SEILLE	MONTAUVILLE	MONTIGNY-SUR-CHIERES
MONT-SAINT-MARTIN	MORFONTAINE	MORVILLE-SUR-SEILLE
MOUAVILLE	MOUTIERS	MOUTROT
MURVILLE	NOMENY	NORROY-LE-SEC
NOVANT-AUX-PRES	OCHEY	OLLEY
ONVILLE	OTHE	OZERAILLES
PANNES	PETIT-FAILLY	PHLIN
PIENNES	PIERRE-LA-TREICHE	PIERREPONT
POMPEY	PORT-SUR-SEILLE	PRENY
PREUTIN-HIGNY	PUXE	PUXIEUX
RAUCOURT	RECHICOURT-LA-PETITE	REHON
REMBERCHOURT-SUR-MAD	ROGEVILLE	ROSIERES-EN-HAYE
ROUVES	SAINT-AIL	SAINT-BAUSSANT
SAINTE-GENEVIEVE	SAINT-JEAN-LES-LONGUYON	SAINT-JULIEN-LES-GORZE
SAINT-MARCEL	SAINT-PANCRE	SAINT-SUPPLET
SAIZERAIS	SANCY	SAULNES
SAULXEROTTE	SEICHEPREY	SELAINCOURT
SERROUVILLE	SEXIEY-AUX-FORGES	SORNEVILLE
SPONVILLE	TELLANCOURT	THEZEY-SAINT-MARTIN
THIAUCOURT-REGNEVILLE	THIL	THUILLEY-AUX-GROISELLES
THUMEREVILLE	TIERCELET	TRAMONT-EMY
TRAMONT-LASSUS	TRAMONT-SAINT-ANDRE	TREMBLECOURT
TRIEUX	TRONVILLE	TUCQUEGNIEUX
UGNY	VALLEROY	VANDELAINVILLE
VIEVILLE-EN-HAYE	VILCEY-SUR-TREY	VILLE-AU-MONTOIS
VILLECEY-SUR-MAD	VILLE-HOUDLEMONT	VILLERS-EN-HAYE
VILLERS-LA-CHEVRE	VILLERS-LA-MONTAGNE	VILLERS-LE-ROND
VILLERS-LES-MOIVRONS	VILLERUPT	VILLE-SUR-VRON
VILLETTE	VITERNE	VIVIERS-SUR-CHIERES
WAVILLE	XAMMES	XIVRY-CIRCOURT
XONVILLE		

Département de la Meuse

ABAUCOURT-HAUTCOURT	AMEL-SUR-L'ETANG	APREMONT-LA-FORET
ARRANCY-SUR-CRUSNE	AUTREVILLE-SAINT-LAMBERT	AVILLERS-SAINTE-CROIX
AVIOTH	BAALON	BANTHEVILLE
BAUDREMONT	BAZELLES-SUR-OTHAIN	BELRAIN
BENEY-EN-WOEVRE	BETHELAINVILLE	BEZONVAUX
BLANZEE	BOINVILLE-EN-WOEVRE	BONZEE
BOUCONVILLE-SUR-MADT	BOULIGNY	BRAQUIIS
BREUX	BRIXEY-AUX-CHANOINES	BROUENNES
BROUSSEY-RAULECOURT	BUREY-EN-VAUX	BUREY-LA-COTE
BUXIERES-SOUS-LES-COTES	BUZY-DARMONT	CHALAINES
CHAMPOUGNY	CHATILLON-SOUS-LES-COTES	CHAUVEY-LE-CHATEAU
CHAUVEY-SUR-SEILLE	COMBRES-SOUS-LES-COTES	COUROUTRE
COUSANCES-LES-TRICOURT	DAGONVILLE	DAMLoup
DIEPPE-SOUS-DOUAUMONT	DOMMARTIN-LA-MONTAGNE	DOMMARTIN-BARONCOURT
DOMREMY-LA-CANNE	DONCOURT-AUX-TEMPLIERS	DOUAUMONT
DUZEY	ECOUVIEZ	EIX
LES EPARGES	EPIEZ-SUR-MEUSE	EPINONVILLE
ERNEVILLE-AUX-BOIS	ETAIN	ETON
FLASSIGNY	FLEURY-DEVANT-DOUAUMONT	FOAMEIX-ORNEL
FREMEREVILLE-SOUS-LES-COTES	FRESNES-EN-WOEVRE	FROMEZEY
GESNES-EN-ARGONNE	GEVILLE	GIMECOURT
GINCREY	GIRAUVOSIN	GOURAINCOURT
GOUSSAINCOURT	GRIMAUDEY-EN-WOEVRE	GUSSAINVILLE
HAN-LES-JUVIGNY	HANNONVILLE-SOUS-LES-COTES	HARVILLE
HAUDIOMONT	HEIPPES	HENNEMONT
HERBEUVILLE	HERMEVILLE-EN-WOEVRE	HEUDICOURT-SOUS-LES-COTES
INOR	IRE-LE-SEC	JONVILLE-EN-WOEVRE
JULVECOURT	JUVIGNY-SUR-LOISON	LABEUVILLE
LACHAUSSEE	LAHAYVILLE	LAMOUILLY
LANHERES	LATOUR-EN-WOEVRE	LAVALLEE
LEMMES	LEVONCOURT	LIGNIERES-SUR-AIRE
LONGCHAMPS-SUR-AIRE	LOUPMONT	LOUPPY-SUR-LOISON
MAIZERAY	MANHEULLES	MARCHEVILLE-EN-WOEVRE
MARTINCOURT-SUR-MEUSE	MARVILLE	MAUCOURT-SUR-ORNE

MAXEY-SUR-VAISE	MOGEVILLE	MONTBRAS
MONTFAUCON	MONTIGNY-LES-VAUCOULEURS	MONTMEDY
MONTSEC	MORANVILLE	MORGEMOULIN
MOULAINVILLE	MOULINS-SAINT-HUBERT	MOULOTTE
MUZERAY	NEPVANT	NEUVILLE-EN-VERDUNOIS
NEUVILLE-LES-VAUCOULEURS	NICEY-SUR-AIRE	NIXEVILLE-BLERCOURT
NONSARD-LAMARCHE	NOUILLONPONT	OLIZY-SUR-CHIERS
ORNES	OSCHES	OURCHES-SUR-MEUSE
PAGNY-LA-BLANCHE-COTE	PAREID	PARFONDRUPT
PIERREFITTE-SUR-AIRE	PILLON	PINTHEVILLE
POUILLY-SUR-MEUSE	QUINCY-LANDZECOURT	RAMBUCOURT
REMOIVILLE	RIAVILLE	RICHECOURT
RIGNY-LA-SALLE	RIGNY-SAINT-MARTIN	ROMAGNE-SOUS-MONTFAUCON
RONVAUX	ROUVRES-EN-WOEVRE	ROUVROIS-SUR-OTHAIN
RUPT-SUR-OTHAIN	SAINT-ANDRE-EN-BARROIS	SAINT-AUBIN-SUR-AIRE
SAINT-GERMAIN-SUR-MEUSE	SAINT-HILAIRE-EN-WOEVRE	SAINT-JEAN-LES-BUZY
SAINT-JULIEN-SOUS-LES-COTES	SAINT-LAURENT-SUR-OTHAIN	SAINT-MAURICE-SOUS-LES-COTES
SAINT-PIERREVILLERS	SAINT-REMY-LA-CALONNE	SAULX-LES-CHAMPLON
SAUVIGNY	SENON	SEPVIGNY
SORBEY	LES SOUHESMES-RAMPONT	SOUILLY
SPINCOURT	STENAY	TAILLANCOURT
THILLOT	THONNE-LA-LONG	THONNE-LE-THIL
THONNE-LES-PRES	THONNELLE	TRESAUX
UGNY-SUR-MEUSE	VADELAINCOURT	VARNEVILLE
VAUCOULEURS	VAUDONCOURT	VAUX-DEVANT-DAMLoup
VELOSNES	VERNEUIL-GRAND	VERNEUIL-PETIT
VIGNEULLES-LES-HATTONCHATEL	VIGNEUL-SOUS-MONTMEDY	VILLECLOYE
VILLE-DEVANT-BELRAIN	VILLE-EN-WOEVRE	VILLERS-SOUS-PAREID
VILLE-SUR-COUSANCES	VILLOTTE-SUR-AIRE	WARCO
WATRONVILLE	WOEL	XIVRAY-ET-MARVOISIN

Département de la Moselle

ABONCOURT-SUR-SEILLE	ACHAIN	AJONCOURT
ALAINCOURT-LA-COTE	AMANVILLERS	AMELECOURT
APACH	ARS-LAQUENEXY	ASSENONCOURT
ATTILONCOURT	AUGNY	AULNOIS-SUR-SEILLE
AZOUNDANGE	BASSING	BELLANGE
BELLES-FORETS	BEZANGE-LA-PETITE	BIDESTROFF
BIONCOURT	BLANCHE-EGlise	BOURGALTROFF
BOURDONNAY	BUCHY	BURLIONCOURT
CHAMBREY	CHATEAU-SALINS	CHATEAU-VOUE
CHATEL-SAINT-GERMAIN	CHEMINOT	CHERISEY
CHESNY	COIN-LES-CUVRY	COIN-SUR-SEILLE
CONTHIL	CONTZ-LES-BAINS	CRAINCOURT
CUTTING	CUVRY	DALHAIN
DELME	DESSELING	DIEUZE
DOMNON-LES-DIEUZE	DONJEUX	DONNELAY
FEY	FLEURY	FOSSIEUX
FOVILLE	FRESNES-EN-SAULNOIS	FRIBOURG
GELUCOURT	GERBECOURT	GOIN
GORZE	GRAVELOTTE	GREMECEY
GUEBESTROFF	GUEBLANGE-LES-DIEUZE	GUEBLING
GUERMANGE	HABOUDANGE	HAMPONT
HARAUCCOURT-SUR-SEILLE	HUNTING	JALLAUCOURT
JURY	JUVELIZE	KIRSCH-LES-SIERCK
KIRSCHNAUMEN	LAUNSTROFF	LEMONCOURT
LEY	LEZEY	LIDREZING
LIEHON	LINDRE-BASSE	LINDRE-HAUTE
LIOCOURT	LORRY-MARDIGNY	LOUVIGNY
LUBECOURT	MAIZIERES-LES-VIC	MALAUCCOURT-SUR-SEILLE
MANDEREN	MANHOUE	MARIEULLES
MARLY	MARSAL	MECLEUVES
MERSCHWEILLER	METZ	MONCOURT
MONTENACH	MONTIGNY-LES-METZ	MORHANGE
MORVILLE-LES-VIC	MOYENVIC	MULCEY
OBRECK	OMMERAY	ORIOCCOURT
ORNY	PAGNY-LES-GOIN	PELTRE
PETTONCOURT	PEVANGE	POMMERIEUX
PONTOY	POUILLY	POURNOY-LA-CHETIVE
POURNOY-LA-GRASSE	PUTTIGNY	PUZIEUX
RACRANGE	REMEILING	RETTTEL
REZONVILLE	RICHE	RITZING
RORBACH-LES-DIEUZE	ROZERIEULLES	RUSTROFF
SAILLY-ACHATEL	SAINT-JURE	SAINT-MEDARD
SALONNES	SECOURT	SIERCK-LES-BAINS
SILLEGNY	SILLY-EN-SAULNOIS	SOLGNE
SOTZELING	TARQUIMPOL	TINCRY
VAL-DE-BRIDE	VANNECOURT	VAXY
VERGAVILLE	VERNEVILLE	VERNY
VIC-SUR-SEILLE	VIGNY	VIONVILLE
VULMONT	WALDWISSE	WUISSE
XANREY	XOCOURT	ZARBELING
ZOMMANGE		

Département du Bas-Rhin

ACHENHEIM	ALTECKENDORF	ALTORF
ARTOLSHEIM	AUENHEIM	AVOLSHEIM
BALBRONN	BALDENHEIM	BARR
BATZENDORF	BEINHEIM	BENFELD
BERGBIETEN	BERNARDSWILLER	BERNOLSHEIM
BERSTETT	BERSTHEIM	BIBLSHEIM
BIETLENHEIM	BILWSHEIM	BINDERHEIM
BISCHHEIM	BISCHHEIM	BISCHOFFSHEIM

BISCHWILLER	BLAESHEIM	BLIENSCHWILLER
BOERSCH	BOESENBIESEN	BOLSENHEIM
BOOFZHEIM	BOOTZHEIM	BOSSENDORF
BOURGHEIM	BOUXWILLER	BREUSCHWICKERSHEIM
BRUMATH	CHATENOIS	DACHSTEIN
DAHLENHEIM	DAMBACH-LA-VILLE	DANGOLSHEIM
DAUENDORF	DIEBOLSHEIM	DIEFFENTHAL
DINGSHEIM	DINSHEIM	DONNENHEIM
DORLSHEIM	DOSSENHEIM-KOCHERSBERG	DRUSENHEIM
DUNTZENHEIM	DUPPIGHEIM	DURNINGEN
DUTTLENHEIM	EBERSHEIM	EBERSMUNSTER
ECKBOLSHEIM	ECKWERSHEIM	EICHHOFFEN
ELSENHEIM	ENTZHEIM	EPFING
ERGENSHEIM	ERNOLSHEIM-BRUCHE	ERSTEIN
ESCHAU	ESCHBACH	FEGERSHEIM
FESSENHEIM-LE-BAS	FLEXBOURG	FORSTFELD
FRIEDOLSHEIM	FRIESENHEIM	FURDENHEIM
GEISPOLSHHEIM	GERSTHEIM	GERTWILLER
GEUDERTHEIM	GINGSHEIM	GOUGENHEIM
GOWILLER	GRESSWILLER	GRIES
GRIESHEIM-PRES-MOLSHEIM	GRIESHEIM-SUR-SOUFFEL	HAGUENAU
HANDSCHUHEIM	HANGENBIETEN	HATTEN
HEIDOLSHEIM	HEILIGENSTEIN	HERBSHEIM
HERRLSHEIM	HESSENHEIM	HILSENHEIM
HINDISHEIM	HIPSHEIM	HOCHFELDEN
HOCHSTETT	HOENHEIM	HOERDT
HOHATZENHEIM	HOHENGOEFT	HOHFRANKENHEIM
HOLTZHEIM	HURTIGHEIM	HUTTENDORF
HUTTENHEIM	ICHTRATZHEIM	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN
INGENHEIM	INNENHEIM	ITTENHEIM
ITTERSWILLER	NEUGARTHEIM-ITTLNHEIM	KALTENHOUSE
KAUFFENHEIM	KERTZFELD	KESSELDORF
KIENHEIM	KINTZHEIM	KIRCHHEIM
KOGENHEIM	KOLBSHEIM	KRAUTERGERSHEIM
KRAUTWILLER	KRIEGSHEIM	KURTZENHOUSE
KUTTOLSHEIM	LAMPERTHEIM	LANDERSHEIM
LAUTERBOURG	LEUTENHEIM	LIMERSHEIM
LINGOLSHEIM	LIPSHEIM	MACKENHEIM
MARCKOLSHEIM	MARLENHEIM	MATZENHEIM
MEISTRATZHEIM	MINVERSHEIM	MITTELBERGHEIM
MITTELHAUSBERGEN	MITTELHAUSEN	MITTELSCHAEFFOLSHEIM
MOLSHEIM	MOMMENHEIM	MORSCHWILLER
MOTHERN	MUNCHHAUSEN	MUNDOLSHEIM
MUSSIG	MUTTERSCHOLTZ	MUTZENHOUSE
MUTZIG	NEEWILLER-PRES-LAUTERBOURG	NEUWILLER-LES-SAVERNE
NIEDERHAUSBERGEN	NIEDERLAUTERBACH	NIEDERNAI
NIEDERROEDERN	NIEDERSCHAEFFOLSHEIM	NORDHEIM
NORDHOUSE	NOTHALTEN	OBERNHEIM
BETSCHDORF	OBERHAUSBERGEN	OBERHOFFEN-SUR-MODER
OBERNAI	OBERSCHAEFFOLSHEIM	ODRATZHEIM
OHLUNGEN	OHNNHEIM	OLWISHEIM
ORSCHWILLER	OSTHOFFEN	OSTHOUSE
OSTWALD	OTTROTT	PFETTISHEIM
PFULGRIESHEIM	PLOBSHEIM	QUATZENHEIM
RANGEN	REICHSTETT	RICHTOLSHEIM
RITTERSHOFFEN	ROESCHWOOG	ROHR
ROHRWILLER	ROPPEHEIM	ROSENWILLER
ROSHEIM	ROSSFELD	ROTTLSHEIM
ROUNTZENHEIM	SAASENHEIM	SAASENHEIM
SAESSOLSHEIM	SAINT-NABOR	SAINT-PIERRE
SAND	SCHAEFFERSHEIM	SCHAEFFHOUSE-SUR-ZORN
SCHAEFFHOUSE-PRES-SELTZ	SCHARRACHBERGHEIM-IRMSTETT	SCHIEBENHARD
SCHIRWILLER	SCHILTIGHEIM	SCHILTIGHEIM
SCHIRRHHEIM	SCHIRRHOFFEN	SCHNERSHEIM
SCHWEIGHOUSE-SUR-MODER	SCHWINDRATZHEIM	SCHWOBSHEIM
SELESTAT	SELTZ	SERMERSHEIM
SESSENHEIM	SOUFFELWEYERSHEIM	SOUFFLENHEIM
SOULTZ-LES-BAINS	STATTMATTEN	STILL
STOTZHEIM	STUTZHEIM-OFFENHEIM	SUNDHOUSE
SURBOURG	TRAENHEIM	TRUCHTERSHEIM
UHLWILLER	UTTENHEIM	VALFF
LA VANCELE	VENDENHEIM	WAHLNHEIM
WALBOURG	WALTENHEIM-SUR-ZORN	WANGEN
WASSELONNE	WEITBRUCH	WESTHOFFEN
WESTHOUSE	WESTHOUSE	WEYERSHEIM
WILLGOTTHEIM	WINGERSHEIM	WINTERSHOUSE
WINTZENBACH	WINTZENHEIM-KOCHERSBERG	WITTERNHEIM
WITTERSHEIM	WITTISHEIM	WIWERSHEIM
WOLFISHEIM	WOLXHEIM	ZEHNACKER
ZEINHEIM	ZELLWILLE	

Département du Haut-Rhin

ALGOLSHEIM	ALTENACH	ALTIRCH
AMMERSCHWIHR	AMMERTZWILLER	ANDOLSHEIM
APPENWIHR	ARTZENHEIM	ASPACH
ASPACH-LE-BAS	ASPACH-LE-HAUT	ATTENSCHWILLER
BALDERSHEIM	BALGAU	BALLERSDORF
BALSCHWILLER	BALTZENHEIM	BANTZENHEIM
BALTENHEIM	BATTENHEIM	BELENHEIM
BELLEMAGNY	BENDORF	BENNWIHR

BERENTZWILLER	BERGHEIM	BERGHOLTZ
BERGHOLTZ-ZELL	BERNWILLER	BERRWILLER
BETTENDORF	BETTLACH	BIEDERTHAL
BIESHEIM	BILTZHEIM	BISCHWIHR
BISEL	BLODELSHEIM	BLOTZHEIM
BOLLWILLER	BOUXWILLER	BRECHAUMONT
BRETTE	BRINCKHEIM	BRUEBACH
BRUNSTATT	BUETHWILLER	BUHL
BURNHAUPT-LE-BAS	BURNHAUPT-LE-HAUT	BUSCHWILLER
CARSPACH	CERNAY	CHALAMPE
CHAVANNES-SUR-LE-TANG	COLMAR	COURTAVON
DANNEMARIE	DESSENHEIM	DIDENHEIM
DIEFMATTEN	DIETWILLER	DURLINSBACH
DURMENACH	DURRENENTZEN	EGLINGEN
EGUISHEIM	ELBACH	EMLINGEN
SAINT-BERNARD	ENSISHEIM	ESCHENTZWILLER
ETEIMBES	FALKWILLER	FELDBACH
FELDKIRCH	FERRETTE	FESSENHEIM
FISLIS	FLAXLANDEN	FOLGENSBURG
FORTSCHWIHR	FRANKEN	FRIESEN
FROENINGEN	FULLEREN	GALFINGUE
GEISPITZEN	GEISWASSER	GILDWILLER
GOMMERSDORF	GRENTZINGEN	GRUSSENHEIM
GUEBERSCHWIHR	GUEBWILLER	GUENAR
GUEVENATTEN	GUNDOLSHEIM	HABSHEIM
HAGENBACH	HAGENTHAL-LE-BAS	HAGENTHAL-LE-HAUT
HARTMANNWILLER	HATTSTATT	HAUSGAUEN
HECKEN	HEGENHEIM	HEIDWILLER
HEIMERSDORF	HEIMSBRUNN	HEITEREN
HEWILLER	HELFRANTZKIRCH	HENFLINGEN
HERRLISHEIM-PRES-COLMAR	HEISINGUE	HETTENSENCHLAG
HINDLINGEN	HIRSINGUE	HIRTZBACH
HIRTZFELDEN	HOCHSTATT	HOLTZWILLER
HOMBOURG	HORBOURG-WIHR	HOUSSEN
HUNAWIHR	HUNDSBACH	HUNINGUE
HUSSEREN-LES-CHATEAUX	ILLFURTH	ILLHAUSEN
ILLZACH	INGERSHEIM	ISSENHEIM
JEBBSHEIM	JETTINGEN	JUNGHOLTZ
KAPPELEN	KATZENTHAL	KAYSERSBERG
KEMBS	KIENTZHEIM	KIFFIS
KINGERSHEIM	KNOERINGUE	KOESTLACH
KOETZINGUE	KUNDSER	LANDSER
LARGITZEN	LEVONCOURT	LEYMEN
LIEBENSWILLER	LIEBSDORF	LIGSDORF
LINSBACH	LOGELHEIM	LUCELLE
LUEMSCHWILLER	VALDIEU-LUTRAN	LUTTER
LUTTERBACH	MAGNY	MAGSTATT-LE-BAS
MAGSTATT-LE-HAUT	MANSBACH	MERTZEN
MERXHEIM	MEYENHEIM	MICHELBAACH-LE-BAS
MICHELBAACH-LE-HAUT	MITTELWIHR	MOERNACH
MONTREUX-JEUNE	MONTREUX-VIEUX	MOOSLARGUE
MORSCHWILLER-LE-BAS	MUESPACH	MUESPACH-LE-HAUT
MULHOUSE	MUNCHHOUSE	MUNTZENHEIM
MUNWILLER	NAMBSHEIM	NEUF-BRISACH
NEUWILLER	NIEDERENTZEN	NIEDERHERGHEIM
NIEDERMORSCHWIHR	NIFFER	OBERDORF
OBERENTZEN	OBERHERGHEIM	OBERLARG
OBERMORSCHWIHR	OBERMORSCHWILLER	OBERSAASHEIM
OLTINGUE	ORSCHWIR	OSENBACH
OSTHEIM	OTTMARSHHEIM	PETIT-LANDAU
PFaffenheim	PFASTATT	PFETTERHOUSE
PULVERSHEIM	RAEDERSDORF	RAEDERSWILLER
RANSBACH-LE-BAS	RANSBACH-LE-HAUT	RANTZWILLER
REGUISHEIM	REININGUE	RETZWILLER
RIBEAUVILLE	RICHWILLER	RIEDSHEIM
RIEDWIHR	RIESBACH	RIQUEWIHR
RIXHEIM	RODERN	ROGGENHOUSE
ROMAGNY	ROPPENTZWILLER	RORSCHWIHR
ROSENAU	ROUFFACH	ROUFFACH
RUEDERBACH	RUELISHEIM	RUSTENHART
RUMERSHEIM-LE-HAUT	SAINT-COSME	SAINT-CROIX-EN-PLAINE
SAINT-HIPPOLYTE	SAINT-LOUIS	SAINT-ULRICH
SAUSHEIM	SCHLIERBACH	SCHWEIGHOUSE-THANN
SCHWOBBEN	SEPPOIS-LE-BAS	SEPPOIS-LE-HAUT
SIERENTZ	SIGOLSHEIM	SONDERSDORF
SOULTZ-HAUT-RHIN	SOULTZ-HAUT-RHIN	SOULTZMATT
SOULTZMATT	SPECHBACH-LE-BAS	SPECHBACH-LE-HAUT
STAFFELFELDEN	STEINBACH	STEINBRUNN-LE-BAS
STEINBRUNN-LE-HAUT	STEINSOULTZ	STERNENBERG
STETTEN	STRUETH	SUNDHOFFEN
TAGOLSHEIM	TAGSDORF	TRAUBACH-LE-BAS
TRAUBACH-LE-HAUT	TURCKHEIM	UEBERSTRASS
UFFHEIM	UFFHOLTZ	UNGERSHEIM
URSCHENHEIM	VIEUX-FERRETTE	VIEUX-THANN
VILLAGE-NEUF	VOEGTLINSHOFEN	VOGELGRUN
VOLGELSHEIM	WAHLBACH	WALDIGHOFEN
WALHEIM	WALTENHEIM	WATTWILLER
WECKOLSHEIM	WENTZWILLER	WERENTZHOUSE
WESTHALTEN	WETTOLSHEIM	WICKERSCHWIHR
WIDENSOHLEN	WILLER	WINKEL
WINTZENHEIM	WITTELSHEIM	WITTENHEIM
WITTERSDORF	WOLFERSDORF	WOLFGANTZEN
WOLSCHWILLER	WUENHEIM	ZAESSINGUE
ZELLENBERG	ZILLISHEIM	ZIMMERSHEIM
Département des Vosges		
AROFFE	ATTIGNEVILLE	AUTIGNY-LA-TOUR

AUTREVILLE	BARVILLE	BAZOILLES-SUR-MEUSE
BEAUFREMONT	CERTILLEUX	CIRCOURT-SUR-MOUZON
CLEREY-LA-COTE	COUSSEY	DOMREMY-LA-PUCELLE
FREBECOURT	GREUX	HARCHECHAMP
HARMONVILLE	JAINVILLOTTE	JUBAINVILLE
LANDAVILLE	LEMMECOURT	LIGNEVILLE
MACONCOURT	MARTIGNY-LES-GERBONVAUX	MAXEY-SUR-MEUSE
MONCEL-SUR-VAIR	MONT-LES-NEUFCHATEAU	MONTHUREUX-LE-SEC
NEUFCHATEAU	POMPIERRE	PUNEROT
REBEUVILLE	ROLLAINVILLE	ROUVRES-LA-CHETIVE
RUPPES	SARTES	SONCOURT
SOULLOSSE-SOUS-SAINT-ELOPHE	THUILLIERES	TILLEUX
TRANQUEVILLE-GRAUX	VICHEREY	

Direction régionale des affaires sanitaires et sociales
Service protection sociale

Extrait de l'arrêté S.G.A.R. N° 2007-178 en date du 6 juillet 2007 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse d'Allocations Familiales de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de la région Lorraine
Préfet de la zone de défense Est
Préfet de la Moselle

A R R E T E

Art. 1er : Sont nommés membres du conseil d'administration de la Caisse d'Allocations Familiales de Meurthe-et-Moselle :

- En tant que représentants des assurés sociaux sur désignation de :

- La Confédération Générale du Travail (CGT) ;

Titulaires : M. Eskill ADENOT
Mme Françoise SEIROLLE née PAYEN
Suppléants : M. Abder Rahim FAIQ
Mme Yolande GASPARINI MARITALE

- La Confédération Générale du Travail Force Ouvrière (CGT-FO) ;

Titulaires : M. Daniel PICCINELLI
Mme Christelle ROUX
Suppléants : Mme Monique BOGE
M. Jean-Claude CHARPENTIER

- La Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT) ;

Titulaires : M. Patrick DELICOURT
Mme Anne-Marie MAUSS
Suppléants : Mme Isabelle ABDELMOULA
Mme Michèle PONCIONI

- La Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC) ;

Titulaire : M. Christian BIRON
Suppléant : Melle Caroline TYKOCZINSKY
- La Confédération Française de l'Encadrement CGC (CFE-CGC) ;

Titulaire : M. Jean Noël DUCHÈNE

Suppléant : M. Jean-Patrick GIL

- En tant que représentants des employeurs :

- sur désignation de l'Union professionnelle artisanale (UPA) ;

Titulaire : Mme Michèle JACQUEMIN

Suppléant : M. Claudius HAMARD

- En tant que représentants des travailleurs indépendants :

- sur désignation de l'Union professionnelle artisanale

Titulaire : Mme Ginette CASPAR

Suppléant : M. Jean-Paul MULLER

- En tant que représentants des associations familiales :

Titulaires : Mme Patricia MALGRAS née ISSELLE
Mme Annie OLIVIER
M. Etienne SAUD
M. Emmanuel VIEL
Suppléants : Mme Bernadette ALVERNHE
Mme Michèle CHALON
M. André LOUP

Mme Marie-Claude SEGALT

- En tant que personnes qualifiées sur désignation du Préfet de région :

Mme Marie-Noëlle FRAGNIERE
Mme Brigitte HENNEQUIN-MORLOT
M. Jean-Paul LACRESSE
Mme Monique VASSEUR

Art. 2 : L'arrêté SGAR N° 2007-40 en date du 20 février 2007 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse d'Allocations Familiales de Meurthe-et-Moselle est abrogé.

Art. 3 : Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de Lorraine, le Préfet du Département de Meurthe-et-Moselle, la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché au bulletin officiel de la Région Lorraine ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

Le Préfet de la Région Lorraine
Pierre-René LEMAS

Extrait de l'arrêté S.G.A.R. N°2007-179 en date du 6 juillet 2007 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est

Le préfet de la région Lorraine
Préfet de la zone de défense Est
Préfet de la Moselle

ARRETE

Art. 1er : Sont nommés membres du conseil d'administration de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est :

- En tant que représentants des assurés sociaux :

- Sur désignation de la Confédération Générale du Travail (CGT) ;

Titulaires : M. Robert BURLION
Mme Ghislaine STEPHANN

Suppléants : M. Sylvio CICCOTELLI
M. Robert ELTRUDIS

- Sur désignation de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière (CGT-FO) ;

Titulaires : M. Michel OUDIN

M. André PENAUD

Suppléants : M. Daniel BOURET

M. Yves SABRON

- Sur désignation de la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT) ;

Titulaires : M. Hubert ATTENONT

M. Gérard ROBINET

Suppléants : M. Jean-Paul MARTIN

M. Jean-Pierre JOLIFF

- sur désignation de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC) ;

Titulaire : Mlle Caroline TYKOCZINSKY

Suppléant : M. Charles MARTINEZ

- sur désignation de la Confédération Française de l'Encadrement CGC(CFE-CGC) ;

Titulaire : M. Roger VIOLETTI

Suppléant : M. Alain BENAMOU

- En tant que représentants des employeurs :

- sur désignation du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF) ;

Titulaire : M. Jean-Pierre CASTELLO

M. Jean-François CULOT

M. Jacky GAUGUET

M. Philippe PERRIN

Suppléant : M. Jean-Pierre BIDEAU

Mme Danielle DUBOIS

M. Grégoire MERMET

M. Alain REGAD

- sur désignation de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME) ;

Titulaire : Mme Chantal CHABREYROU

M. Stéphane HEIT

Suppléant : M. Jonathan SALMON

M. Jean-Claude SCHOSSELER

- sur désignation de l'Union Professionnelle Artisanale (UPA)

Titulaires : M. Robert BUGUET

M. André POIREL

Suppléants : M. Michel GERAULD

M. Jean-François PETIT

- En tant que représentants de la fédération nationale de la mutualité française (FNMH)

Titulaire : M. Jean-Louis OLAÏZOLA

Suppléant : M. Pierre BROUSMICHE

- En tant que représentants des associations familiales

- sur désignation des Unions Régionales des associations familiales de la circonscription de la caisse

Titulaire : Mme Catherine DANET

Suppléant : M. Bernard REMY

- En tant que personnes qualifiées sur désignation du Préfet de région :

Mme Joëlle BACH

Mme Jacqueline CHATEAU

Mme Sylvie MATHIEU née LAMBOLEZ

Mme Isabelle SALCIARINI

Art. 2 : L'arrêté SGAR N° 2007-75 en date du 29 mars 2007 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est est abrogé.

Art. 3 : Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de Lorraine, la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel des régions Lorraines et Champagne-Ardenne.

Le Préfet de la Région Lorraine
Pierre-René LEMAS

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**Cabinet du préfet**

Bureau des affaires politiques

Extrait de l'arrêté du 21 juin 2007 relatif à l'attribution de la médaille d'honneur des sapeurs pompiers professionnels à l'occasion de la promotion du 14 juillet 2007

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : La médaille d'honneur est décernée aux Sapeurs-Pompiers professionnels, dont les noms suivent, qui ont constamment fait preuve de dévouement :
Médaille d'ARGENT

- Monsieur ARCOBA Robert
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS DE NEUVES-MAISONS,
demeurant à XIROCOURT

- Monsieur PIERRE Jérôme
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY,
demeurant à NANCY

- Monsieur VERY Bruno
Major, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE PONT-A-MOUSSON,
demeurant à PONT-A-MOUSSON

- Monsieur WARGA Sylvain
Caporal, CENTRE DE SECOURS DE LONGWY,
demeurant à AUBANGE en Belgique

Médaille de VERMEIL

- Monsieur BRIEL Philippe
Adjudant, S.D.I.S.,
demeurant à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY

- Monsieur DUFOUR Philippe
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY,
demeurant à LUPCOURT

- Monsieur HORNOY Jean-Michel
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY,
demeurant à DOMMARTHEMONT

- Monsieur JEANDEL Philippe
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY,
demeurant à BLENOD-LES-TOUL

- Monsieur ROLLET Fabrice
Major, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY,
demeurant à FLEVILLE-DEVANT-NANCY

- Monsieur SEMLER Clément
Adjudant-Chef, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY,
demeurant à CREVIC

- Monsieur SIMON Marc
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY,
demeurant à VILLERS-LES-NANCY

Médaille d'OR

- Monsieur DOPP Maurice
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY,
demeurant à HEILLECOURT

- Monsieur LALLEMENT Jean-Bernard
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY,
demeurant à NEUVES-MAISONS

- Monsieur SCHENCK Jacques
Adjudant-Chef, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY,
demeurant à CREVIC

- Monsieur THIEBAUT Jean-Paul
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY,
demeurant à CHALIGNY

Art. 2 : La médaille d'honneur est décernée aux Sapeurs-Pompiers volontaires, dont les noms suivent, qui ont constamment fait preuve de dévouement :
Médaille d'ARGENT

- Monsieur AUBOIN Gérald
Caporal-Chef, CENTRE DE SECOURS DE MONT-BONVILLERS,
demeurant à MONT-BONVILLERS

- Monsieur CHARTON Franck
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS DE PAGNY-SUR-MOSELLE,
demeurant à PAGNY-SUR-MOSELLE

- Monsieur CIRIEZ Lionel
Adjudant-Chef, CENTRE DE SECOURS DE PAGNY-SUR-MOSELLE,
demeurant à PAGNY-SUR-MOSELLE

- Monsieur COLUCCI Robert
Commandant, CENTRE DE SECOURS DE NEUVES-MAISONS,
demeurant à NEUVES-MAISONS

- Monsieur JEANBERT Marcel
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS DE BADONVILLER,
demeurant à BADONVILLER

- Monsieur MEURISSE Philippe
Adjudant-Chef, CENTRE DE SECOURS DE LONGWY,
demeurant à MORFONTAINE

- Monsieur PLONGUE Jean-Marie
Caporal-Chef, CENTRE DE SECOURS DE FOUG,
demeurant à FOUG

- Monsieur RENAUD-LAURAIN André
Caporal-Chef, CENTRE DE SECOURS DE FOUG,
demeurant à FOUG

- Monsieur VEISSE Claude
Commandant, S.D.I.S.,
demeurant à COYVILLER

Médaille de VERMEIL

- Monsieur BAROTTIN Bernard
Caporal-Chef, CENTRE DE SECOURS DE HARAUCOURT,
demeurant à VARANGEVILLE

- Monsieur LANGE Gaston
Caporal-Chef, CENTRE DE SECOURS DE HARAUCOURT,
demeurant à HARAUCOURT

- Monsieur MARCHESE Antonio
Adjudant-Chef, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE BRIEY,
demeurant à BRIEY

Médaille d'OR

- Monsieur CLAUSSE Alain
Caporal-Chef, CENTRE DE SECOURS DE PAGNY-SUR-MOSELLE,
demeurant à PAGNY-SUR-MOSELLE

- Monsieur GASQUERES Pierre
Caporal-Chef, CENTRE DE SECOURS DE BERTRICHAMPS,
demeurant à BERTRICHAMPS

- Monsieur VILLEMIN Alix
Adjudant-Chef, CENTRE DE SECOURS DE LENONCOURT,
demeurant à VARANGEVILLE

Art. 3 : Le secrétaire général et le directeur de cabinet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 21 juin 2007

Le préfet,
Claude BALAND

Extrait de l'arrêté du 25 juin 2007 accordant la médaille d'honneur régionale, départementale et communale à l'occasion de la promotion du 14 juillet 2007

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er : Les médailles d'honneur régionale, départementale et communale sont décernées aux titulaires de mandats électifs dont les noms suivent :

Médaille ARGENT

- Monsieur ARTHAUD René
Adjoint au maire de ARNAVILLE
demeurant à ARNAVILLE
- Monsieur BARRÉ Alain
Adjoint au maire de SAINT MAX
demeurant à SAINT MAX
- Monsieur BERTRAND Pierre
Ancien maire de LAY SAINT CHRISTOPHE
demeurant à LAY SAINT CHRISTOPHE
- Monsieur BOULANGER Jacques
Maire de PIERRE PERCÉE
demeurant à PIERRE PERCÉE
- Monsieur BOUQUET René
Adjoint au maire de VAL ET CHÂTILLON
demeurant à VAL ET CHÂTILLON
- Monsieur CHALLIE Roger
Ancien adjoint au maire de ÉCROUVES
demeurant à ÉCROUVES
- Monsieur CHAROLET Daniel
Conseiller municipal de VAL ET CHÂTILLON
demeurant à VAL ET CHÂTILLON
- Monsieur CHARTON Marcel
Adjoint au maire de CROISMARE
demeurant à CROISMARE
- Monsieur COMBEAU Claude
Conseiller municipal de PIERRE PERCÉE
demeurant à PIERRE PERCÉE
- Madame DARDAINE Daniel
Conseiller municipal de VAL ET CHÂTILLON
demeurant à VAL ET CHÂTILLON
- Monsieur DEMANGE Roger
Maire de SAINTE PÔLE
demeurant à SAINTE PÔLE
- Monsieur DUMON Charles
Conseiller municipal de BLENOD LES PONT A MOUSSON
demeurant à BLENOD LÈS PONT À MOUSSON
- Monsieur GERARD Alain
Maire de VAL ET CHÂTILLON
demeurant à VAL ET CHÂTILLON
- Monsieur GHELFI Christian
Ancien adjoint au maire de TRIEUX
demeurant à TRIEUX
- Monsieur GIGON Daniel
Conseiller municipal de CHAMPEY SUR MOSELLE
demeurant à CHAMPEY SUR MOSELLE
- Monsieur KAZMIERCZAK André
Ancien adjoint au maire de TRIEUX
demeurant à TRIEUX
- Monsieur KESSLER Jacques
Adjoint au maire de LAY SAINT CHRISTOPHE
demeurant à LAY SAINT CHRISTOPHE
- Monsieur LAURENT Alain
Adjoint au maire de GÉLAUCOURT
demeurant à GÉLAUCOURT
- Monsieur MANGIN Jean Pierre
Adjoint au maire de SAINTE PÔLE
demeurant à SAINTE PÔLE
- Monsieur MARCHAL André
Adjoint au maire de JAILLON
demeurant à JAILLON
- Monsieur POINSARD Michel
Adjoint au maire de LAY SAINT CHRISTOPHE
demeurant à LAY SAINT CHRISTOPHE
- Monsieur POLEGGI Daniel
Maire de ABBÉVILLE LÈS CONFLANS
demeurant à ABBÉVILLE LÈS CONFLANS
- Monsieur PREVOT Claude
Ancien conseiller municipal de VILLEY LE SEC
demeurant à VILLEY LE SEC
- Madame REGNIER Chantal née COLNOT
Maire de ANTHELUPT
demeurant à ANTHELUPT
- Monsieur REMY Jean

- Conseiller municipal de BEZAUMONT
demeurant à BEZAUMONT
- Monsieur RENARD Aimé
Conseiller municipal de VERDENAL
demeurant à VERDENAL
- Monsieur ROTACH Pierre
Maire de LAY SAINT CHRISTOPHE
demeurant à LAY SAINT CHRISTOPHE
- Monsieur STEPHANI Henri
Conseiller municipal de TRAMONT EMY
demeurant à TRAMONT ÉMY
- Monsieur VAUTRIN Jean-François
Conseiller municipal de MOYEN
demeurant à MOYEN
- Médaille VERMEIL
- Madame BABEL Marguerite née SIMOUTRE
Maire de LANDÉCOURT
demeurant à LANDÉCOURT
- Monsieur BEGORRE Henri
Maire de MAXÉVILLE
demeurant à MAXÉVILLE
- Monsieur BENAUD Jean-François
Maire de MANCE
demeurant à MANCE
- Monsieur BERTELLE Serge
Maire de CRUSNES
demeurant à CRUSNES
- Monsieur CHARPENTIER André
Adjoint au maire de LANEUVEVILLE DEVANT NANCY
demeurant à LANEUVEVILLE DEVANT NANCY
- Monsieur COLLIGNON René
Adjoint au maire de MINORVILLE
demeurant à MINORVILLE
- Monsieur COURTY Robert
Adjoint au maire de LONGUYON
demeurant à LONGUYON
- Monsieur CREMEL Hubert
Adjoint au maire de VELLE SUR MOSELLE
demeurant à VELLE SUR MOSELLE
- Monsieur DAMILO Raymond
Conseiller municipal de PUXE
demeurant à PUXE
- Madame GARGAM Liliane née DENIS
Adjoint au maire de BAINVILLE SUR MADON
demeurant à BAINVILLE SUR MADON
- Monsieur GAY Gérard
Adjoint au maire de ÉPLY
demeurant à ÉPLY
- Monsieur GERMAIN Christian
Conseiller municipal de PREUTIN HIGNY
demeurant à PREUTIN HIGNY
- Monsieur GILSON Gilbert Roger
Adjoint au maire de VILLERUPT
demeurant à VILLERUPT
- Monsieur GIRARD Charles
Conseiller municipal de MONCEL SUR SEILLE
demeurant à MONCEL SUR SEILLE
- Monsieur GUIDAT Claude
Maire de BAINVILLE SUR MADON
demeurant à BAINVILLE SUR MADON
- Monsieur GUILHEN Daniel
Maire de VILLE SUR YRON
demeurant à VILLE SUR YRON
- Monsieur HIBLOT Robert
Conseiller municipal de LONGUYON
demeurant à LONGUYON
- Monsieur KESSLER Jean-Marie
Conseiller municipal de FONTENOY SUR MOSELLE
demeurant à FONTENOY SUR MOSELLE
- Monsieur LASSERONT Jean-Marie
Adjoint au maire de UGNY
demeurant à UGNY
- Mademoiselle LEMOY Anne-Marie
Conseiller municipal de MANONVILLE
demeurant à MANONVILLE
- Monsieur LIGNIER André
Conseiller municipal de PORT SUR SEILLE
demeurant à PORT SUR SEILLE
- Monsieur MANDIT Raymond
Conseiller municipal de HAN DEVANT PIERREPONT
demeurant à HAN DEVANT PIERREPONT
- Monsieur MARIGNY Pierre
Adjoint au maire de PORT SUR SEILLE
demeurant à PORT SUR SEILLE
- Monsieur MAURER Paul
Adjoint au maire de BEZAUMONT
demeurant à BEZAUMONT
- Monsieur PAIX Michel
Conseiller municipal de PORT SUR SEILLE
demeurant à PORT SUR SEILLE
- Monsieur PAQUIN Guy

Adjoint au maire de LONGUYON
demeurant à LONGUYON

- Monsieur POPULUS Daniel
Conseiller municipal de DROUVILLE
demeurant à DROUVILLE
- Madame ROYER Mireille née MENINI
Adjoint au maire de PULNOY
demeurant à PULNOY
- Monsieur SWALDUZ Pierre Roger
Conseiller municipal de VILLERUPT
demeurant à VILLERUPT
- Monsieur VAUTRIN Denis
Maire de MANONVILLE
demeurant à MANONVILLE
- Monsieur ZAMMIT Jean-Yves
Conseiller municipal de EINVILLE AU JARD
demeurant à EINVILLE AU JARD

Médaille OR

- Monsieur CAILLOUX René
Maire de ARNAVILLE
demeurant à ARNAVILLE
- Monsieur CAPDEVIELLE Michel
Maire de GELAU COURT
demeurant à GELAU COURT
- Monsieur FASSOTTE Jean Albert
Maire de PUXE
demeurant à PUXE
- Monsieur LEMOINE Guy
Adjoint au maire de XAMMES
demeurant à XAMMES
- Monsieur PEPORTE Jules Pierre
Maire de PREUTIN HIGNY
demeurant à PREUTIN HIGNY
- Monsieur VACHON Armand
Adjoint au maire de CHAMPEY SUR MOSELLE
demeurant à CHAMPEY SUR MOSELLE
- Monsieur VERDENAL Alain
Maire de EINVILLE AU JARD
demeurant à EINVILLE AU JARD

Art. 2 : Les médailles d'honneur régionale, départementale et communale sont
décernées aux fonctionnaires et agents des collectivités locales dont les noms
suivent :

Médaille ARGENT

- Madame ANCEL Françoise née BOURGER
Adjoint technique 2ème classe, MAIRIE de JARVILLE LA MALGRANGE
demeurant à JARVILLE LA MALGRANGE
- Madame ANSELMi Nadine
Agent des services hospitaliers qualifié, CENTRE HOSPITALIER
FRANCOIS MAILLOT de BRIEY
demeurant à AUBOUÉ
- Madame APOLLINI Laurence
Agent des services techniques, MAIRIE de LONGWY
demeurant à LONGWY
- Madame ARNOULD Céline
ATSEM, MAIRIE de ÉCROUVES
demeurant à ÉCROUVES
- Monsieur AUBRY Marc
Infirmier cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Monsieur AUEN Jean-Michel
Adjoint technique principal 2° classe, COMMUNAUTE URBAINE DU
GRAND NANCY de NANCY
demeurant à TOMBLAINE
- Monsieur BAILLY Olivier
Agent d'entretien qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame BAILLY Rachel née ADNET
Auxiliaire puéricultrice de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à ROSIÈRES AUX SALINES
- Madame BAINVILLE Marie-Christine née TOLMAJNER
Manipulateur d'électroradiologie de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à PAGNEY DERRIÈRE BARINE
- Madame BARCIK Marie-Louise née PARISOT
Adjoint technique 2° classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame BARDOT Claude née WENNER
Infirmière diplômée d'Etat, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE
demeurant à DAMELEVIERES
- Mademoiselle BARIN Isabelle
Auxiliaire puéricultrice de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à BOUXIÈRES AUX DAMES
- Madame BARRAULT Sylvie
Adjoint administratif hospitalier 1° classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à LANEUVILLE DEVANT NANCY
- Monsieur BASILE Jean Louis
Manipulateur d'électroradiologie de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS LÈS NANCY
- Mademoiselle BAUMANN Michèle
Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à HEILLECOURT
- Monsieur BEDEL Guy

Adjoint du patrimoine 2° classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à JARVILLE LA MALGRANGE

- Madame BERBAIN Christine née NICOLAS
Adjoint administratif principal 1° classe, MAIRIE de BAINVILLE SUR
MADON
demeurant à VITREY
- Madame BERGNACH Nicole
Infirmière classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER FRANCOIS
MAILLOT de BRIEY
demeurant à JOEUF
- Madame BERNARD Nicole née METZ
Adjoint technique 2° classe, MAIRIE de NEUVES MAISONS
demeurant à NEUVES MAISONS
- Mademoiselle BERNOT Sandrine
Adjoint administratif principal 2ème classe, MAIRIE de TOUL
demeurant à BICQUELEY
- Monsieur BERTIN René
Agent technique principal, MAIRIE de TOUL
demeurant à TOUL
- Mademoiselle BERVEILLER Sophie
Adjoint administratif 2° classe, CENTRE COMMUNAL D'ACTION
SOCIALE de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame BEUREY Claire née NOTIN
Directeur territorial, MAIRIE de LAXOU
demeurant à NANCY
- Madame BIANCHI Josiane
Assistant qualifié de conservation 2° classe, MAIRIE de LONGWY
demeurant à LONGWY
- Madame BICEGO Martine née CAMBIE
Infirmière diplômée d'Etat de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à LUDRES
- Madame BILLOT Françoise née BOCHET
Puéricultrice cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame BLAISE Brigitte
Aide-soignante, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE
demeurant à MONT SUR MEURTHE
- Madame BLANCK Mariette née GÉRARD
Secrétaire de Mairie, MAIRIE de VAL ET CHÂTILLON
demeurant à PETITMONT
- Mademoiselle BOSSEVOT Patricia
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS LÈS NANCY
- Madame BOUCHY Brigitte
Infirmière anesthésiste cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame BOULAHOUACHE Marylène née ROLLIN
Agent territorial spécialisé des écoles maternelles 2° classe, MAIRIE de
NANCY
demeurant à NANCY
- Madame BRANDMEYER Nicole née MALEY
Standardiste, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
- Monsieur BRED A Michel
Garde champêtre chef, MAIRIE de TOUL
demeurant à PIERRE LA TREICHE
- Monsieur BRESSOLLETTE Patrick
Infirmier anesthésiste de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à ESSEY LÈS NANCY
- Madame BRET Mireille née GUIDON
Infirmière diplômée d'Etat classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER
FRANCOIS MAILLOT de BRIEY
demeurant à HATRIZE
- Madame BRICLOT Angeline née NAZZARI
Aide-soignante classe normale, CENTRE HOSPITALIER FRANCOIS
MAILLOT de BRIEY
demeurant à TRIEUX
- Madame BRUOT Lisiane née TRESSE
Adjoint administratif 1° classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND
NANCY de NANCY
demeurant à NANCY
- Monsieur BRUSCO Eric
Educateur des activités physiques et sportives hors classe, MAIRIE de
BLÉNOD LÈS PONT-À-MOUSSON
demeurant à PONT À MOUSSON
- Madame CAIRA Marie Véronique
Technicien de laboratoire de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à NEUVES MAISONS
- Madame CARRE Marie-France née FIFRE
Agent social qualifié 2° classe, MAIRIE de VANDOEUVRE LÈS NANCY
demeurant à LANEUVILLE DEVANT NANCY
- Madame CARTRON Maité
Adjoint administratif de 1ère classe, MAIRIE de ÉCROUVES
demeurant à TOUL
- Mademoiselle CATALDI Yolande
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOMBLAINE
- Monsieur CHARLOT Hervé
Ouvrier professionnel qualifié, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE
demeurant à XERMAMÉNIL

- Mademoiselle CHONE Suzanne (En retraite)
Infirmière cadre supérieure de santé, CENTRE HOSPITALIER FRANCOIS MAILLOT de BRIEY
demeurant à MANCE
- Madame CHOQUERT Agnès née THIERY
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à FROUARD
- Monsieur CLEMENT Didier
Agent technique qualifié, MAIRIE de JARVILLE LA MALGRANGE
demeurant à JARVILLE LA MALGRANGE
- Monsieur COIGNARD Christophe
Technicien supérieur principal, MAIRIE de JARNY
demeurant à CONFLANS EN JARNISY
- Mademoiselle COLIN Catherine
Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Monsieur COMTE Philippe
Agent technique, MAIRIE de JARVILLE LA MALGRANGE
demeurant à NANCY
- Madame CONTAL Patricia née SAPORETTI
Auxiliaire de puériculture, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE
demeurant à NONHIGNY
- Monsieur CONTAL Roger
Agent technique en chef, MAIRIE de PONT SAINT VINCENT
demeurant à PONT SAINT VINCENT
- Monsieur COURTIOL Thierry
Aide-soignant brancardier de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAINT NICOLAS DE PORT
- Monsieur DANIEL Dominique
Adjoint technique principal 1° classe, MAIRIE de VILLERUPT
demeurant à VILLERUPT
- Mademoiselle DARBELLAY Jacqueline
Assistante maternelle, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame DEBAT Murielle née ANTOINE
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAIZERAIS
- Madame DELANDRE Dominique née MELINE
Infirmière diplômée d'Etat, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE
demeurant à DAMELEVIÈRES
- Madame DEMAEL Antonina née PENNINO
Manipulateur d'électroradiologie de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAINT MAX
- Madame DESSAINT Catherine née BOZZI
Sage-femme classe supérieure, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame DIAS DA FONTE Valérie née SAINT-REMY
Adjoint administratif 2° classe, MAIRIE de LONGWY
demeurant à LEXY
- Monsieur DIDIER Pascal
Agent d'entretien qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à ESSEY LÈS NANCY
- Madame DIDIER JEANDAT Michèle née DIDIER
Technicien de laboratoire de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à LANEUVEVILLE DEVANT NANCY
- Madame DUBOIS Véronique née MILLOT
Infirmière cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à ART SUR MEURTHE
- Madame DUGNY Louisa née KHALDI
Infirmier de classe supérieure, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à ARMAUCOURT
- Monsieur DUHOUX Emmanuel
Agent technique principal, MAIRIE de JARNY
demeurant à JARNY
- Madame DUPORTAIL Marisa née PIASTRA
Agent de service, MAIRIE de MONT SAINT MARTIN
demeurant à MONT SAINT MARTIN
- Madame DURUPT Marcelle née MAIRE
Adjoint administratif 2° classe, MAIRIE de BACCARAT
demeurant à BERTRICHAMPS
- Madame DURUPT Patricia née NEVEU OUY
Bibliothécaire, MAIRIE de NANCY
demeurant à VILLERS LÈS NANCY
- Madame EISENMANN Bruna née MAIETTI
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOMBLAINE
- Monsieur FAESSEL Patrick
Adjoint technique 1° classe, MAIRIE de VILLERUPT
demeurant à VILLERUPT
- Madame FAGOT Maryse née THOMASSIN
Adjoint administratif hospitalier de 1° classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à FLÉVILLE DEVANT NANCY
- Madame FALANGA Rose Marie née NATELLA
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Monsieur FARGEAS Didier
Infirmier de classe normale, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à LAXOU
- Mademoiselle FERY Josiane
Aide-soignante classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER FRANCOIS MAILLOT de BRIEY
demeurant à BRIEY
- Monsieur FIDANZA Charly
Administrateur hors classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à LUDRES
- Mademoiselle FIORANI Isabelle
Rédacteur, COMMUNAUTE DE COMMUNES DU TOULOIS de TOUL
demeurant à TOUL
- Madame FOULON Marie-Christine née PETITCOLAS
Agent des services hospitaliers qualifié, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à NEUVES MAISONS
- Madame FREMIOT Sylvie née MAZURIER
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à BENNEY
- Madame FROSIO Françoise née BOMMARD
Aide-soignante classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER FRANCOIS MAILLOT de BRIEY
demeurant à MERCY LE BAS
- Madame FRUSTIN Annick née MARCHAL
Adjoint administratif principal 2ème classe, MAIRIE de LIVERDUN
demeurant à LIVERDUN
- Madame GABAYE Nelly née BOULANGÉ
Adjoint administratif principal 1ère classe, MAIRIE de TOUL
demeurant à DOMGERMAIN
- Madame GAILLET Laurence née LATOSINSKI
Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à HEILLECOURT
- Madame GALAND Sylviane ernestine née JACQUES
A.T.S.E.M 2ème classe, MAIRIE de TOUL
demeurant à TOUL
- Monsieur GARLAND Olivier
Adjoint technique principal 2° classe, MAIRIE de BACCARAT
demeurant à AZERAILLES
- Madame GARNIER Jocelyne
Adjoint administratif principal 2° classe, MAIRIE de BLÉNOD LÈS PONT-À-MOUSSON
demeurant à BLÉNOD LÈS PONT À MOUSSON
- Madame GASCARD-SEHIER Agnès née GASCARD
Technicien de laboratoire de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame GAYET Mireille née SCHMITT
Aide-soignante classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER FRANCOIS MAILLOT de BRIEY
demeurant à MOUTIERS
- Monsieur GEISEN Serge
Agent de maîtrise, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à VARANGÉVILLE
- Madame GELLRICH Franciska
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Madame GENARD Sylvie née L'HUILLIER
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame GÉNELOT Corinne née WINZENRIETH
Infirmière DE de classe normale, HÔPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3 H SANTE de CIREY SUR VEZOUZE
demeurant à VAL ET CHÂTILLON
- Mademoiselle GENIN Corinne
Adjoint administratif territorial de 1ère classe, MAIRIE de MAXÉVILLE
demeurant à CHAMPENOUX
- Mademoiselle GISQUET Evelyne
Infirmier de classe normale, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à LAXOU
- Mademoiselle GOBEAUX Véronique
Auxiliaire puéricultrice de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à GONDREVILLE
- Madame GOULLEY Christiane née LOSSON
Adjoint administratif principal 2 ème classe, MAIRIE de TOUL
demeurant à TOUL
- Madame GOULLEY Christiane née LOSSON
Adjoint administratif principal 2ème classe, MAIRIE de TOUL
demeurant à TOUL
- Madame GRANGE Viviane née DURAIN
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à ROSIÈRES AUX SALINES
- Madame GUELARD Rosine née DINTRICH
Auxiliaire de puériculture, MAIRIE de VANDOEUVRE LÈS NANCY
demeurant à SAINT NICOLAS DE PORT
- Mademoiselle HAMADA Djemila
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à ESSEY LÈS NANCY
- Madame HARANCOT Marylène
Adjoint technique 2° classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à MALZÉVILLE
- Monsieur HARMAND Daniel

- Adjoint technique principal 2^e classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à RICHARDMÉNIL
- Madame HELLEGOUARCH Marie Noëlle née KERNER
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAINT MAX
 - Madame HENRIET Patricia
Adjoint technique de 2^e classe, MAIRIE de VILLERS LÈS NANCY
demeurant à VILLERS LÈS NANCY
 - Monsieur HINZELIN Sylvain
Rédacteur territorial, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à NANCY
 - Monsieur HOUILLON Francis
Contrôleur de travaux, MAIRIE de GONDREVILLE
demeurant à VILLERS LÈS NANCY
 - Monsieur HUET Guy
Adjoint technique principal 1^e classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à ESSEY LÈS NANCY
 - Madame IACONO Mattia née SCALIA
Directrice Générale des Services, MAIRIE de LIVERDUN
demeurant à FROUARD
 - Madame ISSELÉ Isabelle née BECHAMP
Aide-soignant, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE
demeurant à VALHEY
 - Monsieur JABY Marc
Assistant d'enseignement artistique, MAIRIE de VANDOEUVRE LÈS NANCY
demeurant à MALLELOY
 - Madame JACOB Nadine née ANTOINE
Auxiliaire de puériculture principal, MAIRIE de LONGWY
demeurant à FRESNOIS LA MONTAGNE
 - Madame JACQUELINE Christine née FERRETTI
Adjoint des cadres de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOUL
 - Madame JAYER Thérèse
Cadre supérieur de santé, CENTRE HOSPITALIER de JURY-LES-METZ
demeurant à DIEULOUARD
 - Madame JEANDEL Claudine née TAILLARD
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à FROLOIS
 - Madame JOLLAIN Brankica née BOJNIC
Agent des services hospitaliers, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
 - Mademoiselle JOSEPH Christine
Infirmière de bloc opératoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à ROSIÈRES AUX SALINES
 - Madame JUERY Annie
Adjoint technique, MAIRIE de LONGWY
demeurant à LONGWY
 - Madame KAUFFMANN Marie-Claude née LORANGE
Agent d'entretien qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
 - Madame KEISER Muriel
Ouvrier professionnel qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS LÈS NANCY
 - Monsieur KHOLLER Gilles
Agent de maîtrise, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à JARVILLE LA MALGRANGE
 - Madame KINTZINGER Nathalie née JUND
Adjoint administratif 2^e classe, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de NANCY
demeurant à NANCY
 - Madame KLEIN-GOENGRICH Myriam née KLEIN
Technicien de laboratoire de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - Madame KLIPPER Sophie née LESUEUR
Rédacteur territorial, MAIRIE de NANCY
demeurant à NANCY
 - Madame KOENIG Marie-Christine
Adjoint administratif 1^e classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à NANCY
 - Monsieur KOLLAR Etienne
Adjoint technique 1^e classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à NEUVES MAISONS
 - Mademoiselle KUCZYSSZYN Valérie
Adjoint administratif 2^e classe, MAIRIE de VILLERUPT
demeurant à VILLERUPT
 - Madame LACRESSE Laurence
Auxiliaire puéricultrice de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à PULNOY
 - Madame LACREUSE Noëlle née ARNOULD
Auxiliaire puéricultrice de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
 - Madame LALLEVE Nathalie née CHIRICO
Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à CHALIGNY
 - Madame LAMBERT Patricia née CHRETIEN
Technicien de laboratoire cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - Monsieur LANGLET Jean-Marie
Directeur des services techniques à la ville de MOYENMOUTIER, MAIRIE de MOYENMOUTIER
demeurant à BAYON
 - Monsieur LAURENT Jean-Yves
Adjoint technique principal 2^e classe, MAIRIE de BACCARAT
demeurant à BACCARAT
 - Madame LE CRUGUEL Bernadette née HUAUX
Aide-soignante classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à LANEUVEVILLE DEVANT NANCY
 - Madame LEBEGUE Tanine née DI SALVO
Aide-soignante de classe supérieure, MAISON DE RETRAITE de LABRY
demeurant à LABRY
 - Madame LECOMTE Geneviève née DUBOIS
Adjoint technique 2^e classe, MAIRIE de VILLERUPT
demeurant à VILLERUPT
 - Madame LEINEN Sandrine née COLIN
Infirmier de classe normale, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à CHAMPIGNEULLES
 - Madame LELOUP Catherine née GUERIN
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à HOUDREVILLE
 - Monsieur LEONFORTE Pascal
Infirmier anesthésiste cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à LIVERDUN
 - Monsieur LESTI Georges
Maître ouvrier, CENTRE HOSPITALIER FRANCOIS MAILLOT de BRIEY
demeurant à TUCQUEGNIEUX
 - Mademoiselle LIZON Véronique
Agent spécialisé de 1^{ère} classe, MAIRIE de MAXÉVILLE
demeurant à LAXOU
 - Monsieur LOUIS Didier
Adjoint technique principal 1^e classe, MAIRIE de BACCARAT
demeurant à FLIN
 - Monsieur MARCHAL Patrick
Agent de salubrité principal, MAIRIE de TOUL
demeurant à TOUL
 - Madame MARCOT Maryline née RENY
Adjoint administratif 2^e classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à MAXÉVILLE
 - Madame MARHIN Nathalie
Aide-soignant de classe normale, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à DOMMARTIN LÈS TOUL
 - Monsieur MARIOTTE Pierre-Jean
Agent technique en chef, MAIRIE de TOUL
demeurant à TOUL
 - Madame MARTIN Patricia née HOLWECK
Infirmière diplômée d'Etat de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à PULNOY
 - Madame MARTINET Brigitte née ERARD
Agent spécialisé des écoles maternelles, MAIRIE de CONFLANS EN JARNISY
demeurant à LABRY
 - Monsieur MARTINI Christian
Agent des services techniques, MAIRIE de VANDOEUVRE LÈS NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
 - Madame MASSON Pascale née BRUDKIEWICZ
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - Monsieur MAUGRAS Eric
Ingénieur principal, MAIRIE de NANCY
demeurant à VILLEY LE SEC
 - Madame MAURAND Sophie née FROMENT
Directeur de la communication, MAIRIE de NANCY
demeurant à NANCY
 - Monsieur MAZELIN Michel
Agent technique en chef, MAIRIE de VANDOEUVRE LÈS NANCY
demeurant à JARVILLE LA MALGRANGE
 - Madame MELAT Lydie
Infirmier de classe normale, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à RICHARDMÉNIL
 - Madame MERABET Asseia
Agent de maîtrise, MAIRIE de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
 - Madame MESSANG Béatrice née HUSSON
Adjoint administratif hospitalier de 2^e classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à GONDREVILLE
 - Madame MICHEL Catherine née NAUMAN
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à LAXOU
 - Monsieur MORBIN Jean-Marie
Agent de maîtrise, MAIRIE de VILLERUPT
demeurant à VILLERUPT
 - Mademoiselle MOUILLEBEAU Fabienne
Infirmière diplômée d'Etat de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à GONDREVILLE
 - Madame MOUREY Françoise

- Puéricultrice diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame MULLER Christiane née HERRMANN
Secrétaire médicale de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOMBLAINE
 - Monsieur NAVISOTSCHNIG Didier
Adjoint technique principal 2° classe, COMMUNAUTE URBAINE DU
GRAND NANCY de NANCY
demeurant à HEILLECOURT
 - Monsieur NOCUS Eric
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à CHALIGNY
 - Madame ODILE Inès née COMTE
Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS LÈS NANCY
 - Monsieur OECHSLIN François
Musicien tuteur, OPERA NATIONAL DE LORRAINE de NANCY
demeurant à NANCY
 - Madame OLSZEWSKI Danielle
Adjoint technique 2° classe, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE
de TOUL
demeurant à TOUL
 - Madame PANIGOT Claudine
Adjoint administratif principal de 2° classe, MAIRIE de EINVILLE AU JARD
demeurant à BAUZEMONT
 - Monsieur PASINA Claude
Agent de maîtrise qualifié, MAIRIE de TOUL
demeurant à TOUL
 - Madame PATOUX Edith née THOMAS
Aide-soignante, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
 - Madame PAUSEIRO Maria née TEIXEIRA
Agent administratif qualifié, MAIRIE de MONT SAINT MARTIN
demeurant à MONT SAINT MARTIN
 - Madame PEGURRI Catherine née BROUANT
Adjoint administratif principal 2ème classe, MAIRIE de JARNY
demeurant à VALLEROY
 - Monsieur PETIT Joël
Agent de maîtrise, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de
NANCY
demeurant à BENNEY
 - Mademoiselle PETIT Marie Hélène
Educateur de jeunes enfants de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
 - Madame PETIT Odile née GASSMANN
Infirmière diplômée d'Etat, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE
demeurant à LANDÉCOURT
 - Mademoiselle PETITDEMANGE Marie Laurence
Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - Madame PETITJEAN Edmée née COLLIN
Adjoint administratif principal 2° classe, MAIRIE de VANDOEUVRE LÈS
NANCY
demeurant à VILLERS LÈS NANCY
 - Madame PETROWSKI Murielle née DOR
Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à ÉCROUVES
 - Madame PIERRAT Elisabeth née JENTEL
Rédacteur territorial, MAIRIE de NANCY
demeurant à SAULXURES LÈS NANCY
 - Madame PIERREL Brigitte née SOUDANT
ATSEM 2° classe, MAIRIE de LONGWY
demeurant à MERCY LE HAUT
 - Monsieur PIQUE Michel
Agent de maîtrise principal, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND
NANCY de NANCY
demeurant à TOMBLAINE
 - Monsieur RADINOVIC Michel
Educateur 2ème classe des A.P.S, COMMUNAUTE DE COMMUNES de
HOMECOURT
demeurant à JOEUF
 - Madame RAISIN Nicole née HOLLECKER
Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à PULNOY
 - Madame RAVENEL Catherine née GALL
Adjoint administratif hospitalier 1° classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à LENONCOURT
 - Madame REICHARD Luisa née BERRON
Agent entretien TC, MAIRIE de VANDOEUVRE LÈS NANCY
demeurant à ABAUCOURT SUR SEILLE
 - Monsieur RENARD Hervé
Agent des services techniques, MAIRIE de TOUL
demeurant à TOUL
 - Madame RENOULT Catherine née DUPEYRAT
Sage-femme classe supérieure, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à LUNÉVILLE
 - Madame RICCI Christine née NOEL
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à PONT À MOUSSON
 - Monsieur ROBIN Jacky
Adjoint technique 1° classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à DOMMARTIN SOUS AMANCE
 - Madame ROCHE Corinne née BAGARD
Adjoint technique 2° classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à NANCY
 - Madame ROSSI Ghislaine née MORAS
Standardiste, C.H.U. de NANCY
demeurant à FROUARD
 - Monsieur ROSSIGNON Benoît
Manipulateur d'électroradiologie classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - Monsieur ROUGE Jean-Pierre
Agent de salubrité qualifié, SIRTOM de MOUTIERS
demeurant à BRIEY
 - Mademoiselle SALM Sophie
Aide-soignante, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
 - Madame SALON Dominique née LAMELLIERE
Rédacteur, MAIRIE de LIVERDUN
demeurant à LIVERDUN
 - Madame SANTONI Evelyne née GOUTH
Agent d'entretien qualifié, MAIRIE de TRIEUX
demeurant à TRIEUX
 - Madame SANTORO Dominique née LAUNOIS
Adjoint administratif, MAIRIE de LANDRES
demeurant à LANDRES
 - Madame SCHAFER Patricia
Auxiliaire de puériculture, MAIRIE de VANDOEUVRE LÈS NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
 - Madame SCHEIDT Chantal née BERNARD
Adjoint administratif, MAIRIE de TOUL
demeurant à TOUL
 - Madame SCHWEBACH Isabelle née THOMIN
Sage-femme classe supérieure, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à HOUEMONT
 - Monsieur SENERS Roger
Agent des services techniques, MAIRIE de MARS LA TOUR
demeurant à MARS LA TOUR
 - Madame SHAYKHIAN Christine
Assistant spécialisé E.A, MAIRIE de COMMERCY
demeurant à VILLERS LÈS NANCY
 - Madame SIMKO Martine
Adjoint technique 2° classe, MAIRIE de NEUVES MAISONS
demeurant à NEUVES MAISONS
 - Madame STAUFFER Jacqueline née OLCZYK
Ouvrière professionnelle qualifiée, CENTRE HOSPITALIER de
LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
 - Madame STOCARD Ghislaine née MOUGENOT
Adjoint administratif hospitalier principal, HÔPITAL LOCAL
INTERCOMMUNAL 3 H SANTE de CIREY SUR VEZOUZE
demeurant à BLAMONT
 - Madame STRUB Chantal née LEFLOT
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS LÈS NANCY
 - Madame SZCZYPAWSKA Rosa née AMBRICO
Adjoint administratif principal 2ème classe, MAIRIE de JARNY
demeurant à AUBOUÉ
 - Madame TALAMELLI Martine
ATSEM 2° classe, MAIRIE de VILLERUPT
demeurant à VILLERUPT
 - Monsieur TEULON François
Adjoint technique 2° classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND
NANCY de NANCY
demeurant à ART SUR MEURTHE
 - Madame THALMENSY Mireille née CHARAVIN
Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
 - Monsieur THIBAUT Stéphane
Adjoint du patrimoine principal 2° classe, COMMUNAUTE URBAINE DU
GRAND NANCY de NANCY
demeurant à LANEUVEVILLE DEVANT NANCY
 - Madame TOULY Isabelle née RIETHMULLER
Adjoint technique 2° classe, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE
de NANCY
demeurant à MALLELOY
 - Mademoiselle TRESSEL Brigitte
Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à JARVILLE LA MALGRANGE
 - Madame TRIMOREAU Françoise née ROLIN
Rédacteur, MAIRIE de TOUL
demeurant à TOUL
 - Madame URBAIN Mireille née FOULON
Agent d'entretien qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à NEUVES MAISONS
 - Madame VAGNERRE Marie-Christine
Secrétaire médicale de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à VARANGÉVILLE
 - Madame VALETTE Chantal
Adjoint administratif 1° classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à LUDRES
 - Madame VALLON Sylvie

- Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à RICHARDMÉNIL
- Madame VAN-HOVE Jacqueline née JACQUOT
Agent Spécialisé 1ère classe Ecoles Maternelles, MAIRIE de LIVERDUN
demeurant à LIVERDUN
 - Monsieur VEIBLER Michel
Adjoint technique principal 2° classe, MAIRIE de MOUTIERS
demeurant à MOUTIERS
 - Monsieur VERDUN Michel
Agent de maîtrise principal, SIRTOM de MOUTIERS
demeurant à JARNY
 - Monsieur VIDILI Thierry
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de MOUTIERS
demeurant à MOUTIERS
 - Madame VIGNAUD Marie Chantal née HURE RENOUARD
Médecin du travail, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - Madame VIGNERON Dominique
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à JARVILLE LA MALGRANGE
 - Madame VILLEDARY Sylvie née ROBIN
Musicien soliste et cosoliste, OPERA NATIONAL DE LORRAINE de NANCY
demeurant à ESSEY LÈS NANCY
 - Madame VIRY Marie-France née BOILEAU
Agent d'entretien qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à RICHARDMÉNIL
 - Madame VITRY Jacqueline née DELISLE
Ouvrier professionnel qualifié, CENTRE HOSPITALIER FRANCOIS MAILLOT de BRIEY
demeurant à BRIEY
 - Monsieur VOIRY Gilles
Conducteur automobile de 1°catégorie, C.H.U. de NANCY
demeurant à DOMBASLE SUR MEURTHE
 - Monsieur WAGNER Bernard
Adjoint technique 2° classe, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de NANCY
demeurant à NANCY
 - Madame WILMET Dominique née CHIFFRE
Adjoint technique 1°classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à LAXOU
- Médaille VERMEIL
- Madame ADAM Claudine
Aide-soignante classe exceptionnelle, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à RICHARDMÉNIL
 - Monsieur ADLER Daniel
Aide-soignant de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à EMBERMÉNIL
 - Madame ALESSANDRONI Brigitte
Infirmière anesthésiste classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER FRANCOIS MAILLOT de BRIEY
demeurant à LABRY
 - Madame ALNOT Yveline née GOHIER
Technicienne de laboratoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS LÈS NANCY
 - Madame ANTOINE Christine née SACILE
Adjoint administratif hospitalier de 2°classe, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à VILLERS LÈS NANCY
 - Madame AUBRION Brigitte née COLLIGNON
Infirmière classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER FRANCOIS MAILLOT de BRIEY
demeurant à PIENNES
 - Mademoiselle AUBRY Madeleine
Attaché territorial principal 2° classe, MAIRIE de LAXOU
demeurant à DAMELEVIERES
 - Madame AUBRY Martine
Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - Madame AUDE Sylvie
Rédacteur territorial chef, CNFPT de PARIS
demeurant à LAXOU
 - Madame AUJOUANNET Ghislaine née PERSON
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à LUDRES
 - Madame AUROUSSEAU Marie-José
Adjoint technique 2° classe, MAIRIE de VILLERUPT
demeurant à VILLERUPT
 - Monsieur BADET Claude
Contrôleur de travaux, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à BOUVRON
 - Monsieur BALK Gérard
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de SAINT MAX
demeurant à NANCY
 - Madame BANDERIER Bernadette
Diététicienne de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - Monsieur BARABINOT Alain
Conducteur ambulancier de 1°catégorie, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
 - Mademoiselle BARDIN Françoise
Infirmier de classe supérieure, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à LAXOU
 - Madame BAUSCH Bernadette née AUBRION
Secrétaire médicale classe exceptionnelle, CENTRE HOSPITALIER FRANCOIS MAILLOT de BRIEY
demeurant à AVRIL
 - Mademoiselle BEFVE Catherine
Educateur territorial APS 1°classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à ESSEY LÈS NANCY
 - Madame BELOTTI Mireille née MASSON
Animateur, MAIRIE de LONGWY
demeurant à LONGWY
 - Madame BENTI Sylviane née VERDINI
Rédacteur chef, MAIRIE de LONGWY
demeurant à SAULNES
 - Madame BERNEZ Brigitte
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à FROUARD
 - Mademoiselle BERTRAND Véronique
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - Monsieur BISTORIN Patrick
Contrôleur principal de travaux, MAIRIE de TOUL
demeurant à ÉCROUVES
 - Madame BLOCK Marylène
Secrétaire médicale classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER FRANCOIS MAILLOT de BRIEY
demeurant à BRIEY
 - Monsieur BOILEAU Henri
Aide-soignant brancardier de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à FLAVIGNY SUR MOSELLE
 - Monsieur BOILEAU Michel
Agent d'entretien qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à RICHARDMÉNIL
 - Monsieur BONANNI Sylvain
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de THIL
demeurant à THIL
 - Monsieur BONCORDO Michel
Aide-soignant brancardier de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à DOMBASLE SUR MEURTHE
 - Mademoiselle BONIFACI Dominique
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
 - Madame BOUCHER Isabelle née BEAUDOIN
Aide-soignant de classe supérieure, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à NANCY
 - Mademoiselle BOUCHER Odile
Infirmier de classe supérieure, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à LAXOU
 - Madame BOURGAUX Elisabeth née VIRBEL
Secrétaire médicale de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à SEICHAMPS
 - Madame BOUVET Marguerite née LIMBACH
Aide-soignante classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER FRANCOIS MAILLOT de BRIEY
demeurant à JEANDELIZE
 - Madame BOYAT Edith
Agent d'entretien qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à CHALIGNY
 - Madame BOYER Anne née DHERS
Assistant spécialisé enseignant artistique, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à NANCY
 - Mademoiselle BRAUSEM Eliane
Moniteur atelier, ETABLISSEMENT PUBLIC DEPARTEMENTAL TRAVAIL PROTEGE ET HEBERGEMENT de ROSIÈRES AUX SALINES
demeurant à LUNÉVILLE
 - Madame BREVILLE Catherine née PIERREL
Infirmier de classe supérieure, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à BLAINVILLE SUR L'EAU
 - Madame BRISSOT Antoinette née MOUGENOT
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à RICHARDMÉNIL
 - Monsieur BRU Sylvain
Technicien supérieur chef, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à CHAVIGNY
 - Monsieur BRUNELLO Thierry
Infirmier cadre de santé, CENTRE HOSPITALIER FRANCOIS MAILLOT de BRIEY
demeurant à MANCIEULLES
 - Madame BRUNO Sylviane née METZGER
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de JARVILLE LA MALGRANGE
demeurant à MARBACHE

- Monsieur BULME Didier
Aide-soignant brancardier de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à BOUCQ
- Mademoiselle BUONO Magdalena
Infirmière de bloc opératoire classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER
FRANCOIS MAILLOT de BRIEY
demeurant à JARNY
- Madame CAMAETI Viviane née DORI
Technicien de laboratoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS LÈS NANCY
- Monsieur CAVIN Alban
Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY
demeurant à CHAVIGNY
- Monsieur CENTOMO Gérard
Technicien supérieur, MAIRIE de METZ
demeurant à JARNY
- Madame CESSA Michèle née LADURELLE
Manipulateur d'électroradiologie cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à SEICHAMPS
- Madame CHEVALLIER Brigitte née BAROIN
Adjoint des cadres hospitaliers de classe supérieure, CENTRE
PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à NANCY
- Madame CHRISTOPHE Christine née ALIZON
Adjoint administratif hospitalier de 1^{re} classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLEY SAINT ETIENNE
- Monsieur CHUARD Joël
Agent chef de 2^e catégorie, C.H.U. de NANCY
demeurant à CHAVIGNY
- Monsieur CIACCHI JEAN
Technicien supérieur chef, MAIRIE de LEXY
demeurant à LEXY
- Madame CIFRA Josiane
Ouvrier professionnel qualifié, CENTRE HOSPITALIER FRANCOIS
MAILLOT de BRIEY
demeurant à BRIEY
- Monsieur CITRAY Philippe
Contrôleur de travaux en chef, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND
NANCY de NANCY
demeurant à MÉNIL LA TOUR
- Madame CLEBAR Martine
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à PONT SAINT VINCENT
- Madame COLIN Marie-France
Aide-soignante classe supérieure, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à BLAINVILLE SUR L'EAU
- Mademoiselle CONTANT Agnès
Rédacteur territorial chef, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY
de NANCY
demeurant à LAXOU
- Madame COUDRAY Marie-Noëlle née REMY
A.T.S.E.M., MAIRIE de CHALIGNY
demeurant à CHALIGNY
- Madame CROVISIER Claudine née THOMANN
Adjoint administratif hospitalier principal, C.H.U. de NANCY
demeurant à FLÉVILLE DEVANT NANCY
- Madame CYRILLE Victoire (A titre posthume)
Aide soignante de classe exceptionnelle, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE
DE NANCY de LAXOU
demeurant à LAXOU
- Madame DAMOUR Francine née PAUL
Technicienne de laboratoire classe normale, MATERNITE REGIONALE de
NANCY
demeurant à JARVILLE LA MALGRANGE
- Monsieur DARDAINE Dominique
Moniteur atelier, ETABLISSEMENT PUBLIC DEPARTEMENTAL TRAVAIL
PROTEGE ET HEBERGEMENT de ROSIÈRES AUX SALINES
demeurant à DOMBASLE SUR MEURTHE
- Monsieur DARDENNE Michel
Agent chef de 2^e catégorie, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS LÈS NANCY
- Monsieur DAVAIN Jean-Jacques
Ingénieur chef de classe exceptionnelle, COMMUNAUTE URBAINE DU
GRAND NANCY de NANCY
demeurant à SAINT MAX
- Monsieur DEBUS Patrick
Aide-soignant brancardier de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLEY LE SEC
- Mademoiselle DEKETELAERE Catherine
Infirmière cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame DEMANGE Marie-Josée née MARTIN
Adjoint administratif 2^e classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à ART SUR MEURTHE
- Monsieur DEMEY Francis
Contremaître, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Monsieur DENOYE Jean-Louis
Adjoint technique principal 2^e classe, MAIRIE de BACCARAT
demeurant à REHERREY
- Monsieur DESHAYES Jacques
Musicien tuteur, OPERA NATIONAL DE LORRAINE de NANCY
demeurant à TOMBLAINE
- Madame DEWITTE Marie Blanche née BERND
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à CHAVIGNY
- Madame DEZA Martine née BISBOCCI
Infirmière anesthésiste classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER
FRANCOIS MAILLOT de BRIEY
demeurant à LANTÉFONTAINE
- Mademoiselle DIDELOT Brigitte
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Monsieur DIDIER Christian
Attaché territorial, MAIRIE de BLÉNOD LÈS PONT-À-MOUSSON
demeurant à LANEUVILLE DEVANT NANCY
- Madame DIDIER Léonette née LACROUTS
Agent des services hospitaliers qualifié 1^{er} cat., CENTRE
PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à NEUVES MAISONS
- Madame DIDIER Martine née JEROME
Technicien de laboratoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à FLÉVILLE DEVANT NANCY
- Madame DIETERLEN Marie christine née RENARD
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à LIVERDUN
- Mademoiselle DIEUDONNE Dominique
Adjoint administratif hospitalier principal, C.H.U. de NANCY
demeurant à JARVILLE LA MALGRANGE
- Monsieur DONNINGER Daniel
Agent de maîtrise, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de
NANCY
demeurant à NEUVES MAISONS
- Madame DORIDANT Solange née KOHR
Aide-soignante classe supérieure, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à MONT SUR MEURTHE
- Mademoiselle DOUCE Maryse
Technicien supérieur territorial chef, COMMUNAUTE URBAINE DU
GRAND NANCY de NANCY
demeurant à HAUSSONVILLE
- Madame DUFOR Marie-Jeanne
Auxiliaire de puériculture principale 2^e classe, MAIRIE de JARVILLE
LA MALGRANGE
demeurant à JARVILLE LA MALGRANGE
- Madame DUVAL Christiane née SINNING
Agent des services hospitaliers qualifié, HÔPITAL LOCAL
INTERCOMMUNAL 3 H SANTE de CIREY SUR VEZOUZE
demeurant à CIREY SUR VEZOUZE
- Madame DUVAL Marie-Thérèse née JACQUES
ATSEM 1^{ère} classe, MAIRIE de LONGWY
demeurant à MONT SAINT MARTIN
- Madame EISMANN Elisabeth
Aide-soignante classe supérieure, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à CHAMPIGNEULLES
- Madame FABRY Catherine née L'HUILLIER
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à DOMBASLE SUR MEURTHE
- Monsieur FÉRÉ Christian
Agent de maîtrise qualifié, MAIRIE de LONGWY
demeurant à HUSSIGNY GODBRANGE
- Monsieur FERRIER Christian
Conducteur automobile hors catégorie, C.H.U. de NANCY
demeurant à CHAMPIGNEULLES
- Madame FLACHAT Marie Odile née TAUZIA
Secrétaire médicale de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à CHAMPIGNEULLES
- Madame FLAVENOT Monique
Attaché-détaché poste D.G.S., MAIRIE de ESSEY LÈS NANCY
demeurant à ESSEY LÈS NANCY
- Monsieur FOLLEZOU Jean-Michel
Infirmier de classe supérieure, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE
NANCY de LAXOU
demeurant à AINGERAY
- Madame FONTBONNE Martine née VALIN
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame FRAGNIERE Jacqueline
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à HEILLECOURT
- Madame FREMY Béatrice née ROMANG
Manipulatrice d'électroradiologie, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
- Madame FREYERMUTH Brigitte née BOILEAU
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Mademoiselle GABRIELLI Nelly
Adjoint administratif principal 2^e classe, MAIRIE de HOMÉCOURT
demeurant à HOMÉCOURT
- Monsieur GARCIA Georges
Rédacteur territorial chef, MAIRIE de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame GARÇON Marie-Claire

- Agent des services techniques, MAIRIE de TOUL
demeurant à PIERRE LA TREICHE
- Madame GARRIGUES Jocelyne
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à LUNÉVILLE
 - Madame GAUGE Christine née FORGES
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAINT NICOLAS DE PORT
 - Madame GAUTHIER Véronique née ETEVENON
Secrétaire médical de classe exceptionnelle, CENTRE
PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à PONT À MOUSSON
 - Monsieur GENARD Christian
Infirmier de classe supérieure, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE
NANCY de LAXOU
demeurant à NANCY
 - Madame GENTAIRE Martine née THIRIET
Adjoint administratif hospitalier de 2^e classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à HEILLECOURT
 - Madame GERDOLLE Evelyne
Adjoint technique 2^e classe, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE
de NANCY
demeurant à NANCY
 - Madame GILET Annie
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à LUDRES
 - Madame GIRO Colette née MANCINELLI
Adjoint administratif principal, CENTRE HOSPITALIER FRANCOIS
MAILLOT de BRIEY
demeurant à HOMÉCOURT
 - Monsieur GIRO Marc
Maître ouvrier principal, CENTRE HOSPITALIER FRANCOIS MAILLOT de
BRIEY
demeurant à MANCIEULLES
 - Madame GOFFINET Lysianne née MAUSOLÉO
Maître ouvrier principal, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
 - Monsieur GORGE Alex
Technicien de laboratoire de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAINT NICOLAS DE PORT
 - Mademoiselle GOSSETTO Mireille
Infirmière anesthésiste de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
 - Madame GRANDADAM Michèle née PAYSAN
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à MONCEL SUR SEILLE
 - Madame GRANDJEAN Graziella née BELOGI
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à BEZANGE LA GRANDE
 - Madame GRANGÉ Michèle née JACQUEL
Attachée territoriale, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de
NANCY
demeurant à MALZÉVILLE
 - Madame GRAS Maryse née LECLERE
Agent d'entretien qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - Madame GRASSET Elisabeth
Infirmier de classe supérieure, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE
NANCY de LAXOU
demeurant à GONDREVILLE
 - Madame GUALTIERI Martine née DELCROIX
ATSEM 2^e classe, MAIRIE de VILLERUPT
demeurant à VILLERUPT
 - Madame GUALTIEROTTI Francine née MOËLO
Directeur des soins de 2^eme classe, CENTRE HOSPITALIER FRANCOIS
MAILLOT de BRIEY
demeurant à AVRIL
 - Madame GUEFVENEU Michèle
Attachée d'administration hospitalière principale 2^e classe, MATERNITE
REGIONALE de NANCY
demeurant à HEILLECOURT
 - Madame GUYARD PIERRE Michèle née GUYARD
Attaché principal, MAIRIE de NANCY
demeurant à CHAMPIGNEULLES
 - Monsieur HAMPIAUX Gilbert
Agent de maîtrise, MAIRIE de TOUL
demeurant à TOUL
 - Mademoiselle HARMAND Colette
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
 - Monsieur HARTERT Philippe
Agent de maîtrise, MAIRIE de LONGWY
demeurant à LONGWY
 - Madame HERLET Jocelyne née VAGNER
Infirmière diplômée d'Etat, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE
demeurant à MONT SUR MEURTHE
 - Madame HO Christine née JESIONEK
Technicien de laboratoire de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à PULNOY
 - Madame HOFFMANN Michèle née BOMPAR
Auxiliaire puéricultrice de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à ESSEY LÈS NANCY
 - Madame HOLZHAMMER Marie-Thérèse née THOUVENIN
Adjoint des cadres de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à HEILLECOURT
 - Monsieur HOUOT Michel
Contrôleur de travaux en chef, MAIRIE de BLÉNOD LÈS PONT-À-
MOUSSON
demeurant à BLÉNOD LÈS PONT À MOUSSON
 - Madame HUEBER Annie née SCHAFF
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOMBLAINE
 - Madame IELMINI Dominique
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à JARVILLE LA MALGRANGE
 - Madame JABLONSKI Irène
Secrétaire médicale de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAINT NICOLAS DE PORT
 - Madame JACQUEMIN Geneviève née JAKUBOWSKI
Ouvrier professionnel qualifié, MAISON DE RETRAITE SAINT FRANCOIS
D'ASSISE de PONT À MOUSSON
demeurant à BLÉNOD LÈS PONT À MOUSSON
 - Madame JAMAN Jocelyne
Infirmier de classe supérieure, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE
NANCY de LAXOU
demeurant à ESSEY LÈS NANCY
 - Madame JANSEN Arlette née BOYAT
Adjoint technique 2^e classe, MAIRIE de NEUVES MAISONS
demeurant à CHALIGNY
 - Monsieur JEANNEQUIN Jacques
Adjoint technique principal 2^e classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à NANCY
 - Madame JEANNOT Sabine née GERARDIN
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOUL
 - Monsieur JOST Lionel
Adjoint administratif hospitalier 2^e classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
 - Madame KEPPERS Annick née DAZY
Aide-soignante classe normale, CENTRE HOSPITALIER FRANCOIS
MAILLOT de BRIEY
demeurant à MANCE
 - Monsieur KLEFFERT Jean Michel
Infirmier cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à SEICHAMPS
 - Madame KLEIN Sylvie
Adjoint administratif hospitalier de 2^e classe, CENTRE
PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à VILLERS LÈS NANCY
 - Monsieur KOEHLER Marc
Infirmier de bloc opératoire cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à LANEUVILLE DEVANT NANCY
 - Mademoiselle KOLOSA Eva
Infirmier de classe supérieure, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE
NANCY de LAXOU
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
 - Mademoiselle KRIEGER Simone
Infirmier cadre de santé, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de
LAXOU
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
 - Monsieur KUNTZ Pierre
Adjoint technique principal de 1^e classe, MAIRIE de AUDUN LE TICHE
demeurant à VILLERUPT
 - Madame L'HOTE Violette née VEHRAR
Auxiliaire puéricultrice de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - Madame LACOLOMBE Flavie née IDOUX
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à DOMBASLE SUR MEURTHE
 - Madame LANG Michelle née JOUX
Agent territorial spécialisé des écoles maternelles 1^e classe, MAIRIE de
NANCY
demeurant à NANCY
 - Madame LAPIERRE Marie-Anne
Adjoint administratif hospitalier 2^e classe, MATERNITE REGIONALE de
NANCY
demeurant à MALZÉVILLE
 - Monsieur LAPOINTE Gérard
Contremaître principal, CENTRE HOSPITALIER FRANCOIS MAILLOT de
BRIEY
demeurant à BRIEY
 - Monsieur LE MOUELLIC Fernand
Agent de maîtrise qualifié, MAIRIE de ESSEY LÈS NANCY
demeurant à ESSEY LÈS NANCY
 - Monsieur LECLERC Bernard
Ingénieur en chef classe exceptionnelle, MAIRIE de VILLERS LÈS
NANCY
demeurant à VILLERS LÈS NANCY
 - Monsieur LECOMPT Philippe
Contrôleur de travaux, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de
NANCY
demeurant à PULNOY

- Mademoiselle LEFEVRE Marie-Odile
Infirmière diplômée d'état de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à BRULEY
- Madame LEMAIRE Fabienne
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame LEMARQUIS Monique née ANSELMIS
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame LOUAIL Fatiha
Agent d'entretien qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS LÈS MOIVRONS
- Monsieur LUNARDI Georges
Aide-soignant brancardier de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à PULNOY
- Monsieur MACHIN Christian
Infirmier cadre de santé, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à LAXOU
- Monsieur MAHJOUBI Hadi
Maître ouvrier principal, C.H.U. de NANCY
demeurant à BRALLEVILLE
- Madame MAIER Pascale
Technicien de laboratoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame MAISSAINS Christine née ROULLOT
Adjoint technique principal 2^e classe, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de NANCY
demeurant à TOMBLAINE
- Madame MAMPEY Andrée née PASTORI
Infirmier cadre de santé, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à MAXÉVILLE
- Madame MANZANO Françoise née LOUIS
Agent spécialisé 1^{re} classe des écoles maternelles, MAIRIE de JARVILLE LA MALGRANGE
demeurant à PULNOY
- Monsieur MARCHAL Bernard
Psychologue hors classe, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à VELAIN EN HAYE
- Madame MARCHAL Régine
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NEUVES MAISONS
- Monsieur MARIOTTE Gérard
Agent de maîtrise, MAIRIE de TOUL
demeurant à LANEUVEVILLE DERRIÈRE FOUG
- Monsieur MARIOTTE Viviane née SILLAIRES
Adjoint administratif principal 1^{re} classe, MAIRIE de TOUL
demeurant à FOUG
- Monsieur MARON Jean-Luc
Agent de maîtrise principal, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à HEILLECOURT
- Monsieur MARTIN Alain
Adjoint technique principal de 1^{re} classe, MAIRIE de ÉCROUVES
demeurant à LAY SAINT REMY
- Monsieur MARTIN Francis
Ouvrier professionnel, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE
demeurant à GERBÉVILLER
- Madame MARTIN Joëlle née ROBIN
Adjoint administratif principal 2^e classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à CHAMPIGNEULLES
- Madame MARTIN Marie-Christine
Infirmière de bloc opératoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à ARMAUCOURT
- Madame MARTIN Nadine
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame MARY Marie-Christine née SERRIÈRE
Adjoint administratif principal 2^e classe, MAIRIE de VANDOEUVRE LÈS NANCY
demeurant à HOUEMONT
- Monsieur MAUCOTEL Christian
Infirmier de classe supérieure, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à FLAVIGNY SUR MOSELLE
- Monsieur MAZURE Serge
Opérateur des Activités physiques et sportives, MAIRIE de TOUL
demeurant à TOUL
- Monsieur MEYER Christian
Aide-soignant de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à MÉRÉVILLE
- Madame MICHEL Evelyne née MARTIN
Adjoint administratif hospitalier, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
- Monsieur MICHELET Yves
Contrôleur de travaux, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à LUDRES
- Madame MINCK Joëlle née THUOT
Infirmière diplômée d'Etat, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE
demeurant à HERBÉVILLER
- Madame MOREL Jacqueline née HUSSON
Aide-soignante classe supérieure, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à PULNOY
- Monsieur MORELLINI Richard
Musicien second soliste et assimilé, OPERA NATIONAL DE LORRAINE de NANCY
demeurant à NANCY
- Monsieur MUEL Jean Pierre
Contremaître principal, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Madame MULLER Lucette née MARTIN
Agent de service et restauration scolaire, MAIRIE de VANDOEUVRE LÈS NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Monsieur NAUDIN Michel
Chef de police municipale, MAIRIE de ÉCROUVES
demeurant à ÉCROUVES
- Madame NICOLAS Graziella née ORSATO
Infirmière DE de classe supérieure, HÔPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3 H SANTE de CIREY SUR VEZOUZE
demeurant à VERDENAL
- Madame NICOLEN Marie-Thérèse née VANNESSON
Technicien de laboratoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à ÉCROUVES
- Madame OLIVIER Michèle née LECLERE
Adjoint administratif hospitalier, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
- Madame PAINTENDRE Christine née PLEUX
Adjoint administratif, MAIRIE de LAXOU
demeurant à GONDREVILLE
- Madame PANTALLA Anne-Marie née COFFETIER
Infirmière diplômée d'Etat classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER FRANCOIS MAILLOT de BRIEY
demeurant à LANTÉFONTAINE
- Monsieur PARCOLLET Francis
Conseiller Principal des APS 2^e classe, COMMUNAUTE DE COMMUNES DISTRICT DE FAULQUEMONT de FAULQUEMONT
demeurant à LISMÉNILS
- Madame PEIFFER Marie-Louise
Aide-soignante classe exceptionnelle, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à NANCY
- Monsieur PHILIPPE Gérard
Aide-soignant brancardier de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à MOYEN
- Monsieur PIASTRA Dominique
Agent technique principal, MAIRIE de LONGWY
demeurant à LONGLAVILLE
- Mademoiselle PIERSON Irène
Puéricultrice de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame POIROT Simone
Adjoint technique 2^e classe, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de TOUL
demeurant à TOUL
- Monsieur PORT Patrick
Aide-soignant brancardier de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à CHALIGNY
- Madame POTHIER Mireille née SAUVAGE
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à CHAMPIGNEULLES
- Mademoiselle PRIESTER Martine
Directeur territorial, MAIRIE de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame PRZYBYLSKI Marie
Adjoint administratif hospitalier 2^e classe, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Monsieur QUANTIN Denys
Choriste, OPERA NATIONAL DE LORRAINE de NANCY
demeurant à NANCY
- Monsieur QUENTON Didier
Ingénieur hospitalier en chef, C.H.U. de NANCY
demeurant à ESSEY LÈS NANCY
- Monsieur RAVAUUX Bernard
Secrétaire de mairie, MAIRIE de LABRY
demeurant à FRIAUVILLE
- Monsieur REGNIER Alain
Psychologue hors classe, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à LAXOU
- Madame REY-REMETTER Christiane née REMETTER
Aide-soignant de classe supérieure, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à DAMELEVIÈRES
- Madame RICHARD Marie-José née ADAM
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à AZELOT
- Madame RICHARD Régine née BOITEUX

- Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à MESSEIN
- Madame RITZ Dominique née LUCIE
Secrétaire médicale, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE
demeurant à SAINT CLÉMENT
 - Madame ROBERT Isabelle née MAURER
Aide-soignante classe exceptionnelle, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à BELLEVILLE
 - Madame ROGER Marie-Rose née MICHEL
Adjoint administratif hospitalier de 1° classe, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à LAXOU
 - Madame ROSIN Martine née RICARD
Infirmière diplômée d'Etat de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à HEILLECOURT
 - Madame ROSSI Carmelina
Agent des services techniques, MAIRIE de JARVILLE LA MALGRANGE
demeurant à JARVILLE LA MALGRANGE
 - Madame ROUSSELOT Christine
Auxiliaire puéricultrice de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à CUSTINES
 - Madame ROUSSEY Brigitte née MAGNIN
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à RICHARDMÉNIL
 - Madame ROUVELLAC Annick née CADORET
Analyste statut 86, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAINT MAX
 - Monsieur ROUY Denis
Contrôleur de travaux, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à MALZÉVILLE
 - Monsieur ROUYER Didier
Adjoint technique principal 2° classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à NANCY
 - Mademoiselle SAHRAOUI Lila
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - Monsieur SAINT DIZIER Michel
Infirmier de classe supérieure, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à MAXÉVILLE
 - Madame SALMON Marie-Louise née COLLE
Rédacteur territorial chef, MAIRIE de NANCY
demeurant à MAXÉVILLE
 - Monsieur SARZI Philippe
Aide-soignant brancardier de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à JARVILLE LA MALGRANGE
 - Madame SAVORINI Josiane née HARTER
Rédacteur principal 5° échelon, MAIRIE de LAXOU
demeurant à HEILLECOURT
 - Madame SCHILSONG Bernadette
Secrétaire médicale, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
 - Mademoiselle SCHLIM Martine
ATSEM de 1° classe, MAIRIE de LANDRES
demeurant à LANDRES
 - Monsieur SCHMITT René
Chef de projet, C.H.U. de NANCY
demeurant à FROUARD
 - Madame SCHNEIDER Brigitte née FABECK
Agent des services hospitaliers qualifié, CENTRE HOSPITALIER FRANCOIS MAILLOT de BRIEY
demeurant à VALLEROY
 - Monsieur SCHNEIDER Pascal
Assistant socio-éducateur, ETABLISSEMENT PUBLIC DEPARTEMENTAL TRAVAIL PROTEGE ET HEBERGEMENT de ROSIÈRES AUX SALINES
demeurant à VIGNEULLES
 - Monsieur SCHNEIDER Sylvain
Agent de maîtrise, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à NANCY
 - Mademoiselle SCHOULEVILZ Sylvie
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à VARANGÉVILLE
 - Mademoiselle SCHRAMM Geneviève
Aide-soignante, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
 - Madame SCHUBNEL Monique née DELIBES
Secrétaire médicale classe supérieure, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à TOMBLAINE
 - Madame SERET Véronique née LAINE
Adjoint administratif 2° classe, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de NANCY
demeurant à NANCY
 - Monsieur SERRANO Philippe
Ouvrier professionnel qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - Madame SEYBOLD Martine née MICHAUT
Agent des Services Hospitaliers, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
 - Monsieur SIEUX Bruno
Adjoint technique principal de 2ème classe, MAIRIE de METZ
demeurant à JOEUF
 - Madame SIMANSKI Yolande née JENET
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à HAUSSONVILLE
 - Monsieur SIMON François
Agent des services techniques, MAIRIE de TOUL
demeurant à ÉCROUVES
 - Madame SIMON Yvette née SIGNER
Secrétaire médicale de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOUL
 - Monsieur SIMONCINI Gilbert
Agent des services techniques, MAIRIE de LANDRES
demeurant à LANDRES
 - Monsieur SOUCHET Jacques
Agent de maîtrise principal, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à HOUEMONT
 - Monsieur STAROSLAWSKI Gilles
Aide-soignant brancardier de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
 - Madame STAWIKOWSKI Marie-Antoinette
A.T.S.E.M. 1ère classe, MAIRIE de JARNY
demeurant à JARNY
 - Monsieur STEINHART Jean-Pierre
Agent de maîtrise principal, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à PULNOY
 - Monsieur STEPIEN Dominique
Adjoint technique 2° classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à LAXOU
 - Monsieur STOCKY Gérard
Aide-soignant brancardier de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à LAXOU
 - Madame SUREL Françoise
Adjoint administratif principal de 1ère classe, MAIRIE de ESSEY LÈS NANCY
demeurant à EULMONT
 - Madame TAINÉ Claudine née GUYTETAND
Manipulateur d'électroradiologie classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à MÉRÉVILLE
 - Madame TAMOUZA Chantal née VAN DORSSELAERE
Secrétaire médicale de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à AGINCOURT
 - Mademoiselle TANEM Caroline
Aide-soignante, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
 - Madame THIEBAUT Eliane née GAMEL
Aide-soignant de classe exceptionnelle, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
 - Madame THIEBAUT Geneviève née MEUNIER
Orthophoniste classe supérieure, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à VILLERS LÈS NANCY
 - Madame THIEL Sophia née MARCOTULLIO
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAINT MAX
 - Madame THIERY Catherine née DEPIESSE
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à GONDREVILLE
 - Monsieur THOMAS Pascal
Ouvrier professionnel qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à FLÉVILLE DEVANT NANCY
 - Monsieur TISSOUX Michel
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de JARVILLE LA MALGRANGE
demeurant à HEILLECOURT
 - Monsieur TORTINIERE Bertil
Aide-soignant brancardier de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à JARVILLE LA MALGRANGE
 - Monsieur TRAMOY Patrick
Maître ouvrier principal, C.H.U. de NANCY
demeurant à GONDREVILLE
 - Madame VAN-ASSEL Nadine née BUREL
Adjoint administratif hospitalier de 2° classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
 - Monsieur VANCON Christian
Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY
demeurant à LANEUVEVILLE DEVANT NANCY
 - Madame VARANNE Annie née CHEC
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à MESSEIN
 - Madame VAUTRIN Jocelyne née BOYER
Ouvrier professionnel qualifié, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à LIVERDUN
 - Madame VAUTRIN Nelly née ROCCHI

- Auxiliaire de puériculture 1^{re} classe, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de NANCY
demeurant à VILLERS LÈS NANCY
- Mademoiselle VELOSO Jocelyne
Infirmière de bloc opératoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à JARVILLE LA MALGRANGE
 - Monsieur VILLEMANN Marc
Aide-soignant brancardier de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à EINVILLE AU JARD
 - Monsieur VILMAIN Philippe
Infirmier diplômé d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - Madame VIRGLIO Ida
Secrétaire de mairie, MAIRIE de THIL
demeurant à THIL
 - Monsieur VOGT René
Adjoint technique principal 2^e classe, MAIRIE de JOEUF
demeurant à JOEUF
 - Madame WARIN Monique
Aide-soignant de classe exceptionnelle, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à ÉCROUVES
 - Monsieur WECKERING Michel
Agent de maîtrise, MAIRIE de TOUL
demeurant à OCHEY
 - Monsieur WENDLING Daniel
Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY
demeurant à PULNOY
 - Madame WILD Véronique
Adjoint administratif principal 2^e classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à PULNOY
 - Madame WOLFF Catherine née MULBACH
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à HEILLECOURT
 - Madame WOLFF Francine née DANIEL
Adjoint administratif hospitalier 1^{ère} classe, CENTRE HOSPITALIER de LORQUIN
demeurant à PETITMONT
 - Madame WUHRER Michèle
Aide-soignant de classe exceptionnelle, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à MAXÉVILLE
 - Madame ZICARI Marie José
Infirmier de classe supérieure, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à NANCY
 - Madame ZWILLER-FUSY Anne-Marie née FUSY
Secrétaire médicale de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Médaille OR
- Madame ADAM Jeanine née MANGEOT
Rédacteur chef, MAIRIE de DOMBASLE SUR MEURTHE
demeurant à DOMBASLE SUR MEURTHE
 - Madame ANTOINE Mauricette née BEYLOT
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOMBLAINE
 - Monsieur ARCHEN Patrick
Contremaître principal, C.H.U. de NANCY
demeurant à RICHARDMÉNIL
 - Madame BANSEPT Josette née DECKER
Aide-soignante, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
 - Madame BARBIER Perrine
Infirmière anesthésiste de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - Madame BASTIEN Irène née CLAUSSE
Adjoint administratif principal 2^e classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à LUNÉVILLE
 - Madame BEBON Françoise née ALBANEL
Secrétaire médicale de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS LÈS NANCY
 - Monsieur BOILEAU Pierre
Conducteur automobile hors catégorie, C.H.U. de NANCY
demeurant à HEILLECOURT
 - Madame BOUGAULT Annie née LOIGEROT
Rédacteur territorial chef, MAIRIE de NANCY
demeurant à NANCY
 - Monsieur BOUL Jean-Paul
Contrôleur de travaux, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à BOUXIÈRES AUX CHÊNES
 - Monsieur BOURBONNAIS Bernard
Agent de maîtrise, MAIRIE de NANCY
demeurant à MALZÉVILLE
 - Mademoiselle BOUSSET Dominique
Rédacteur chef, MAIRIE de SAINT MAX
demeurant à SAINT MAX
 - Madame BOUYSSSET Claudie née THIERRY
Attachée d'administration hospitalière, C.H.U. de NANCY
demeurant à LAXOU
 - Monsieur BRISSOT Roland
Conducteur ambulancier de 1^{re} catégorie, C.H.U. de NANCY
demeurant à RICHARDMÉNIL
 - Madame BRONNER Michelle
Infirmier de classe supérieure, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à LAXOU
 - Monsieur BROTONS Raphaël
Conducteur ambulancier de 1^{re} catégorie, C.H.U. de NANCY
demeurant à BOUXIÈRES AUX DAMES
 - Monsieur BROVILLE Gilles
Infirmier diplômé d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - Monsieur BROYEZ Claude
Directeur Général des Services, MAIRIE de CUSTINES
demeurant à CUSTINES
 - Monsieur BUCHART Marcel
Agent de maîtrise principal, SYNDICAT DES EAUX DU SOIRON de CONFLANS EN JARNISY
demeurant à CONFLANS EN JARNISY
 - Monsieur BUREL Denis
Directeur établissement social et médico-social, emploi fonctionnel, ETABLISSEMENT PUBLIC DEPARTEMENTAL TRAVAIL PROTEGE ET HEBERGEMENT de ROSIÈRES AUX SALINES
demeurant à DOMBASLE SUR MEURTHE
 - Madame BUXERAUD Nicole née KLOCK
Agent des services hospitaliers qualifié 1^{er} cat., CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à JARVILLE LA MALGRANGE
 - Madame CASELLA Angela
Adjoint technique de 2^e classe, MAIRIE de ESSEY LÈS NANCY
demeurant à ESSEY LÈS NANCY
 - Monsieur CHATEL Louis Henri
Secrétaire mairie - instituteur, MAIRIE de PONT À MOUSSON
demeurant à PONT À MOUSSON
 - Monsieur CHIPAUX Dany
Conducteur automobile hors catégorie, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à MARON
 - Madame CLAUDEL Marie-Claire née LAURENT
Directeur territorial, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à VILLERS LÈS NANCY
 - Madame CLEMENCEAU Elisabeth née BURTIN
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
 - Mademoiselle COLNOT Marie-Jeanne
Bibliothécaire, MAIRIE de NANCY
demeurant à NANCY
 - Madame COTINAUT Chantal
Technicien de laboratoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS LÈS NANCY
 - Madame CREUSOT Martine née MANGEL
Adjoint administratif 1^{re} classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à LANEUVILLE DEVANT NANCY
 - Monsieur DARDENNE Dominique
Technicien territorial chef, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à EULMONT
 - Monsieur DECLERCK Gabriel
Attaché d'administration hospitalier, CENTRE HOSPITALIER FRANCOIS MAILLOT de BRIEY
demeurant à LANTÉFONTAINE
 - Monsieur DELARUELLE Dominique
Agent de maîtrise, MAIRIE de LAXOU
demeurant à LAXOU
 - Madame DEPARDIEU Marie-Antoinette
Auxiliaire de puériculture principal 2^e classe, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de NANCY
demeurant à NANCY
 - Madame DICK Françoise
Secrétaire médicale de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
 - Monsieur DIDELOT Christian
Contrôleur de travaux, MAIRIE de ÉCROUVES
demeurant à TOUL
 - Monsieur DIDIERJEAN Christian
Contremaître, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à AINGERAY
 - Monsieur DOCTEUR Roger
Aide-soignant brancardier de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à SEICHAMPS
 - Monsieur DONNOT François Xavier
Adjoint technique principal de 1^{re} classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à LAXOU
 - Madame ECUYER Muriel née SCHENCK
Moniteur éducateur, ETABLISSEMENT PUBLIC DEPARTEMENTAL TRAVAIL PROTEGE ET HEBERGEMENT de ROSIÈRES AUX SALINES
demeurant à DOMBASLE SUR MEURTHE
 - Monsieur EHRHART Jean
Contrôleur principal de travaux, MAIRIE de VANDOEUVRE LÈS NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY

- Monsieur EL FOUNI Alain
Adjoint technique principal 2^e classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Monsieur FABRY Alain
Conducteur ambulancier de 1^{re} catégorie, C.H.U. de NANCY
demeurant à JARVILLE LA MALGRANGE
- Monsieur FABRY Alain
Conducteur ambulancier de 1^{re} catégorie, C.H.U. de NANCY
demeurant à JARVILLE LA MALGRANGE
- Madame FILIPPA Joëlle née SALPOINTE
Adjoint administratif hospitalier principal, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOUL
- Madame FORINI Evelyne née BRELINSKY
Adjoint des cadres hospitaliers de classe exceptionnelle, HÔPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3 H SANTE de CIREY SUR VEZOUZE
demeurant à BLÂMONT
- Madame GAACH Jocelyne
Adjoint technique 2^e classe, MAIRIE de JOEUF
demeurant à JOEUF
- Madame GARBACZ Michèle née WINGER
Manipulateur électroradiologie cadre supérieur de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAULXURES LÈS NANCY
- Madame GARBANI Marie Claude née FRINGANT
Adjoint des cadres de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à LAXOU
- Madame GARCIA Carmen
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Mademoiselle GERARD Nicole
Infirmier de classe supérieure, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à JARVILLE LA MALGRANGE
- Madame GILORMINI Ghislaine née GUYOT
Rédacteur territorial, MAIRIE de NANCY
demeurant à ESSEY LÈS NANCY
- Monsieur GINIOT Alain
Agent de salubrité qualifié, SIRTOM de MOUTIERS
demeurant à JARNY
- Madame GOUSSELOT Anne-Marie
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame GROUSSE Colette
Adjoint technique de 2^e classe, COMMUNAUTE DE COMMUNES de HOMECOURT
demeurant à JOEUF
- Monsieur GY Jean-Marie
Adjoint technique 2^e classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame HEISSAT Nicole née THIERY
Adjoint administratif principal 2^e classe, MAIRIE de VANDOEUVRE LÈS NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Monsieur HUREAUX Claude
Infirmier cadre supérieure de santé, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à LAXOU
- Monsieur JACQUES Bernard
Ouvrier professionnel qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame JORROT Micheline
Adjoint technique 2^e classe, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de TOUL
demeurant à TOUL
- Madame KERVELLANT Odette née BROU
Infirmier de classe supérieure, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Monsieur KREMEURT Alain
Attaché territorial, MAIRIE de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame KROLAK Dominique née DAMGÉ
Rédacteur chef, MAIRIE de MONT SAINT MARTIN
demeurant à MONT SAINT MARTIN
- Madame LACORDE Odile née GINAT
Attaché territorial, MAIRIE de VANDOEUVRE LÈS NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Madame LEROY Martine née GODEFROY
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à FROLOIS
- Madame LLORCA Michèle née REY
Attachée d'administration hospitalière, C.H.U. de NANCY
demeurant à FROUARD
- Mademoiselle LOOS Ondine
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOUL
- Monsieur MAHIEU Hubert
Responsable du service voirie logistique, MAIRIE de VANDOEUVRE LÈS NANCY
demeurant à LUPCOURT
- Madame MAINCENT Ghislaine née OOSTERLYNCK
Infirmière cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à HEILLECOURT
- Madame MAIRE Martine née PERRIN
Aide-soignante classe exceptionnelle, MAISON DE RETRAITE SAINT FRANÇOIS D'ASSISE de PONT À MOUSSON
demeurant à VANDIÈRES
- Madame MANGIN Marie-Antoinette née COLONELLO
Adjoint du patrimoine principal 1^{re} classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à VIRECOURT
- Monsieur MEHLY Alain
Adjoint technique principal 1^{re} classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame MICHEL Nelly née RIOUSSET
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOMBLAINE
- Monsieur MOUGEOT Alain
Contrôleur de travaux, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à TOMBLAINE
- Monsieur MOUTON Gérard
Maître ouvrier principal, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à LAY SAINT CHRISTOPHE
- Mademoiselle NICOLAS Françoise
Agent des services hospitaliers qualifié, HÔPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3 H SANTE de CIREY SUR VEZOUZE
demeurant à BLÂMONT
- Monsieur NOEL Jean-Marie
Adjoint technique 2^e classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame NOISETTE Anne-Marie née ROLIN
Adjoint administratif hospitalier principal, C.H.U. de NANCY
demeurant à FLÉVILLE DEVANT NANCY
- Madame OFFROY Dominique
Adjoint administratif hospitalier principal, C.H.U. de NANCY
demeurant à AGINCOURT
- Monsieur OLLINGER Paul
Infirmier anesthésiste cadre supérieur de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame PARIS Odette
Cadre supérieur infirmier, ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS de PARIS
demeurant à CROISMARE
- Madame PERRIN Jacqueline née BOULANGER
Secrétaire médicale de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à LUPCOURT
- Mademoiselle PERRIN Marie-Françoise
Directeur Général des Services, C. DE C. PAYS DU SEL ET VERMOIS de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à SAINT NICOLAS DE PORT
- Monsieur PIERRON Christian
Technicien en circulation extra corporelle classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à RICHARDMÉNIL
- Monsieur PIERRON Pierre
Directeur territorial, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à HEILLECOURT
- Monsieur POULNOIS Roger
Adjoint technique 2^e classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à BENNEY
- Monsieur PRACHT Joseph
Adjoint technique 1^{re} classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à NANCY
- Monsieur PUGIN Jean-Maurice
Directeur des soins de 1^{re} classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à SEICHAMPS
- Monsieur REISCH Jean Marcel
Conducteur ambulancier de 1^{re} catégorie, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Monsieur RENOARD François
Aide technique d'électroradiologie, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOUL
- Monsieur RIETHMULLER Alain
Agent chef 2^e catégorie, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à NEUVES MAISONS
- Monsieur ROBERT Guy
Maître ouvrier principal, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à TOMBLAINE
- Monsieur ROGER Jean-Claude
Maître ouvrier principal, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à LAXOU
- Madame ROQUET Claudine née MASSON
Adjoint administratif principal 2^e classe, MAIRIE de BRIEY
demeurant à LANTÉFONTAINE
- Madame ROYER Françoise née SANSON

- Aide-soignante de classe exceptionnelle, MAISON DE RETRAITE SAINT FRANCOIS D'ASSISE de PONT À MOUSSON
demeurant à RAUCOURT
- Monsieur SARAZAIN Daniel
Adjoint technique principal 1^{re} classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à LIVERDUN
 - Monsieur SCHICHEL Robert
Ouvrier professionnel qualifié, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à LAGNEY
 - Monsieur SCHMITT Jacques
Infirmier de classe supérieure, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à BICQUELEY
 - Monsieur SCHWARTZ Francis
Contrôleur territorial, MAIRIE de JARNY
demeurant à JARNY
 - Mademoiselle SEYLLER Nadine
Adjoint administratif principal 1^{ère} classe, MAIRIE de JARVILLE LA MALGRANGE
demeurant à SAINT MAX
 - Monsieur SIVAUT Gilles
Technicien de laboratoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à ROSIÈRES AUX SALINES
 - Monsieur STEMART Daniel
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de LONGWY
demeurant à LEXY
 - Mademoiselle TALLOTTE Marie-Claire
Agent des services hospitaliers qualifié, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à NANCY
 - Madame THOMAS Josiane née AUSSANT
Adjoint administratif hospitalier principal, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAINT NICOLAS DE PORT
 - Monsieur THOMASSIN Joël
Conducteur ambulancier de 1^{re} catégorie, C.H.U. de NANCY
demeurant à DROUVILLE
 - Monsieur UGOLINI Alain
Adjoint technique 1^{re} classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à MAXÉVILLE
 - Monsieur VARSOVIE Serge
Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY
demeurant à LANEUVEVILLE DEVANT NANCY
 - Madame VILLAUME Andrée née ROUY
Adjoint technique 2^{de} classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à BAYON
 - Madame VUILLAUME Marie-José
Aide-soignante classe exceptionnelle, CENTRE HOSPITALIER FRANCOIS MAILLOT de BRIEY
demeurant à JARNY
 - Monsieur WARIN Alain
Adjoint technique principal 2^{de} classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à FLÉVILLE DEVANT NANCY
 - Monsieur WEILER Alain
Agent chef de 1^{re} catégorie, C.H.U. de NANCY
demeurant à FLÉVILLE DEVANT NANCY
 - Monsieur WELSCHEN Christian
Agent technique en Chef, MAIRIE de LEXY
demeurant à LEXY

Art. 3 : Le secrétaire général et le directeur de cabinet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 25 juin 2007

Le préfet,
Claude BALAND

Extrait de l'arrêté du 26 juin 2007 relatif à l'attribution de la médaille d'honneur agricole à l'occasion de la promotion du 14 juillet 2007

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La médaille d'honneur agricole ARGENT est décernée à :

- Madame ANCEL Anne née TOUSSAINT
Assistante polyvalente, ADHEO 109, LAXOU.
demeurant à NANCY
- Monsieur AUBRY Daniel
Conducteur de silo, COOPÉRATIVE AGRICOLE LORRAINE, LAXOU (Agence de DOMMARTIN-SOUS-AMANCE).
demeurant à DOMMARTIN-SOUS-AMANCE
- Madame BAGARD Monique
Responsable des méthodes comptables, ADHEO 109, LAXOU.
demeurant à BATHELMONT-LÈS-BAUZEMONT
- Madame BARCHAT Christine née PIERRE
Comptable, ADHEO 109, LAXOU (Agence de LUNEVILLE).
demeurant à SIONVILLER
- Mademoiselle BASTIEN Corinne
Conseil, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de LONGUYON) - demeurant à RÉHON
- Madame BECKER Catherine née SOUVENIER

- Comptable - responsable d'équipe, ADHEO 109, LAXOU.
demeurant à MANONCOURT-EN-WOÈVRE
- Monsieur BIER Christian
Informaticien, MSA LORRAINE, VANDOEUVRE.
demeurant à TANTONVILLE
- Monsieur CHARBONNET Eric
Directeur du conseil, ADHEO 109, LAXOU.
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Madame CHOFFEL Isabelle née BRICE
Aide-comptable, COOPÉRATIVE AGRICOLE LORRAINE, LAXOU.
demeurant à MOIVRONS
- Monsieur CLIVIO Jean-Michel
Responsable achats, FROMAGERIES RICHES MONTs, METZ.
demeurant à MAXÉVILLE
- Madame COLIN Marie-Laure née GÉRARDIN
Conseillère de proximité, ADHEO 109, LAXOU (Agence de LUNEVILLE).
demeurant à LUNÉVILLE
- Madame DEBERG Muriel née MAGAUD
Secrétaire, MSA LORRAINE, VANDOEUVRE.
demeurant à FLAVIGNY-SUR-MOSELLE
- Monsieur DEMANGE Francis
Contremaître, LORRAINE AGRICOLE DISTRIBUTION, LAXOU.
demeurant à BRULEY
- Monsieur DUPONT Gilles
Conducteur de silo, COOPÉRATIVE AGRICOLE LORRAINE, LAXOU (Agence de LUNEVILLE) - demeurant à DAMELEVIÈRES
- Monsieur FONTAINE Gérard
Secrétaire général, ADHEO 109, LAXOU.
demeurant à MARTHEMONT
- Monsieur FOSTIER Bernard
Conducteur de véhicule, COOPÉRATIVE AGRICOLE LORRAINE, LAXOU (Agence de CEINTREY) - demeurant à CEINTREY
- Madame GARDIEN Brigitte née DENHARDT
Comptable, ADHEO 109, LAXOU (Agence de BRIEY).
demeurant à CRUSNES
- Monsieur GEORGE Laurent
Chauffeur ramasseur, UNION LORRAINE DES PRODUCTEURS DE LAIT, LUDRES - demeurant à RICHARDMÉNIL
- Madame GRITTI Isabelle née COURTILLIER
Secrétaire de service, LORRAINE AGRICOLE DISTRIBUTION, LAXOU.
demeurant à JARVILLE
- Madame GUYON Agnès née GERARD
Comptable - responsable d'équipe, ADHEO 109, LAXOU (Agence de BRIEY) - demeurant à BRIEY
- Monsieur GUYON Alain
Comptable - responsable d'équipe, ADHEO 109, LAXOU (Agence de BRIEY) - demeurant à BRIEY
- Monsieur HETZEL Eric
Conducteur de silo, COOPÉRATIVE AGRICOLE LORRAINE, LAXOU (Agence de PONT-A-MOUSSON) - demeurant à NOMENY
- Monsieur HOERNER Christian
Agent d'exploitation, ADHEO 109, LAXOU.
demeurant à NANCY
- Madame JEANJEAN Sabine
Assistante technico-commercial, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de ARS SUR MOSELLE) - demeurant à DONCOURT-LÈS-CONFLANS
- Monsieur MAFFIOLINI Jean Pierre
Conducteur de silo, COOPÉRATIVE AGRICOLE LORRAINE, LAXOU (Agence de XAMMES) - demeurant à CUSTINES
- Monsieur MALGRAS Michel
Assistant de clientèle, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de ESSEY LES NANCY) - demeurant à TOMBLAINE
- Madame MARCHAL Nathalie née GAMES
Responsable de domaine, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à FERRIÈRES
- Madame MATHIEU Monique née REUTER
Comptable, ADHEO 109, LAXOU (Agence de BRIEY).
demeurant à BEUVEILLE
- Monsieur MATHIS Jean-Paul
Comptable - responsable d'équipe, ADHEO 109, LAXOU (Agence de LUNEVILLE) - demeurant à CHANTEHEUX
- Monsieur MERCHAT Denis
Ouvrier qualifié de fabrication, FROMAGERIES RICHES MONTs, METZ.
demeurant à ESSEY-ET-MAIZERAIS
- Mademoiselle MOINE Chantal
Comptable - responsable d'équipe, ADHEO 109, LAXOU.
demeurant à VÉZELISE
- Madame MOUROT Marlène née TURBAN
Comptable - responsable d'équipe, ADHEO 109, LAXOU (Agence de LUNEVILLE) - demeurant à MANONVILLER
- Madame NEYBECKER Sylvie née CLOQUARD
Technicienne, MSA LORRAINE, VANDOEUVRE.
demeurant à LEBEUVILLE
- Madame PANNET Laurence
Comptable, ADHEO 109, LAXOU.
demeurant à LUDRES
- Monsieur PARISELLE François
Adjoint responsable magasin GV, EMC2, BRAS-SUR-MEUSE.
demeurant à HANNONVILLE-SUZÉMONT
- Madame PASCAL Corinne née VUILLAUME

Comptable - responsable d'équipe, ADHEO 109, LAXOU.
demeurant à MANONCOURT-EN-VERMOIS

- Monsieur PICARD Jean-Luc
Conducteur de véhicule, COOPÉRATIVE AGRICOLE LORRAINE, LAXOU (Agence de VIRECOURT).
demeurant à BAINVILLE-AUX-MIROIRS

- Madame PIERRAT Marie-Jeanne née MERCHAT
Ouvrière de conditionnement, FROMAGERIES RICHES MONTs, METZ.
demeurant à MANDRES-AUX-QUATRE-TOURS

- Madame RICHARD Maryline née BRIEL
Assistante d'agence, ADHEO 109, LAXOU (Agence de LUNÉVILLE).
demeurant à LUNÉVILLE

- Madame ROBERT Françoise née CHONÉ
Comptable - responsable d'équipe, ADHEO 109, LAXOU.
demeurant à SEXEY-AUX-FORGES

- Monsieur ROUSSEL Pierre-Alain
Chargé de mission QHSE, ADHEO 109, LAXOU.
demeurant à NANCY

- Monsieur SCHOCKMEL Eric
Conseiller d'entreprise, ADHEO 109, LAXOU (Agence de LUNÉVILLE).
demeurant à MONT-SUR-MEURTHE

- Madame SERRIER Patricia née SINGER
Conseillère commerciale, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de JOEUF) - demeurant à BATILLY

- Madame SLOUS Viviane
Assistante polyvalente, ADHEO 109, LAXOU.
demeurant à MORVILLE-SUR-SEILLE

- Mademoiselle THOMASSIN Christine
Conseillère de proximité, ADHEO 109, LAXOU (Agence de BRIEY).
demeurant à JOUDREVILLE

- Madame VANDERSTRAETEN Carole née POIRET
Gestionnaire POA, MSA LORRAINE, VANDOEUVRE.
demeurant à LANEUVILLE-DEVANT-NANCY

- Madame VARLETTE Claudine
Assistante d'agence, ADHEO 109, LAXOU.
demeurant à VANDOEUVRE

- Monsieur VITAUX Marc
Responsable informatique, ADHEO 109, LAXOU.
demeurant à SEICHAMPS

- Monsieur VOUTON Thierry
Comptable - responsable d'équipe, ADHEO 109, LAXOU (Agence de BRIEY) - demeurant à BRIEY

Art. 2 : La médaille d'honneur agricole VERMEIL est décernée à :

- Madame ECKHOUT Monique née RIGOLET
Employée de banque, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à TRONVILLE

- Monsieur FONTAINE Gérard
Secrétaire général, ADHEO 109, LAXOU.
demeurant à MARTHEMONT

- Monsieur FOURNIER Jean-François
Conducteur silo, MALTEUROP, METZ.
demeurant à JARNY

- Monsieur GERARD Jean-Marie
Directeur général, MSA LORRAINE, VANDOEUVRE.
demeurant à ESSEY-LÈS-NANCY

- Monsieur HETZEL Michel
Assistant de clientèle, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de FROUARD).
demeurant à NOMENY

- Monsieur HOUOT Jackie
Technico-commercial, COOPÉRATIVE AGRICOLE LORRAINE, LAXOU (Agence de BLÂMONT).
demeurant à JOLIVET

- Monsieur HUSSON Gérard
Directeur, COOPÉRATIVE AGRICOLE LORRAINE, LAXOU.
demeurant à LAY-SAINT-CHRISTOPHE

- Madame HYPOLITE Aline née HISTOPHE
Comptable, ADHEO 109, LAXOU (Agence de BRIEY).
demeurant à LES-BAROCHES

- Monsieur JACOTTIN Philippe
Informaticien, CRÉDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES, STRASBOURG (Agence de LAXOU).
demeurant à POMPEY

- Madame JOLAS Marie-Paule née PAQUIN
Vendeuse LSA, EMC2, BRAS-SUR-MEUSE.
demeurant à MURVILLE

- Madame LAUTAR Catherine née MOLARD
Experte POA, MSA LORRAINE, VANDOEUVRE.
demeurant à MALZÉVILLE

- Monsieur MARCHAL Didier
Ouvrier fromager, COOPÉRATIVE AGRICOLE LAITIÈRE, BLÂMONT.
demeurant à BLÂMONT

- Monsieur MINCK Alain
Ouvrier fromager, COOPÉRATIVE AGRICOLE LAITIÈRE, BLÂMONT (Agence de HERBEVILLER).
demeurant à HERBEVILLER

- Mademoiselle NOESEN Anne-Marie
Aide - comptable, LORRAINE AGRICOLE DISTRIBUTION, LAXOU.
demeurant à NANCY

- Monsieur POSTEC Jean-Claude
Responsable POA, MSA LORRAINE, VANDOEUVRE.

demeurant à NANCY

- Monsieur PUNTEL Alain
Mécanicien agricole, COOPÉRATIVE AGRICOLE LORRAINE, LAXOU (Agence de VIRECOURT).
demeurant à ROSIÈRES-AUX-SALINES

- Madame RICHARD Maryline née BRIEL
Assistante d'agence, ADHEO 109, LAXOU (Agence de LUNÉVILLE).
demeurant à LUNÉVILLE

- Monsieur ROSIN Christian
Conseiller commercial, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de TOUL).
demeurant à DOMGERMAIN

- Monsieur SAUNIER Christian
Chef de service, COOPÉRATIVE AGRICOLE LAITIÈRE, BLÂMONT.
demeurant à ANCERVILLER

- Madame SCHWARTZ Claudine née LADOUCE
Comptable, ADHEO 109, LAXOU (Agence de BRIEY).
demeurant à VILLE-SUR-YRON

- Monsieur SCHWOB Jean-Michel
Assistant commercial, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de LAXOU CHAMP LE BOEUF).
demeurant à MAXÉVILLE

- Madame THIEBO Evelynne née RICHE
Secrétaire, COOPÉRATIVE AGRICOLE LAITIÈRE, BLÂMONT.
demeurant à HARBOUEY

- Madame THIRIET Véronique née GOSSET
Responsable service social, MSA LORRAINE, VANDOEUVRE.
demeurant à LUDRES

- Madame THOUILLLOT Elisabeth née SOUTERELLE
Assistante de direction, ADHEO 109, LAXOU.
demeurant à NANCY

- Monsieur THOUVENOT Christian
Conseiller professionnel, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de NANCY AUSTRASIE) -
demeurant à GERBÉCOURT-ET-HAPLEMONT

- Monsieur VINCENT Bernard
Comptable - responsable administratif et financier, ADHEO 109, LAXOU.
demeurant à LANFROICOURT

- Monsieur VITAUX Marc
Responsable informatique, ADHEO 109, LAXOU.
demeurant à SEICHAMPS

- Monsieur WAHU Joël
Chef de silo, EMC2, BRAS-SUR-MEUSE.
demeurant à BATILLY

Art. 3 : La médaille d'honneur agricole OR est décernée à :

- Madame BEMER Marie-Christine née VINCHELIN
Analyste animateur, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à NEUVES-MAISONS

- Monsieur BERNARD Gilbert
Analyste animateur, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY

- Madame BRETON Brigitte née HENIQUE
Analyste études, CRÉDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES, STRASBOURG (Agence de LAXOU) - demeurant à NANCY

- Madame BUZY Marie Rose
Employée de bureau, EMC2, BRAS-SUR-MEUSE.
demeurant à MAXÉVILLE

- Monsieur CHARLES René
Commercial chef de secteur, YOPLAIT FRANCE, BOULOGNE.
demeurant à JOEUF

- Madame CHARTON Joëlle
Cadre gestionnaire, MSA LORRAINE, VANDOEUVRE.
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY

- Monsieur COHAUT Lucien
Responsable comptable, ADHEO 109, LAXOU.
demeurant à LAXOU

- Mademoiselle DAL'ZOTTO Monique
Assistante commerciale, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de LONGUYON) - demeurant à PIENNES

- Madame DERUELLE Antoinette née DOUCET
Ouvrière de conditionnement, FROMAGERIES RICHES MONTs, METZ.
demeurant à DONCOURT-LÈS-CONFLANS

- Monsieur FONTAINE Gérard
Secrétaire général, ADHEO 109, LAXOU.
demeurant à MARTHEMONT

- Madame GRIFFON Evelynne née TARALL
Assistante communication niveau 2, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de VANDOEUVRE-NATIONS).
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY

- Monsieur GRILLOT Pierre
Cadre gestionnaire, MSA LORRAINE, VANDOEUVRE.
demeurant à VANDOEUVRE

- Madame HOUOT Michèle née VAIMBOIS
Assistante administrative, COOPÉRATIVE AGRICOLE LORRAINE, LAXOU - demeurant à SERRES

- Madame HYPOLITE Aline née HASSE
Comptable, ADHEO 109, LAXOU (Agence de BRIEY).
demeurant à LES-BAROCHES

- Monsieur LECLERE Jean Marc
Assistant de clientèle, CRÉDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES, STRASBOURG (Agence de EPINAL) - demeurant à BERTRICHAMPS

- Mademoiselle LEDROIT Marie-Christine
Assistante, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à JARVILLE
- Madame ORY Armande
Technicienne, MSA LORRAINE, VANDOEUVRE.
demeurant à SEICHAMPS
- Madame PAILLON Edith née MINSTER
Assistante de clientèle, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence
de NOMENY) - demeurant à BELLEAU
- Madame QUAGLIO Paulette née KLEIN
Experte, MSA LORRAINE, VANDOEUVRE.
demeurant à MALLELOY
- Mademoiselle SALMON Françoise
Assistante, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à LAXOU
- Madame SCHWARTZ Claudine née LADOUCE
Comptable, ADHEO 109, LAXOU (Agence de BRIEY).
demeurant à VILLE-SUR-YRON
- Monsieur SCHWERDTNER Jean-Henri
Pasteurisateur, COOPÉRATIVE AGRICOLE LAITIÈRE, BLÂMONT.
demeurant à HERBÉVILLER
- Madame THOUILLLOT Elisabeth née SOUTERELLE
Assistante de direction, ADHEO 109, LAXOU.
demeurant à NANCY
- Monsieur VAN MEEL Gérard
Assistant commercial, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence
de THIAUCOURT).
demeurant à PRÉNY
- Monsieur VAUCOURT Jean-Claude
Conseiller professionnel, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence
de BAYON) - demeurant à HOUEMONT
- Madame VELY Nicole
Conseillère commerciale niveau 2, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE,
METZ (Agence de LUNÉVILLE) - demeurant à LUNÉVILLE
- Monsieur VINCENT Bernard
Comptable - responsable administratif et financier, ADHEO 109, LAXOU.
demeurant à LANFROICOURT

Art. 4 : La médaille d'honneur agricole GRAND OR est décernée à :

- Monsieur BIDON Philippe
Assistant, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à PULLIGNY
- Monsieur BRIGNATZ Dominique
Analyste animateur, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à DOMGERMAIN
- Monsieur BRUDER Daniel
Assistant itinérant, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de
ESSEY LES NANCY).
demeurant à LAXOU
- Monsieur CHARLES René
Commercial chef de secteur, YOPLAIT FRANCE, BOULOGNE.
demeurant à JOEUF
- Madame CHILES Ghislaine
Assistante, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à FLÉVILLE-DEVANT-NANCY
- Madame DEPARIS Anne
Secrétaire, MSA LORRAINE, VANDOEUVRE.
demeurant à JARVILLE
- Madame DERUELLE Antoinette née DOUCET
Ouvrière de conditionnement, FROMAGERIES RICHES MONTs, METZ.
demeurant à DONCOURT-LÈS-CONFLANS
- Monsieur FONTAINE Gérard
Secrétaire général, ADHEO 109, LAXOU.
demeurant à MARTHEMONT
- Madame HARTER Evelyn née CHRISTEN
Assistante, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à CHAMPIGNEULLES
- Madame PASQUET Martine née VUILLECARD
Assistante de clientèle, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence
de NANCY MAGINOT).
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Madame REBOISSON Michelle née REMY
Analyste animateur, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à VELAIN-EN-HAYE
- Monsieur RICCIUTELLI Patrice
Responsable d'agence de proximité, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE,
METZ (Agence de PIENNES).
demeurant à HUSSIGNY-GODBRANGE
- Monsieur ROIBIER Alain
Contrôleur, MSA LORRAINE, VANDOEUVRE.
demeurant à CHAMPENOUX
- Madame THOUILLLOT Elisabeth née SOUTERELLE
Assistante de direction, ADHEO 109, LAXOU.
demeurant à NANCY

Art. 5 : Le secrétaire général et le directeur de cabinet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 26 juin 2007

Le préfet,
Claude BALAND

Extrait de l'arrêté n° 34 /2007/SIDPC du 16 juillet 2007 - Liste des usagers prioritaires au service électrique

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Art. 1^{er} : Sont inscrits sur la liste en annexe I du présent arrêté :

- Les usagers dont le maintien de l'alimentation en énergie électrique des installations doit être assuré en toutes circonstances, au titre de la protection des vies humaines et de la sécurité,
- Les usagers dont les installations ne peuvent être interrompues dans leur fonctionnement, sans subir de dommages.

Les organismes et établissements assurant la distribution de l'électricité (annexe IV du présent arrêté) devront veiller à pouvoir disposer à tout moment, et jusqu'à ce que le fonctionnement normal du service public de l'électricité puisse être rétabli, des moyens en matériel et en personnel indispensables au maintien du service prioritaire ainsi défini.

Art. 2 : A titre complémentaire, en raison de leur situation particulière et dans la limite des disponibilités en énergie électrique, sont inscrits sur la liste en annexe II du présent arrêté, les usagers pouvant bénéficier d'une certaine priorité par rapport aux autres usagers, notamment en cas d'urgence.

Art. 3 : Sont inscrits sur la liste en annexe III du présent arrêté, les usagers pouvant bénéficier d'une certaine priorité par rapport aux autres usagers en cas de restage.

Art. 4 : Conformément aux prescriptions du Ministre des finances, du commerce et de l'industrie, les organismes et établissements assurant la distribution de l'électricité (annexe IV du présent arrêté) doivent informer par tous moyens appropriés et le plus longtemps possible à l'avance les usagers concernés par les délestages.

Art. 5 : Les présentes dispositions seront portées à la connaissance des usagers inscrits sur les listes annexées au présent arrêté par les organismes et établissements assurant la distribution de l'électricité (annexe IV du présent arrêté).

Art. 6 : Les annexes à l'arrêté n°2004/4/SIDPC du 26 janvier 2004 sont abrogées et remplacées par le présent arrêté.

Art. 7 : Le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont information sera faite aux usagers inscrits sur les listes.

Nancy, le 16 juillet 2007

Le préfet,
Claude BALAND

ANNEXE 1 à l'arrêté n° 34/2007/SIDPC du 16 juillet 2007

Liste des usagers relevant du service minimum de l'électricité
(au sens de l'art.2 de l'arrêté ministériel du 5 juillet 1990)

Catégorie A : Etablissements qui ne sauraient souffrir d'interruption dans leur fonctionnement sans mettre en danger des vies humaines (catégorie 1 du plan CROIX ROUGE)

Etablissements de santé			
Etablissements	Adresse	Commune	KW
Hôpital local 3H santé	17, rue Voise	Blâmont	156
Centre sanitaire « les rives du château »	33, rue du Château	Blâmont	84
Hôpital Maillot	31, ave Albert de Briey	Briey	700
Centre médical Stern	4, ave Clemenceau	Briey	100
Hôpital local 3H santé	62, rue R Poincaré	Cirey sur Vezouze	78
Hôpital J. d'Arc	route nationale 4	Dommartin les Toul	560
Polyclinique Louis Pasteur	7, rue Parmentier	Essey les Nancy	615
Office d'hygiène sociale (ERA)	rue de Mirecourt	Flavigny/Moselle	
OHS (CEM/IME/IR/MRC/CRE/COCEE)	46 rue du Doyen Parisot	Flavigny/Moselle	500
Centre de Réadaptation UGECAM	4 rue du Professeur Montaut	Lay St Christophe	800
Hôpital local Pompey/Lay-St-Christophe	3 rue de l'église	Lay St Christophe	
Centre hospitalier	2, rue Level	Lunéville	600
Clinique Jeanne d'Arc (CHU Nancy)	26, rue Charles Vue	Lunéville	250
Institut J.B. Thiéry	13, rue de la République	Maxéville	132
Clinique St-Don	11 rue Blaise Pascal	Maxéville	36
Association Hospitalière bassin Longwy	4, rue A Labbé	Mont St Martin	430
Hôpital central et St Julien	29, ave du M. de Lattre de Tassigny	Nancy	2450
Hôpital marin	29, ave du M. de Lattre de Tassigny	Nancy	160
Hôpital Maringer-Villemin-Fournier	34, quai de la bataille	Nancy	266
Centre long séjour St Stanislas	rue des fabriques	Nancy	66
Maternité régionale	10, rue du D Heydenreich	Nancy	660
Centre maternel départemental	9, rue du D Heydenreich	Nancy	36
Clinique de traumatologie	49, rue Hermite	Nancy	200
Clinique Ambroise Paré	rue Ambroise Paré	Nancy	650
Polyclinique Majorelle	1240, avenue Pinchard	Nancy	630
Polyclinique de Gentilly + urgences	rue Marie Marvingt	Nancy	630

NANCY-MAS+FDT de l'ALAGH	6 Avenue Pinchard	Nancy	75
Hôpital local intercommunal Pompey/Lay-St-Christophe	3, rue Avant garde	Pompey	177
Centre hospitalier	place Colombé	Pont à Mousson	250
Centre hospitalier site centre Rion	1, cours R Poincaré	Toul	130
Centre hospitalier site St Charles	1, cours R Poincaré	Toul	260
Hôpital de Brabois	rue du Morvan	Vandœuvre	3000
Centre Alexis Vautrin	avenue de Bourgogne - Brabois	Vandœuvre	1000
Clinique Saint André	102, Avenue Jean Jaurès	Vandœuvre	200
ALTIR Hôpitaux de Brabois	allée du Morvan	Vandœuvre	42
Foyer expérimental AGI(FDT)	8 Rue des Myosotis	Vandœuvre	36
Laboratoires et divers			
Laboratoire Saint Remy	28 rue de la Pologne	Lunéville	9
Laboratoire Aubert	13, rue Blaise Pascal	Maxéville	
Laboratoires des Drs Baillet/Germain/Teboul	70, rue Stanislas	Nancy	50
Laboratoire Cinqualbre	2, rue des 4 Eglises	Nancy	36
Laboratoire Aubert	22, rue des Carmes	Nancy	
Ets de Transfusion sanguine	9/11 rue Lionnois	Nancy	
Laboratoires Paulus & Vadulga	1170, Avenue Pinchard	Nancy	100
Laboratoire Verdier	29, rue St Laurent	Pont à Mousson	15
Laboratoire Thouvenin Gonthier	11, rue de la République	Toul	20
Ets de Transfusion sanguine	avenue de Bourgogne	Vandœuvre	

Catégorie B : Installations indispensables à la sécurité

P. C. de la Circulation Urbaine	40, rue de Mont Désert	Nancy	
Passage souterrain Charles III	rue Charles III	Nancy	

Catégorie C : Installations industrielles pour lesquelles une interruption de fonctionnement serait gravement dommageable

Noms	Adresse	Commune	KW	Distributeur
Station de pompage centrale EDF		Blénod les PAM		EDF NANCY LORRAINE
Auxiliaire centrale thermique		Blénod les PAM		EDF NANCY LORRAINE
Fonderies de Pont à Mousson	Blénod les PAM et PAM	Blénod les PAM	6400	EDF NANCY LORRAINE
Stockage souterrain GAZ-EDF		Cerville		EDF NANCY LORRAINE
SOLVAY Carbonate France	2 rue Gabriel Péri	Dombasle	1000	RTE
AIR LIQUIDE Santé France	39 all des grands Pâquis	Heillecourt	80	EDF NANCY LORRAINE
Scs auxil. du poste répartiteur E.D.F.		Houdreville	150	EDF NANCY LORRAINE
NOVACARB	Usine de Madeleine	Laneuveville dt Nancy	600	EDF NANCY LORRAINE
Station de compression de gaz		Laneuvelotte		
LORMINES (exhaure soutien d'étiage)		Mainville		EDF NANCY LORRAINE
LORMINES (exhaure soutien d'étiage)		Mancieulles	360	EDF LORRAINE 3F
Maison d'Arrêt	rue Charles III	Nancy	80	EDF NANCY LORRAINE
Sté aciers armatures pour béton (SAM)	1 rue Victor de Lespinats	Neuves-Maisons	5700	RTE
BRENNTAG		Toul		
LORMINES (exhaure soutien d'étiage)		Tucquegnieux		EDF LORRAINE 3F
Cie salins du Midi et de l'Est	Varangéville/Dombasle sur Meurthe	Varangéville	1000	EDF NANCY LORRAINE
KIMBERLEY CLARCK SNC	route de Toul	Villey St Etienne	3500	RTE
MB automotive		Villers la montagne	1300	RTE
Ciments VICAT	16 rue de Pierreville	Xeuilley	3500	RTE
RTE système électrique Est	8 bis rue de Versigny BP 110	Villers les Nancy	500	EDF NANCY LORRAINE
ACR EST	1, rue Paul Verlaine 54310	Homécourt		

ANNEXE 2 à l'arrêté n° 34/2007/SIDPC du 16 juillet 2007
Liste supplémentaire des usagers pouvant bénéficier dans la limite des disponibilités, d'une priorité d'alimentation en cas d'urgence (au sens de l'art.4 de l'arrêté ministériel du 5 juillet 1990)

Catégorie A : Etablissements relevant de la catégorie 2 du plan CROIX ROUGE

Etablissements de santé			
Maison hospitalière	24 rue de l'Abbé Munier	Baccarat	130
Maison de repos et de convalescence "Le Château"	25 bis, Rue du Parc	Baccarat	84
3H santé Badonviller maison de retraite	6 rue Chanzy	Badonviller	70

Centre Jacques Parisot	78 rue Jacques Callot	Bainville S/ Madon	400
Centre de moyen séjour	1 rue Louis Pasteur	Faulx	40
Maison de retraite "La Rochelle"	rue Emile Baraban	Faulx	40
Institut régional de réadaptation	51 avenue de la Libération	Gondreville	130
Association hospitalière Joeuf hôpital	26 rue St Robert	Joeuf	50
Association hospitalière - maison retraite	Le Cantou	Joeuf	50
HLI Pompey - maison retraite	résidence Beau Site	Liverdun	24
Unité psychologique médicale	5 rue Level	Lunéville	70
Institut régional de réadaptation Nancy	35 rue Lionnois	Nancy	100
Office d'hygiène sociale	4 rue du Cardinal Tisserant	Nancy	
Maison hospitalière St Charles	56 bis, rue des 4 Eglises	Nancy	75
Clinique St Jean	5 rue Provençal	Nancy	25
Association hospitalière St Eloi	5 rue Aristide Briand	Neuves-Maisons	48
Maison de repos "Les mérisers et les éléaux"	4 rue de la Grande Ozeraie	Seichamps	120
Centre hospitalier spécialisé (antenne CPN)	3 rue du Jeu de Paume	St Nicolas de Port	280
Clinique des peupliers (AHBL)	54 rue des Peupliers	Villerupt	48
Association hospitalière (AHBL)	15 rue St Juste	Villerupt	25

Etablissements sociaux et médico-sociaux

EPSOR Rosières		Bayon	36
AEIM - IME « Les Orchidées »	10 rue Albert 1 ^{er}	Briey	
AEIM - IME « Les 3 Tilleuls »	1 rue des Tilleuls	Chenières	
FAS-EPC(Pur personnes handicapées)	7 rue de Bertrambois	Cirey s/ Vezouze	20
Institut de rééducation « L'Escale »	15 rue St Charles	Jarville	20
Institut des jeunes sourds la Malgrange	rue Joseph Piroux	Jarville	60
CPN de Nancy - MAS du CPN	BP 1010 rue docteur Archambault	Laxou	
AEIM-IME « Jean l'Hôte »	chemin du Harquet	Lunéville	
IME+RR2D OHS « Les terrasses Mehon »	24 rue François Richard	Lunéville	280
Institut J.B. Thiery - MAS -	8 rue de la Seille	Maxéville	42
Centre d'éducation des déficients visuels	8 rue de Santifontaine	Nancy	250
Institut de rééducation « Gai Soleil »	14 rue de Metz	Nancy	36
AEIM - IME « Claude Monet »	121 rue de l'abbé de l'Epee	Pont à Mousson	
EPSOR Site de Rosières	4 rue Léon Parisot	Rosières aux Salines	162
EPSOR Site de Rosières	chemin St Antoine	Rosières aux Salines	36
EPSOR Site de Rosières	route de Saffais	Rosières aux Salines	36
EPSOR Site de Rosières	rue Bocheron	Rosières aux Salines	22
Rosières aux Salines EPC-MAS	avenue des Vosges	Rosières aux Salines	36
AEIM-IME « Raymond Carel »	2 rue des Martyrs du Nazisme BP53	St-Nicolas-de-Port	
AEIM -IME « Georges Finance »	4 avenue JF Kennedy - BP 70003	Toul	
AEIM - MAS	rue de Ludres - ZAC de Brabois	Vandœuvre	
IME+rééducation St Camille	poste de Velaine - RN4	Velaine en Haye	90
Institution jeunes aveugles « Les 3 Fontaines »	avenue de la Libération	Vézelize	

Maisons de retraite - foyers - résidences - établissements publics

Maison de retraite	rue du Bac	Blainville S/ l'Eau	24
Maison de retraite « sœur Julie »	16 rue Maurice Barrès	Gerbéviller	240
Maison de retraite Fidry	26 rue Roland Daret	Labry	42
Maison de retraite B. de Courcelles	3 rue de l'Eglise	Lay St Christophe	61
Maison de retraite Louis QUINQUET	29 rue Louis Quinquet	Longuyon	50
Maison de retraite	2 rue St Louis	Longwy	96
Maison de retraite St Dominique	70 rue de Metz	Mars la Tour	48
Maison de retraite St François d'Assise	29 rue du Gal. Leclerc	Pont à Mousson	60
Maison de retraite	rue du Paquis des Toiles	Rosières aux Salines	54
Maison de retraite Ste Sophie	2 rue Henry Poulet	Thiaucourt/Régnieville	108
Maison de retraite « les ombelles »	80 rue Sébastien Choulette	Toul	
Maison de retraite St Charles	rue Notre Dame	Vézelize	90

Etablissements privés

Noms	Adresse	Commune	KW
------	---------	---------	----

Résidence Monmousseau	5 rue de l'Eglise	Auboué	
Résidence A. Croizat	2 rue Ambroise Croizat	Audun le Roman	80
Résidence des personnes âgées	17 rue Pasteur	Baccarat	
Maison de retraite St Charles	23 grande-rue	Bayon	200
Foyer A. Croizat	4 rue St Guérin	Blénod les PAM	92
Résidence foyer club Poincaré	rue Poincaré	Bouxières aux dames	98
Résidence René Pemet	rue Kaukenne	Briey	40
Foyer résidence « Les Fourasses »	1 bis, rue de la papeterie	Champigneulles	270
« Les Grands Jardins »	4 rue de la gare	Colombey les belles	60
Résidence « La Grande Muraille »	2 rue de la résistance	Damelevières	19
Foyer personnes âgées « Le Couarail »	rue de la petite Embanie	Dombasle	19
Foyer des personnes âgées « Le Rond Caillou »	rue Fanny	Dombasle	3
Maison de retraite St Charles	30 rue Collot	Dombasle	
Maison de retraite La Fontaine Lincourt	rue du puits gros yeux	Einville au Jard	
Maison de retraite St Joseph Bas Chat.	2 rue de Dommartemont	Essey les Nancy	102
Foyer des personnes âgées	3 ruelle du Jard	Gerbéviller	
Maison de retraite « Beau Site »	1 chemin d'Ormes	Haroué	42
Résidence Blanche de Castille	rue Blanche de Castille	Herserange	
Foyer des personnes âgées	rue Denfert Rochereau	Homécourt	360
Foyer personnes âgées Ambroise Croizat	rue Jeanne d'Arc	Jarny	
Maison de retraite « les lilas »	65 rue Emile Zola	Jarny	
Maison de retraite du Haut du Bois	23 avenue du Gal de Gaulle	Jarville	
Résidence Jean Moulin	rue de Ravenne	Joeuf	
Résidence Maurice Peltier	rue du commerce	Joeuf	
Maison de retraite HOTELIA	8 rue de la Saône	Laxou	
Résidence l'Oseraie	27 rue de Maréville	Laxou	250
Foyer personnes âgées	2 rue René Getti	Longlaville	
Résidence automne paisible	22 avenue O'Gorman	Longuyon	
Résidence les Marronniers	avenue nouvelle	Longuyon	
Foyer personnes âgées Rameau	1 rue Stanislas	Longwy	
Foyer personnes âgées Les Remparts	50 avenue du 8 Mai 1945	Longwy	
Foyer personnes âgées Les Fougères	1 rue du bon curé	Ludres	
Maison de retraite Ste Thérèse	50 rue de la gare	Ludres	130
Foyer des personnes âgées St Jacques	13 place St Jacques	Lunéville	96
Foyer des personnes âgées Boffrand	12 bis, rue Boffrand	Lunéville	200
Foyer des personnes âgées Ménil	34 rue de Ménil	Lunéville	240
Foyer des personnes âgées	rue du général de Gaulle	Malzéville	
Maison de retraite – ND du Bon Repos	34 avenue du général Leclerc	Maxéville	50
Foyer des pers. Agées G. Moulleron	137 avenue Gabriel Moulleron	Nancy	
Foyer des personnes âgées Guérineau	14 place du colonel Fabien	Nancy	
Foyer des personnes âgées Pichon	20 rue de l'abbé Grégoire	Nancy	
Foyer des personnes âgées Haussenville	42 avenue du général Mangin	Nancy	
Foyer des personnes âgées Donop	27 rue du colonel Grandval	Nancy	
Maison de retraite israélite (S.Bénichou)	rue Hoche	Nancy	66
Maison de retraite St Rémy	17 rue du chanoine Jacob	Nancy	
Maison de retraite St Sauveur	35 rue Victor Prouvé	Nancy	
Maison de retraite Notre Maison	52 rue des jardiniers	Nancy	150
Résidence de Boudonville	1 rue St Bodon	Nancy	
M.A.P.A.D. St-Eloi	14 rue Boyard	Neuves-Maisons	
Foyer résidence André Clerbout	rue Pierre Mendes France	Neuves-Maisons	250
Home du Rupt de Mad	8 grande rue	Onville	
Foyer résidence Dr Jean Claude	28 rue de Nivoy	Pagny Sur Moselle	35
Foyer des personnes âgées Marronniers	2 bis, rue des vannes	Pompey	360
Maison de retraite « les sablons »	34 rue de Saulxures	Pulnoy	81
Résidence Philippe de Gueuldres	place Colombé	Pont à Mousson	30
Résidence de l'âge d'or	19 rue Haxo	St Clément	

Maison de retraite St Firmin	5 rue Barre	St Firmin	90
Résidence du Clos Pré	rue du clos pré	St Max	200
Foyer terrasse de Mehon	46 rue des chardonnerets	St Nicolas de Port	36
Foyer de personnes âgées	rue Aristide Briand	Tomblaine	
Foyer du Dr Crosmarie	allée de la Louvière	Toul	69
Foyer du Dr Douzain	cours Raymond Poincaré	Toul	6
Résidence A. Picquot	quai de la glacière	Toul	33
Foyer des personnes âgées Les Jonquilles	1 avenue des jonquilles	Vandoeuvre	
Maison de retraite la sainte famille	17 rue bois le duc	Vandoeuvre	95
Foyer des personnes âgées Les Chardonnerets	rue Victor Hugo	Varangéville	60
Foyer des personnes âgées	2 quai du Brénon	Vézelize	16
Foyer des personnes âgées Le Clairlieu	boulevard des essarts	Villers les Nancy	
Foyer des personnes âgées Paul Adam	rue Jean Giraudoux	Villers les Nancy	
Maison de retraite La Verrière	6 bis, rue Albert 1 ^{er}	Villers les Nancy	150
Laboratoires d'analyses médicales et biologiques			
Lab. d'analyses médicales St Rémy	39 rue de la division Leclerc	Baccarat	
Lab. d'analyses médicales Mairey	9 rue de Metz	Briey	8
Lab.d'analyses médicales Zanad Watrin	54 rue Gabriel Péri	Dombasle	4
Lab.d'analyses médicales Cussenot Basthel	45 avenue Foch	Essey les Nancy	12
Lab.d'analyses médicales Le Vieux Moulin	89 rue de l'hôtel de ville	Frouard	36
Lab d'analyses médicales	2 rue de Nancy	Frouard	
Lab.d'analyses médicales du grand chêne	1 place Foch	Homécourt	24
Lab. d'analyses médicales Mathieu	22 avenue Parron	Jarny	
Lab. d'analyses médicales Musquar-Herbillon	17 rue de la république	Jarville	
Lab. d'analyses médicales et biologiques Berthet	2 rue de la Mortagne	Laxou	
Lab d'analyses médicales Dorion	21 place de l'hôtel de ville	Longuyon	10
Laboratoire d'analyses médicales de Korwin	32 rue de Sète	Longuyon	12
Lab. d'analyses médicales Gambirasio	6 rue Ordemer	Longwy	10
Laboratoire biologique et médical Degeorges	9 rue Mercy	Longwy	
Laboratoire biologique et médical Weber	1 rue du tramway	Longwy	
Laboratoire ANABIO	820 avenue du bon curé	Ludres	48
Laboratoire VALLEE	31 rue Grandville	Nancy	9
Lab BARTHEL METAIZEAU	2 rue de la commanderie	Nancy	36
Labos faculté de médecine	rue Lionnois	Nancy	
Laboratoire biologique et médical Fresse	108 bld Jean Jaurès	Neuves-Maisons	
Lab SCHIRRAZ SCHUHMACHER	3 rue des Aulnois	Pagny Sur Moselle	6
Laboratoire CREHANGE	4 bis rue de la liberté	Piennes	
Laboratoire SIEST	9 rue Fabvier	Pont à Mousson	
Lab. Le Breuil SIEST DOLEANS	248 avenue Henri Dunant	Pont à Mousson	5
Laboratoire AUBERT	66 avenue Carnot	St-Max	
Laboratoire ZANNAD	5 rue Jolain	St-Nicolas-de-Port	
Laboratoire ST MANSUY	10 rue Albert 1er	Toul	
Laboratoire COLLIN PUPIL	9 square de Liège - Montet Octroi	Vandoeuvre	36
Lab. centre de médecine préventive	2 avenue du doyen Parisot	Vandoeuvre	10
Lab biologique et médical	place Gérard d'Alsace	Vandoeuvre	
Laboratoire CHEVALIER LAMY	les nations 23 bld de l'Europe	Vandoeuvre	24
Lab biologique et médical du Saintois	5 rue de la carrière	Vézelize	
Laboratoire LABOLIO	1 bld Cattenoz	Villers les Nancy	9
Laboratoire SYMBIOSE	17 rue Foch	Villerupt	24

Catégorie C : Etablissements industriels et divers

Noms	Adresse	Commune	KW	Distributeur
Barrage		Aingeray		EDF NANCY LORRAINE
Station de relevage des eaux		Aingeray		EDF NANCY LORRAINE
Station de pompage		Arnaville	400	
Station d'épuration eaux usées		Auboué		EDF LORRAINE 3F

Cristalleries		Baccarat		EDF NANCY LORRAINE
Société européenne de galvanisation		Baccarat		EDF NANCY LORRAINE
Station d'épuration eaux usées		Moineville		EDF LORRAINE 3F
Syndicat des eaux du SOIRON		Moineville		EDF LORRAINE 3F
Société SOPRACO	rue des Souches	Beuville	225	EDF LORRAINE 3F
Cie des eaux et de l'ozone station épuration		Briey		EDF LORRAINE 3F
Cas. des pompiers	22 rue de Metz	Briey		EDF LORRAINE 3F
Station de pompage du Dolhain		Briey		EDF LORRAINE 3F
Brasserie KRONENBOURG		Champigneulles		EDF NANCY LORRAINE
Usine AEP de Cosnes et Romain		Cosnes/Romain		
Manoir industries		Custines		EDF NANCY LORRAINE
Saint gobain PAM	service agglomération	Dieulouard	5000	RTE
Centre de détention d'Ecrouves	323 route de Pagney	Ecrouves		EDF NANCY LORRAINE
Aérodrome Nancy-Essey		Essey les Nancy		EDF NANCY LORRAINE
DELIPAPIER	ban la dame	Frouard		EDF NANCY LORRAINE
Union coopérative agricole (UCA)		Frouard+Belleville		EDF NANCY LORRAINE
Station de pompage	haut de Blémont	Heillecourt		EDF NANCY LORRAINE
CGE station traitement eaux DROITAUMONT		Jarny		EDF LORRAINE 3F
SOCEA pompage		Joeuf		EDF LORRAINE 3F
Station d'épuration eaux usées		Laneuveville		EDF NANCY LORRAINE
Lorraine Tubes	500 en période normale, 1400 en période de gel	Lexy		EDF LORRAINE 3F / RTE
Pompes immergées		Liverdun		EDF NANCY LORRAINE
Station de pompage de DORLON		Longuyon		EDF LORRAINE 3F
Cas. des pompiers		Longwy		EDF LORRAINE 3F
St Hubert	870 rue Denis Papin (ZI)	Ludres		EDF NANCY LORRAINE
UJOM NANCY ENERGIE		Ludres		EDF NANCY LORRAINE
Cas. des pompiers	château de Lunéville	Lunéville		EDF NANCY LORRAINE
Station de pompage		Lunéville		EDF NANCY LORRAINE
Station de relevage des eaux	rue RICHARD	Lunéville		EDF NANCY LORRAINE
Station de pompage		Maidières		EDF NANCY LORRAINE
Syndicat des eaux		Mancieulles		EDF LORRAINE 3F
Station d'épuration eaux usées		Maxéville	550	EDF NANCY LORRAINE
PERMALI COMPOSITES S.A.		Maxéville		EDF NANCY LORRAINE
Station de relevage des eaux		Messein		
Station de pompage de Boudonville		Nancy		
Centre distribution mixte EDF-GDF		Nancy		EDF NANCY LORRAINE
Préfecture de Meurthe-et-Moselle	1 rue du préfet Erignac	Nancy		EDF NANCY LORRAINE
Conseil général de Meurthe-et-Moselle	rue du sergent Blandan	Nancy		EDF NANCY LORRAINE
Hôtel de ville	place de l'hôtel de ville	Nancy		EDF NANCY LORRAINE
Cas. des pompiers	avenue de la Libération	Nancy		EDF NANCY LORRAINE
Cas. des pompiers	boulevard Joffre	Nancy		EDF NANCY LORRAINE
Musée zoologique	rue ste Catherine	Nancy		
Station de pompage	Zac de Brabois	Vandoeuvre		EDF NANCY LORRAINE
Station de pompage	Haut du Lièvre	Nancy		EDF NANCY LORRAINE
Grands moulins de Paris (VILGRAIN)		Nancy		EDF NANCY LORRAINE
Centre de tri postal		Nancy		EDF NANCY LORRAINE
Cas. des pompiers	rue Nicolas Cugnot	Neuves-Maisons		EDF NANCY LORRAINE
Société CARBONE LORRAINE		Pagny sur Moselle		EDF NANCY LORRAINE
Station de pompage de Joudreville		Piennes		EDF LORRAINE 3 FRONTIERES
Cas. des pompiers	146 allée Amperre	Pont à Mousson		EDF NANCY LORRAINE
Coopérative agricole de Lorraine		Pont à Mousson		EDF NANCY LORRAINE

Aérodrome		Rosières/salines		EDF NANCY LORRAINE
Faïenceries de St Clément		St-Clément		EDF NANCY LORRAINE
Station de pompage de Mainvaux		St-Max		EDF NANCY LORRAINE
Cas. des pompiers	place Jean Jaurès	St-Nicolas-de-port		EDF NANCY LORRAINE
Puits 3 et 3 secours		Serrouville		EDF LORRAINE 3 FRONTIERES
Relais Thiaucourt BT		Thiaucourt		EDF NANCY LORRAINE
Cas. des pompiers		Tomblaine		EDF NANCY LORRAINE
Centre de détention	804 rue du Mal. Lyautey	Toul		EDF NANCY LORRAINE
Cas. des pompiers	quai de la Glacière	Toul		EDF NANCY LORRAINE
KLEBER COLOMBES		Toul		EDF NANCY LORRAINE
Station de pompage	usine de la croisette Toul Valcourt	Toul		EDF NANCY LORRAINE
STIT alimentation en vapeur Kléber Colombes		Toul		EDF NANCY LORRAINE
Ecole Nale d'agronomie et industries alimentaires.	2 ave. de la forêt de Haye	Vandoeuvre		EDF NANCY LORRAINE
Cas. des pompiers	avenue Désiré Masson	Vandoeuvre		EDF NANCY LORRAINE
Station St Charles (usine AEP)	rue Gabriel Péri	Vandoeuvre		EDF NANCY LORRAINE
Station Imbeaux (usine AEP)		Vandoeuvre		EDF NANCY LORRAINE
Station de pompage de Bellevue		Vandoeuvre		EDF NANCY LORRAINE
CFC DAUM		Vannes le Châtel		EDF NANCY LORRAINE
AIR LIQUIDE		Varangéville		EDF NANCY LORRAINE

ANNEXE 3 à l'arrêté n° 34/2007/SIDPC du 16 juillet 2007
Liste supplémentaire des usagers prioritaires au restage
(au sens de l'art.5 ter de l'arrêté ministériel du 5 juillet 1990)

NEANT.

ANNEXE 4 à l'arrêté n° 34/2007/SIDPC du 16 juillet 2007
ADRESSES DES DISTRIBUTEURS

Abréviation	Adresse
Agence de Conduite de Réseaux	1 rue Paul Verlaine 54310 Homécourt
EDF Vosges	EDF/GDF Vosges 46 quai de Dogneville BP 7 – 88001 Epinal cedex
EDF Nancy-Lorraine	EDF-GDF Services Nancy-Lorraine 2 boulevard Cattenoz BP 112 – 54601 Villers-lès-Nancy
RTE	Réseau de Transport d'Électricité Service relations clientèle Système électrique Est 8 bis rue de Versigny BP 110 - 54601 Villers-lès-Nancy cedex

Procès-verbal N° 08/2007 concernant les résultats de l'examen de
secourisme IFSI - CHU de Nancy le 15 juin 2007 à l'IFSI rue Lionnois

16 CANDIDATS ONT ETE RECUS :

DEL AGUILA	Laetitia	TOUL
DUMOULIN	Cédric	VANDOEUVRE LES NANCY
ETIENNE	Rémi	MOYENMOUTIER
GEHRIG	Christelle	MAXEVILLE
GODEFROY	Stéphanie	MALLELOY
LASSERRE	Marie Lise	NANCY
LEVAN	Nicolas	NANCY
MASSOLA	Anaïs	SAINT LOUP SUR SEMOUSE
MIGNOT	Lauriane	REVIGNY SUR ORNAIN
MOYAUX	Jean-Benoît	NANCY
PETITJEAN	Benoît	BASSE SUR LE RUPT
REBECQ	Xavier	NANCY
RICHIER	Audrey	LIVERDUN
VALENTIN	Kathy	MIRECOURT
WEICKER	Marjorie	MAXEVILLE
WILLIG	Xavier	CHATENOIS

Procès-verbal N° 09/2007 concernant les résultats de l'examen de
secourisme Rectorat de l'académie de Nancy-Metz le mardi 26 juin 2007
à CAFA 10 rue de Santifontaine - Nancy

9 CANDIDATS ONT ETE RECUS :

BARBOSA	Nathalie	FRIBOURG
EL KHANTOUR SCHNEIDER	Sylvaine	DANNE ET QUATRE VENTS
FRIANT MICHEL	Corinne	HOMMARTING
HUMBERT MARTINY	Véronique	BERVILLER EN MOSELLE
LAURAS BAUGUIL	Delphine	HILBERSHEIM
MAILLIER	Hervé	SAINT GEORGES
MEYER	David	BELLES FORETS
RAJECKI DIEUDONNE	Patricia	SAINT GEORGES 57
ROSSI MAYER	Viviane	GUERTING

Procès-verbal N° 10/2007 concernant les résultats de l'examen de secourisme Fédération française de sauvetage et de secourisme FFSS le 10 juillet 2007 à Maison régionale des sports - Tomblaine

11 CANDIDATS ONT ETE RECUS :

BARTLETT	Céline	DOMMARTIN LES TOUL
BECKER	Didier	ROSIERES AUX SALINES
BLUNTZER	Nathalie	RAMBERVILLERS
DE SILVESTRI	Cédric	FAMECK
FROGER	Céline	PERROS GUIREC
GUIDET	Philippe	SAINT DIZIER
GUILLEMIN	Myriam	GUERPONT
LAMBACH	Stéphane	UZEMAIN
LEGAY	Franck	CHAMPIGNEULLES
SCHEFFER	Cyrille	SAINT JULIEN LES METZ
VAGNER	Jacqueline	LESMENILS

Procès-verbal N° 11/2007 concernant les résultats de l'examen de secourisme brevet national de moniteur des premiers secours du vendredi 13 juillet 2007

05 CANDIDATS ONT ETE RECUS :

ARNAUD	Michel	NANCY
FALZONE	Charlène	DIEULOUARD
MOSSER	Sylvain	NANCY
PFLUMIO	Nicolas	HERIMENIL
TALLOTTE BOUTON	Cindy	NANCY

Extrait de l'arrêté modificatif n° 36/2007/SIDPC du 19 juillet 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : L'annexe jointe à l'arrêté préfectoral du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs est modifiée et annexée au présent arrêté.

Art. 2 : Une copie du présent arrêté et de l'annexe est adressée aux maires des communes intéressées.

Une copie du présent arrêté et de l'annexe est adressée à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté avec la liste des communes annexée, sera affiché dans les mairies de ces communes et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Il est accessible sur le site Internet des services de l'Etat.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet, le sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville, les chefs de service régionaux et départementaux et les maires du département sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Annexe à l'arrêté n°1/2006 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Liste des communes où s'appliquent les obligations d'information prévues aux I, II et IV de l'article L. 125-5 du code de l'environnement

INSEE	Commune	Plan	RISQUE	Bassin risque	Prescrit	Approuvé
54007	Aingeray	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54022	Arnaville	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54025	Art-sur-Meurthe	PPR	inondation	Meurthe		19/07/2007
54027	Atton	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54028	Auboué	PPR	inondation	Orne	28/01/2002	
54031	Autreville-sur-Moselle	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54038	Azerailles	PPR	mouvement de terrain	-		24/03/2004
54039	Baccarat	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54042	Bainville-aux-Miroirs	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54043	Bainville-sur-Madon	PPR	inondation	Madon	24/11/2006	
54045	Barbonville	PPR	inondation	Meurthe		19/07/2007
54054	Bayon	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54060	Belleville	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54062	Benney	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54065	Bertrichamps	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54072	Bezaumont	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54073	Bicqueley	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54076	Blainville-sur-l'eau	PPR	inondation	Meurthe		19/07/2007
54077	Blâmont	PPR	inondation	Vezouze	12/01/2006	
54079	Blénod-lès-Pont-à-Mousson	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
		PPR	inondation	Moselle	12/07/2006	
54082	Boncourt	PPR	inondation	Orne	28/01/2002	

54090	Bouxières-aux-Dames	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54109	Ceintrey	PPR	inondation	Madon	24/11/2006	
54111	Chaligny	PPR	mouvement de terrain	Coteaux de Moselle		23/09/1999
		PPR	inondation	Moselle		27/07/2000
54114	Champéy-sur-Moselle	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54115	Champigneulle	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54118	Charency-Vezin	PPR	inondation	Chiers	07/01/2002	
54122	Chaudeney-sur-Moselle	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
		PPR	inondation	Moselle	19/12/2005	
54123	Chavigny	PPR	mouvement de terrain	Coteaux de Moselle		23/09/1999
54125	Chenevières	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54136	Conflans-en-Jarnisy	PPR	inondation	Orne	28/01/2002	
54137	Cons-la-Grandville	PPR	inondation	Chiers	07/01/2002	
54144	Crévéchamps	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54145	Crévic	R111.3	sel	Bassin salifère Nancy		19/03/1991
54150	Custines	PSS	inondation	Meurthe /Moselle		10/09/1956
		PPR	inondation	Meurthe /Moselle	12/07/2006	
54152	Damelevières	PPR	inondation	Meurthe		19/07/2007
54154	Deneuvre	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54157	Dieulouard	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
		PPR	inondation	Meurthe		19/07/2007
54159	Dombasle-sur-Meurthe	R111.3	sel	Bassin salifère de Nancy		19/03/1991
		PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54167	Dommartin-lès-Toul	PPR	inondation	Moselle	19/12/2005	
54178	Epiez-sur-Chiers	PPR	inondation	Chiers	07/01/2002	
54196	Flavigny-sur-Moselle	PPR	mouvement de terrain	Coteaux de Moselle		23/09/1999
		PPR	inondation	Moselle		27/07/2000
54199	Flin	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54202	Fontenoy-sur-Moselle	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54206	Fraimbois	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
		PSS	inondation	Moselle et Meurthe		10/09/1956
54215	Frouard	PPR	inondation	Moselle et Meurthe	12/07/2006	
		PPR	mouvement de terrain	-	08/03/2002	
54217	Gélacourt	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54227	Giraumont	PPR	inondation	Orne	28/01/2002	
54229	Glonville	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54232	Gondreville	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54236	Grand-Failly	PPR	inondation	Chiers	07/01/2002	
54238	Gripport	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54250	Haracourt	R111.3	sel	Bassin salifère de Nancy		19/03/1991
54252	Haroué	PPR	inondation	Madon	24/11/2006	
54253	Hatrive	PPR	inondation	Orne	28/01/2002	
54256	Haussonville	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54260	Hériménil	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54263	Homécourt	PPR	inondation	Orne	28/01/2002	
54265	Houdemont	PPR	mouvement de terrain	-	12/04/2000	
54273	Jarny	PPR	inondation	Orne		18/09/2006
54274	Jarville-la-Malgrange	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54277	Jeandelize	PPR	inondation	Orne	28/01/2002	
54280	Joef	PPR	inondation	Orne	28/01/2002	
54281	Jolivet	PPR	inondation	Vezouze	12/01/2006	
54286	Laluy	PPR	inondation	Orne	28/01/2002	
54287	Lachapelle	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
		PPR	inondation	Meurthe		19/07/2007
54300	Laneuveville-devant Nancy	R111.3	sel	Bassin salifère de Nancy		19/03/1991
54303	Laronxe	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54305	Lay-Saint-Christophe	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54309	Lemainville	PPR	inondation	Madon	24/11/2006	
54311	Lenoncourt	R111.3	sel	Bassin salifère de Nancy		19/03/1991
		PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54318	Liverdun	PPR	inondation	Moselle	12/07/2006	
		PPR	mouvement de terrain	-	08/09/2003	
54320	Loisy	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54321	Longlaville	PPR	inondation	Chiers	07/01/2002	
54322	Longuyon	PPR	inondation	Chiers	07/01/2002	
54324	Lorey	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54328	Ludres	PPR	mouvement de terrain	Coteaux de Moselle		23/09/1999
		PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54329	Lunéville	PPR	inondation	Vezouze	12/01/2006	
54339	Malzéville	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54344	Mangonville	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
		PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54351	Marbache	PPR	mouvement terrain	-		06/06/2007

54352	Maron	PPR	mouvement de terrain	Coteaux de Moselle		23/09/1999
		PPR	inondation	Moselle		27/07/2000
54357	Maxéville	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
		PPR	mouvement de terrain	Coteaux de Moselle		23/09/1999
54364	Méréville	PPR	inondation	Moselle		27/07/2000
		PPR	mouvement de terrain	Coteaux de Moselle		23/09/1999
54366	Messein	PPR	inondation	Moselle		27/07/2000
54369	Millery	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54371	Moineville	PPR	inondation	Orne	28/01/2002	
54373	Moncel-lès-Lunéville	PPR	inondation	Meurthe		10/09/1956
54378	Montigny-sur-Chiers	PPR	inondation	Chiers	07/01/2002	
54383	Mont-sur-Meurthe	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54395	Nancy	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
		PPR	mouvement de terrain	Coteaux de Moselle		23/09/1999
54397	Neuves-Maisons	PPR	inondation	Moselle		27/07/2000
54399	Neuviller-sur-Moselle	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54408	Olley	PPR	inondation	Orne	28/01/2002	
54415	Pagny-sur-Moselle	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54420	Petit-Failly	PPR	inondation	Chiers	07/01/2002	
54425	Piennes	PPR	inondation	Chiers	07/01/2002	
54426	Pierre-la-Treiche	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54429	Pierreville	PPR	inondation	Madon	24/11/2006	
		PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54430	Pompey	PPR	inondation	Moselle	12/07/2006	
		PPR	mouvement de terrain	-		18/09/2006
54431	Pont-à-Mousson	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
		PPR	inondation	Moselle	12/07/2006	
54432	Pont-Saint-Vincent	PPR	mouvement de terrain	Coteaux de Moselle		23/09/1999
		PPR	inondation	Moselle		27/07/2000
		PPR	inondation	Madon	24/11/2006	
54440	Puxe	PPR	inondation	Orne	28/01/2002	
54449	Rehainviller	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
		PPR	mouvement de terrain	Coteaux de Moselle		23/09/1999
54459	Richardménil	PPR	inondation	Moselle		27/07/2000
		PPR	inondation	Meurthe		19/07/2007
54462	Rosières-aux-Salines	R111.3	sel	Bassin salifère de Nancy		19/03/1991
54465	Roville-devant-Bayon	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54472	St-Clément	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54476	Saint-Jean-lès-Longuyon	PPR	inondation	Chiers	07/01/2002	
54479	Saint-Mard	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54482	Saint-Max	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
		PPR	inondation	Meurthe		19/07/2007
54483	Saint-Nicolas-de-Port	R111.3	sel	Bassin salifère de Nancy		19/03/1991
54486	Saint-Remimont	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
		PPR	mouvement de terrain	coteaux de la Moselle		23/09/1999
54505	Sexey-aux-Forges	PPR	inondation	Moselle		27/07/2000
		PPR	mouvement de terrain	-	03/12/2002	
54509	Sommerviller	PPR	inondation	Meurthe		19/07/2007
		R111.3	sel	Bassin salifère de Nancy		19/03/1991
54519	Thierville-sur-Meurthe	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54526	Tomblaine	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54527	Tonnoy	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
		PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54528	Toul	PPR	inondation	Moselle	19/12/2005	
54542	Valleroy	PPR	inondation	Orne	28/01/2002	
54546	Vandières	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
		PPR	inondation	Meurthe		19/07/2007
54549	Varangéville	R111.	sel	Bassin salifère de Nancy		19/03/1991
54550	Vathiménil	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54559	Velle-sur-Moselle	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54565	Vigneules	PPR	inondation	Meurthe		19/07/2007
54582	Villette	PPR	inondation	Chiers	07/01/2002	
54583	Villey-le-Sec	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54584	Villey-Saint-Etienne	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54585	Virecourt	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
		PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54589	Vittonville	PPR	mouvement de terrain	-	08/03/2002	
54590	Viviers-sur-Chiers	PPR	inondation	Chiers	07/01/2002	
54591	Voinémont	PPR	inondation	Madon	24/11/2006	
54593	Waville	PPR	mouvement de terrain	-		06/06/2007
54596	Xeuilley	PPR	inondation	Madon	24/11/2006	
54597	Xirocourt	PPR	inondation	Madon	24/11/2006	
54598	Xivry-Circourt	PPR	inondation	Chiers	07/01/2002	

Extrait de l'arrêté modificatif n° 37/2007/SIDPC du 19 juillet 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Art. 1 : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n°5 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune d'Art-sur-Meurthe .

Art. 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Art. 3 : Le secrétaire général, le directeur de cabinet, et le maire de la commune d'Art-sur-Meurthe sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté modificatif n° 38/2007/SIDPC du 19 juillet 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Art. 1 : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n°14 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de Barbonville .

Art. 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Art. 3 : Le sous-préfet de Lunéville, le directeur de cabinet, et le maire de la commune de Barbonville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté modificatif n° 39/2007/SIDPC du 19 juillet 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Art. 1 : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n°21 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de Blainville-sur-l'eau .

Art. 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Art. 3 : Le sous-préfet de Lunéville, le directeur de cabinet, et le maire de la commune de Blainville-sur-l'eau sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté modificatif n° 40/2007/SIDPC du 19 juillet 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Art. 1 : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n°40 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de Damelevières .

Art. 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Art. 3 : Le sous-préfet de Lunéville, le directeur de cabinet, et le maire de la commune de Damelevières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté modificatif n° 41/2007/SIDPC du 19 juillet 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n°43 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de Dombasle-sur-Meurthe.

Art. 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Art. 3 : Le secrétaire général, le directeur de cabinet, et le maire de la commune de Dombasle-sur-Meurthe sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté modificatif n° 42/2007/SIDPC du 19 juillet 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n°74 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de Laneuveville-devant-Nancy.

Art. 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Art. 3 : Le secrétaire général, le directeur de cabinet, et le maire de la commune de Laneuveville-devant-Nancy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté modificatif n° 43/2007/SIDPC du 19 juillet 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n°115 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de Rosières-aux-Salines.

Art. 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Art. 3 : Le secrétaire général, le directeur de cabinet, et le maire de la commune de Rosières-aux-Salines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté modificatif n° 44/2007/SIDPC du 19 juillet 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n°121 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de Saint-Nicolas-de-Port.

Art. 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Art. 3 : Le secrétaire général, le directeur de cabinet, et le maire de la commune de Saint-Nicolas-de-Port sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté modificatif n° 45/2007/SIDPC du 19 juillet 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n°124 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de Sommerviller.

Art. 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Art. 3 : Le sous-préfet de Lunéville, le directeur de cabinet, et le maire de la commune de Sommerviller sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté modificatif n° 46/2007/SIDPC du 19 juillet 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n°131 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de Varangéville.

Art. 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Art. 3 : Le secrétaire général, le directeur de cabinet, et le maire de la commune de Varangéville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté modificatif n° 47/2007/SIDPC du 19 juillet 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n°136 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de Vigneules.

Art. 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Art. 3 : Le sous-préfet de Lunéville, le directeur de cabinet, et le maire de la commune de Vigneules sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

**Direction de la réglementation et des libertés publiques
Bureau des réglementations**

Extrait de l'arrêté du 24 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Vandoeuvre les Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – M. Christian TRIDON, directeur de la boutique Electroménager E. Leclerc, située 10 rue Roberval 54500 VANDOEUVRE lès NANCY, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe et deux caméras intérieures mobiles, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0001**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Christian TRIDON, directeur, M. Romain TERRIBLE, responsable Bazar Technique et MM. Claude MOKRANE et Patrice RICHARD, opérateurs sécurité.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois. Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la

préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Christian TRIDON, directeur, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de VANDOEUVRE lès NANCY
NANCY, le 24 mai 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 30 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – M. Hervé PIERREL, directeur du magasin à l'enseigne « Metro », situé rue Marcel Brot, Rond Point de Jarville, 54000 NANCY, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant huit caméras intérieures fixes et huit caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0002**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Hervé PIERREL, directeur de l'établissement, M. Manu DA SILVA, chef de département et M. Michel GIGOUT, responsable Maintenance.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Hervé PIERREL, directeur de l'établissement, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de NANCY
NANCY, le 30 mai 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 25 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – Le Maire de NANCY, est autorisé à installer, au Marché Central situé rue Saint Dizier 54000 NANCY, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe et une caméra extérieure mobile, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0003**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Eric ANCEL, Chef du Service Police Municipale, M. Benoit FLOQUET, gérant du système de vidéo, Mme Murielle BARBIER, chargée d'étude Commerce et Artisanat et M. Patrick LEPAGE, régisseur Marché Central.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au maire de NANCY et au directeur départemental de la sécurité publique
NANCY, le 25 mai 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 25 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – M. Franck MOPIN, responsable Sécurité du groupe H&M, est autorisé à installer, dans le magasin situé 44-55 rue Saint Jean 54000 NANCY, un système de vidéosurveillance comportant cinq caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0004**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Franck MOPIN, responsable Sécurité, Mme Chrystelle HEULARD, responsable magasin et M. Paul AUBEY, responsable rayon.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Franck MOPIN, responsable Sécurité, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de Nancy.
NANCY, le 25 mai 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 29 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – M. Franck MOPIN, responsable Sécurité du groupe H&M, est autorisé à installer, dans le magasin situé 34 rue Saint Jean 54000 NANCY, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0005**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Franck MOPIN, responsable Sécurité, Mme Chrystelle HEULARD, responsable magasin et M. Serge STEABEL, responsable rayon.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Franck MOPIN, responsable Sécurité, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de Nancy.
NANCY, le 29 mai 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 25 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Mont-Saint-Martin

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – Le maire de MONT ST MARTIN, est autorisé à installer, dans le complexe sportif des Terres de Mercy situé au 61bis rue de la Forêt 54350 MONT ST MARTIN, un système de vidéosurveillance comportant six caméras intérieures fixes et trois caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0006**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. DE-CARLI Serge, maire de MONT ST MARTIN.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au maire de MONT ST MARTIN et au directeur départemental de la sécurité publique NANCY, le 25 mai 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 30 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Champigneulle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – L'Etablissement Français du Sang de Lorraine-Champagne, site de Nancy, situé avenue de Bourgogne 54500 VANDOEUVRE lès NANCY, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0007**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Emmanuel DANZO, responsable Services Techniques.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Emmanuel DANZO, responsable Services Techniques de l'EFS, site de Nancy, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de Vandoeuvre les Nancy.

NANCY, le 30 mai 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 24 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – M. Thierry DOLON, gérant du tabac-presse-loto, situé 1 Place Godefroy de Bouillon 54000 NANCY, est autorisé à installer, dans son

établissement, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0010**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Thierry DOLON, gérant de l'établissement et Mme Stéphanie GERMAIN, concubine collaboratrice.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Thierry DOLON, gérant de l'établissement, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de Nancy.

NANCY, le 24 mai 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 25 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – La Caisse de Crédit Mutuel de Nancy Deux rives, située 12/14 Promenade Emilie du Châtelet 54000 NANCY, est autorisée à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0012**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont le directeur de caisse, l'adjoint au directeur, le service de Sécurité Régionale et le télésurveilleur.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à la Caisse de Crédit Mutuel de Nancy Deux rives, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de Nancy.

NANCY, le 25 mai 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 04 juin 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Champigneulle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – M. David TUAILLON, gérant de la boulangerie pâtisserie, située 35 rue de Nancy 54250 CHAMPIGNEULLES, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0016**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. David TUAILLON, gérant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. David TUAILLON, gérant de l'établissement, au lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et au maire de Champigneulle.

NANCY, le 04 juin 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 04 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – M. Richard ROTH, gérant de la Boulangerie Pâtisserie, située 55 rue St Georges 54000 NANCY, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0017**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Richard ROTH, gérant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Richard ROTH, gérant de l'établissement, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de NANCY

NANCY, le 04 juillet 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 25 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Laxou

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – M. Jean-Michel OTTAVI, directeur de l'établissement Renault Nancy, situé 2 à 6 avenue de la Résistance 54520 LAXOU, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures fixes et onze caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0018**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Jean-Michel OTTAVI, directeur de l'établissement et M. Joël BLANC, chef des Services Techniques.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas

échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Jean-Michel OTTAVI, directeur de l'établissement, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de LAXOU

NANCY, le 25 mai 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 11 juin 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Dombasle-sur-Meurthe

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – M. Tonio LIBERATORE, gérant du restaurant à l'enseigne « Pizza Tonio », situé 3 rue Mathieu 54110 DOMBASLE, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure mobile, située dans la zone publique, en conformité avec le plan produit, dont le champ d'exploitation sera exclusivement dirigé sur l'entrée de l'établissement. Le système de vidéosurveillance est identifié sous le numéro :

54.07.0019

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Tonio LIBERATORE, gérant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Tonio LIBERATORE, gérant de l'établissement, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de DOMBASLE

NANCY, le 11 juin 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 29 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Dombasle-sur-Meurthe

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – M. FRANCOIS, gérant du magasin de fleurs à l'enseigne « François Fleurs », situé 64 rue Gabriel Péri 54110 DOMBASLE sur MEURTHE, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance sans enregistrement comportant une caméra intérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0020**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 4 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 5 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. FRANCOIS, gérant de l'établissement, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de Dombasle-sur-Meurthe.

NANCY, le 29 mai 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 25 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Pompey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – M. Ahmed TAMRABET, gérant du salon de thé oriental à l'enseigne « La rose des Sables », situé 113 avenue du Général De Gaulle 54340 POMPEY, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0021**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Ahmed TAMRABET, gérant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Ahmed TAMRABET, gérant de l'établissement, au lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et au maire de POMPEY.

NANCY, le 25 mai 2007
Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 29 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Custines

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – Mme Marie-Paule POGGIO, gérante de la station service Total, située 41 rue du Général Leclerc 54670 CUSTINES, est autorisée à installer, dans sa station, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe et une caméra extérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0022**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme Marie-Paule POGGIO, gérante de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à Mme Marie-Paule POGGIO, gérante de l'établissement, au lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et au maire de CUSTINES

NANCY, le 29 mai 2007
Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 29 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Pompey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – La société SONACOTRA, agence de Meurthe-et-Moselle, représentée par sa directrice Mme Marie-Flore GEISLER, est autorisée à installer, dans son établissement « Les fonds de Lavaux » situé, 28 rue du Val de la Tuilerie 54340 POMPEY, un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures fixes, une caméra extérieure fixe et une caméra extérieure mobile, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0024**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont Mme Marie-Flore GEISLER, directrice d'agence, M. Georges DUSY, responsable entretien maintenance et M. Djilali BELGUENDONZ, directeur CADA.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à Mme Marie-Flore GEISLER, directrice de l'agence SONACOTRA de Meurthe-et-Moselle, au lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et au maire de Pompey.

NANCY, le 29 mai 2007
Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 29 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Pont-à-Mousson

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – M. Gérard BELIN, propriétaire du Tabac-Presse-Loto à l'enseigne « Le Royal Cadeaux », situé 146 avenue Victor Claude 54700 BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0025**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. et Mme Gérard BELIN, propriétaires de l'établissement, Mlle Karine BELIN, leur fille et Mlle Aurélie BELIN, employée.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Gérard BELIN, propriétaire de l'établissement, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON

NANCY, le 29 mai 2007
Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 25 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Longwy Haut

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

A R R E T E

Art. 1er – Mme Coralie CHEVALIER, propriétaire de l'institut à l'enseigne « Eclat de Beauté », situé 11 rue Vauban 54400 LONGWY HAUT, est autorisée à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0026**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Christian et Mme Coralie CHEVALIER, propriétaires de l'institut.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. et Mme CHEVALIER, propriétaires de l'institut, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de Longwy Haut.

NANCY, le 25 mai 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 25 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Custines

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

A R R E T E

Art. 1er – La société Allevard Rejna Auto suspensions, située Zone Industrielle de Pré à Variois 54670 CUSTINES, est autorisée à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant une caméra extérieure mobile, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0027**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Alain CORRIGEUX, responsable de l'exploitation et M. Philippe HUBERT, Directeur des Ressources Humaines.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Alain CORRIGEUX, responsable de l'exploitation, au lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et au maire de Custines.

NANCY, le 25 mai 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 25 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

A R R E T E

Art. 1er – La Communauté Urbaine du Grand NANCY, est autorisée à installer, sur la zone « espace gare », un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures fixes, six caméras dômes extérieures mobiles et deux caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0028**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont les personnes mentionnées sur la liste annexée au formulaire CERFA de demande d'autorisation d'un système de vidéosurveillance ;

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. le directeur départemental de la sécurité publique et au maire de Nancy.

NANCY, le 25 mai 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 04 juin 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

A R R E T E

Art. 1er – M. Laurent ROYER, gérant du magasin à l'enseigne « L'Epi D'Or », situé 31 rue Saint Jean 54000 NANCY, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant cinq caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0029**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Laurent et Mme Christine ROYER, cogérants de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Laurent ROYER, gérant de l'établissement, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de Nancy.

NANCY, le 04 juin 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 19 juin 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Saint-Nicolas-de-Port

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

A R R E T E

Art. 1er – M. Denis DURAND, gérant de la SARL Durand Distribution du magasin « Proxi », situé 66 rue Anatole France 54210 SAINT NICOLAS DE PORT, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0030**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Denis DURAND, gérant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Denis DURAND, gérant de l'établissement, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de SAINT NICOLAS DE PORT NANCY, le 19 juin 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 29 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Beuveille

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – L'association « Amis de l'Ouvrage de Fermont et de la ligne Maginot » représentée par M. Gilbert LEROY, son président, est autorisée à installer, dans le Fort de Fermont 54260 BEUVEILLE, un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures fixes et quatre caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.07.0032

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Gilbert LEROY, président de l'association et M. Clément HENRION, chargé de missions.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Gilbert LEROY, président de l'association, au lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et au maire de BEUVEILLE. NANCY, le 29 mai 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 29 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Toul

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – M. Xavier PIERARD, Directeur de la société « MATHIEU S.A », située 85, rue Sébastien Choulette B.P 32 54202 TOUL CEDEX, est autorisé à installer dans son établissement un système de vidéosurveillance comportant cinq caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0033**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Xavier PIERARD, Directeur, M. Jean-François MICHEL, Responsable financier et M. Xavier NOIRJEAN, Directeur d'usine.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Xavier PIERARD, Directeur de « MATHIEU S.A », au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de TOUL NANCY, le 29 mai 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 24 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Maxéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – La société IPL Santé Environnement Durables, située rue Lucien Cuenot Zone Saint-Jacques II 54320 MAXEVILLE, est autorisée à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant six caméras intérieures fixes et huit caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0034**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Gérard AUBE, responsable Sécurité, M. Emmanuel BREZA, responsable Ressources Humaines, M. Laurent ABEL, responsable Informatique et M. Hugues COLSON, responsable Comptabilité.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Gérard AUBE, responsable Sécurité, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de Maxéville. NANCY, le 24 mai 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 05 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Saulxures-les-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – Madame la maire de la commune de SAULXURES lès NANCY, est autorisée à installer, au carrefour des rues de Tomblaine et route de Bosserville, un système de vidéosurveillance comportant une caméra extérieure mobile, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.07.0035

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont Mme Danielle BONNEVILLE, maire de la commune, M. Francis GROSSE, directeur général de la Sécurité, M. Olivier PIERRAT, directeur général des Services Administratifs et M. Erick BARBAROSSA, directeur des Services Techniques.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de SAULXURES lès NANCY NANCY, le 05 juillet 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 24 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Toul

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – Le Centre Hospitalier de TOUL situé 1 cours Raymond Poincaré BP 70310 54201 TOUL CEDEX, est autorisé à installer, dans la Résidence Chanoine Rion située rue de l'hôpital Militaire 54201 TOUL CEDEX, un système de vidéosurveillance comportant cinq caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0037**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont répertoriées dans l'annexe jointe au présent arrêté.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au Centre Hospitalier de Toul, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de Toul. NANCY, le 24 mai 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 24 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Maxéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – M. Eric PIOTROWSKI, gérant du magasin « SARL PC MOTO », situé 32 rue Lafayette 54320 MAXEVILLE, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant quatorze caméras intérieures fixes et deux caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0038**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Eric PIOTROWSKI, gérant, et M. Sébastien COLLETTI, co-gérant.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Eric PIOTROWSKI, gérant de l'établissement, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de MAXEVILLE NANCY, le 24 mai 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 04 juin 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Lunéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1 – M. Bernard GALLUCHON, Responsable Technique de l'enseigne « TOTAL », est autorisé à installer, dans la station service TOTAL, « Relais de Lunéville », 16 avenue de Gerbevillier 54300 LUNEVILLE, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0039**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme Karine ROLIN, gérante de la station service.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à Mme Karine ROLIN, gérante du « Relais de Lunéville », au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de LUNEVILLE NANCY, le 04 juin 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 04 juin 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Houdemont

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – La société Maxitoys, représentée par M. Philippe BODSON, directeur technique, est autorisée à installer, dans le magasin situé route nationale 57 54180 HOUEMONT, un système de vidéosurveillance comportant 31 caméras intérieures fixes dont 16 factices, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0041**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont spécifiées dans l'annexe jointe au présent arrêté.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Philippe BODSON, directeur technique, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de HOUEMONT NANCY, le 04 juin 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 04 juin 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – L'Office Public d'Aménagement et de Construction de NANCY, est autorisé à installer, dans l'immeuble « Tilleul Argenté » entrées 17 et 17 bis situé, rue Laurent Bonnevey 54000 NANCY, un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0042**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Sylvain RICHARD et M. Christian UHL, responsables de secteur.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à l'OPAC de NANCY, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de NANCY.

NANCY, le 04 juin 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 30 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Champigneulle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – M. Loïc PORRY, directeur du magasin à l'enseigne « Leroy Merlin », situé 35 route de Frouard 54250 CHAMPIGNEULLES, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures mobiles, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0043**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Loïc PORRY, directeur de l'établissement, Mme Sandrine GOUVERNEUR, contrôleur de Gestion, Mme Christelle MARCHAL, responsable Ressources Humaines, M. Frédéric HENRY, M. Michel JANOT, M. Jean-Christophe MOULON, Mme Julie QUESSON, M. Tony RODRIGUES, M. Régis RZEPECKI, Mme Laurence ZUNINO et Mme Catherine FLACHAT, chefs de secteur.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Loïc PORRY, directeur de l'établissement, au lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et au maire de CHAMPIGNEULLES.

NANCY, le 30 mai 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 30 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Toul

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – M. Patrick SOHM, propriétaire du Tabac-Presse-Confiserie à l'enseigne « Le Rigny », situé 34 rue Michatel 54200 TOUL, est autorisé à installer, dans son établissement un système de vidéosurveillance comportant 3 caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0044**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Patrick SOHM, propriétaire, et M. Nicolas KREBS, employé .

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Patrick SOHM, propriétaire de l'établissement, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de TOUL.

NANCY, le 30 mai 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 29 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Laxou

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – M. Bernard GALLUCHON, responsable Technique de l'enseigne « TOTAL », est autorisé à installer, dans le relais Total de Beauregard situé 10 avenue de la Résistance 54520 LAXOU, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0045**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Jean-Paul PHAM, gérant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Bernard GALLUCHON, responsable Technique, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de LAXOU

NANCY, le 29 mai 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 30 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – Mme Mina GAUTHIER, gérante de la boutique à l'enseigne « Minalys », situé Trottoir Héré 54000 NANCY, est autorisée à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.07.0046

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme Mina GAUTHIER, gérante de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à Mme Mina GAUTHIER, gérante de l'établissement, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de NANCY

NANCY, le 30 mai 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 24 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Saint-Max

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – M. Yves PERNOT, gérant du bar-tabac presse loto rapido à l'enseigne « Aux portes de St Max », situé 18 Place Barrois 54130 ST MAX, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0048**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Yves PERNOT, gérant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Yves PERNOT, gérant de l'établissement, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de ST MAX

NANCY, le 24 mai 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 30 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Houdemont

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – La société DECATHLON, établissement d'Houdemont, représentée par M. Pascal NEIGE, situé Allée des Erables 54180 HOUEMONT, est autorisée à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant trente caméras intérieures fixes, une caméra extérieure mobile et une caméra extérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0050**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Pascal NEIGE, directeur du magasin, et M. François POILFOULOT, responsable d'exploitation.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Pascal NEIGE, directeur du magasin, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire d'Houdemont.

NANCY, le 30 mai 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 30 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – M. Ricardo VILLECOURT, gérant de la boulangerie pâtisserie, située 50 rue du Maréchal Oudinot 54000 NANCY, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance sans enregistrement comportant une caméra intérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0051**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Ricardo et Mme Virginie VILLECOURT, gérants de l'établissement.

Art. 4 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 5 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 6 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Ricardo VILLECOURT, gérant de l'établissement, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de Nancy.

NANCY, le 30 mai 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 05 juin 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Richardménil

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – La Société Auxiliaire D'Aide Générale, représentée par M. Jean-François LAFARGE, est autorisée à installer, dans son établissement ESSO SERVICE situé à Mauvais lieu Autoroute A330 54630 RICHARDMENIL, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes et deux caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0052**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Francis GUERIN et M. Antony MELIN.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Jean-François LAFARGE, président-directeur général de la SADAG, au lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et au maire de RICHARDMENIL
NANCY, le 05 juin 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 30 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Briey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er - M. Guy VATTIER, maire de BRIEY, est autorisé à installer sur le territoire de sa commune à l'emplacement de la placette de la Grande rue et rue de la Poterne 54150 BRIEY, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0054**

Art. 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 - Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Guy VATTIER, maire de BRIEY, M. Eddie RESTELLI, Directeur Général des Services, M. Frédéric GALLAUD, adjoint au Directeur Général des Services, M. J.M. PFLUGHAUPT, agent municipal et Mme Adeline DOUCIN (accueil mairie). La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois. Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Guy VATTIER, maire de BRIEY et au directeur départemental de la sécurité publique.
NANCY, le 30 mai 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Allamps

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er - Mme Cécile CLAUDE, gérante du tabac à l'enseigne « Le Relais de la Verrerie », situé 2 rue Georges Clémenceau 54112 ALLAMPS, est autorisée à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0055**

Art. 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme Cécile CLAUDE, gérante de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à Mme Cécile

CLAUDE, gérante de l'établissement, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de ALLAMPS
NANCY, le 09 juillet 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Villers-les-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er - L'école de musique et de danse « AMCF Centre Le Placieux », située 16 boulevard Catenos 54600 VILLERS-LES-NANCY est autorisée à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0056**

Art. 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 - Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont les personnes responsables de l'école de musique et de danse « AMCF Centre Le Placieux ».

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Bernard VOUTRIN, responsable de l'établissement, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de Villers-les-Nancy.
NANCY, le 09 juillet 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Saulxures-les-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er - La commune de SAULXURES lès NANCY, est autorisée à installer, dans sa salle omnisports située, rue d'Essey 54420 SAULXURES lès NANCY, un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0057**

Art. 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 - Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. le maire de SAULXURES lès NANCY, M. Francis GROSSE, directeur général des services, M. Olivier PIERRAT, directeur général adjoint des services et M. Erick BARBAROSSA, directeur du service Technique.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au maire de SAULXURES lès NANCY et au directeur départemental de la sécurité publique
NANCY, le 09 juillet 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

AR R E T E

Art. 1er – La Société des Autoroutes Paris-Rhin-Rhône, est autorisée à installer sur l'autoroute A 31, sur les diffuseurs de CHATENOIS et de BULGNEVILLE (Vosges), à hauteur du district de ROLAMPONT (Meurthe-et-Moselle), un système de vidéosurveillance comportant deux caméras extérieures mobiles, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0058**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont mentionnées à l'annexe 8 du rapport de présentation figurant au dossier de demande d'installation d'un système de vidéosurveillance.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Alain CORNIER, Directeur Régional Champagne-Lorraine de la Société des Autoroutes Paris-Rhin-Rhône, au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et au maire de ALLAIN

NANCY, le 09 juillet 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 30 mai 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Auboué

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

AR R E T E

Art. 1er – La commune d'AUBOUE, est autorisée à installer, sur le territoire de sa commune, à l'emplacement du centre culturel « ABOWELS », 54580 AUBOUE, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0059**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont le maire d'AUBOUE et M Alain RICHARDSON, adjoint au maire.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au maire d'AUBOUE et au directeur départemental de la sécurité publique.

NANCY, le 30 mai 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Auboué

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

AR R E T E

Art. 1er – La commune d'AUBOUE, est autorisée à installer, sur le territoire de sa commune, à l'emplacement du complexe sportif, 54580 AUBOUE, un système de vidéosurveillance comportant deux caméras extérieures mobiles, et deux caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0060**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont le maire d'AUBOUE et M Alain RICHARDSON, adjoint au maire.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au maire d'AUBOUE et au directeur départemental de la sécurité publique.

NANCY, le 09 juillet 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

AR R E T E

Art. 1er – M Hervé COUDRAY, gérant du Tabac presse cadeaux à l'enseigne « Tabac-Presse-Cadeaux COUDRAY », situé 1 rue des Carmes 54000 NANCY, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0062**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M Hervé COUDRAY, gérant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M Hervé COUDRAY, gérant de l'établissement, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de NANCY

NANCY, le 09 juillet 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

AR R E T E

Art. 1er – Mme Viviane WALTER, gérante du Tabac-presse à l'enseigne « Walter Bar-Tabac », situé 242 avenue de Strasbourg 54000 NANCY, est autorisée à

installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0064**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme Viviane WALTER, gérante de l'établissement et M. Gerald WALTER LEMINEUR, conjoint salarié.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à Mme Viviane WALTER, gérante de l'établissement, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de NANCY

NANCY, le 09 juillet 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Pont-à-Mousson

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – La commune de PONT-A-MOUSSON est autorisée à installer à l'emplacement de l'avenue des Etats-Unis et du boulevard de Lattre de Tassigny, un système de vidéosurveillance comportant une caméra extérieure mobile, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0065**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont le maire de la ville de PONT-A-MOUSSON et les personnes mentionnées dans le rapport de présentation joint au dossier.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au maire de PONT-A-MOUSSON et au directeur départemental de la sécurité publique

NANCY, le 09 juillet 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Pont-à-Mousson

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – La commune de PONT-A-MOUSSON est autorisée à installer à l'emplacement du retable de l'église Saint-Laurent, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0066**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont le maire de la ville de PONT-A-MOUSSON et les personnes mentionnées dans le rapport de présentation joint au dossier.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au maire de PONT-A-MOUSSON et au directeur départemental de la sécurité publique

NANCY, le 09 juillet 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Pont-à-Mousson

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – La commune de PONT-A-MOUSSON, est autorisée à installer, sur le lieu dit « accès à l'île d'Esche », un système de vidéosurveillance comportant une caméra extérieure mobile, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0067**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont le maire de la ville de PONT-A-MOUSSON et les personnes mentionnées dans le rapport de présentation joint au dossier.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au maire de PONT-A-MOUSSON et au directeur départemental de la sécurité publique

NANCY, le 09 juillet 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Pont-à-Mousson

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – La commune de PONT-A-MOUSSON est autorisée à installer à l'emplacement de l'avenue du général Leclerc et de la Gambetta, un système de vidéosurveillance comportant une caméra extérieure mobile, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0068**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont le maire de la ville de PONT-A-MOUSSON et les personnes mentionnées dans le rapport de présentation joint au dossier.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au maire de PONT-A-MOUSSON et au directeur départemental de la sécurité publique NANCY, le 09 juillet 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Pont-à-Mousson

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er - La commune de PONT-A-MOUSSON est autorisée à installer à l'emplacement de la rue Gambetta et du boulevard De Lattre de Tassigny, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe et quatre caméras extérieures mobiles, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0069**

Art. 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 - Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont le maire de la ville de PONT-A-MOUSSON et les personnes mentionnées dans le rapport de présentation joint au dossier.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au maire de PONT-A-MOUSSON et au directeur départemental de la sécurité publique NANCY, le 09 juillet 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Rehainviller

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er - La société « CFF Recycling ESKA », sise 1 route des Vosges CHAUFONTAINE 54300 REHAINVILLER, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures fixes et trois caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0070**

Art. 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 - Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Jérôme LEDERMANN, Directeur de site et M. Patrick CLEMENTZ, employé.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Jérôme LEDERMANN, directeur de « CFF Recycling ESKA », au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et au maire de Rehainviller.

NANCY, le 9 juillet 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication

Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Ceintrey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er - La Direction de LA POSTE de Meurthe-et-Moselle, 65 rue Pierre Sémard BP 4027 54039 NANCY Cedex, est autorisée à installer, dans l'agence de LA POSTE, située 3 rue du Mont 54134 CEINTREY, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0071**

Art. 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 - Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont le chef d'établissement de LA POSTE de Ceintrey ou son remplaçant.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au directeur départemental de LA POSTE de Meurthe-et-Moselle (M. le Responsable Sûreté Départementale), au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de Ceintrey.

NANCY, le 09 juillet 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Chaligny

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er - La Direction de LA POSTE de Meurthe-et-Moselle, 65 rue Pierre Sémard BP 4027 54039 NANCY Cedex, est autorisée à installer, dans l'agence de LA POSTE, située 128 rue Edmond Pintier 54230 CHALIGNY, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0072**

Art. 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 - Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. le chef d'établissement de LA POSTE de Chaligny, ou son remplaçant.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au directeur de LA POSTE de Meurthe-et-Moselle (M. le Responsable Sûreté Départementale), au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et au maire de Chaligny.

NANCY, le 09 juillet 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Colombey-les-Belles

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – La Direction de LA POSTE de Meurthe-et-Moselle 65 rue Pierre Sépard BP 4027 54039 NANCY Cedex, est autorisée à installer, dans l'agence de LA POSTE, située 36 rue Carnot 54170 COLOMBEY-LES-BELLES, un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0073**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont le chef d'établissement de LA POSTE de Colombey-les-Belles, ou son remplaçant.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois. Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au directeur départemental de LA POSTE de Meurthe-et-Moselle (M. le Responsable Sûreté Départementale), au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et au maire de Colombey-les-Belles

NANCY, le 09 juillet 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Lexy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – M Michel GEORGE, Responsable Sûreté Départementale à la Direction de LA POSTE de Meurthe-et-Moselle 65 rue Pierre Sépard BP 4027 54039 NANCY Cedex, est autorisé à installer, dans l'agence de LA POSTE, située 1 place du 11 novembre 54720 LEXY, un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0074**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M Fabrice SEVERI, chef d'établissement de LA POSTE de LEXY, ou son remplaçant. La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M Fabrice SEVERI, chef d'établissement de LA POSTE de LEXY, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de Lexy.

NANCY, le 9 juillet 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Longwy Haut

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – La Direction de LA POSTE de Meurthe-et-Moselle 65 rue Pierre Sépard BP 4027 54039 NANCY Cedex, est autorisée à installer, dans l'agence de LA POSTE, située 1 rue de l'abbé Friclot 54400 LONGWY-HAUT, un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0075**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont le chef d'établissement de LA POSTE de LONGWY-HAUT, ou son remplaçant.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au directeur départemental de LA POSTE de Meurthe-et-Moselle (M. le Responsable Sûreté Départementale), au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de LONGWY-HAUT.

NANCY, le 09 juillet 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Lunéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – La Direction de LA POSTE de Meurthe-et-Moselle, 65 rue Pierre Sépard BP 4027 54039 NANCY Cedex, est autorisée à installer, dans l'agence de LA POSTE, située 46 rue Ernest Bichat 54300 LUNEVILLE, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0076**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont le chef d'établissement de LA POSTE de Lunéville, ou son remplaçant.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au directeur départemental de LA POSTE de Meurthe-et-Moselle (M. le Responsable Sûreté Départementale), au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de Lunéville.

NANCY, le 09 juillet 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Saint-Nicolas-de-Port

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – La Direction de LA POSTE de Meurthe-et-Moselle, 65 rue Pierre Sépard BP 4027 54039 NANCY Cedex, est autorisée à installer, dans l'agence

de LA POSTE, située 8 rue Emile Bodel 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0077**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. le chef d'établissement de LA POSTE de Saint-Nicolas-de-Port, ou son remplaçant.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au Directeur de LA POSTE de Meurthe-et-Moselle (M. le Responsable Sûreté Départementale), au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de Saint-Nicolas-de-Port.

NANCY, le 09 juillet 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Saulxures-les-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – La Direction de LA POSTE de Meurthe-et-Moselle 65 rue Pierre Sémard BP 4027 54039 NANCY Cedex, est autorisé à installer, dans l'agence de LA POSTE, située 2 rue de Tomblaine 54420 SAULXURES-LES-NANCY, un système de vidéosurveillance comportant cinq caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0078**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont le chef d'établissement de LA POSTE de SAULXURES-LES-NANCY, ou son remplaçant.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au directeur départemental de LA POSTE de Meurthe-et-Moselle (M. le Responsable Sûreté Départementale), au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de SAULXURES-LES-NANCY.

NANCY, le 09 juillet 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 09 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Tucquegnieux

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – La Direction de LA POSTE de Meurthe-et-Moselle 65 rue Pierre Sémard BP 4027 54039 NANCY Cedex, est autorisée à installer, dans l'agence de LA POSTE, située 30 bis rue Clemenceau 54640 TUCQUEGNEUX, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0079**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont le chef d'établissement de LA POSTE de Tucquegnieux, ou son remplaçant.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au directeur départemental de LA POSTE de Meurthe-et-Moselle (M. le Responsable Sûreté Départementale), au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de Tucquegnieux.

NANCY, le 09 juillet 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 03 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er – M. Fabien MELON, gérant de la boutique à l'enseigne « HALOA », situé 75 avenue de Strasbourg 54000 NANCY, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0081**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Fabien MELON, gérant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Fabien MELON, gérant de l'établissement, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de Nancy.

NANCY, le 3 juillet 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 03 juillet 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Pulnoy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1er - Mme Nathalie BETTENFELD, gérante de la « SARL Sinacorp Procanis », située 2 rue de Tarbes prolongée « La Verte Vallée » 54425 PULNOY, est autorisée à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant deux caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.07.0082**

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont Mme Nathalie BETTENFELD, gérante de la « SARL Sinacorp Procanis », et M. Bruno DELEYES, adjoint de direction.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à Mme Nathalie BETTENFELD, gérante du magasin, au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et au maire de PULNOY
NANCY, le 03 juillet 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Direction du développement durable et des politiques
interministérielles**
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement

Extrait de l'arrêté du 31 juillet 2007 prescrivant l'opposabilité immédiate du projet de plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Crusnes et Errouville

Le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département

Considérant que l'existence d'importants projets de développement dans la proche région et le niveau élevé des contraintes subies par les communes rendent urgente l'entrée en vigueur du plan de prévention des risques ;

A R R E T E

Art. 1 – L'application immédiate, de toutes les dispositions du projet de plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M), est prescrite sur le territoire de Crusnes et Errouville. Le règlement et ses annexes, et les plans des zones concernées, figurent en annexe du présent arrêté.

Art. 2 – Les risques pris en compte au titre du présent projet de P.P.R.M sont ceux de mouvements de terrains en surface et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Art. 3 – L'arrêté préfectoral du 4 avril 2006 prescrivant l'applicabilité immédiate du projet de plan de prévention des risques miniers sur une partie du territoire de Crusnes, devenu sans objet, est abrogé.

Art. 4 – Les dispositions du projet de PPRM cessent d'être opposables si elles ne sont pas reprises dans le plan approuvé ou si le plan n'est pas approuvé dans un délai de trois ans.

Art. 5 – Le présent arrêté sera notifié aux Maires des communes concernées, au Président de l'Agence de Prévention et de Surveillance des risques miniers. Il sera affiché dans chaque mairie concernée pendant au moins un mois. Il sera en outre publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 6 – Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet de BRIEY, le Directeur Départemental de l'Équipement, le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 31 juillet 2007 Le secrétaire général chargé de l'administration
de l'Etat dans le département
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 31 juillet 2007 prescrivant l'opposabilité immédiate du projet de plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Auboué, Briey, Homécourt, Moineville, Moutiers et Valleroy

Le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département

Considérant que ces études mettent en évidence l'existence des risques pour la sécurité des personnes et des biens, la nécessité de maîtriser et réglementer les possibilités d'urbanisation ;

Considérant que l'existence d'importants projets de développement dans la proche région et le niveau élevé des contraintes subies par les communes rendent urgente l'entrée en vigueur du plan de prévention des risques ;

A R R E T E

Art. 1 – L'application immédiate, de toutes les dispositions applicables du projet de plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M), est prescrite sur le territoire des communes de Auboué, Briey, Homécourt, Moineville, Moutiers et Valleroy. Le règlement et ses annexes, et les plans des zones concernées, figurent en annexe du présent arrêté.

Art. 2 – Les risques pris en compte au titre du présent projet de P.P.R.M sont ceux de mouvements de terrains en surface et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Art. 3 – L'arrêté préfectoral du 6 juin 2005 prescrivant l'applicabilité immédiate du projet de plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Auboué, Briey, Homécourt, Joeuf, Moineville, Moutiers et Valleroy, devenu sans objet, est abrogé pour les communes de Auboué, Briey, Homécourt, Moineville, Moutiers et Valleroy. Il garde ses effets sur le territoire de Joeuf.

Art. 4 – Les dispositions du projet de PPRM cessent d'être opposables si elles ne sont pas reprises dans le plan approuvé ou si le plan n'est pas approuvé dans un délai de trois ans.

Art. 5 – Le présent arrêté sera notifié aux Maires des communes concernées, au Président de l'Agence de Prévention et de Surveillance des risques miniers. Il sera affiché dans chaque mairie concernée pendant au moins un mois.

Il sera en outre publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de MEURTHE-et-MOSELLE.

Art. 6 – Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet de BRIEY, le Directeur Départemental de l'Équipement, le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 31 juillet 2007 Le secrétaire général chargé de l'administration
de l'Etat dans le département
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 31 juillet 2007 prescrivant l'opposabilité immédiate du projet de plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Conflans-en-Jarnisy, Giraumont et Labry

Le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département

Considérant que ces études mettent en évidence l'existence des risques pour la sécurité des personnes et des biens, la nécessité de maîtriser et réglementer les possibilités d'urbanisation ;

Considérant que l'existence d'importants projets de développement dans la proche région et le niveau élevé des contraintes subies par les communes rendent urgente l'entrée en vigueur du plan de prévention des risques ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture :

A R R E T E

Art. 1 – L'application immédiate, de toutes les dispositions du projet de plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M), est prescrite sur le territoire des communes de Conflans-en-Jarnisy, Giraumont et Labry. Le règlement et ses annexes, et les plans des zones concernées, figurent en annexe du présent arrêté.

Art. 2 – Les risques pris en compte au titre du présent projet de P.P.R.M sont ceux de mouvements de terrains en surface et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Art. 3 – L'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 prescrivant l'applicabilité immédiate du projet de plan de prévention des risques miniers sur le territoire de Giraumont, devenu sans objet, est abrogé.

Art. 4 – Les dispositions du projet de PPRM cessent d'être opposables si elles ne sont pas reprises dans le plan approuvé ou si le plan n'est pas approuvé dans un délai de trois ans.

Art. 5 – Le présent arrêté sera notifié aux Maires des communes concernées, au Président de l'Agence de Prévention et de Surveillance des risques miniers. Il sera affiché dans chaque mairie concernée pendant au moins un mois. Il sera en outre publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de MEURTHE-et-MOSELLE.

Art. 6 – Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet de BRIEY, le Directeur Départemental de l'Équipement, le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 31 juillet 2007 Le secrétaire général chargé de l'administration
de l'Etat dans le département
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 08 août 2007 portant modification du Comité Local d'Information et de Concertation (C.L.I.C.) de l'établissement SEVEAL SA de Ludres

Le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département

A R R E T E

Art. 1 – Dans l'arrêté préfectoral du 18 mai 2005 susvisé, les mots "MULTI APPROS" sont remplacés par les mots "SEVEAL SA".

Art. 2 – L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 18 mai 2005 précité est modifié comme suit :

Le collège « exploitants » comprend :

M. Paul-Yves L'ANTHOEN,
M. Pierre GAUTHIER,
M. Jean-Christophe PIENNE,
M. Philippe ANDRY

Le collège « salariés » comprend :

M. Jean-Claude BORNE
M. Nicolas BRENON

Le reste sans changement.

Art. 3 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres du comité et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 08 août 2007 Le secrétaire général chargé de l'administration
de l'Etat dans le département
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 17 août 2007 donnant acte à la société Profilés et Tubes de l'Est - PTE - de la déclaration d'arrêt définitif des travaux et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de fer d'Hatrive

Le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département

A R R E T E

Art. 1 : Il est donné acte à la société Profilés et Tubes de l'Est – PTE – filiale en liquidation d'Averys – 100 rue Petit, 75165 Paris cedex 19, de sa déclaration d'arrêt définitif des travaux et d'utilisation d'installations minières associées,

attachés à la concession de mines de fer d'HATRIZE selon les modalités décrites à l'appui de sa déclaration.

Art. 2 : Les dispositions prévues par le pétitionnaire dans le mémoire relatif à la déclaration d'arrêt des travaux miniers devront être réalisées dans un délai de six (6) mois à compter de la notification du présent arrêté.

Art. 3 : Le présent arrêté ne vaut qu'au titre de la police des mines et peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours administratif ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à Profils et Tubes de l'Est, publié au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et dont copie est adressée pour information au sous-préfet de Briey, au directeur régional des affaires culturelles, au directeur régional de l'environnement, au général, commandant de la région Terre Nord Est, au directeur départemental de l'équipement, au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, à la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et aux maires des communes de Abbeville-lès-Conflans, Baroches, Hatrize, Labry, Valleroy.

Nancy, le 17 août 2007 Le secrétaire général chargé de l'administration
de l'Etat dans le département,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 24 août 2007 autorisant GRTgaz à procéder à la construction et à l'exploitation de l'extension de la station de compression de gaz de Laneuvelotte

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Sont autorisées la construction et l'exploitation par GRTgaz d'un transport de gaz combustible par canalisation établi conformément au tracé figurant au plan n° F33-PRE-XP-00-CTE-001 du 24/10/2006 annexé au présent arrêté.

Art. 2 : L'autorisation concerne les ouvrages de transport de gaz décrits ci-après :

1° Canalisations :

DESIGNATION DES OUVRAGES	LONGUEUR approximative (kilomètres)	PRESSION maximale de service (bar)	DIAMETRE (mm)	OBSERVATIONS
Canalisation	800 m	67.7	1200	
	70 m	67.7	900	
	650 m	67.7	750	

2° Ouvrages de traitement, de compression :

Sans objet.

3° Postes de livraison et/ou postes de détente :

Sans objet.

La présente autorisation ne préjuge pas de l'application d'autres réglementations qui seraient nécessaires pour l'implantation des ouvrages mentionnés au présent article.

Art. 3 : L'ouvrage autorisé est construit sur le territoire de la commune de Laneuvelotte.

Art. 4 : La construction des ouvrages autorisés devra être entreprise dans un délai de deux ans à dater de la publication du présent arrêté.

Art. 5 : La mise en service des ouvrages devra se faire conformément aux dispositions de l'article 32 du décret du 15 octobre 1985 modifié susvisé.

Art. 6 : La présente autorisation est accordée à GRTgaz aux clauses et conditions du cahier des charges annexé à l'autorisation ministérielle AM-001 accordée par arrêté du 04 juin 2004 et établi conformément au cahier des charges type approuvé par le décret du 15 janvier 1952 susvisé.

Art. 7 : Le gaz combustible autorisé est livré par les fournisseurs de gaz autorisés au point d'entrée du réseau objet de la présente autorisation de transport de gaz.

Le pouvoir calorifique du gaz transporté sec à la température de 0 degré Celsius et sous la pression de 1, 013 bar est compris entre :

- 9, 3 et 12, 8 kWh par mètre cube de gaz pour le réseau acheminant du gaz à bas pouvoir calorifique ;

- 10, 5 et 12, 8 kWh par mètre cube de gaz pour le réseau acheminant du gaz à haut pouvoir calorifique. En cas de circonstances exceptionnelles et pour une durée limitée, la limite inférieure pourra être abaissée à 9, 3 kWh.

La composition du gaz transporté sera telle qu'il ne puisse entraîner d'effets dommageables sur les canalisations concernées par la présente autorisation.

Toute modification dans les caractéristiques du gaz transporté, telles qu'elles sont définies ci-dessus, doit être autorisée par le service du contrôle. Dans ce cas, le titulaire de l'autorisation de transport de gaz devra assurer aux utilisateurs une équitable compensation des charges supplémentaires résultant pour eux de cette mesure.

Art. 8 : La présente autorisation est accordée sans limitation de durée. Elle pourra être suspendue pour une durée limitée ou retirée par le ministre chargé de l'énergie en cas de non respect des obligations prévues au cahier des charges type tel qu'approuvé par le décret du 15 janvier 1952 susvisé ou de manquement aux obligations de service public des opérateurs de réseaux de transport de gaz définies par le décret du 19 mars 2004 susvisé.

Art. 9 : La présente autorisation est incessible et nominative. En cas de changement d'exploitant, l'autorisation ne pourra être transférée que par décision du ministre chargé de l'énergie.

Art. 10 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture

Art. 11 : L'arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy : par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de

sa publication ; par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Art. 12 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera également adressée à MM. le directeur départemental de l'équipement, le maire de Laneuvelotte et le directeur de GRTgaz.

Nancy, le 24 août 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Jérôme NORMAND

Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières

Arrêté N° 07.BMSSE.108 du 23 août 2007 accordant délégation de signature à Monsieur Philippe TOUYET, directeur du service régional de la police judiciaire à Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 septembre 2006 nommant Monsieur Philippe TOUYET directeur du service régional de la police judiciaire à Nancy ;

Vu la circulaire PN/DCPJ/SDRE/DRM/AB/N° 20960 du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales du 2 août 2007 relative au suivi de la discipline ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation est donnée à M. Philippe TOUYET, directeur du service régional de la police judiciaire à NANCY, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, les sanctions disciplinaires de l'avertissement et du blâme pour les fonctionnaires du corps d'encadrement et d'application, ainsi que pour les adjoints administratifs et les agents spécialisés de police technique et scientifique de son service.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur du service régional de la police judiciaire à NANCY, affiché et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée au trésorier-payeur général.

Nancy, le 23 août 2007

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté N° 07.BMSSE.109 du 24 août 2007 accordant délégation de signature au colonel Bernard MODÉRE, directeur départemental des services d'incendie et de secours

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi N° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi N° 96.369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours, et notamment son article 33 ;

Vu la loi N° 2004.811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

Vu le décret N° 97-1225 du 26 décembre 1997 relatif à l'organisation des services d'incendie et de secours ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 avril 1988 portant nomination du chef de bataillon Bernard MODERE, en qualité de directeur départemental des services d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle avec le grade de Lieutenant-Colonel, à compter du 1^{er} mai 1988 ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 juillet 1991 portant promotion du Lieutenant-Colonel Bernard MODÉRE, au grade de Colonel à compter du 1^{er} mai 1991 ;

Vu l'arrêté préfectoral N° 98-048 du 5 mars 1998 portant organisation du corps départemental des sapeurs-pompiers de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} mars 1998 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est accordée au Colonel Bernard MODÉRE, directeur départemental des services d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle, chef de corps départemental, à l'effet de signer les documents relevant des attributions de son service, contrôlées par Monsieur le secrétaire général de la préfecture, à savoir :

- ampliations des arrêtés préfectoraux et copies de décisions,
- certification et visa de pièces et documents,
- correspondances courantes relatives aux mesures opérationnelles et aux affaires de prévention, de protection et d'organisation des secours.

Art. 2 : En cas d'absence ou d'empêchement du Colonel Bernard MODERE, la délégation de signature prévue à l'article 1 du présent arrêté est exercée par le Colonel Jean-Jacques HORB, adjoint au directeur départemental.

Art. 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,

Art. 4 : L'arrêté préfectoral n° 07.BMSSE.93 du 20 août 2007, accordant délégation de signature au colonel Bernard MODERE, est abrogé.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au colonel Bernard MODERE, directeur départemental du SDIS, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 24 août 2007
Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté N° 07.BMSSE.110 du 24 août 2007 accordant délégation de signature à Madame Hélène SAY, directrice du service départemental d'archives de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code du Patrimoine, ensemble les décrets d'application n° 79-1037, n° 79-1038, n° 79-1039 et n° 79-1040 du 3 décembre 1979 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles R. 1421-1 à R. 1421-16 ;

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 mars 2003 nommant Mme Hélène SAY, Conservatrice en chef du Patrimoine, directrice des archives du département de Meurthe-et-Moselle à compter du 18 août 2003 ;

Vu la décision d'affectation du ministre de la culture et de la communication du 2 juillet 2004 concernant M. Pierre-Frédéric BRAU, nommé aux archives départementales de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est donnée à Mme Hélène SAY, directrice du service départemental d'archives de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, toutes correspondances, rapports, visas et décisions relatifs aux matières énumérées ci-dessous :

- a) gestion du service départemental d'archives :
 - correspondances relatives à la gestion du personnel de l'Etat mis à disposition auprès du conseil général pour exercer leurs fonctions dans le service départemental d'archives ;
 - engagement de dépenses pour les crédits d'Etat dont elle assure la gestion.
- b) contrôle scientifique et technique des archives des collectivités territoriales :
 - correspondances, rapports et avis relatifs à l'exercice du contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives des collectivités territoriales, à l'exclusion des décisions et mises en demeure concernant le dépôt des archives des communes aux Archives départementales en application des articles L. 1421-7 à L. 1421-9 du code général des collectivités territoriales ;
 - avis sur les projets de construction, extension et réaménagement des bâtiments à usage d'archives des collectivités territoriales (à l'exclusion du département) et de leurs groupements ;
 - visas préalables à l'élimination des documents d'archives des collectivités territoriales.
 - arrêtés de dérogation à l'article L 212-11 du Code du patrimoine pour la conservation des archives centenaires au sein des collectivités territoriales.
- c) contrôle des archives publiques et privées découlant du code du patrimoine et des décrets du 3 décembre 1979 relatifs aux archives :
 - documents liés au contrôle de la conservation, du tri, du classement, de l'inventaire et de la communication des archives des services de l'Etat, des établissements et entreprises publics, des organismes de droit privé chargés de la gestion des services publics ou d'une mission de service public et des officiers publics ou ministériels ;
 - visas préalables à l'élimination des documents d'archives des services de l'Etat ;
 - documents liés à la protection du patrimoine archivistique privé.
- d) coordination de l'activité des services d'archives dans les limites du département.
 - correspondances et rapports.

Art. 2 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
 - 2°) aux ministres,
 - 3°) aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
 - 5°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Art. 3 : La directrice des archives du département de Meurthe-et-Moselle rend compte périodiquement au préfet des décisions prises à l'occasion de ces délégations.

Art. 4 : En cas d'absence de Mme Hélène SAY, la délégation qui lui est conférée par l'article 1^{er} est exercée par M. Pierre-Frédéric BRAU, conservateur du patrimoine, directeur adjoint du service départemental d'archives de Meurthe-et-Moselle.

Art. 5 : L'arrêté préfectoral n°07.BMSSE.80 du 20 août 2007 accordant délégation de signature à Mme SAY, est abrogé.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme SAY, directrice des archives départementales, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 24 août 2007

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté N° 07.BMSSE.111 du 23 août 2007 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-Yves CHOLLET, directeur départemental des services vétérinaires

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le Code Rural modifié ;

Vu le Code de la Santé Publique modifié ;

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le Code de la Consommation ;

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu le décret n° 84-1191 du 28 décembre 1984 modifié, relatif à l'organisation des services extérieurs du ministère de l'agriculture ;

Vu le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions individuelles ;

Vu le décret 2002-234 du 20 février 2002 portant création de directions départementales des services vétérinaires et modifiant le décret 84-1191 du 28 décembre 1984 relatif à l'organisation des services extérieurs du ministère de l'agriculture ;

Vu le décret n° 2002-235 du 20 février 2002 relatif à l'organisation et aux attributions des Directions Départementales des Services Vétérinaires ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 septembre 2006 nommant Jean-Yves CHOLLET, directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Yves CHOLLET, Inspecteur de Santé Publique Vétérinaire, Directeur Départemental des Services Vétérinaires de Meurthe-et-Moselle à l'effet de signer les décisions et documents relevant de ses attributions dans les domaines d'activités énumérés ci-après :

Administration générale :

- l'octroi de congés et autorisations d'absence des personnels dans le cadre des instructions ministérielles en vigueur, et plus généralement, la gestion du personnel dont les changements d'affectation n'entraînant pas de changement de résidence administrative ;
- la fixation du règlement intérieur d'aménagement local du temps de travail et de l'organisation ;
- le recrutement des personnels temporaires vacataires dans la limite des crédits délégués à cet effet ;
- la commande des matériels, fournitures, véhicules et prestations ;
- la signature des marchés, ordres de service et toutes pièces contractuelles relatives aux travaux d'aménagement et d'entretien des biens immobiliers ;
- le commissionnement des agents des services vétérinaires tel que prévu aux articles L214-20, L221-6, R221-22 du Code Rural et aux articles L514-5 et L514-13 du Code de l'environnement.

Décisions individuelles dans les domaines suivants :

Santé Animale :

- délivrance du mandant sanitaire (articles L221-11, R221-4 et R221-6 du Code Rural) ;
- désignation des vétérinaires sanitaires (article R221-9 du Code Rural) ;
- mesures applicables dans les abattoirs et équarrissages (articles R223-20 du Code Rural) ;
- mises en demeure prononcées en vertu de l'article L215-9 du Code Rural ;
- toute décision concourant à la prévention de la lutte contre les maladies visées aux articles D223-21, D223-1 du Code Rural.
- fixation du montant d'estimation des cheptels (arrêté ministériel du 30 mars 2001 modifié fixant les modalités de l'estimation des animaux abattus sur ordre de l'administration)

Reproduction animale :

- autorisation sanitaire d'utilisation des reproducteurs bovins du Centre d'Insémination Artificielle (article 5 de l'arrêté ministériel du 12 juillet 1994 relatif aux conditions exigées pour l'agrément sanitaire des CIA autorisés) ;
- agrément sanitaire des équipes de transplantation et production embryonnaire dans les espèces ovine et caprine (arrêté ministériel du 31

mars 1994 fixant les conditions sanitaires relatives à la transplantation et aux échanges intracommunautaires d'embryons d'animaux domestiques des espèces ovine et caprine) ;

- agrément sanitaire des équipes de transplantation et production embryonnaire dans l'espèce bovine (arrêté ministériel du 13 juillet 1994 fixant les conditions sanitaires relatives à la transplantation et aux échanges intracommunautaires d'embryons d'animaux domestiques des espèces bovines)

Protection animale :

- mesures destinées à réduire la souffrance des animaux gravement malades, blessés ou en état de misère physiologique du fait d'un mauvais traitement ou une absence de soin (article R214-17 du Code Rural) ;

Expérimentation animale :

- remise en liberté d'animaux (article R214-89 du Code Rural)
- octroi de l'autorisation d'expérimenter (article R214-93 du Code Rural)
- recours à un fournisseur occasionnel (article R214-97 du Code Rural)
- octroi de l'agrément des établissements d'expérimenter (article R214-101 du Code Rural)

Transport des animaux :

- mesures nécessaires pour épargner toute souffrance aux animaux au cours des transports (article R214-58 du Code Rural)
- délivrance du certificat de capacité (animaux domestiques) prévu par l'article L214-6 du Code Rural et par l'article R214-25 du Code Rural

Garde, cession et rassemblement d'animaux :

- dérogation à l'interdiction de vente d'animaux de compagnie sur des lieux non réservés à cet effet (article L214-7 du Code Rural)
- mesures de nature à faire cesser l'insalubrité de locaux d'élevage d'animaux de compagnie destinés à la vente ou de locaux de vente ou de transit d'animaux de compagnie pouvant comprendre l'interdiction de cession (article R214-33 du Code Rural)
- agréments des négociants, centres de rassemblement et marchés (article L233-3 du Code Rural)
- mises en demeure de remédier au non respect des conditions d'application ('article L233-3 du Code Rural)
- octroi et suspension de l'agrément de centres de rassemblement (arrêté ministériel du 09 juin 1994 relatif aux échanges d'animaux vivants, de semence, embryons et à l'organisation des contrôles vétérinaires)

Hygiène alimentaire :

- consignation ou rappel de lots de denrées ou d'animaux (article L232-2 du Code Rural)
- agrément des établissements préparant, traitant, transformant, manipulant ou entreposant des denrées animales ou d'origine animale destinées à la consommation humaine (article L233-2 du Code Rural)
- dispense d'agrément ou retrait de dispense d'agrément des établissements préparant, traitant, transformant, manipulant ou entreposant des denrées animales ou d'origine animale destinées à la consommation humaine (article L233-2)
- attribution de la qualification de vétérinaire officiel (article D224-64 du Code Rural)
- octroi de la patente vétérinaire et médicale (article D224-64 du Code Rural)
- suspension ou retrait de la patente vétérinaire et médicale (articles D224-65 du Code Rural)
- octroi et retrait de la patente sanitaire (arrêté ministériel du 03 août 1984 fixant les conditions de l'attribution et du maintien de la patente sanitaire)
- autorisation d'insufflation mécanique pour la dépouille des agneaux et chevreux (arrêté ministériel du 17 mars 1992 relatif aux conditions auxquelles doivent satisfaire les abattoirs d'animaux de boucherie pour la production et la mise sur le marché de viandes fraîches et déterminant les conditions de l'inspection sanitaire de ces établissements)
- autorisation de sortie de matériaux spécifié à destination d'un établissement de recherche scientifique (arrêté du 17 mars 1992 relatif aux conditions auxquelles doivent satisfaire les abattoirs d'animaux de boucherie pour la production et la mise sur le marché de viandes fraîches et déterminant les conditions de l'inspection sanitaire de ces établissements)
- dérogation pour l'abattage et la présentation de volailles à usage gastronomique reconnu (arrêté ministériel du 17 mars 1994 fixant les conditions sanitaires auxquelles doivent satisfaire les établissements d'abattage de volailles)
- dérogation pour la mise sur le marché local de viandes issues d'ateliers de traitement de faible capacité (arrêté ministériel du 02 août 1995 fixant les conditions sanitaires de collecte, de traitement et de mise sur le marché de viandes fraîches de gibier sauvages).

Pharmacie vétérinaire :

- agrément pour la préparation extemporanée des aliments médicamenteux (Code de la Santé Publique L5143-3 et R5143-2)

Alimentation animale :

- agrément et enregistrement des établissements d'alimentation animale (article L235-1 du Code Rural)
- agrément et enregistrement des établissements d'alimentation animale (articles 9 et 11 de l'arrêté ministériel du 28 février 2000 relatif à l'agrément et à l'enregistrement de certains établissements et intermédiaires dans le secteur de l'alimentation animale)

Désinfection :

- ordre d'exécution de mesures de nettoyage et de désinfection préconisées par le vétérinaire sanitaire dans les lieux de rassemblement ouverts au public (article L214-16 du Code Rural)
- ordre d'exécution de mesures de nettoyage et de désinfection préconisées par le vétérinaire sanitaire dans les foires et marchés communaux (article L214-17 du Code Rural)
- interdiction d'utilisation des lieux de rassemblement d'animaux insalubres (article L214-18 du Code Rural).

Protection de la nature :

- délivrance, suspension, retrait des certificats de capacité (article R213-4 du Code de l'environnement)
- autorisation d'ouverture d'établissements d'élevage d'animaux d'espèces non domestiques (articles 4136-7, R413-18 et R413-21 du Code de l'environnement)
- autorisation de transport (arrêté du 30 juin 1998 fixant les modalités d'application de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction et du règlement (CE) n° 338/97 du Conseil Européen et (CE) n° 939/97 de la Commission Européenne.

Echanges internationaux :

- agrément des opérateurs en échanges intra-communautaires et exportations (articles L236-2 et 17 de l'arrêté du 09 juin 1994 relatif aux règles applicables aux échanges d'animaux vivants, de semences et embryons et à l'organisation des contrôles vétérinaires)
- enregistrement des opérateurs (articles L236-8 du Code Rural et 7 de l'arrêté du 09 juin 1994 relatif aux règles applicables aux échanges d'animaux vivants, de semences et embryons et à l'organisation des contrôles vétérinaires et à l'article 7 de l'arrêté du 11 mars 1996 relatif aux règles sanitaires et aux contrôles vétérinaires applicables aux produits d'origine animale provenant d'un autre état membre de la Communauté européenne et ayant le statut de marchandises communautaires)
- agrément des établissements d'importation des poissons, mollusques et crustacés aquatiques vivants (article 9 de l'arrêté ministériel du 19 juillet 2002 fixant les conditions sanitaires pour l'importation et le transit, sur le territoire métropolitain et les départements d'outre-mer, des animaux vivants et de certains de leurs produits visés à l'article L236-1 du Code Rural)

Répression des fraudes :

- rappel de denrées alimentaires, matières premières (articles L218-4 et L218-5 du Code de la consommation)
- ordre d'utilisation à d'autres fins, de réexpédition ou de destruction de denrées (article L218-4 du Code de la consommation)

Laboratoires d'analyses :

- délivrance de la reconnaissance des laboratoires d'analyses dans le domaine alimentaire et vétérinaire (article R202-23 du Code Rural)

La délégation de signature attribuée à Monsieur Jean-Yves CHOLLET s'étend aux décisions individuelles négatives ou de refus relevant de ses attributions dans les matières citées ci-dessus

Art. 2 : En cas d'empêchement ou d'absence de M. Jean-Yves CHOLLET, les délégations de signature qui sont conférées par l'article 1^{er} du présent arrêté, seront exercées par :

- Madame NICOLEY Catherine, Inspecteur de la santé publique vétérinaire

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame NICOLEY Catherine par :

- Monsieur LAMBERT Yves, Inspecteur de santé publique vétérinaire

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur LAMBERT Yves par :

- Madame DELEPORTE Anne, Inspecteur de la santé publique vétérinaire

- Monsieur GANNE Bernard, Attaché, pour les décisions relevant du domaine de l'administration générale

Art. 3 : Demeurent réservées à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires.

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de région et au président du conseil régional,

- au président du conseil général,

- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy

Art. 4 : L'arrêté n°07.BMSSE.78 du 20 août 2007 accordant délégation de signature à Monsieur CHOLLET sont abrogés.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jean-Yves CHOLLET, directeur départemental des services vétérinaires, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 août 2007

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté du 22 août 2007 accordant délégation de pouvoirs à Monsieur Gérard MULLER, chef du service commercial de l'agence de Nancy-Nord de l'Office National des Forêts

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu l'article 1^{er} de la loi n°64-1 278 du 23 décembre 1964 créant l'Office National des Forêts ;

Vu l'article R.134-8 du code forestier concernant la composition du bureau d'adjudication pour les ventes des coupes de bois ou des produits de coupes dans les bois et forêts soumis au régime forestier ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le rapport de Monsieur le directeur départemental de l'Office National des Forêts pour la Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Art. 1^{er} : Délégation de pouvoirs est donnée à Monsieur Gérard Muller, chef du service commercial de l'agence de Nancy-Nord de l'Office National des Forêts

afin de présider la vente par adjudication publique sur soumissions de coupes à vendre en bloc et sur pied provenant de forêts domaniales et de forêts de collectivités, le vendredi 5 octobre 2007, à partir de 8 heures, au Campus, Parc-de-Haye, Velaine-en-Haye (54840).

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Gérard Muller, chef du service commercial de l'agence de Nancy-Nord de l'Office National des Forêts, affiché dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 22 août 2007

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté N° 07.BMSSE.112 du 28 août 2007 accordant délégation de signature à Monsieur Michel PONSARD-CHAREYRE, directeur départemental de la sécurité publique

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

VU la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

VU l'accord d'adhésion de la République portugaise à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, fait à Bonn le 25 juin 1991 ;

VU l'ordonnance modifiée n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France ;

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 95-304 du 21 mars 1995 portant publication de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

VU le décret n° 95-305 du 21 mars 1995 portant publication de l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel n° 520 du 6 août 2003 nommant M. Michel PONSARD-CHAREYRE, commissaire divisionnaire, directeur départemental de la sécurité publique dans le département de Meurthe-et-Moselle à compter du 8 septembre 2003 ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est donnée à M. Michel PONSARD-CHAREYRE, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle à l'effet de signer les décisions de remise aux autorités d'Allemagne, de Belgique et du Luxembourg prévues à l'article 33 de l'ordonnance modifiée N° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France.

Art. 2 : Cette délégation peut également être exercée par :

- M. ALENDE Thierry	commissaire divisionnaire, directeur adjoint
- M. CRIVELLI Guillaume	commissaire de police
- Mlle DELAITRE Emily	commissaire de police
- Mlle MOSER Suzanne	commissaire de police
- M. MOURONVILLE Philippe	commissaire de police
- M. BAROT Michel	commandant échelon fonctionnel
- M. BOURGOIS François	commandant échelon fonctionnel
- M. DAUPHIN Bruno	commandant échelon fonctionnel
- M. DERAY Charles	commandant échelon fonctionnel
- M. FLORENTIN Michel	commandant échelon fonctionnel
- M. FRIDERICH Pierre	commandant échelon fonctionnel
- M. HERLEM Philippe	commandant échelon fonctionnel
- M. KOWALSKI Daniel	commandant échelon fonctionnel
- M. LAMBOLEZ Alain	commandant échelon fonctionnel
- M. MAQUINGHEN Eric	commandant échelon fonctionnel
- M. PITOLLET Gilles	commandant échelon fonctionnel
- M. BART Bernard	commandant de police
- M. DREYER Thierry	commandant de police
- M. HUSSON Jean-Marie	commandant de police
- M. RENGSHAUSEN André	commandant de police
- M. AMBROISE Frédéric	capitaine de police
- M. CAMUS Joël	capitaine de police
- Mme ROMENS Claude	capitaine de police
- M. COTE Emmanuel	capitaine de police

- M. CRESPO Jean-Louis	capitaine de police
- Mme AUDOINE Nancy	capitaine de police
- M. DAUTEL Jean-Charles	capitaine de police
- M. ESCOLANO Robert	capitaine de police
- M. EXPOSTA Patrick	capitaine de police
- M. GAUZAIL Olivier	capitaine de police
- M. GOUDOT Xavier	capitaine de police
- M. HOUOT Stéphane	capitaine de police
- M. IMBERT Francis	capitaine de police
- M. KLEIN Hervé	capitaine de police
- M. KOUDLANSKY Christophe	capitaine de police
- M. LOUIS Eric	capitaine de police
- M. LUTHI Michel	capitaine de police
- M. MESSAIN Etienne	capitaine de police
- M. NOËL Gérard	capitaine de police
- M. NOËL Jean-Paul	capitaine de police
- M. ORY Serge	capitaine de police
- M. PERRY Jean-Michel	capitaine de police
- Mme TONI Isabelle	capitaine de police
- M. ROLLIN Patrick	capitaine de police
- M. ROMENS Bernard	capitaine de police
- M. TISSERANT Jean-Luc	capitaine de police
- M. VIT Philippe	capitaine de police
- M. VOGEL Emmanuel	capitaine de police
- M. WUNSCH Thierry	capitaine de police
- M. ALONCLE David	lieutenant de police
- Mlle AZARD Cécile	lieutenant de police
- M. BRESCIANI Pascal	lieutenant de police
- M. CREMER Pierre	lieutenant de police
- M. FELTEN Cyrille	lieutenant de police
- M. GRIMONT Benoît	lieutenant de police
- Mme KOEHLER Sandrine	lieutenant de police
- Mme LAMOTHE Céline	lieutenant de police
- M. LAPREVOTTE Eric	lieutenant de police
- M. MAFFEIS Pierre	lieutenant de police
- Mme NICOLAS Delphine	lieutenant de police
- M. OLIVIER Arnaud	lieutenant de police
- Mme LAMBERT Aurélie	lieutenant de police
- M. PROUVÉ Robert	lieutenant de police
- M. SCHMITT Nicolas	lieutenant de police
- M. SCHULLER Philippe	lieutenant de police
- Mme TURPIN Chantal	lieutenant de police
- M. VAZ Marcelin	lieutenant de police
- M. ZOGALL Christian	lieutenant de police

Art. 3 : Délégation de signature est donnée à M. Michel PONSARD-CHAREYRE, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle, pour prononcer les sanctions de l'avertissement et du blâme à l'encontre des fonctionnaires appartenant au corps de maîtrise et d'application de la sécurité publique, ainsi que des personnels administratifs de catégorie C.

Art. 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Michel PONSARD-CHAREYRE, la délégation de signature qui lui est conférée à l'article 3 du présent arrêté est exercée par M. Thierry ALENDE, commissaire divisionnaire.

Art. 5 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,
- 7°) aux maires.

Art. 6 : L'arrêté préfectoral n° 07.BMSSE.82 du 20 août 2007, accordant délégation de signature à Monsieur PONSARD-CHAREYRE, est abrogé.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. PONSARD-CHAREYRE, directeur départemental de la sécurité publique, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 28 août 2007

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté N° 07.BMSSE.113 du 28 août 2007 accordant délégation de signature à Monsieur Lorenzo DIEZ, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu le décret N° 79-180 du 6 mars 1979 instituant les services départementaux de l'architecture, ensemble les textes visés par ce décret, modifié par le décret N°96-492 du 4 juin 1996 ;

Vu le décret N° 86-351 du 6 mars 1986 modifié par le décret N° 90-302 du 4 avril 1990 et les arrêtés N° 88-2153 du 8 juin 1988, N° 88-3389 du 21 septembre 1988, N° 89-2539 du 2 octobre 1989 et les arrêtés du 4 avril 1990,

portant déconcentration en matière de gestion des personnels relevant du ministère chargé de l'urbanisme, du logement et des transports ;
Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
Vu l'arrêté du ministre de la culture du 13 septembre 2004, nommant M. Lorenzo DIEZ, architecte et urbaniste de l'Etat, en qualité de chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} octobre 2004 ;
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est donnée à M. Lorenzo DIEZ à l'effet de signer :

- a) les actes et documents liés à l'exécution des missions prévues par le décret N° 79-180 du 6 mars 1979 modifié, particulièrement l'article 2 définissant les missions des services départementaux de l'architecture ;
- b) les actes de gestion concernant les personnels de catégorie B et C, à l'exception des fonctionnaires appartenant aux corps techniques des bâtiments de France et les personnels non titulaires ;

Art. 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Lorenzo DIEZ, la délégation consentie à l'article 1a est exercée par Mme Christine BOULAY, architecte des bâtiments de France et urbaniste de l'Etat, adjointe au chef du service départemental d'architecture et du patrimoine.

Art. 3 : Demeurent réservées à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires.

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional
- 5°) au président du conseil général
- 6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Art. 4 : L'arrêté préfectoral n° 07.BMSSE.79 du 20 août 2007, accordant délégation de signature à M. DIEZ, est abrogé.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur DIEZ, chef du service départemental d'architecture et du patrimoine, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 28 août 2007

Le préfet,
Hugues PARANT

Marché de maîtrise d'œuvre de l'extension de la cité administrative de Nancy – Extrait de l'arrêté du 24 août 2007 portant composition de la commission d'appel d'offres chargée de donner un avis sur les candidatures d'ouvrir et de classer les offres

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Il est créé dans le département de Meurthe-et-Moselle une commission d'appel d'offres constituée comme un jury de concours chargée de donner un avis sur les candidatures, d'ouvrir et de classer les offres dans le cadre de l'appel d'offres restreint lancé en vue d'attribuer un marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de travaux d'extension de la cité administrative de Nancy.

Art. 2 : Cette commission est composée comme suit :

- 1) Membres avec voix délibérative
 - a) Représentants de l'administration
 - Le préfet ou son représentant, président
 - Le chef du bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières ou son représentant, ordonnateur secondaire des dépenses du marché.
 - Un représentant du ministère de la défense pour le compte du Centre d'Information et de Recrutement des Armées (CIRA)
 - Un représentant du ministère de l'économie et des finances et de l'emploi pour le compte des occupants du bâtiment 001
 - b) Représentants professionnels disposant des mêmes qualifications que celles exigées des candidats :
 - Un architecte désigné par l'Ordre des architectes
 - Le directeur du Conseil d'Architecture et de l'Urbanisme de Meurthe-et-Moselle
- 2) Membres avec voix consultative
 - a) Représentants des services utilisateurs des futurs locaux
 - Un représentant du service de la navigation du Nord-Est
 - Un représentant de la direction régionale de la jeunesse et des sports
 - Un représentant du service départemental de l'architecture et du patrimoine
 - b) Représentants de l'administration
 - Un représentant de la direction départementale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
 - Un représentant de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, service comptable assignataire des dépenses du marché.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 24 août 2007

Le préfet,
Hugues PARANT

Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique

Extrait de l'arrêté du 1^{er} août 2007 : commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Lunéville - canton de Saint-Nicolas-de-Port

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : M. le préfet sera remplacé par M. le directeur de la direction du développement durable et des politiques interministérielles à la présidence de la commission de surendettement de Lunéville - canton de Saint-Nicolas-de-Port pour la séance du jeudi 9 août 2007.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de la direction du développement durable et des politiques interministérielles sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 1^{er} août 2007

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 8 août 2007 : commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Briey

Le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département

ARRETE

Art. 1^{er} : M. le préfet sera remplacé par M. le sous-préfet de l'arrondissement de TOUL à la présidence de la commission de surendettement de BRIEY pour la séance du vendredi 24 août 2007.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de l'arrondissement de TOUL sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 8 août 2007

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté modificatif du 20 août 2007 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de l'arrondissement de Briey

Le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 décembre 2006 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de BRIEY est ainsi modifié :

Au titre de la personne juriste

une personne proposée par Mme la première présidente de la cour d'appel de Nancy.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

NANCY, le 20 août 2007

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 22 août 2007 portant abrogation de l'arrêté du 20 août 2007 et modifiant la composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de l'arrondissement de Briey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 20 août 2007 est abrogé.

Art. 2 : L'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 décembre 2006 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de BRIEY est ainsi modifié :

Au titre de la personne juriste

- une personne proposée par madame la première présidente de la cour d'appel de Nancy.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, et le sous-préfet de l'arrondissement de Briey sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 22 août 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Jérôme NORMAND

Extrait de la décision du 29 août 2007 de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle concernant la création d'un magasin de meubles à l'enseigne HANOVA à Houdemont

Réunie le 29 août 2007, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SA GNC Holding, en qualité de propriétaire, afin d'être autorisée à procéder à la création d'un magasin de meubles à l'enseigne HANOVA à Houdemont de 1400 m² de surface de vente.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Houdemont. Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

Nancy, le 30 août 2007

Pour le préfet et par délégation
Le directeur,
F. GIROUX

Extrait de la décision du 29 août 2007 de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle concernant la création d'un supermarché de type maxi discompte à l'enseigne ED à Homécourt

Réunie le 29 août 2007, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a refusé l'autorisation sollicitée par la SAS ED, en qualité de future exploitante, afin d'être autorisée à procéder à la création d'un supermarché de type maxi discompte à l'enseigne ED à Homécourt de 952 m² de surface de vente.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Homécourt.

Nancy, le 30 août 2007

Pour le préfet et par délégation
Le directeur,
F. GIROUX

**Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité**

Extrait de l'arrêté du 27 juillet 2007 autorisant la modification des statuts du syndicat intercommunal des eaux (SIE) du plateau du Vermois

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation, la majorité qualifiée exigée par les articles L5211-17 et L5211-20 et L5211-5-II du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La modification des statuts du syndicat intercommunal des eaux du plateau du Vermois est autorisée.

Un exemplaire des statuts restera annexé au présent arrêté.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Lunéville et le président du syndicat intercommunal des eaux du Vermois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes membres du syndicat et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 27 juillet 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Les statuts annexes sont consultables en préfecture à la Direction des relations avec les collectivités locales - Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité.

Sous-préfecture de Briey

Extrait de l'arrêté du 7 août 2007 autorisant la création du syndicat intercommunal scolaire d'études regroupant les communes de Chénières, Cutry et Laix

Le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département

ARRETE

Art. 1^{er} : Est créé le syndicat intercommunal scolaire d'Etudes regroupant les communes de Chénières, Cutry et Laix.

Art. 2 : L'objet du syndicat est de mener une étude d'opportunité sur l'éventuel regroupement pédagogique concentré des écoles de Cutry, Chénières et Laix et sur la construction d'un bâtiment scolaire unique comprenant des locaux d'accueil périscolaire et d'accueil de la petite enfance.

Art. 3 : Le syndicat est constitué pour la durée qui sera nécessaire à la réalisation de l'étude prévue dans son objet.

Art. 4 : Le siège du syndicat est fixé à la mairie de Chénières (54720).

Art. 5 : Le comptable du syndicat est le trésorier de Longuyon.

Art. 6 : Toutes les dispositions non prévues par le présent arrêté et les statuts annexés seront réglées conformément aux articles L 5211-1 et suivants et L 5212-1 et suivants du code général des collectivités territoriales.

Art. 7 : Le sous-préfet de Briey est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux maires des communes intéressées, à l'inspecteur d'académie de Meurthe-et-Moselle et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 7 août 2007

Pour le Secrétaire Général chargé de l'administration
de l'Etat dans le département et par délégation,
Le Sous-Préfet,
Philippe RONSSIN

Les statuts peuvent être consultés à la sous-préfecture de Briey

Extrait de l'arrêté du 9 août 2007 autorisant le retrait de la commune de Saulnes du Syndicat Intercommunal de suivi de la concession de distribution publique d'électricité de l'arrondissement de Briey

Le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 et L 5211-19 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Le retrait de la commune de Saulnes du syndicat intercommunal de suivi de la concession de distribution publique d'électricité de l'arrondissement de Briey (SISCOLEB) est autorisé.

Art. 2 : Le sous-préfet de Briey et le président du syndicat intercommunal de suivi de la concession de distribution publique d'électricité de l'arrondissement de Briey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 9 août 2007

Pour le Secrétaire Général chargé de l'administration
de l'Etat dans le département et par délégation,
Le Sous-Préfet,
Philippe RONSSIN

Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R 421-5 du code de justice administrative, l'arrêté joint peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification de celui-ci.

Extrait de l'arrêté du 21 août 2007 approuvant les nouveaux statuts du syndicat intercommunal scolaire des Quatre Communes

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que toutes les communes membres se sont prononcées en faveur du projet ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Sont approuvés les nouveaux statuts du syndicat intercommunal scolaire des Quatre Communes. Ces statuts resteront annexés au présent arrêté.

Art. 2 : Le sous-préfet de Briey et le président du syndicat intercommunal scolaire des Quatre Communes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 août 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Les statuts peuvent être consultés à la sous-préfecture de Briey

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

Agence régionale d'hospitalisation de Lorraine

Extrait de l'arrêté A.R.H. n° 41/2007 du 16 mars 2007 portant fixation pour l'exercice 2007 du montant annuel pour l'activité de prélèvement d'organes ou de tissus de la polyclinique Louis Pasteur à Essey les Nancy - N° FINESS : 540000478

La directrice de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

ARRETE

Art. 1^{er} - Le montant du forfait annuel pour l'activité de prélèvements d'organes ou de tissus (prestation C.P.O.) est fixé à 23 000 €

Art. 2 - Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} mars 2007 au 29 février 2008.

Ainsi, compte tenu d'une date d'effet au 1^{er} mars 2007, le montant du versement mensuel s'établit de la façon suivante :

nombre de mois restant à couvrir de mars 2007 à février 2008	montant mensuel de la dotation à verser
12	1917 €

Art. 3 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy dans un délai de un mois à compter de sa notification.

Art. 4 - La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur le directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

La directrice adjointe
de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Danielle MOUFFARD

Extrait de l'arrêté A.R.H. n° 42/07 du 16 mars 2007 portant fixation pour l'exercice 2007 de la dotation annuelle de fonctionnement du service d'accueil et de traitement des urgences de la polyclinique de Gentilly à Nancy - N° FINESS : 540000486

La directrice de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant de la dotation de financement du service d'accueil des urgences (prestation F.A.U.) est fixé à 431 282 €

Art. 2 : Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} mars 2007 au 29 février 2008. Ainsi, compte tenu d'une date d'effet au 1^{er} mars 2007, le montant du versement mensuel s'établit de la façon suivante :

nombre de mois restant à couvrir de mars 2007 à février 2008	montant mensuel de la dotation à verser
12	35 940 €

Art. 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy dans un délai de un mois à compter de sa notification.

Art. 4 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur le directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

La directrice adjointe
de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Danielle MOUFFARD

Extrait de l'arrêté A.R.H. de Lorraine n° 56/07 du 1^{er} août 2007 portant délégation de signature à Mme Christiane PERNET directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} - Délégation est donnée à madame Christiane PERNET, directrice départementale, des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle, à l'effet de signer dans le cadre des attributions et compétences de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine s'exerçant dans ce département :

A/ En ce qui concerne les établissements publics de santé :

Les décisions relatives à l'exercice du contrôle de légalité défini par l'article L. 6143-4- 1^{er} du code de la santé publique,

- à l'exclusion de celles justifiant :
 - . la saisine, pour avis, de la chambre régionale des comptes et la demande conjointe d'un sursis à exécution ;
 - . le déferé au tribunal administratif, des délibérations estimées illégales ;

Les décisions relatives à l'approbation détaillée par les articles L. 6143-4- 2e, L. 6145- 1 et 4 et L. 6161-7 du code de la santé publique à l'exception de celles concernant :

- le projet d'établissement y compris le projet médical,
- les programmes d'investissement relatifs aux travaux et équipements matériels lourds,
- les conventions passées en application de l'article 6 de l'ordonnance n°58-1373 du 30 décembre 1958 des textes pris pour son application et de l'article L. 6161-10 du code de la santé publique,
- le tableau des emplois médicaux ainsi que le renouvellement des chefs de service ou de département mentionnées aux articles L. 6146-3 et 6151-3 du code de la santé publique ;

Les décisions d'approbation des contrats fixant les modalités d'exercice de l'activité libérale des praticiens temps plein, en application des dispositions de l'article L. 6154-4 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de suspension et de retrait ;

Les décisions autorisant les médecins généralistes à dispenser à l'hôpital local au titre de leur activité libérale des soins de courte durée et éventuellement des soins de suite ou de longue durée, en application des dispositions de l'article R. 711-6-10 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de radiation de la liste des médecins autorisés.

Les décisions désignant le médecin responsable de la coordination des activités médicales dans les hôpitaux locaux, en application des dispositions de l'article R. 711-6-18 du code de la santé publique.

B/ En ce qui concerne les établissements privés admis à participer au service public hospitalier et les établissements privés à but non lucratif sous dotation globale :

Les décisions relatives au budget et aux décisions modificatives telles que prévues aux articles L. 6145-1 à L. 6145-4 du code de la santé publique.

C/ En ce qui concerne l'ensemble des établissements publics et privés : Les transmissions au Ministre Chargé de la Santé des dossiers relevant du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Les lettres ayant pour objet au titre de l'article R. 712-40 du code de la santé publique de reconnaître complets ou non les dossiers déposés dans le cadre de demande d'autorisations ou de renouvellement d'autorisations.

Art. 2 – En cas d'absence ou d'empêchement de madame Christiane PERNET, la délégation qui lui est accordée sera exercée par monsieur Jean-François LHUILLIER, directeur adjoint, et par madame Myriam BERG, directrice adjointe.

Art. 3 – La directrice départementale, des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Art. 4 - Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 29/07 du 30 mai 2007. Nancy, le 1^{er} août 2007

Docteur Jean-Yves GRALL

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification

Extrait de l'arrêté A.R.H. de Lorraine n° 57/07 du 1^{er} août 2007 portant délégation de signature à madame Anoutchka CHABEAU directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Meuse

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} - Délégation est donnée à Mme Anoutchka CHABEAU, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Meuse, à l'effet de signer dans le cadre des attributions et compétences de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine s'exerçant dans ce département :

A/ En ce qui concerne les établissements publics de santé :

Les décisions relatives à l'exercice du contrôle de légalité défini par l'article L. 6143-4- 1^{er} du code de la santé publique,

- à l'exclusion de celles justifiant :
 - . la saisine, pour avis, de la chambre régionale des comptes et la demande conjointe d'un sursis à exécution ;
 - . le déferé au tribunal administratif, des délibérations estimées illégales ;

Les décisions relatives à l'approbation détaillée par les articles L. 6143-4- 2e, L. 6145- 1 et 4 et L. 6161-7 du code de la santé publique à l'exception de celles concernant :

- le projet d'établissement y compris le projet médical,
- les programmes d'investissement relatifs aux travaux et équipements matériels lourds,
- les conventions passées en application de l'article 6 de l'ordonnance n°58-1373 du 30 décembre 1958 des textes pris pour son application et de l'article L. 6161-10 du code de la santé publique,
- le tableau des emplois médicaux ainsi que le renouvellement des chefs de service ou de département mentionnées aux articles L. 6146-3 et 6151-3 du code de la santé publique ;

Les décisions d'approbation des contrats fixant les modalités d'exercice de l'activité libérale des praticiens temps plein, en application des dispositions de l'article L. 6154-4 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de suspension et de retrait ;

Les décisions autorisant les médecins généralistes à dispenser à l'hôpital local au titre de leur activité libérale des soins de courte durée et éventuellement des soins de suite ou de longue durée, en application des dispositions de l'article R. 711-6-10 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de radiation de la liste des médecins autorisés.

Les décisions désignant le médecin responsable de la coordination des activités médicales dans les hôpitaux locaux, en application des dispositions de l'article R. 711-6-18 du code de la santé publique.

B/ En ce qui concerne les établissements privés admis à participer au service public hospitalier et les établissements privés à but non lucratif sous dotation globale :

Les décisions relatives au budget et aux décisions modificatives telles que prévues aux articles L. 6145-1 à L. 6145-4 du code de la santé publique.

C/ En ce qui concerne l'ensemble des établissements publics et privés :

Les transmissions au Ministre Chargé de la Santé des dossiers relevant du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Les lettres ayant pour objet au titre de l'article R. 712-40 du code de la santé publique de reconnaître complets ou non les dossiers déposés dans le cadre de demande d'autorisations ou de renouvellement d'autorisations.

Art. 2 – En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Anoutchka CHABEAU, la délégation qui lui est accordée sera exercée par Mme Jacqueline ROLLAND, et par M. marc NAVROSKI ou M. Philippe RIEUX, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Jacqueline ROLLAND.

Art. 3 – La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Meuse est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meuse et de la Meurthe et Moselle.

Art. 4 - Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté n°30/07 du 30 mai 2007. Nancy, le 1^{er} août 2007

Docteur Jean-Yves GRALL

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification

Extrait de l'arrêté A.R.H. de Lorraine n° 58/07 du 1^{er} août 2007 portant délégation de signature à madame Elisabeth CHEVALLIER directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Moselle

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} - Délégation est donnée à Mme Elisabeth CHEVALLIER, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Moselle, à l'effet de signer dans le cadre des attributions et compétences de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine s'exerçant dans ce département :

A/ En ce qui concerne les établissements publics de santé :

Les décisions relatives à l'exercice du contrôle de légalité défini par l'article L. 6143-4- 1^{er} du code de la santé publique,

- à l'exclusion de celles justifiant :
 - . la saisine, pour avis, de la chambre régionale des comptes et la demande conjointe d'un sursis à exécution ;
 - . le déferé au tribunal administratif, des délibérations estimées illégales ;

Les décisions relatives à l'approbation détaillée par les articles L. 6143-4- 2e, L. 6145- 1 et 4 et L. 6161-7 du code de la santé publique à l'exception de celles concernant :

- le projet d'établissement y compris le projet médical,
- les programmes d'investissement relatifs aux travaux et équipements matériels lourds,
- les conventions passées en application de l'article 6 de l'ordonnance n°58-1373 du 30 décembre 1958 des textes pris pour son application et de l'article L. 6161-10 du code de la santé publique,
- le tableau des emplois médicaux ainsi que le renouvellement des chefs de service ou de département mentionnées aux articles L. 6146-3 et 6151-3 du code de la santé publique ;

Les décisions d'approbation des contrats fixant les modalités d'exercice de l'activité libérale des praticiens temps plein, en application des dispositions de

l'article L. 6154-4 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de suspension et de retrait ;

Les décisions autorisant les médecins généralistes à dispenser à l'hôpital local au titre de leur activité libérale des soins de courte durée et éventuellement des soins de suite ou de longue durée, en application des dispositions de l'article R. 711-6-10 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de radiation de la liste des médecins autorisés.

Les décisions désignant le médecin responsable de la coordination des activités médicales dans les hôpitaux locaux, en application des dispositions de l'article R. 711-6-18 du code de la santé publique.

B/ En ce qui concerne les établissements privés admis à participer au service public hospitalier et les établissements privés à but non lucratif sous dotation globale :

Les décisions relatives au budget et aux décisions modificatives telles que prévues aux articles L. 6145-1 à L. 6145-4 du code de la santé publique.

C/ En ce qui concerne l'ensemble des établissements publics et privés :

Les transmissions au Ministre Chargé de la Santé des dossiers relevant du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Les lettres ayant pour objet au titre de l'article R. 712-40 du code de la santé publique de reconnaître complets ou non les dossiers déposés dans le cadre de demande d'autorisations ou de renouvellement d'autorisations.

Art. 2 - En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Elisabeth CHEVALLIER, la délégation qui lui est accordée sera exercée par Mme Martine ARTZ directrice adjointe, et par Mme Chantal KIRSCH en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Martine ARTZ.

Art. 3 - La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Moselle et de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Art. 4 - Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 31/07 du 30 mai 2007.

Nancy, le 1^{er} août 2007

Docteur Jean-Yves GRALL

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification

Extrait de l'arrêté A.R.H. de Lorraine n° 61/07 du 1^{er} août 2007 portant délégation de signature à Mme le Docteur Eliane PIQUET

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation est donnée à Mme le Docteur Eliane PIQUET pour signer, en cas d'absence ou d'empêchement du directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine, tous actes, arrêtés, décisions, notifications ou conventions, ainsi que toutes propositions d'engagement et de mandatement des dépenses, de décisions de virement de crédits à l'initiative de l'ordonnateur toutes pièces justificatives de dépenses, tous ordres de reversement et toutes demandes d'émission de titres de perception.

Art. 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Lorraine et des départements de la Meurthe et Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.

Nancy, le 1^{er} août 2007

Docteur Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 133/07 du 17 juillet 2007 de la commission exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

La commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

DECIDE

D'autoriser le directeur de l'A.R.H. de Lorraine à signer un avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens portant attribution pour l'année 2007 (du 1^{er} juillet 2007 au 31 décembre 2007) d'une subvention sur les M.I.G.A.C. de 20 100 euros.

L'attribution de cette subvention est destinée à financer au titre :

-du plan cancer : le financement du dispositif d'annonce

-du plan addictologie : l'ouverture de consultations externes

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 17 juillet 2007

Le Président de la Commission Exécutive
Danielle MOUFFARD

Extrait de la délibération n° 134/07 du 17 juillet 2007 de la commission exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

La commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

DECIDE

D'autoriser le directeur de l'A.R.H. de Lorraine à signer un avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens portant attribution pour l'année 2007 (du 1^{er} juillet 2007 au 31 décembre 2007) d'une subvention sur les M.I.G.A.C. de 97 900 euros.

L'attribution de cette subvention est destinée à financer au titre du "plan cancer" :

-l'organisation de réunions de concertation disciplinaire

-le renforcement du dispositif d'annonce

-la mise en œuvre de lits de soins palliatifs.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 17 juillet 2007

Le Président de la Commission Exécutive
Danielle MOUFFARD

Extrait de la délibération n° 136/07 du 17 juillet 2007 de la commission exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

La commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

DECIDE

D'autoriser le directeur de l'ARH de Lorraine à signer un avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens portant attribution pour l'année 2007 (du 1^{er} juillet 2007 au 31 décembre 2007, pour 20 100 € et du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2007 pour 41 200 €) d'une subvention sur les M.I.G.A.C. de 61 300 euros.

L'attribution de cette subvention est destinée à financer :

-d'une part,

- au titre du plan cancer : le dispositif d'annonce

- au titre du plan addictologie : la mise en place de consultations tabacologie

-d'autre part,

- au titre du plan périnatalité : les entretiens de préparation à la naissance

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 17 juillet 2007

Le Président de la Commission Exécutive
Danielle MOUFFARD

Agence régionale d'hospitalisation de Lorraine / URCAM de Lorraine

Extrait de décision conjointe de financement ARH / URCAM du 25 juin 2007

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Le directeur de l'union régionale des caisses d'assurance maladie de Lorraine

DECIDENT

conjointement d'attribuer un financement dans le cadre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux pour 2007

Nom du réseau

LORSEP

Nom Prénom du promoteur

Docteur Marc DEBOUVERIE

Neurologue

Service de neurologie

Hôpital central - 54035 Nancy cedex

Art. 1 : Présentation du réseau financé

Numéro d'identification

960410058

Thème

«PRISE EN CHARGE GLOBALE DE PATIENTS ATTEINTS DE SCLÉROSE EN PLAQUE, AU PLUS PRÈS DE LEUR LIEU DE VIE, EN LIEN AVEC TOUS LES PROFESSIONNELLS DE SANTÉ »
Région Lorraine et Haute Marne

Zone géographique

Art. 2 : Décision de financement

La présente décision porte la DRDR 2007 à

88 105 €

Le promoteur dispose d'un financement 2007 de

220 200 €

DRDR 2007 :

88 105 €

Crédit non consommé au 31/12/2006 :

132 095 €

Après ajustement le financement DRDR total, du 15/12/03 au 31/12/07, s'élève à 724 295 €

Art. 3 : Modalités de versement du forfait global

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM/Promoteur en respectant les montants annuels fixés à l'article 5 de la présente décision.

Art. 4 : Conditions de modification des clauses de financement

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année N-1 fourni à l'ARH et à l'URCAM par le réseau, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour l'année N.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée ne pourra donner lieu à un montant cumulé des versements annuels supérieur à celui initialement prévu. Il sera par ailleurs conditionné par les disponibilités pour l'année de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

Art. 5 : Descriptif du financement attribué au titre de la DRDR du 15/12/03 au 31/12/07

	DRDR 2003	DRDR 2004	DRDR 2005	DRDR 2006	DRDR 2006
					Patients de Haute Marne
					Patients résidant en région lorraine
Equipement	7.130				1 840
Système d'information					
Fonctionnement					
Charge de personnels salariés					
Infirmière coordonnatrice (2 ETP à c de 2006)		35.050	35.050	70 100	3 750
Psychologue clinicienne		18.460	18.460	38.460	3 165
Coordonnatrice sociale 1 ETP		31.240	31.240	31.240	3 120
Pharmacien coordonnateur			28 000	21 000	7 540
Neuro psychologue (1/3 ETP)				30 525	
ARC				3 750	
Déplacements				11 000	
Autres frais de fonctionnement			18 500	12 000	3 600

Formation (coût pédagogique)		6.000	6.000	6.000	5 600
Evaluation					
Etude et recherche					
Rémunérations spécifiques pour les libéraux hors soins *Neurologues libéraux validation médicale pour inclusion des patients (majoration 2,70 € pour 50 patients par an et 19 neurologues) * Psychologues libéraux (40 €) * IDE		2 565	2 565	2 565 8 000 580	
TOTAL	7.130	93.315	139 815	235 220	28 615
				263 835	

	2007 31/12/07
Fonctionnement	
Charge de personnels salariés	
Infirmières coordonnatrices (2 ETP)	70 000 €
Coordonnateur médical (1/2 ETP)	54.000 €
Coordonnateur Pharmacien (1/2 ETP)	
Neuropsychologue (1/2 ETP)	
Psychologue (1/2 ETP)	
ARC	15 000 €
Autres frais de fonctionnement	
Frais généraux	33 000 €
Communication	6.000 €
Formation et actions ponctuelles d'information	20.000 €
Evaluation	2 500 €
Rémunérations spécifiques pour les libéraux hors soins	
Dérogations tarifaires	
Ergothérapeutes (150 €/évaluation)	9 000 €
Psychologues libéraux (40 €/séance)	8.000 €
Infirmiers libéraux (17,50 €/patient/poussée)	2 700 €
Total	220 200 €
Crédit non consommé au 31/12/n-1	132 095 €
DRDR TOTAL 2007	88 105 €

Financement ARH

- à compter du 01 octobre 2006 d'un ½ poste de pharmacien hospitalier
- à compter de 2007 de :

½ tps de psychologue clinicien
½ tps de neuropsychologue

1 secrétaire temps plein
1 coordonnatrice sociale temps plein

Art. 6 : Modalités de suivi et d'évaluation

Chaque année, au plus tard le 31 mars, le réseau financé par la dotation régionale de développement des réseaux transmet un rapport d'activité dans lequel il s'attache à montrer, à partir de la tenue d'un tableau de bord, la réalité de son fonctionnement (patients pris en charge, professionnels et autres intervenants du réseau par spécialité et établissements de santé concernés).

Ce rapport précise les résultats obtenus au regard des résultats attendus.

Il présente le budget exécuté de l'année en recettes et dépenses et fait état des modalités de financement global du réseau et retrace, le cas échéant, la part des dépenses consacrées aux rémunérations des professionnels de santé hors champ conventionnel et aux dérogations accordées.

L'analyse du rapport par l'ARH et l'URCAM permet notamment d'ajuster le montant des financements attribués en fonction de l'état du développement du réseau et de ses résultats budgétaires dans la limite du montant de la dotation régionale disponible.

Un rapport final d'évaluation devra impérativement être adressé trois mois avant le terme de la décision initiale, soit le 01.10.2009 au plus tard. En plus des rapports d'activité, il analyse le bilan des actions menées et leur apport au regard de l'offre de soins préexistante ; il retrace l'emploi et l'affectation des différentes ressources dont il a bénéficié.

L'ARH et l'URCAM analysent ce rapport, afin de procéder à une évaluation de l'apport du réseau et des conditions de sa pérennité.

Art. 7 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

Art. 8 : Non respect des engagements pris par le réseau

Suspension

En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Retrait de la décision de financement

A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

Art. 9 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements

La caisse primaire d'assurance maladie de Nancy, désignée « caisse pivot » est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement entre son directeur et le promoteur du réseau.

Art. 10 : Publication de la décision

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région d'une part, et de la Préfecture du département de Meurthe et Moselle dans lequel se situe le siège du réseau.

Art. 11 : voies de recours

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public, de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20), le promoteur du réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif. Metz, le 25 juin 2007

La directrice adjointe de l'ARH
de Lorraine,
Danielle MOUFFARD

Le directeur de l'URCAM
de Lorraine,
Patrick MARX

Extrait de décision conjointe de financement modificative ARH / URCAM du 25 juin 2007 - année 2007

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Le directeur de l'union régionale des caisses d'assurance maladie de Lorraine

DECIDENT

conjointement d'attribuer un financement dans le cadre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux pour 2007

représenté par son promoteur

Nom Prénom Docteur Faiez ZANNAD
Statut professionnel Cardiologue
Adresse Centre des Affaires les Nations – 23 Bd de l'Europe
54500 Vandœuvre les Nancy

Art. 1 : Présentation du réseau financé

Nom du réseau ICALOR
Numéro d'identification 960410314

Le réseau a pour objectif de diminuer la morbi mortalité et les réhospitalisations et d'améliorer la qualité de vie des insuffisants cardiaques de Lorraine. Le réseau repose sur la coordination et la standardisation des soins afin d'assurer une prise en charge de proximité, optimisée et continue du patient, son éducation et sa surveillance à domicile.

Art. 2 modifié : Décision de financement

La présente décision porte le montant de la DRDR 2006 à 383 151 €
Le promoteur dispose pour 2007 d'un financement de 523 454 €
DRDR 2007 384 151 €

Crédit non consommé au 31/12/2006 : 139 303 €

Le financement total du 01/10/2005 au 31/12/07 après ajustement est de 670 352 €

Art. 3 : Modalités de versement du forfait global

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM/Promoteur en respectant les montants annuels fixés à l'article 5 de la présente décision.

Art. 4 : Conditions de modification des clauses de financement

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

Par ailleurs, un réexamen du budget interviendra pour revoir les financements destinés à la rémunération spécifique des professionnels de santé libéraux dès lors que des actes correspondants seront négociés dans le cadre conventionnel. Ce réexamen devra donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année N-1 fourni à l'ARH et à l'URCAM par le réseau, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour l'année N.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée sera par ailleurs conditionné par les disponibilités de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

Art. 5 : Descriptif du financement attribué au titre de la DRDR du 01/10/05 au 31/12/07

Proposition de financement DRDR	Nom du réseau ICALOR		
	01/10 au 31/12/2005		
	2005	2006	2007
Nombre de patients		250	500
Equipement			
30 PC (1500 €) 50%	22 500,00		
Elaboration d'un didacticiel	5 000,00		
Système d'information			18 000,00
Administrateur 1/4T		18 000,00	18 000,00
Charge de personnels			211 390,00
Coordonnateur médecin (0.5 ETP)	22 794,00	50 890,00	50 890,00
Infirmière (1ETP)	9 425,00	37 700,00	37 700,00
Secrétaire (1 ETP)	8 450,00	33 800,00	33 800,00
IDE (3X 0.5 ETP) (1)			89 000,00
Autres frais de fonctionnement			22 183,00
Comité de pilotage	3 250,00	6 750,00	6 750,00
Affiches, plaquettes, communication	6 200,00	4 610,00	4 610,00
Frais généraux			10 823,00
Evaluation			
Etude et recherche			1 000,00

Mise en place (10 réunions 10 personnes)	6 500,00		1 000,00
Rémunération spécifiques pour les libéraux hors soins			270 881,00
IDE bilan initial inclusion		3 750,00	
IDE 10 Surveillances éducation		48 000,00	
IDE bilan intermédiaire		2 500,00	
9 surveillances adm. traitement		52 200,00	
Total IDE 20 (3)			212 715,00
Médecin libéral			
inclusion (60 €/patient)		15 000,00	30 000,00
coordination des soins/tenue du dossier (40 €)		10 000,00	20 000,00
Vicherey Diététicienne 35 € par C			1 750,00
Vicherey Kinésithérapeute AMK12/ séance 30'			5 876,00
Vicherey Pédicures 27 €			540
TOTAL	84 119,00	283 200,00	523 454,00
Crédit non consommé au 31/12/N-1		81 118,00	139 303,00
DRDR		202 082,00	384 151,00

(1) 3 IDE mi temps : leur mission est l'identification des patients éligibles dans l'ensemble des établissements de santé en Lorraine afin d'orienter les patients vers Icalor – financement uniquement sur 1 an soit sur 2007- (accord guichet unique DR Deutscher en 2006 – mail du 15/12/06)

(3) 20 consultations IDE cliniques (inclusion + suivi) – 7.5 AMI soit $7.5 \times 2.9 \text{ €} \times 20 \text{ consultations} =$

435 €/patients – budget total : $435 \text{ €} \times 489 \text{ patients} = 212 715 \text{ €}$

A compter de 2007 la Maison de Santé Rurale de Vicherey devient partenaire du réseau ICALOR pour la prise en charge de sa patientèle insuffisante cardiaque dans le cadre d'une convention.

Un programme de soins pluridisciplinaires définit la prise en charge des patients insuffisants cardiaques par les médecins généralistes, le cardiologue, les infirmières, la diététicienne, le kinésithérapeute, le pédicure et le chirurgien dentiste.

Art. 6 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

Art. 7 : engagements du réseau

Le promoteur du réseau, bénéficiaire du financement, s'engage :

- A fonctionner dans le respect des dispositions prévues dans la convention constitutive du réseau, la charte de qualité et le document d'information aux patients annexés à la présente convention
 - A respecter les obligations et modalités prévues pour les versements successifs, l'établissement des rapports d'activité et d'évaluation
 - A contribuer, en liaison avec les services de l'Etat et de l'assurance maladie, à tirer un bilan détaillé de l'activité du réseau
 - A accorder un accès libre aux services habilités par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM ou au mandataire de leur choix pour procéder à toute vérification administrative, juridique ou comptable relative aux sommes versées
 - A accorder un accès libre aux services médicaux de l'assurance maladie, qui interviennent notamment dans la vérification du respect des critères d'inclusion dans le réseau
 - A soumettre sans délai aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM toute modification juridique, administrative ou statutaire du réseau ou de son promoteur
 - A tenir une comptabilité conformément aux règles et usages en la matière, avec l'assistance des expertises requises
 - A se tenir à jour de ses obligations et/ou cotisations sociales, fiscales et parafiscales
 - A fournir à l'ARH et à l'URCAM le dossier de déclaration à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) ainsi que le récépissé de déclaration auprès de la CNIL, en cas de traitement informatisé de données nominatives ; à ne pas effectuer les traitements avant l'expiration du délai de 2 mois à compter du récépissé et à fournir les observations de la CNIL dans ce délai
 - A autoriser l'ARH et l'URCAM ainsi que le Ministère et la CNAMTS dans le cadre de l'observatoire national des réseaux à mettre en ligne sur leurs sites internet des informations non confidentielles concernant les membres et l'activité du réseau et le cas échéant créer des liens entre leurs sites et les coordonnées internet du réseau.
- Le promoteur disposera d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui le concernent (article 34 de la Loi Informatique et Libertés). Pour l'exercer, il devra s'adresser aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Art. 8 : Non respect des engagements pris par le réseau

Suspension

En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Retrait de la décision de financement

A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice

d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

Art. 9 : Modalités de suivi et d'évaluation

Chaque année, au plus tard le 31 mars, le réseau financé par la dotation régionale de développement des réseaux transmet un rapport d'activité dans lequel il s'attache à montrer, à partir de la tenue d'un tableau de bord, la réalité de son fonctionnement (patients pris en charge, professionnels et établissements de santé concernés...) l'intérêt médical, social et économique du système mis en place, la qualité des procédures d'auto évaluation.

Ce rapport précise les résultats obtenus au regard des résultats attendus.

Il présente le budget exécuté de l'année en recettes et dépenses et fait état des modalités de financement global du réseau et retrace, le cas échéant, la part des dépenses consacrées aux rémunérations des professionnels de santé hors champ conventionnel et aux dérogations accordées.

L'analyse du rapport par l'ARH et l'URCAM permet notamment d'ajuster le montant des financements attribués en fonction de l'état du développement du réseau et de ses résultats budgétaires dans la limite du montant de la dotation régionale disponible.

Un rapport final d'évaluation devra impérativement être adressé trois mois avant le terme de la présente décision, le 1^{er} juillet 2007 au plus tard. En plus des rapports d'activité précédents, il analyse le bilan des actions menées et leur apport au regard de l'offre de soins préexistante. Il retrace l'emploi et l'affectation des différentes ressources dont il a bénéficié.

L'ARH et l'URCAM analysent ce rapport, afin de procéder à une évaluation de l'apport du réseau et des conditions de sa pérennité.

Art. 10 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements

La caisse primaire d'assurance maladie de Nancy, désignée « caisse pivot » est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement entre son directeur et le promoteur du réseau.

Art. 11 : Publication de la décision

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région d'une part, et de la Préfecture du département de Meurthe et Moselle dans lequel se situe le siège du réseau.

Art. 12 : voies de recours

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public, de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20), le promoteur du réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif.

Metz, le 25 juin 2007

La directrice adjointe de l'ARH
de Lorraine,
Danielle MOUFFARD

Le directeur de l'URCAM
de Lorraine,
Patrick MARX

Direction régionale des affaires culturelles de Lorraine Secrétariat des licences

Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/149 du 4 mai 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^e catégorie portant le numéro 2-1002450 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Carole COMMUN, Association « 2 D TOUR » 2, rue Gény, 54220 Malzéville.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle et le directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 4 mai 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/150 du 4 mai 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^e catégorie portant le numéro 54-0231 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Stéphane ANDRE, « Ca respire encore » 126 bis, rue Saint-Dizier, 54000 Nancy.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/151 du 4 mai 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : La licence d'entrepreneur de spectacles de 1^{re} catégorie portant le numéro 54-0252 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Emmanuel BARAZER DE LANNURIEN, « Zénith de Nancy » Rue du Zénith, 54320 Maxéville .

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/152 du 4 mai 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^e et 3^e catégorie portant les numéros 2-102028 et 3-102029 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Gérald BERGER, « Ces'arts Prod » 22, rue de la Côte, 54000 Nancy.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/153 du 4 mai 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^e catégorie portant le numéro 2-1002465 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Elisabeth CHEVRIER, « Association S-TET » 66, rue de la Colline, 54000 Nancy.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/154 du 4 mai 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^e catégorie portant le numéro 54-0437 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Serge CLAUDE, « En Verre et Contre Tout » 16, rue Mathieu, 54110 Dombasle.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/155 du 4 mai 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : La licence d'entrepreneur de spectacles de 3^e catégorie portant le numéro 54-0098 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Yann DELON, « Musique et Compagnie » 6, rue Claudot, 54000 Nancy.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/156 du 4 mai 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^e catégorie portant le numéro 54-0441 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Laurence GILLOT « Association ECHO » 7 bis, rue de la Libération, 54200 Villey Saint-Etienne.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/157 du 4 mai 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^e et 3^e catégorie portant les numéros 54-0431 et 54-0432 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Daniel GINDELE, « Daniel Gindel Productions » 870, rue Denis Papin, 54715 Ludres.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 4 mai 2007
 Pour le préfet et par délégation,
 Le directeur régional des affaires culturelles,
 Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/158 du 4 mai 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^e catégorie portant le numéro 54-0243 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Stéphane GREGOIRE, « ICI D'AILLEURS » 32 bis, rue Raymond Poincaré, 54000 Nancy.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 4 mai 2007
 Pour le préfet et par délégation,
 Le directeur régional des affaires culturelles,
 Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/159 du 4 mai 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : La licence d'entrepreneur de spectacles de 3^e catégorie portant le numéro 3-1002452 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Stéphane GREGOIRE « ICI D'AILLEURS » 32 bis, rue Raymond Poincaré, 54000 Nancy.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 4 mai 2007
 Pour le préfet et par délégation,
 Le directeur régional des affaires culturelles,
 Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/160 du 4 mai 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^e catégorie portant le numéro 2-1002451 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Paola JARRY, « LA TALENTE » 19, rue de l'abbé Grégoire, 54000 Nancy.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 4 mai 2007

Pour le préfet et par délégation,
 Le directeur régional des affaires culturelles,
 Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/161 du 4 mai 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^e et 3^e catégorie portant respectivement les numéros 54-0104 et 54-0264 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Patrick KADER, « Nancy Jazz Pulsations » 106, Grande rue, BP 32 338, 54023 Nancy.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 4 mai 2007
 Pour le préfet et par délégation,
 Le directeur régional des affaires culturelles,
 Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/162 du 4 mai 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1^{re}, 2^e et 3^e catégorie portant les numéros 54-0244, 54-0245 et 54-0246 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Henry LEMOINE, « Ville de Pont-à-Mousson » Place Duroc, 54700 Pont-à-Mousson.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 4 mai 2007
 Pour le préfet et par délégation,
 Le directeur régional des affaires culturelles,
 Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/163 du 4 mai 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : La licence d'entrepreneur de spectacles de 3^e catégorie portant le numéro 3-1002467 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Carine LENTRETIEN, « BABOEUP » 10, rue de Bayon, 54290 Haigneville.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 4 mai 2007
 Pour le préfet et par délégation,
 Le directeur régional des affaires culturelles,
 Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/164 du 4 mai 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^e catégorie portant le numéro 2-1002463 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Emmanuel OGER, « SARL PROD'ACTION » 30, rue des Carmes, 54000 Nancy.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 4 mai 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/165 du 4 mai 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^e catégorie et 3^e catégorie portant respectivement les numéros 2-1002469 et 3-1002470 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Michèle OUDINET, Association AMAS, 99, rue de la Colline, 54000 Nancy.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 4 mai 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/166 du 4 mai 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^e et 3^e catégorie portant les numéros 54-425 et 54-426 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Catherine PEREIRA DE VASCONCELOS « Association Arias » MJC des 3 Maisons, 12, rue de Fontenoy, 54000 Nancy.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 4 mai 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/167 du 4 mai 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^e catégorie portant le numéro 2-1002468 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Alexandre ROCHETTE, « Association Artisan du son » 90, rue de Laxou, 54000 Nancy.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 4 mai 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/168 du 4 mai 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^e et 3^e catégorie portant respectivement les numéros 54-0109 et 54-0300 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Frédéric SAINT-DIZIER, SARL LABEL LN, 32, rue Alexandre 1er, 54130 Saint-Max.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 4 mai 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/169 du 4 mai 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^e catégorie portant le numéro 2-1002458 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Fabrice SCHOCH, Association « TOUT VA BIEN » 38, sentier du clos Chatton, 54000 Nancy.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 4 mai 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/170 du 4 mai 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^e et 3^e catégorie portant respectivement les numéros 54-0415 et 54-0416 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Alain ZANON, « Alza Production » 32, rue de Rozélieures, 54300 Lunéville.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 4 mai 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/171 du 4 mai 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^e catégorie portant le numéro 2-1002583 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Héloïse BERNAT, Association « Cinq poissons » 24, rue Martimprey, 54000 Nancy.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 4 mai 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/172 du 4 mai 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^e catégorie portant le numéro 2-1002533 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Arnold METROT, SARL « Patch work production » 11, rue Saint-Maurice, 54850 Messein.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 4 mai 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Direction départementale de l'équipement Affaires générales et statistiques

Extrait de l'arrêté du 27 juillet 2007 ordonnant l'ouverture d'une enquête administrative et convoquant en assemblée générale des propriétaires de terrains situés à Malleloy en vue de la création d'une association foncière urbaine de remembrement autorisée.

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 - Il sera procédé à une enquête administrative sur le projet de création d'une association foncière urbaine autorisée ayant pour objet le remembrement de terrains situés sur la commune de Malleloy, lieu-dit "A La Cheneau", ainsi que toutes les opérations, travaux, démolitions et constructions s'y rattachant directement ou indirectement, à titre d'accessoires et notamment la construction des voies et réseaux (VRD)

Art. 2 - Est désigné en qualité de commissaire enquêteur : M. KREBS Jacques demeurant 6, rue Voltaire 54520 Laxou - Tél : 03.83.52.45.64

M. le commissaire enquêteur siégera à la mairie de Malleloy.

Art. 3 - Les pièces du dossier ainsi qu'un registre destiné à recevoir les observations soit des propriétaires compris dans le périmètre, soit de tous autres intéressés, seront déposés à la mairie de Malleloy pendant 20 jours du 20 août 2007 au 10 septembre 2007 inclus, aux heures de permanences de la mairie de Malleloy, à savoir :

du lundi au jeudi 13h30 / 16h30 et vendredi 13h30 / 18h00

Art. 4 - A l'expiration du délai fixé ci-dessus, le commissaire enquêteur recevra à la mairie de Malleloy, pendant trois jours consécutifs, les 11, 12 et 13 septembre 2007 de 14h00 à 16h30, les déclarations des intéressés sur l'utilité du remembrement prévu.

Art. 5 - Après avoir clos et signé le registre de ces déclarations, le commissaire enquêteur le transmettra immédiatement au préfet, avec son avis motivé et avec les autres pièces qui ont servi de base à l'enquête.

Art. 6 - Sont convoqués en assemblée générale le lundi 15 octobre 2007 à 18h30, salle dite "de l'annexe de Mairie", place de la mairie à Malleloy, les propriétaires dont les noms figurent sur l'état parcellaire annexé au présent arrêté.

Art. 7 - M. BERNARD, maire de Malleloy est nommé président de cette assemblée générale.

Art. 8 - Les propriétaires qui n'auraient pas formulé leur opposition par écrit avant l'assemblée générale ou par vote à cette assemblée, seront considérés comme favorable à la création de l'association, conformément à l'article 13 de l'ordonnance 2004-632 du 01 juillet 2004

Art. 9 - Le présent arrêté sera affiché dans la commune de Malleloy à la principale porte de la mairie ainsi qu'aux autres endroits apparents et

fréquentés du public désignés par arrêté municipal. Un extrait dudit arrêté indiquant notamment les dates d'ouverture et de clôture de l'enquête, le lieu et le dépôt des pièces et du registre destiné à recevoir les observations, le nom, le siège et les jours du commissaire enquêteur, la date, l'heure et le lieu de la réunion de l'assemblée générale et précisant les conséquences de l'abstention des intéressés sera, en outre, inséré dans le journal.

Art. 10 - Les frais occasionnés par l'enquête publique et par les publicités seront à la charge de l'AFU "De La Cheneau"

Art. 11 - Indépendamment de ces affichages et de cette insertion, notification écrite du dépôt des pièces et de la date de convocation de l'assemblée générale des intéressés sera faite à chacun des propriétaires ou présumés tels dans les conditions fixées par l'article 9 du décret 2006-504 du 03 mai 2006 au plus tard dans les 5 jours qui suivront l'ouverture de l'enquête.

Art. 12 - Mention du présent arrêté sera publiée au recueil des actes administratifs du département. Ampliation du présent arrêté sera adressée pour exécution au Maire de Malleloy, pour information au directeur départemental de l'Équipement.

Nancy, le 27 juillet 2007

Pour le préfet et par délégation
Le Secrétaire général
Jean-Michel MOUGARD

Délais et voies de recours: le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Direction départementale des affaires sanitaires et sociales Service comptabilité

Arrêté de subdélégation de signature de l'ordonnateur secondaire du 1^{er} août 2007

Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle

VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances de l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU le décret du président de la République du 14 mars 2007 nommant Monsieur Jean-Michel MOUGARD secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU la circulaire NOR INT A A04 0072 C du 10 juin 2004 relative à la suppléance et à l'intérim des fonctions préfectorales ;

Vu la décision de la secrétaire générale du Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales en date du 10 juillet 2007 fixant au 30 juillet 2007 l'installation de Monsieur Claude BALAND en qualité de préfet de la Seine-Saint-Denis ;

Considérant la vacance de poste de préfet de Meurthe-et-Moselle à compter du 30 juillet 2007 ;

VU les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère des affaires sanitaires et sociales ;

VU l'arrêté ministériel du 10 octobre 2005 nommant Madame Christiane PERNET en qualité de directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} novembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral OSDP0705 du 30 juillet 2007 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés à Madame Christiane PERNET, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, et notamment son article 4 ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation est donnée à :

- Mme BERG Myriam, Directrice Adjointe,

- M. L'HUILLIER Jean-François, Directeur Adjoint,

- M. MARTINEZ José-Luis, Inspecteur,

à l'effet de signer tous documents relatifs, d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses de l'Etat, et d'autre part, à la liquidation et à l'émission des recettes de l'Etat imputées sur le budget Santé et Solidarités (code 35) au titre des programmes suivants :

- Programme 106 (Chapitre 0106) - Actions en faveur des familles vulnérables

- Programme 157 (Chapitre 0157) - Handicap et dépendance

- Programme 124 (Chapitre 0124) - Conduite et soutien des politiques

sanitaires et sociales

- Programme 228 (Chapitre 0228) - Veille et sécurité sanitaires

sur le budget Emploi, cohésion sociale et logement (Code 36) au titre des programmes suivants :

- Programme 104 (Chapitre 0104) - Accueil des étrangers et intégration

- Programme 177 (Chapitre 0177) - Politiques en faveur de l'inclusion sociale

Art. 2 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier payeur général, qui restent soumis à la signature de M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle.

Art. 3 : La signature des agents habilités par le présent arrêté est accréditée auprès de M. le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle et M. le Trésorier Payeur Général de Moselle, qui en recevront un exemplaire comportant les spécimens de signature.

Art. 4 : Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, Mme BERG Myriam, M. LHUILLIER Jean-François, M. MARTINEZ José-Luis, le trésorier payeur général de Moselle, et le trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 1^{er} août 2007

La directrice départementale
des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Arrêté de subdélégation de signature de l'ordonnateur secondaire du 21 août 2007

Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle

VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances de l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU le décret du 18 juillet 2007 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Hugues PARANT, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère des affaires sanitaires et sociales ;

VU l'arrêté ministériel du 10 octobre 2005 nommant Madame Christiane PERNET en qualité de directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} novembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral OSDP0713 du 20 août 2007 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés à Madame Christiane PERNET, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, et notamment son article 4 ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation est donnée à :

- Mme BERG Myriam, Directrice Adjointe,
 - M. LHUILLIER Jean-François, Directeur Adjoint,
 - M. MARTINEZ José-Luis, Inspecteur,
 - Mme DEMPT Brigitte, Inspectrice Hors classe,
- à l'effet de signer tous documents relatifs, d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses de l'Etat, et d'autre part, à la liquidation et à l'émission des recettes de l'Etat imputées sur le budget Santé et Solidarités (code 35) au titre des programmes suivants :
- Programme 106 (Chapitre 0106) - Actions en faveur des familles vulnérables
 - Programme 157 (Chapitre 0157) - Handicap et dépendance
 - Programme 124 (Chapitre 0124) - Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales
 - Programme 228 (Chapitre 0228) - Vieillesse et sécurité sanitaires
- sur le budget Emploi, cohésion sociale et logement (Code 36) au titre des programmes suivants :
- Programme 104 (Chapitre 0104) - Accueil des étrangers et intégration
 - Programme 177 (Chapitre 0177) - Politiques en faveur de l'inclusion sociale

Art. 2 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier payeur général, qui restent soumis à la signature de M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle.

Art. 3 : La signature des agents habilités par le présent arrêté est accréditée auprès du Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle et le Trésorier Payeur Général de Moselle, qui en recevront un exemplaire comportant les spécimens de signature.

Art. 4 : Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, Mme BERG Myriam, M. LHUILLIER Jean-François, M. MARTINEZ José-Luis, Mme DEMPT Brigitte, le trésorier payeur général de Moselle, et le trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 21 août 2007

La directrice départementale
des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Service solidarité autonomie

Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 4451 du 22 mars 2007 pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée à but non lucratif "La Verrière" à Villers-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite La Verrière 6 bis rue Albert 1^{er} 54 600 VILLERS LES NANCY - N° FINESS : 540018975

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	4250,00	335 115,76
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	326 206,76	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	4659,00	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	335 115,76 arrondi à 335 116,00	335 115,76
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0€ de déficit.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite La Verrière est arrêtée à 335 116 €

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 22,39 €

GIR 3 et 4 : 16,56 €

GIR 5 et 6 : 10,73 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite La Verrière de Villers-Lès-Nancy. Nancy, le 22 mars 2007

P / Le préfet,
P/La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales
La directrice adjointe
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 4761 du 05 juillet 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome de Giraumont

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite de GIRAUMONT - avenue Sainte Barbe - 54 780

N° FINESS : 5400113661

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2 433,79	250 368,96
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	243 991,12	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	267,00	
	Déficit	3677,05	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	250 368,96 arrondi à 250 369,00	615 468,33
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 3 677,05 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite de GIRAUMONT est modifiée à 250 368,96 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié à :

GIR 1 et 2 : 21,96 €

GIR 3 et 4 : 15,93 €

GIR 5 et 6 : 9,91 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de GIRAUMONT.

Nancy, le 05 juillet 2007

P / Le préfet,

P/La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales

La directrice adjointe

Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 4762 du 05 juillet 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Ophéliades" à Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite Les Ophéliades 12 boulevard du 21^{ème} RA 54 000 NANCY N° FINSS : 54001332 3

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	6 642,31	662 498,42
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	633 315,11	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	22 541,00	
	Groupe I : Produits de la tarification	644 957,42 arrondi à 644 957	
Recettes	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	662 498,42
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	17 541,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 17 541 euros d'excédent.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite Les Ophéliades de NANCY est modifiée à 644 957, 00 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié à :

GIR 1 et 2 : 24,66 €

GIR 3 et 4 : 18,34 €

GIR 5 et 6 : 12,03 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite Les Ophéliades de NANCY.

Nancy, le 05 juillet 2007

P / Le préfet,

P/La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales

La directrice adjointe

Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 4763 du 05 juillet 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome d'Haroué

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "BEAU-SITE" à HAROUÉ - N° FINSS : 54000 3209

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	100 144,86	564 513,74
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	458 163,75	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	6 205,13	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	564 513,74 arrondi à 564 514,00	564 513,74
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté		

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0€

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite « Beau Site » est fixée à : 656 465,74 € dont 91 952 euros de contribution d'assurance maladie au titre de l'article 30 du décret 99-316 du 26 avril 1999 modifié.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 23,06 €

GIR 3 et 4 : 18,30 €

GIR 5 et 6 : 13,54 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de HAROUÉ.

Nancy, le 05 juillet 2007

P / Le préfet,

P/La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales

La directrice adjointe

Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 4764 du 05 juillet 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Charles" de Dombasle-sur-Meurthe

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Charles" - 30 rue Collot 54 110 DOMBASLE-SUR-MEURTHE - N° FINSS : 540002219

sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	6 667,78	615 468,33
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	574 778,27	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	4050,00	
	Déficit reporté	29 972,28	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	615 468,33 arrondi à 615 468	615 468,33
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté		

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats (déficit) pour un montant de : 29 972,28 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite de DOMBASLE-SUR-MEURTHE est modifiée soit : 615 468,33 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié soit :

GIR 1 et 2 : 27,68 €

GIR 3 et 4 : 21,83 €

GIR 5 et 6 : 15,98 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de DOMBASLE-SUR-MEURTHE.

Nancy, le 05 juillet 2007 P / Le préfet,
P/La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales
La directrice adjointe
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 4765 du 05 juillet 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Hôtel Club" de Saint-Max

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite Hôtel-Club 1 rue du Maquis de Ranzey 54 130 SAINT MAX N° FINESS : 540006400

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	6 645,05	789 716,54
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	596 886,87	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	5 000	
	Déficit reporté	181 184,62	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	arrondi à 789 717,00	789 716,54
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 181 184,62 euros de déficit.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite Hôtel-Club de SAINT-MAX est modifiée à 789 716,54 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 27,95 €

GIR 3 et 4 : 22,39 €

GIR 5 et 6 : 16,77 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite Hôtel-Club de SAINT-MAX.

Nancy, le 05 juillet 2007 P / Le préfet,
P/La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales
La directrice adjointe
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 4802 du 05 juillet 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Résidence Poincaré" de Bouxières-aux-Dames

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « Résidence Poincaré » Rue Poincaré 54136 BOUXIERES AUX DAMES - N° FINESS : 54004611

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 065,89	349 974,19

	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	347 682,30	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	1 226,00	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	320 604,12 arrondi à 320 604,00	349 974,19
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	29 370,07	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 29 370,07 euros d'excédent.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite « Résidence Poincaré » à BOUXIERES AUX DAMES est modifiée soit 349 974,19 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié soit :

GIR 1 et 2 : 15,53 €

GIR 3 et 4 : 11,45 €

GIR 5 et 6 : 7,36 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « Résidence Poincaré » de BOUXIERES AUX DAMES.

Nancy, le 05 juillet 2007 P / Le préfet,
P/La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales
La directrice adjointe
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 4803 du 05 juillet 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Hôtelia" de Laxou

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite Hotelia 8 rue de la Saône 54 520 LAXOU

N° FINESS : 540008216

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	6 833,47	761 112,60
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	698 600,71	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	372,00	
	Déficit reporté	55 306,42	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	761 112,60 arrondi à 761 113,00	761 112,60
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté		

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 55 306,42 euros de déficit.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite Hôtelia de LAXOU est modifiée à 761 113 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié à :

GIR 1 et 2 : 22,60 €

GIR 3 et 4 : 17,15 €

GIR 5 et 6 : 11,71 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite Hotelia de LAXOU.

Nancy, le 05 juillet 2007 P / Le préfet,
P/La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales
La directrice adjointe
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 4804 du 05 juillet 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Bruyères" de Joudreville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « Les Bruyères » -Rue de la Piscine 54490 JOUDREVILLE
N° FINESS : 540019585

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	5957,77	395 061,19
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	387 016,55	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	2086,87	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	370 009,12 arrondi à 370 009	395 061,19
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	25 052,07	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 25 052,07 euros d'excédent.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite « Les Bruyères » de JOUDREVILLE est modifiée à 370 009 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié à :

GIR 1 et 2 : 19,57 €
GIR 3 et 4 : 14,27 €
GIR 5 et 6 : 8,96 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « Les Bruyères » de JOUDREVILLE.

Nancy, le 05 juillet 2007 P / Le préfet,
P/La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales
La directrice adjointe
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 4805 du 05 juillet 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Résidence d'Automne" de Laxou

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Résidence d'Automne" 1 allée de la Saulx 54 520 LAXOU.
N° FINESS : 54001868 6

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2074,38	445 693,02
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	427 187,61	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	2 329,31	
	Déficit reporté	14 101,72	

Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	445 693,02 arrondi à 445 693,00	445 693,02
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 14 101,72 euros de déficit.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite "Résidence d'Automne" de LAXOU est fixée à 445 693,00 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 20,30 €
GIR 3 et 4 : 15,23 €
GIR 5 et 6 : 10,16 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Résidence d'Automne" de LAXOU.

Nancy, le 05 juillet 2007 P / Le préfet,
P/La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales
La directrice adjointe
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 4806 du 05 juillet 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Iris" de Onville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "LES IRIS" – 8 Grand Rue 54 890 ONVILLE.
N° FINESS : 540003498

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	6281,57	420 072,18
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	412 866,65	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	923,96	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	392 497,44 arrondi à 392 497,00	420 072,18
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	27 574,74	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 27 574,74 euros d'excédent.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "LES IRIS" de ONVILLE est fixée à 392 497,44 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 22,52 €
GIR 3 et 4 : 16,60 €
GIR 5 et 6 : 10,68 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "LES IRIS" de ONVILLE.

Nancy, le 05 juillet 2007 P / Le préfet,
P/La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales
La directrice adjointe
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 4807 du 05 juillet 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Lilas" de Jarny

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1 : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :
Maison de retraite "LES LILAS" – 65 Rue Emile ZOLA 54 800 JARNY.
N° FINESS : 540000775
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	4135,19	451 895,74
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	444 062,63	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	3697,92	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	413 971,58 arrondi à 413 972,00	451 895,74
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	37 924,16	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 37 924,16 euros d'excédent.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "LES LILAS" de JARNY est fixée à 413 971,58 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 23,45 €
GIR 3 et 4 : 17,25 €
GIR 5 et 6 : 11,06 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "LES LILAS" de JARNY.

Nancy, le 05 juillet 2007 P / Le préfet,
P/La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales
La directrice adjointe
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 4808 du 05 juillet 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "L'Oseraie" de Laxou

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1 : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :
Maison de retraite "L'OSERAIE" – 27 rue de Maréville 54 520 LAXOU.
N° FINESS : 54014 008
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	7 588,11	306 848,31
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	297 977,19	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	1283,01	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	298 407,47 arrondi à 298 407,00	306 848,31
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	8440,84	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 8 440,84 euros d'excédent.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "L'Oseraie" de LAXOU est fixée à 298 407,47 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 24,20 €
GIR 3 et 4 : 18,07 €
GIR 5 et 6 : 11,94 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "L'Oseraie" de LAXOU.

Nancy, le 05 juillet 2007 P / Le préfet,
P/La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales
La directrice adjointe
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 4809 du 05 juillet 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Compassion" de Saint-Firmin

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1 : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :
Maison de retraite "La Compassion" – 5 rue de la Barre 54 930 SAINT-FIRMIN.
N° FINESS : 54000 85 39
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1794,72	418 943,69
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	408 732,44	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	8 416,53	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	406 722,11 arrondi à 406 722,00	418 943,69
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	12 221,58	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 12 221,58 euros d'excédent.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "La Compassion" de SAINT-FIRMIN est fixée à 406 722,11 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 21,73 €
GIR 3 et 4 : 16,62 €
GIR 5 et 6 : 11,52 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Compassion" de Saint-Firmin.

Nancy, le 05 juillet 2007 P / Le préfet,
P/La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales
La directrice adjointe
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 4810 du 2 août 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Sainte Famille" de Vandoeuvre

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1 : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :
Maison de retraite "La Sainte-Famille" – 17 rue du Bois Le Duc 54500 VANDOEUVRE - N° FINESS : 54003 126
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	12 786,36	218 966,98
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	203 662,62	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	2 518,00	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	218 966,98 arrondi à 218 967,00	218 966,98
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté		

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "La Sainte-Famille" de VANDOEUVRE est fixée à 218 966,98 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 17,70 €

GIR 3 et 4 : 12,97 €

GIR 5 et 6 : 8,25 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Sainte-Famille" de VANDOEUVRE.

Nancy, le 2 août 2007

P / Le préfet,

P/La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales

La directrice adjointe

Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 4816 du 05 juillet 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Notre Dame de Bon Repos" de Maxéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :
Maison de retraite "Notre Dame du Bon Repos" 34 rue du Général Leclerc BP 50 54 320 MAXEVILLE - N° FINESS : 54000316 7
sont autorisées comme suit :

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 110 144,95 euros de déficit.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite "Notre Dame du Bon Repos" de MAXEVILLE est modifiée à : 1 426 862,56 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié à :

GIR 1 et 2 : 38,20 €

GIR 3 et 4 : 29,47 €

GIR 5 et 6 : 20,73 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Notre Dame du Bon Repos" de MAXEVILLE.

Nancy, le 05 juillet 2007

P / Le préfet,

P/La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales

La directrice adjointe

Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 4817 du 05 juillet 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins du S.S.I.A.D. du Val de Lorraine de Pont-à-Mousson

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses du S.S.I.A.D. ci-dessous désigné :

S.S.I.A.D. du Val de Lorraine 91 rue Pasteur 54 700 PONT A MOUSSON.

N° FINESS : 540013851

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	169 856,69	529 279,05
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	331 000,00	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	11 000,00	
	Déficit reporté	17 422,36	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	529 279,05 arrondi à 529 279,00	529 279,05
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 17 422,36 euros (de déficit).

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 du S.S.I.A.D. de PONT A MOUSSON est modifiée soit 529 279,05 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié soit 41,43 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au S.S.I.A.D. du Val de Lorraine de PONT A MOUSSON.

Nancy, le 05 juillet 2007

P / Le préfet,

P/La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales

La directrice adjointe

Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 4818 du 05 juillet 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins du S.S.I.A.D. des 4 cantons de Baccarat

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses du S.S.I.A.D. ci-dessous désigné :

S.S.I.A.D. des 4 cantons 11bis, rue des Moulins 54 120 BACCARAT

N° FINESS : 540010592

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	108 371,85	501 601,85
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	367 152,00	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	10 848,00	
	Déficit reporté	15 230,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	501 601,85 arrondi à 501 602,00	501 601,85
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 15 230,00 euros de déficit.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 du S.S.I.A.D. de BACCARAT est modifiée à : 501 601,85 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié à : 32,72 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au S.S.I.A.D. des 4 cantons de BACCARAT.

Nancy, le 05 juillet 2007 P / Le préfet,
P/La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales
La directrice adjointe
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 4819 du 05 juillet 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins du S.S.I.A.D. des Etangs à Einville-au-Jard

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses du S.S.I.A.D. ci-dessous désigné :

S.S.I.A.D. des Etangs 9 rue du Puits Gros Yeux 54 370 Einville-au-Jard
N° FINESS : 540013018

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	146 710,00	510 122,57
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	355 990,57	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	7 422,00	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	495 099,57 arrondi à 495 100,00	510 122,57
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	15 023,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 15 023,00 euros d'excédent.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 du S.S.I.A.D. de Einville-au-Jard est modifiée à : 495 099,57 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié soit 30,14 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au S.S.I.A.D. des Etangs de Einville-au-Jard.

Nancy, le 05 juillet 2007 P / Le préfet,
P/La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales
La directrice adjointe
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 4820 du 05 juillet 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins du S.S.I.A.D. des 3 rivières de Blainville-sur-l'Eau

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses du S.S.I.A.D. ci-dessous désigné :

S.S.I.A.D. des 3 rivières 1 rue du Presbytère 54 360 BLAINVILLE-SUR-L'EAU
N° FINESS : 54001278 8

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	175 600,28	569 131,45

	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	386 493,17	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	7 038,00	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	561 063,45 arrondi à 569 131,00	569 131,45
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	8 068,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 8 068,00 euros d'excédent.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 du S.S.I.A.D. de BLAINVILLE SUR L'EAU est modifiée soit 561 063,45 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : 34,16 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au S.S.I.A.D. des 3 rivières de BLAINVILLE-SUR-L'EAU.

Nancy, le 05 juillet 2007 P / Le préfet,
P/La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales
La directrice adjointe
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté n° 4866 du 6 juillet 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T.) – 1 rue des Cités – 54 112 Allamps géré par le G.I.P. "Handicap et Insertion" dont la tarification relève de la compétence de l'état - numéro finess : 540 013 273

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses provisionnelles de l'E.S.A.T. sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	141 898,17 €	590 579,01 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	397 191,00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	48 687,84 €	
	Déficit 11519-119	2 802,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	531 579,01 €	590 579,01 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	59 000,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11510-110	0,00 €	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement ou le forfait global soins de l'E.S.A.T d'Allamps est fixé[e] à : 531 579,01 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R.314-107 du code de l'action sociale et des familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 44 298,25 €

Art. 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Art. 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié

au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 6 juillet 2007 Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté n° 4867 du 6 juillet 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T.) - 585 rue Denis PAPIN - 54713 LUDRES Cedex géré par l'association des Paralysés de France (A.P.F) dont la tarification relève de la compétence de l'état - numéro finess : 540 008 299

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T. sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	41 147,02 €	246 726,00 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	176 086,35 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	29 492,63 €	
	Déficit 11519-119	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	229 073,00 €	246 726,00 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	12 560,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	5 093,00 €	
	Excédent 11510-110	0,00 €	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement ou le forfait global soins de l'E.S.A.T. d'A.P.F Ludres est fixé[e] à : 229 073,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R.314-107 du code de l'action sociale et des familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 19 089,41 €

Art. 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Art. 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 6 juillet 2007 Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté n° 4868 du 3 juillet 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T.) pour déficients visuels "les Ateliers du Haut du Vannes" - domaine des Eaux Bleues - BP 9 - 54460 Liverdun géré par la fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles (I.J.A.) dont la tarification relève de la compétence de l'état - numéro finess : 540 012 978

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T. sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	73 997,12 €	464 371,39 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	357 913,46 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	23 219,11 €	
	Déficit 11519-119	9 241,70 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	464 371,39 €	464 371,39 €

	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11510-110	0,00 €	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement ou le forfait global soins de l'E.S.A.T. de Liverdun (I.J.A) est fixé[e] à :

464 371,39 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107 du code de l'action sociale et des familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 38 697,61 €.

Art. 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Art. 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 3 juillet 2007 Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté n° 4869 du 3 juillet 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T) de Rosières-aux-Salines - 4 rue Léon Parisot - 54110 ROSIERES-AUX-SALINES géré par l'Etablissement Public Départemental dont la tarification relève de la compétence de l'état - numéro finess : 54 001 2796

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T. sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	146 950,00 €	2 148 181,00 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 401 979,00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	599 252,00 €	
	Déficit 11519-119	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	2 125 181,00 €	2 148 181,00 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	23 000,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11510-110	0,00 €	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement ou le forfait global soins de l'E.S.A.T. de Rosières est fixé[e] à : 2 125 181,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R.314-107 du code de l'action sociale et des familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 177 098,41 €

Art. 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Art. 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 3 juillet 2007 Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté n° 4870 du 3 juillet 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T.) « Le Fin Palais » rue Jean Jaurès - 54320 Maxéville géré par l'Office d'Hygiène Sociale (O.H.S.) dont la tarification relève de la compétence de l'état - numéro finess : 5400 011 269

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T. sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	50 175,80 €	407 512,09 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	306 999,94 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	50 336,35 €	
	Déficit 11519-119	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	407 512,09 €	407 512,09 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11510-110	0,00 €	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement ou le forfait global soins de l'E.S.A.T. de Maxéville est fixé[e] à : 407 512,09 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R.314-107 du code de l'action sociale et des familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 33 959,34 €.

Art. 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Art. 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 3 juillet 2007 Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté n° 4871 du 3 juillet 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement des établissements et service d'aide par le travail (E.S.A.T.) "La Ferme de la Faisanderie" Chemin Lecomte - 54550 Bainville-sur-Madon géré par l'association "La ferme de la Faisanderie" à Neuves-Maisons dont la tarification relève de la compétence de l'état - numéro finess : 8 100

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T. sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	19 170,00 €	163 489,00 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	132 197,00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	12 122,00 €	
	Déficit 11519-119	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	163 489,00 €	163 489,00 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11510-110	0,00 €	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement ou le forfait global soins de l'E.S.A.T. « La Ferme de la Faisanderie » est fixé[e] à : 163 489,00 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107 du code de l'action sociale et des familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 13 624,08 €.

Art. 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Art. 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 3 juillet 2007 Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté n° 4872 du 11 juillet 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T.) de Briey-Piennes - Zone Industrielle de la Chesnois B.P. N°3 - 54 154 BRIEY Cedex géré par l'Association "Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux" (A.E.I.M.) dont la tarification relève de la compétence de l'état - numéro finess : 540 004 397

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T. sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	445 914,52 €	2 165 085,76 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 362 202,09 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	304 923,00 €	
	Déficit 11519-119	52 046,15 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	2 054 006,76 €	2 165 085,76 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	111 079,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11510-110	0,00 €	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement ou le forfait global soins de l'E.S.A.T. de Briey-Piennes est fixé[e] à : 2 054 006,76 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R.314-107 du code de l'action sociale et des familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 171 167,23 €.

Art. 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Art. 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 11 juillet 2007 Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté n° 4873 du 11 juillet 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T.) d'Heillecourt-Ludres "André Lanciot" - Zone Industrielle - 15 rue des Erables BP 56 - 54182 Heillecourt Cedex géré par l'association "Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux" (A.E.I.M.) dont la tarification relève de la compétence de l'état - N° Finess : 540 004 405/540 005 451

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	698 994,00 €	3 670 603,45 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2 452 917,37 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	466 559,00 €	
	Déficit 11519-119	52 133,08 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	3 468 129,45 €	3 670 603,45 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	200 256,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	2 218,00 €	
	Excédent 11510-110	0,00 €	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement ou le forfait global soins de l'E.S.A.T. d'Heillecourt-Ludres est fixé[e] à : 3 468 129,45 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107 du code de l'action sociale et des familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 289 010,79 €

Art. 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Art. 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 11 juillet 2007 Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté n° 4874 du 11 juillet 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T.) de Liverdun-Pont-à-Mousson - route de Frouard - B.P.10 - 54460 LIVERDUN (adresse postale : BP 105 - 54715 Ludres cedex) géré par l'association "Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux" (A.E.I.M.) dont la tarification relève de la

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T. sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	687 768,21 €	3 179 303,27 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2 048 189,80 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	353 010,14 €	
	Déficit 11519-119	90 335,12 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	2 984 314,18 €	3 179 303,27 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	194 989,09 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11510-110	0,00 €	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement ou le forfait global soins de l'E.S.A.T. de Liverdun-Pont-à-Mousson est fixé[e] à : 2 984 314,18 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R. 314-107 du code de l'action sociale et des familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 248 692,85 €

Art. 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Art. 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 11 juillet 2007 Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté n° 4875 du 11 juillet 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T.) de Lunéville-Saint-Nicolas-de-Port - ZAD de Chanteheux BP 3 - 54 302 LUNEVILLE Cedex géré par l'association "Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux" (A.E.I.M.) dont la tarification relève de la compétence de l'état - numéro finess : 540 005 253

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T. sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	599 624,87 €	2 694 489,41 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 780 000,00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	286 475,00 €	
	Déficit 11519-119	28 389,54 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	2 548 505,23 €	2 694 489,41 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	142 625,18 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	3 359,00 €	
	Excédent 11510-110	0,00 €	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement ou le forfait global soins de l'E.S.A.T. de Lunéville-St-Nicolas-de-Port est fixé[e] à : 2 548 505,23 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R. 314-107 du code de l'action sociale et des familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 212 375,44 €

Art. 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Art. 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 11 juillet 2007 Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté n° 4876 du 11 juillet 2007 fixant pour 2007 les dotations globales de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T.) BP 3 - Zone industrielle - 54920 Villers-la-Montagne géré par l'association "Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux" (A.E.I.M.) dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - numéro finess : 540 004 710

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T. sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	445 871,23 €	2 218 761,88 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 499 371,72 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	261 593,13 €	
	Déficit 11519-119	11 925,80 €	
		2 094 053,88 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification		2 218 761,88 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	124 708,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11510-110	0,00 €	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement ou le forfait global soins de l'E.S.A.T. de Villers-la-Montagne est fixé[e] à : 2 094 053,88 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R.314-107 du code de l'action sociale et des familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 174 504,49 €.

Art. 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Art. 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre 1957, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 11 juillet 2007 Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté DDASS/AES N° 0511/07 du 12 juillet 2007 portant autorisation de remplacement de directeur du laboratoire d'analyses de biologie médicale COLLIN - Autorisation N°54-21

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : le remplacement de Mme Elisabeth COLLIN par Mme Odile DENJEAN, en qualité de directeur adjoint, est autorisé du 1^{er} au 31 juillet 2007 ;

Art. 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation, soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée à SELCA Laboratoire Médico Biologique CINQUALBRE-PAULUS, M. Jean-Marcel PAULUS, Mme Elisabeth COLLIN, Mme Odile DENJEAN, le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé, le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie, le Maire de Vandoeuvre-les-Nancy, le Président de l'Ordre National des Pharmaciens (section G), le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY, la Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY, le Directeur Départemental des Archives.

Pour le Préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur,
Michèle HERIAT

Extrait de l'arrêté DDASS/AES N° 0513/07 du 13 juillet 2007 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale - autorisation N°54-75

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : L'arrêté modifié du 6 novembre 1998, autorisant le fonctionnement, sous le n° 54-75, du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à 54100 NANCY - 1170 avenue Pinchard est modifié comme suit, à compter du 15 mai 2007 :

Raison sociale : Laboratoire d'analyses de biologie médicale - 1170 avenue Raymond Pinchard - 54100 NANCY

exploité au sein de la SELCA Laboratoire Médico Biologique CINQUALBRE-PAULUS et dont le siège social est situé 1170 avenue Raymond Pinchard à 54100 NANCY

Directeurs :

Monsieur Jean-Marcel PAULUS, Pharmacien,
Pour des actes de Biochimie, Hématologie, Immunologie, Bactériologie et Parasitologie,
Pour des activités biologiques d'assistance médicale à la procréation.
Madame Michèle CHERY, Docteur es sciences,
Pour des actes d'analyses de cytogénétique et de biologie moléculaire.

Directeur Adjoint :

Monsieur Vincent PRYFER pharmacien biologiste,
Pour des actes de Biochimie, Hématologie, Immunologie, Bactériologie et Parasitologie,
Prélèvement sanguins.

Art. 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies ;

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont un exemplaire sera adressé à SELCA Laboratoire Médico Biologique CINQUALBRE-PAULUS, M. Jean-Marcel PAULUS, Mme Michèle CHERY, M. Vincent PRYFER, le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé, la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie, le Maire de NANCY, le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens, le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins, le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY, le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY, le Directeur Départemental des Archives.

Pour le Préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur,
Michèle HERIAT

Extrait de l'arrêté DDASS/AES N° 0514/07 du 13 juillet 2007 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de société d'exercice libéral en commandite par actions SELCA 08 - autorisation n°54-10 - autorisation n°54-21 - autorisation n°54-75

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : La Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions "SELCA CINQUALBRE-PAULUS", agréée sous le n° 08, constituée pour l'exploitation de laboratoires d'analyses de biologie médicale, est modifiée comme suit, du 15 mai 2007 au 31 juillet 2007 :

Raison sociale : SELCA Laboratoire Médico-Biologique CINQUALBRE-PAULUS - 1170 avenue Raymond PINCHARD - 54100 NANCY

Laboratoires exploités :

- Laboratoire d'analyses de biologie médicale
2 rue des quatre églises - 54000 NANCY - Autorisation n° 54-10
Directeurs : Monsieur Jean CINQUALBRE, docteur en médecine,
Monsieur Jean-François LORENTZ, pharmacien biologiste,
Monsieur Jean-Jacques DENIS, Médecin biologiste,
- Laboratoire d'analyses de biologie médicale COLLIN
9, square de Liège - 54500 VANDOEUVRE - Autorisation n° 54-21
Directeur : Madame Elisabeth COLLIN,
Directeur adjoint : Madame Odile DENJEAN,
- Laboratoire d'analyses de biologie médicale
1170, avenue Raymond Pinchard - 54100 NANCY - Autorisation n° 54-75
Directeurs : Monsieur Jean-Marcel PAULUS, pharmacien biologiste,
Madame Michèle CHERY, docteur es sciences,
Directeur adjoint : Monsieur Vincent PRYFER, pharmacien biologiste

Cogérants :

Monsieur Jean CINQUALBRE, Docteur en Médecine,
Monsieur Jean-Marcel PAULUS, Pharmacien biologiste,
Madame Elisabeth COLLIN, Pharmacien biologiste.

Objet de la société :

- l'exploitation en commun d'un ou plusieurs laboratoires d'analyses de biologie médicale,
- et plus généralement toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet ci-dessus, de nature à favoriser son extension ou son développement.

Art. 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un gérant, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont une copie sera adressée à M. Jean CINQUALBRE, Mme Elisabeth COLLIN, M. Jean-Marcel PAULUS, SELCA CINQUALBRE-PAULUS, le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé, le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie, le Maire de NANCY, le Maire de VANDOEUVRE, le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens, le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins, le Directeur de la Caisse Primaire

d'Assurance Maladie de NANCY, la Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY et le Directeur Départemental des Archives.

Pour le Préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur,
Michèle HERIAT

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt

Extrait de l'arrêté du 27 juillet 2007 autorisant la communauté de communes d'entre Meurthe-et-Vesdre à effectuer des travaux temporaires intéressant le lit du ruisseau de Bouxérupt dans le cadre du remplacement de l'ouvrage de franchissement du cours d'eau à Azerailles et de son ouvrage de décharge

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} - OBJET ET DUREE

La communauté de communes d'entre Meurthe et Vesdre est autorisée à réaliser à AZERAILLES, dans les conditions du présent règlement et conformément au projet présenté, les travaux et ouvrages dans le lit du ruisseau de Bouxérupt nécessaires au remplacement de l'ouvrage au droit du remblai de l'ancienne voie ferrée (futur chemin d'accès à l'usine Hydro Lduc), et de son ouvrage de décharge.

Ces travaux devront être réalisés dans le délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Art. 2 - SITUATION

Les travaux seront réalisés sur le territoire de la commune d'Azerailles et de part et d'autre du pont du ruisseau de Bouxérupt sur le chemin rural dit de la corvée.

Art. 3 - CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX

Les travaux et ouvrages consistent à :

- Démolir les deux ouvrages existants,
- Construire un ouvrage en cadre béton préfabriqué de 2,50X1,25 au même emplacement que l'ouvrage actuel sur le Bouxérupt,
- La construction d'un ouvrage en cadre béton préfabriqué de 1,75X1,00 servant de décharge dans un axe légèrement décalé par rapport à l'actuel
- Le renforcement par enrochement du talus de la voie nouvelle entre les deux ouvrages pour préserver la structure de chaussée des flux de crue,
- La création d'un talweg restituant en aval de l'ouvrage de décharge les flux de crue,

Le dégagement de l'espace amont de l'ouvrage de décharge pour favoriser l'écoulement vers l'ouvrage de décharge,

La réalisation d'un batardeau constitué par les déblais fongibles issus des travaux de terrassement de l'opération et dérivant les eaux d'étiage par une canalisation béton de diamètre 600, provisoire en rive droite de l'ouvrage

Art. 4 - MESURES DE SAUVEGARDE

Toutes précautions devront être prises visant à éviter la pollution, notamment par écoulement de laitance du ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans la rivière de matériaux divers.

Des dispositions devront être prises pour permettre de limiter au maximum toute submersion qui viendrait à être provoquée par les ouvrages provisoires en cas de crue du ruisseau de Bouxérupt, voire à dégager le lit du cours d'eau.

Un lit d'étiage devra être mis en place. Il pourra être créé par l'inclinaison latérale de la pente du radier, la mise en place d'enrochements sur les côtés pour réduire la largeur et augmenter ainsi la hauteur d'eau.

La banalisation de l'habitat aquatique issue de l'artificialisation du lit sera atténuée par la pause dans le radier d'éléments granulométriques grossiers (galets, pierres) qui augmenteront également la rugosité du support.

L'agent technique de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA : anciennement CSP) du secteur sera au minimum associé à la première réunion de chantier pour déterminer s'il y a lieu les mesures particulières à mettre en œuvre préalablement et durant les travaux, visant la préservation de la faune et de la flore de la rivière.

Les ouvrages et la rivière au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

Art. 5 - MESURES DE SECURITE PUBLIQUE

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

Art. 6 - RESERVE DU DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Art. 7 - EXECUTION DES TRAVAUX - REMISE EN ETAT DES LIEUX

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents chargés de la police de l'eau et de la police de la pêche ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de polices des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès au chantier de travaux et ouvrages en exploitation.

Le lit de la rivière sera remis en bon état après travaux.

Art. 8 - CLAUSE DE PRECARITE

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux, des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent règlement.

Art. 9 - MODIFICATION DES OUVRAGES

Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages doit être portée avant exécution à la connaissance du Préfet.

Art. 10 - DELAIS DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de 2 mois à compter de la notification pour le déclarant et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du code de l'environnement).

Art. 11- PUBLICATION ET EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Sous-Préfet de Lunéville, le Maire de la commune d'Azerailles, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié au permissionnaire et affiché en mairie d'Azerailles.

Copie du présent arrêté sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Copie du présent arrêté sera transmise au Directeur Régional de l'Environnement, et au Chef de service de l'ONEMA de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 juillet 2007

Pour le préfet et par délégation

Le secrétaire général
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 27 juillet 2007 autorisant le conseil général de Meurthe-et-Moselle à effectuer des travaux temporaires intéressant le lit du ruisseau de la Baraque dans le cadre de la reconstruction du pont de la route départementale RD 19 en limite communale des territoires de Domjevin et de Bénaménil

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er - OBJET ET DUREE

Le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle est autorisé à réaliser en limite communale des territoires de Domjevin et de Bénaménil dans les conditions du présent règlement et conformément au projet présenté, les travaux et ouvrages dans le lit du ruisseau de la BARAQUE nécessaires à la reconstruction du pont de la RD 19.

Ces travaux devront être réalisés dans le délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Art. 2 - SITUATION

Les travaux seront réalisés sur les territoires des communes de Domjevin et Bénaménil, au droit et de part et d'autre du pont du Ruisseau de la Baraque.

Art. 3 - CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX

Les travaux et ouvrages consistent à :

- buser le ruisseau de La Baraque au niveau de la zone de démolition par l'intermédiaire de buses en béton armé de diamètre 500 mm ;
- démolir l'ancien ouvrage ;
- reconstruire un nouveau pont constitué d'une dalle en béton armé, ancrée sur 2 appuis en palplanches ;
- remettre les lieux en l'état.

Art. 4 - MESURES DE SAUVEGARDE

Toutes précautions devront être prises visant à éviter la pollution, notamment par écoulement de laitance du ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans le ruisseau de matériaux divers.

Les précautions minimales suivantes seront mises en place :

- avant tout commencement de travaux un dispositif prévention des pollutions accidentelles du ruisseau sera mis en place. Il sera constitué d'un géotextile tendu entre les deux berges et lesté au fond du ruisseau et installé au plus près de l'ouvrage en aval.
- Les installations de chantier seront positionnées à l'écart du cours d'eau, à quelques centaines de mètres,
- Le service départemental de l'ONEMA sera associé aux réunions préparatoires de chantier afin de déterminer si des mesures supplémentaires doivent être mises en place (Monsieur LAFON au 06.72.08.11.59). Il sera également convié à chaque réunion de chantier durant toute la durée des travaux.
- les éléments de coffrages seront neufs et rendus étanches, un test à l'eau sera réalisé au préalable,
- Un lit d'étiage au niveau du radier du pont sera recréé par la mise en place de blocs calcaires de diamètre 50 centimètres déposés aux pieds des palplanches.

Des dispositions devront être prises pour permettre de limiter au maximum toute submersion qui viendrait à être provoquée par les ouvrages provisoires en cas de crue du ruisseau de la Baraque, voire à dégager le lit du cours d'eau.

Les ouvrages et le ruisseau au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

Art. 5 - MESURES DE SECURITE PUBLIQUE

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

Art. 6 – RESERVE DU DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Art. 7 – EXECUTION DES TRAVAUX – REMISE EN ETAT DES LIEUX

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents du service chargé de la police de l'eau et de la police de la pêche ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de polices des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès au chantier de travaux et ouvrages en exploitation.

Le lit du ruisseau sera remis en bon état après travaux.

Le service police de l'eau sera informé par écrit de la date de commencement des travaux (au minimum 15 jours auparavant) et de la fin d'exécution des travaux (au maximum un mois après la fin des travaux).

Art. 8 - CLAUSE DE PRECARITE

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux, des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent règlement.

Art. 9 - MODIFICATION DES OUVRAGES

Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages doit être portée avant exécution à la connaissance du Préfet.

Art. 10- PUBLICATION ET EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet de Lunéville, le Maire de la commune de Domjevin, le Maire de la commune de Bénaménil, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié au permissionnaire et affiché en mairie de Domjevin et en mairie de Bénaménil.

Copie du présent arrêté sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Copie du présent arrêté sera transmise au Directeur Régional de l'Environnement, et au Chef du service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 juillet 2007

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général
Jean-Michel MOUGARD

Service forêt, environnement et développement rural

Extrait de l'arrêté n° 2007/277 du 27 juillet 2007 autorisant le prélèvement définitif et le transport de renards roux pour le suivi de l'échinococcose alvéolaire

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDERANT la nécessité de mettre en place un protocole de suivi de l'échinococcose alvéolaire dans le département de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1 – Le nombre nécessaire de renards à tirer dans le cadre du présent protocole est fixé annuellement par l'A.F.S.S.A.

Art. 2 – L'ensemble des opérations est coordonné par l'entente interdépartementale de lutte contre la rage et autres zoonoses en concertation avec l'A.F.S.S.A.

Les personnes habilitées à pratiquer le tir de nuit et le transport des renards devront au préalable certifier par écrit à l'E.R.Z. avoir pris connaissance des protocoles de déroulement et de sécurité.

L'E.R.Z. assure en outre la formation préalable nécessaire des personnes candidates à l'habilitation prévue pour exécuter les opérations.

Art. 3 – Sont habilitées pour l'exécution des opérations de tirs et de transport de renards, les personnes suivantes :

- . entente interdépartementale de lutte contre la rage et autres zoonoses :
 - M. Benoît COMBES
 - M. Vincent RATON
 - Mme Stéphanie FAVIER
- . office national de la chasse et de la faune sauvage :
 - Tous les agents du service départemental en poste lors des opérations
- . Les lieutenants de l'oveterie :

<ul style="list-style-type: none"> - M. Pierre BOURGAU - M. Marc BOUVET - M. Bruno CANTENEUR - M. Pascal CHOLLOT - M. Alain DIMEY - Mme Nathalie FONTY - M. Francis GENAY - M. Gilles GROSODIER 	<ul style="list-style-type: none"> - M. Philippe KIERREN - M. Bernard KOENIG - M. Claude LAURENT - M. Noël LORRAIN - M. Patrick MASSENET - M. Paul OSWALD - M. Jean-Louis SEYER - M. Jean-PIERRE SIMOUTRE.
---	--
- . Les agents de la fédération départementale des chasseurs :

<ul style="list-style-type: none"> - M. Philippe CAILLIET - M. David DESHAYES - M. Manuel LEHALLE 	<ul style="list-style-type: none"> - M. Aurélien LESAGE - M. Roméo RIEDER - M. David THELINGE.
--	---

Art. 4 – Les personnes susnommées sont seules autorisées à effectuer le tir des renards de nuit, en tout temps et en tous lieux dans le département. Le directeur de l'E.R.Z. adressera à chaque tireur les quotas d'animaux à abattre ainsi que les secteurs géographiques précis des tirs.

Les animaux morts seront collectés et dirigés vers le laboratoire vétérinaire départemental puis pour approfondir les analyses, seront transportés vers le laboratoire d'études et de recherches sur la rage et la pathologie des animaux sauvages de l'A.F.S.S.A., domaine de Pixérécourt 54220 Malzéville.

Art. 5 – Avant chaque sortie, l'équipe d'intervention doit prévenir, dans la journée qui précède les opérations de tirs de nuit :

Le service de gendarmerie ou de police, responsable du secteur sur lequel vont se dérouler les opérations d'observation et de tir (noms des participants, secteur prévu, numéro du véhicule et caractéristiques).

Art. 6 – La présente autorisation est reconduite annuellement tacitement jusqu'au 31 décembre 2008 sous réserve de la transmission à M. le préfet, avant le 31 mai de chaque année, d'un rapport annuel d'activité précisant notamment le nombre de personnes intervenues, le nombre d'animaux abattus, le nombre d'analyses effectuées et leurs résultats.

Art. 7 – Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, mesdames et messieurs les maires, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de la sécurité publique, le directeur de l'E.R.Z., la directrice de l'A.F.S.S.A., le directeur du service départemental des services vétérinaires, le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, le directeur de l'agence nord, délégué départemental de l'office national des forêts, le président de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle, le président de l'association des lieutenants de l'oveterie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 27 juillet 2007

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général
Jean-Michel MOUGARD

Service économie agricole et aménagement foncier

Extrait de la décision du 1^{er} août 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Allamont - Brainville - Moulotte. Demande d'autorisation d'exploiter n°2246

Le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC des Chevaux composé de Messieurs LAMBERT Alexandre et Denis est autorisé à exploiter 57.02 ha (parcelles ZB35 - ZC6/10/11/31-ZE13/40/46 - Z11 - ZL18 à Allamont ; B55 - ZI 10 à Brainville ; ZB35 à Moulotte) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC des Chevaux (Monsieur LAMBERT Denis et Alexandre).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs LAMBERT Denis et Alexandre, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - ALLAMONT - BRAINVILLE - MOULOTTE pour affichage.

Nancy, le 1^{er} août 2007

Pour le secrétaire général chargé
de l'administration de l'Etat dans le département
et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt
de Meurthe-et-Moselle
Yves ROYER

Extrait de l'arrêté n° 2007/276 du 24 juillet 2007 fixant les règles relatives aux bonnes conditions agricoles et environnementales des terres du département de la Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Règles applicables aux « surfaces en couvert environnemental » (« bandes enherbées »)

Les dispositions du présent article s'appliquent sur l'ensemble du département de la Meurthe-et-Moselle, quelle que soit la localisation du siège social de leur exploitation, à tous les producteurs demandeurs d'aides directes couplées ou découplées, à l'exception des petits producteurs (c'est à dire ceux qui, conformément à l'article D.615-46 du Code rural, ont une production équivalente à moins de 92 tonnes de céréales).

1.1 Rappel des dispositions nationales

Les couverts environnementaux sont implantés en priorité le long des cours d'eau tels que définis à l'article 1.2 du présent arrêté.

Les couverts environnementaux doivent représenter 3% de la surface déclarée en céréales, oléagineux, protéagineux, lin, chanvre et gel (obligatoire et volontaire) de l'exploitation.

Dès lors qu'une exploitation a implanté un couvert environnemental le long de l'ensemble des cours d'eau tels que définis à l'article 1.3 du présent arrêté sans atteindre les 3% nécessaires ou en l'absence de tels cours d'eau sur l'exploitation, il est préconisé de localiser le solde sur des sites pertinents au regard de la lutte contre l'érosion, contre les pollutions des eaux ou au regard d'objectifs paysagers. Dans sa partie « Recommandation de pratiques d'entretien et de localisations », l'annexe I liste également des sites qui peuvent être considérés comme pertinents.

1.2 – Types de couverts autorisés

Les surfaces en couvert environnemental ne doivent recevoir ni fertilisation ni traitement phytosanitaire. En outre, elles sont soumises aux conditions particulières des autres contrats ou engagements qui les affectent. Les surfaces en prairie naturelle ou temporaire peuvent être pâturées et/ou récoltées.

L'implantation doit être réalisée au plus tard le 1^{er} mai et rester en place au moins jusqu'au 31 août.

En plus des couverts prévus à l'annexe I du présent arrêté, pour favoriser les auxiliaires de cultures et la biodiversité, les couverts suivants sont autorisés : moutarde, phacélie.

1.3 – Cours d'eau concernés par l'implantation de surfaces en couvert environnemental

Les cours d'eau concernés sont ceux représentés par des traits bleus pleins ou pointillés sur les cartes les plus récentes au 1/25000^{ème} éditées par l'Institut Géographique National (IGN).

Si un cours d'eau figurant sur la carte n'est pas matérialisé sur le terrain, il n'est pas concerné.

En cas de doute sur l'existence d'un cours d'eau figurant sur la carte, et sur demande de l'exploitant, l'administration peut établir le statut définitif de ce cours d'eau au regard de la conditionnalité à l'aide des données dont elle dispose (SCAN25, ortho-photo, BD Topo), et si nécessaire, par une visite sur le terrain.

1.4 – Largeur des surfaces

La largeur des surfaces mentionnées à l'article R 615-10 du code rural ne peut être inférieure à 5 mètres, et leur superficie ne peut être inférieure à 5 ares.

Le long des cours d'eau, la largeur des bois, haies, friches et chemins est prise en compte pour déterminer la largeur des surfaces en couvert environnemental. La largeur des chemins et des surfaces de couvert environnemental mentionnées au 2^{ème} alinéa de l'article D 615-46 du code rural ne peut excéder au total 10 mètres.

Art. 2 : Entretien minimal des terres

En application de l'article D 615-50 du code rural, les surfaces aidées pour la production de céréales, oléagineux, protéagineux, lin, chanvre et riz, les surfaces aidées pour la production de fruits à coque, de tabac, de houblon, de pommes de terre féculières et de semences ainsi que les surfaces gelées et en herbe, doivent être entretenues conformément aux règles détaillées ci-après.

Si des parcelles sont engagées dans une mesure agro-environnementale, les conditions décrites dans le présent article constituent une exigence minimale. Les engagements spécifiques doivent se référer aux cahiers des charges de chaque mesure concernée.

2.1 – Surfaces mises en production

Les surfaces aidées pour la production de céréales, oléagineux, protéagineux, lin, chanvre et riz doivent présenter une densité de semis minimale et être entretenues dans des conditions permettant la floraison selon les dispositions du règlement (CE) n°1973/2004 du 29 octobre 2004.

Ces règles sont également applicables aux surfaces pour lesquelles l'aide aux grandes cultures n'est pas sollicitée.

2.2 – Surfaces en gel (hors gel environnemental)

A. Couvert végétal des jachères

Pour éviter l'infestation par des graines adventices néfastes pour l'ensemble des usages de la parcelle gelée ou des parcelles environnantes, les parcelles gelées doivent porter un couvert végétal. Les sols nus sont interdits sur les surfaces en gel. Dans le cas de la couverture spontanée et pour des cultures telles que le maïs et le tournesol qui, après récolte, laissent un sol avec des repousses faibles ou nulles, cette situation est tolérée dans le département.

Pour les parcelles recevant un couvert végétal avec une espèce autorisée, la date limite d'implantation est fixée au plus tard au 1^{er} mai. Sur les parcelles gelées avec couvert implanté, celui-ci ne peut être utilisé en aucun cas à des fins agricoles (pâturage - récolte - conditionnement) avant le 1^{er} septembre.

Les espèces à planter autorisées sont :

Brome cathartique, brome sitchensis, le cresson alénois, dactyle, fétuque des prés, fétuque élevée, fétuque ovine, fétuque rouge, fléole des prés, gesse commune, lotier corniculé, lupin blanc amer, mélilot, minette, moha, moutarde blanche, navette fourragère, pâturin commun, phacélie, radis fourrager, ray-grass anglais, ray-grass hybride, ray-grass italien, sainfoin, serradelle, trèfle d'Alexandrie, trèfle de Perse, trèfle incarnat, trèfle blanc, trèfle violet, trèfle hybride, trèfle souterrain, vesce commune, vesce velue, vesce de Cerdagne. Le mélange de ces espèces, entre elles seules, est également autorisé.

Toutefois, dans le cadre du cahier des charges « jachère environnement et faune sauvage », les mélanges d'autres espèces sont autorisés.

L'utilisation de faibles doses (moins de 50 kilogrammes d'azote total par hectare) de fertilisants minéraux ou organiques est autorisée, quand la bonne implantation du couvert (hormis les légumineuses) le nécessite.

B. Broyage ou fauchage des parcelles

Il ne peut être procédé au broyage ou au fauchage des parcelles soumises au gel dans le cadre de la politique agricole commune pendant une période de 40 jours consécutifs du 1^{er} mai au 9 juin, sauf sur les parcelles en gel environnemental le long des cours d'eau.

Les exploitants en conversion ou entièrement en agriculture biologique, qui se sont engagés à n'utiliser aucun moyen chimique de destruction du couvert ne sont pas concernés par l'interdiction de fauchage et de broyage.

Des décisions individuelles pourront être accordées dans le cadre de la lutte collective menée selon l'itinéraire technique adapté à la parcelle.

C. Montée à graine des adventices

Quelle que soit la nature du couvert de la jachère, la montée à graines doit être contrôlée par l'agriculteur. Sont en particulier passibles d'une pénalité pour défaut d'entretien, les agriculteurs dont les parcelles gelées supportent les

adventices suivantes dès le stade de la floraison :

chardon des champs

vulpin des champs

folle avoine.

Dans le cas des jachères « environnement et faune sauvage », les itinéraires techniques sont précisés dans le cahier des charges.

D. Travail du sol en fin de jachère

Un travail profond du sol pourra être réalisé à compter du 15 juillet en vue d'installer une culture d'automne ou d'une prairie. Une demande écrite devra être adressée à la DDAF 10 jours avant la date du travail, en précisant votre nom, le numéro PACAGE de votre dossier, la date et la nature de l'intervention envisagée, la référence des parcelles concernées ainsi que la (les) culture(s) suivante(s) prévue(s). Des contrôles inopinés pourront être effectués pendant cette période de 10 jours.

E. Objectif paysager (« jachère fleurie »)

Sous réserve de répondre aux conditions suivantes :

localisation uniquement en bordure de chemins ou de routes, à l'exclusion des bordures de cours d'eau,

largeur minimale de 5 mètres et surface minimum de 5 ares,

contractualisation des surfaces concernées dans le cadre d'opérations paysagères,

ne pas donner lieu à une utilisation lucrative sous quelque forme que ce soit,

les bandes fleuries composées avec les espèces figurant en annexe II sont autorisées.

2.3 – Surfaces en gel environnemental (minimum « 5 mètres – 5 ares »)

Le gel environnemental est constitué des surfaces bordant un cours d'eau et des « surfaces en couvert environnemental ». Ces parcelles doivent avoir une largeur minimale de 5 mètres et une surface minimale de 5 ares et être entretenues conformément aux règles d'entretien précisées dans l'article 2 sauf en ce qui concerne l'utilisation des produits phytosanitaires et fertilisants qui est interdite sur les surfaces en gel environnemental.

2.4 – Surfaces non mises en production

Les règles d'entretien de ces surfaces sont identiques à celles des surfaces en gel (hors gel environnemental « 5 mètres – 5 ares ») fixées à l'article 2.2 du présent arrêté à l'exception des points suivants :

le couvert doit être présent toute l'année. En cas de remise en culture et d'implantation d'une culture d'automne, la destruction du couvert est autorisée à partir du 1^{er} septembre ;

la présence de broussailles est interdite.

2.5 – Surfaces en herbe

Les règles d'entretien des surfaces en herbe (prairies temporaires, pâturages permanents, estives) sont les suivantes : respecter un chargement annuel d'au moins 0,35 UGB/ha de surface fourragère ou réaliser au moins une fauche annuelle des parcelles.

Art. 3 : Application de l'arrêté

Cet arrêté s'applique à partir du 1^{er} septembre 2007.

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt et le Directeur Régional de l'Agence Unique de Paiement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 24 juillet 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-Michel MOUGARD

ANNEXE I

Liste des couverts environnementaux préconisés

(voir journal officiel du 19 janvier 2005 - "Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et de la Ruralité")

ANNEXE II

Liste des espèces pouvant être utilisées en bandes fleuries

Variétés	Coloris	Hauteur	Mois de Floraison
Centauree Barbeau Jubilee	Bleu	40 cm	Juin / Juillet
Gem naine			
Chrysanthème Segetum	Jaune	50 cm	Juillet / Août
Elorado			
Clarkia Pulchella	Rose + mauve	50 cm	Juillet
Coquelicot simple	Rouge	60 cm	Juillet
Coquelicot double	Varié	60 cm	Juillet
Dimorphoteka hybride	Jaune et orange	30 cm	Juin / juillet
Eschscholzia de Californie	Jaune et orange	35 cm	Juin / Août
Coquelourde Githago Milas	Rose – mauve	80 cm	Juin / Juillet
Godélia Whitney ½ nain	Varié	45 cm	Juillet / Août
Gypsophile elegans roi des halles	Blanc	60 cm	Juin / juillet
Immortelle annuelle double	Blanc à pourpre	60 cm	Juillet / Août
Julienne de Mahon	Varié	30 cm	Juin / Juillet
Lin annuel	Rouge	50 cm	Juillet / Août
Muflier maximum	Varié	70 cm	Juillet / Septembre
Nigelle de Damas	Bleu – blanc	50 cm	Juillet / Août
Éillet de Chine impérial	Varié	30 cm	Juillet / Août
Pavot à fleur de pivoine	Varié	90 cm	Juillet
Reine Marguerite simple	Varié	80 cm	Août / Septembre
Rubekia gloriosa daisy	Varié	90 cm	Août / Septembre
Saponaire pink beauty	Rose	60 cm	Juin / juillet
Souci double	Jaune + orange	60 cm	Juin / Août
Thlaspi annuel	Blanc	30 cm	Juin / Juillet

Direction départementale des services vétérinaires**Extrait de l'arrêté n°DDSV54/07/SA/68 du 19 juillet 2007 attribuant un mandat sanitaire au Docteur Aline LEBRUN-NEPPER, Vétérinaire à Cons-la-Grandville**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à :

DR Aline LEBRUN-NEPPER, Docteur Vétérinaire
32 rue de Longwy - 54870 CONS-LA-GRANDVILLE

Art. 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Art. 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Art. 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Art. 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 19 juillet 2007

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,
L'Inspecteur de la Santé Publique Vétérinaire
Directeur Départemental des Services Vétérinaires,
Jean-Yves CHOLLET

Extrait de l'arrêté n°DDSV54/07/SA/69 du 19 juillet 2007 attribuant un mandat sanitaire au Docteur Delphine DESSAUGE, Vétérinaire à Lunéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué jusqu'au 31 décembre 2007 à :

DR Delphine DESSAUGE, Docteur vétérinaire
29 rue du Général Leclerc - 54300 LUNEVILLE

Art. 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Art. 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Art. 4 - En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Art. 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 19 juillet 2007

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Services Vétérinaires,
Inspecteur de Santé Publique Vétérinaire
Jean-Yves CHOLLET

Extrait de l'arrêté n°DDSV54/SA/07/73 du 6 août 2007 attribuant un mandat sanitaire au Docteur Arnaud BLARY, Vétérinaire à Dogneville

Le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département

ARRETE

Art. 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à compter de ce jour à :

Arnaud BLARY - Docteur vétérinaire - 88000 DOGNEVILLE

Art. 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Art. 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Art. 4 - En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Art. 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 6 août 2007

Le secrétaire général,

Pour le secrétaire général et par délégation,
Pour le directeur départemental des services vétérinaires,
L'inspecteur de santé publique vétérinaire,
Yves LAMBERT

Extrait de l'arrêté n°DDSV-SA-2007-075 du 14 août 2007 relatif aux conditions permettant de déroger à l'interdiction de sortie de certaines catégories de ruminants ou de semences de ruminants hors des zones réglementées au titre de la fièvre catarrhale ovine, et aux conditions de transit de ruminants au travers de ces zones

Le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département

Considérant la déclaration de reprise de circulation virale du sérotype 8 de la FCO sur leurs territoires respectifs par les autorités allemandes et belges après l'apparition de nouveaux foyers cliniques,

Considérant l'avis de l'AFSSA du 20 juillet 2007 confirmant la reprise de la circulation virale dans des zones précédemment infectées de fièvre catarrhale ovine,

Considérant les instructions du ministre chargé de l'agriculture relatives aux dérogations de sortie des zones réglementées prévues à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 21 août 2001, susvisé ;

ARRETE

Art. 1^{er} - La zone réglementée dont il est fait mention dans cet arrêté est celle définie par l'arrêté ministériel du 21 août 2001 visé ci-dessus. Le département de Meurthe-et-Moselle est inclus en totalité dans la zone réglementée.

Art. 2 - La sortie des ruminants hors d'une zone réglementée à destination d'un abattoir est autorisée sous réserve des conditions précisées à l'annexe 1 du présent arrêté.

Art. 3 - Le transit des ruminants au travers de la zone réglementée est autorisée sous réserve que les animaux et leur moyen de transport aient été désinsectisés au départ de la zone indemne ou avant l'entrée dans la zone réglementée, et que le transit soit effectué de façon directe, sans rupture de charge ni arrêt dans la zone réglementée. La personne responsable du transport des animaux devra être en mesure d'apporter la preuve de la réalisation des traitements contre les insectes sur les animaux et le véhicule.

Art. 4 - Les mouvements de ruminants entre les sites d'élevage d'une même exploitation, lorsque ces sites se trouvent dans des zones de statuts différents au titre de la fièvre catarrhale ovine, sont autorisés sous réserve des conditions décrites à l'annexe 2 du présent arrêté.

Art. 5 - La sortie de la zone réglementée de ruminants à destination d'une exploitation située en zone indemne, est autorisée sous réserve des conditions décrites à l'annexe 3 du présent arrêté.

Art. 6 - L'introduction dans une exploitation située en zone réglementée de ruminants provenant d'un périmètre interdit est autorisée sous réserve des conditions décrites à l'annexe 4 du présent arrêté.

Art. 7 - Les conditions de participation des animaux en provenance de la zone réglementée à des manifestations situées dans des zones de statut sanitaire différent sont décrites à l'annexe 5 du présent arrêté.

Art. 8 - Les conditions de circulation des semences, ovules et embryons prélevés sur des animaux provenant de la zone réglementée sont décrites à l'annexe 6 du présent arrêté.

Art. 9 - La désinsectisation des animaux et des bâtiments prévue dans le protocole de dérogation, dont les conditions sont précisées dans les différentes annexes jointes au présent arrêté, est effectuée à l'aide d'insecticides pyréthrinoides possédant des propriétés répulsives à distance et d'effet létal, utilisés conformément aux recommandations du fabricant.

Art. 10 - L'arrêté n°DDSV-SA-2007-071 du 27/07/2007 est abrogé.

Art. 11 - Les sous-préfets de Brie, de Lunéville et de Toul, le directeur départemental des services vétérinaires, le commandant du groupement de gendarmerie et le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 14 août 2007

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
Jean-Michel MOUGARD

Annexe 1

Conditions de circulation des ruminants en provenance de zone réglementée et à destination d'abattoirs français en zone indemne

Les animaux doivent avoir subi un traitement insecticide individuel avant leur chargement. Les produits insecticides utilisés doivent bénéficier d'une autorisation de mise sur le marché pour les ruminants, et avoir un temps d'attente nul. Ce traitement est certifié par une copie du registre d'élevage sur lequel ce traitement doit réglementairement être inscrit ou tout document prouvant de façon fiable la mise en œuvre de la désinsectisation, accompagnant les animaux durant leur trajet.

Les engins de transport des animaux doivent avoir été désinsectisés avant le premier chargement. Cette désinsectisation doit figurer sur le registre de transport de chaque véhicule (date, heure, nom du produit utilisé et identité de la personne ayant réalisé la désinsectisation).

Le transport des animaux est direct ou le transit a lieu par un ou plusieurs centre(s) de rassemblement situés en zone réglementée. Le transport des animaux est effectué directement et sans rupture de charge entre la sortie de la zone réglementée et l'abattoir de destination agréé. Après la sortie de la zone réglementée, il est donc interdit au transporteur de charger d'autres animaux dans des élevages situés en zone de statut plus favorable avant de rejoindre l'abattoir de destination.

L'abattage des animaux est rapide et a lieu dans un délai de 48 heures maximum après la sortie des animaux de la zone réglementée. Les animaux, collectés en centre de rassemblement se situant en ZR, peuvent y rester jusqu'à la fin de la durée de validité de l'ASDA.

L'engin de transport doit subir une désinfection et une désinsectisation après déchargement des animaux à l'abattoir de destination.

Annexe 2

Conditions de circulation de ruminants entre les sites d'une même exploitation se trouvant dans des zones de statuts sanitaires différents françaises (pacage)

Ces mouvements concernent exclusivement le mouvement d'animaux à destination de pâtures situées dans une zone de statut sanitaire plus favorable, depuis le site principal de l'exploitation situé dans une zone de statut moins favorable, c'est-à-dire :

- depuis un périmètre interdit vers la zone réglementée.
 - depuis la zone réglementée vers la zone indemne.
1. Si les deux sites sont distants de 5 kilomètres au plus, il n'y a aucune condition à respecter.
 2. Si les deux sites sont distants de plus de 5 kilomètres, les mouvements doivent satisfaire aux conditions suivantes :
 - un test sérologique de dépistage de la fièvre catarrhale ovine doit être effectué au départ,
 - les animaux doivent subir une désinsectisation (conforme aux préconisations de désinsectisation spécifiées à l'annexe 1) depuis 28 jours avant le prélèvement nécessaire au test et maintenue jusqu'au transport en zone réglementée ou en zone indemne,
 - les moyens de transport doivent être désinsectisés avant le départ,
 - le déplacement des animaux doit avoir lieu dans les 7 jours suivant le prélèvement.

Dans tous les cas de mouvements de mise en pâture ou de retour en étable de leurs animaux, les documents suivants sont adressés à la Direction départementale des Services Vétérinaires de Meurthe-et-Moselle :

- une déclaration de mouvement comportant la liste des animaux concernés, les lieux d'origine et de destination des animaux et la date du mouvement (formulaire disponible auprès de la DDSV ou du Groupement de Défense Sanitaire),
- la copie des éventuels résultats d'analyses.

Annexe 3

Conditions de circulation de ruminants issus de la zone réglementée vers la zone indemne française

Les conditions décrites ci-après s'appliquent :

- Aux « veaux de 8 jours » (c'est-à-dire les veaux âgés de moins de 30 jours)
- Aux autres ruminants

A. Conditions relatives aux veaux de 8 jours

Les veaux, en bonne santé, doivent être traités avec un insecticide avant de quitter leur exploitation de départ.

Le véhicule de transport doit être désinsectisé avant le chargement du premier animal.

Les veaux peuvent être successivement collectés dans des exploitations de la même zone ou être regroupés dans un centre d'allotement agréé et désinsectisé.

L'exploitation de destination doit permettre l'engraissement des veaux dans un bâtiment entièrement fermé et désinsectisé avant l'arrivée des animaux.

Le traitement insecticide des veaux doit être poursuivi jusqu'au 60^{ème} jour suivant leur mise en place.

B. Conditions relatives aux autres ruminants

Avant leur expédition, les animaux font l'objet d'une recherche sérologique de la fièvre catarrhale ovine avec résultat favorable, à partir d'un prélèvement sanguin pratiqué par le vétérinaire sanitaire de l'exploitation de départ. Les analyses doivent être réalisées dans un laboratoire agréé par le ministre de l'agriculture (la liste des laboratoires agréés est disponible auprès de la DDSV). Les animaux soumis à ce dépistage doivent avoir été préalablement désinsectisés depuis au moins 28 jours avant le prélèvement sanguin, au moyen d'un produit insecticide autorisé. Cette désinsectisation doit être maintenue jusqu'à l'arrivée des animaux en zone indemne.

Le vétérinaire sanitaire peut, à réception des résultats favorables, notifier au détenteur la possibilité de mouvement des animaux. Les animaux doivent impérativement être déplacés dans les 7 jours suivant le prélèvement sanguin. Le transport est direct ou par un centre de rassemblement en ZR ou en ZI.

Les moyens de transport sont désinsectisés préalablement au chargement des animaux avec un produit agréé.

Avant leur expédition, les ovins et caprins doivent être marqués par apposition à l'oreille droite d'une boucle auriculaire de couleur bleue. Ces boucles sont apposées par le détenteur et commandées auprès de l'Établissement départemental de l'élevage.

Annexe 4

Conditions d'introduction de ruminants issus d'un périmètre interdit vers la zone réglementée française

Les conditions décrites ci-après s'appliquent :

- Aux « veaux de 8 jours » (c'est-à-dire les veaux de moins de 30 jours)
- Aux autres ruminants

A. Conditions relatives aux veaux de 8 jours

Les veaux, en bonne santé, doivent être traités avec un insecticide avant de quitter leur exploitation de départ.

Le véhicule de transport doit être désinsectisé avant le chargement du premier animal.

Les veaux peuvent être successivement collectés dans des exploitations de la même zone ou être regroupés dans un centre d'allotement agréé et désinsectisé.

L'exploitation de destination doit permettre l'engraissement des veaux dans un bâtiment entièrement fermé et désinsectisé avant l'arrivée des animaux.

Le traitement insecticide des veaux doit être poursuivi jusqu'au 60^{ème} jour suivant leur mise en place.

B. Conditions relatives aux autres ruminants

Un test sérologique avec résultat favorable vis-à-vis de la fièvre catarrhale ovine doit être réalisé avant le départ des animaux de l'exploitation située dans le périmètre interdit. La désinsectisation des animaux doit être débutée 28 jours avant le prélèvement sanguin réalisé dans l'exploitation d'origine. Les animaux doivent être déplacés dans les 7 jours suivant ce premier prélèvement sanguin, avec désinsectisation des véhicules préalablement au chargement des animaux.

28 jours après leur arrivée, les animaux font l'objet d'une recherche sérologique de la fièvre catarrhale ovine avec résultat favorable, à partir d'un prélèvement

sanguin pratiqué par le vétérinaire sanitaire de l'exploitation d'arrivée. Les analyses doivent être réalisées dans un laboratoire agréé par le ministre de l'agriculture (la liste des laboratoires agréés est disponible auprès de la DDSV). La désinsectisation des animaux débutée dans l'exploitation d'origine doit être maintenue jusqu'au résultat de ce second prélèvement réalisé en zone réglementée.

Avant leur expédition, les ovins et caprins doivent être marqués par apposition à l'oreille droite d'une boucle auriculaire de couleur bleue. Ces boucles sont apposées par le détenteur et commandées auprès de l'Établissement départemental de l'élevage.

Annexe 5

Conditions de participation des animaux à des manifestations (expositions, salons,...)

Les mouvements d'animaux de la zone réglementée vers une manifestation en périmètre interdit sont interdits.

Manifestation en zone indemne :

Les mouvements de ruminants issus de la zone réglementée vers un rassemblement d'animaux situé dans la zone indemne française, sont autorisés sous réserve du respect des conditions suivantes :

- Réalisation d'un test de dépistage sérologique avec prélèvement sanguin dans les 7 jours avant le départ de l'exploitation d'origine.
- Désinsectisation des animaux débutée 28 jours avant le prélèvement sanguin et maintenue jusqu'à l'arrivée des animaux sur le lieu de la manifestation.
- Désinsectisation des véhicules de transport des animaux, avant le départ.
- Information de la DDSV du département dans lequel se tient la manifestation.

A l'issue de la manifestation, les animaux peuvent rejoindre leur exploitation d'origine dans la zone réglementée à condition de ne pas avoir stationné plus de 8 jours dans la zone indemne, ou être vendus sur le lieu de la manifestation à destination d'une autre exploitation.

Avant leur expédition, les ovins et caprins doivent être marqués par apposition à l'oreille droite d'une boucle auriculaire de couleur bleue. Ces boucles sont apposées par le détenteur et commandées auprès de l'Établissement départemental de l'élevage.

Manifestation en zone réglementée :

La participation de ruminants issus de la zone réglementée française à un rassemblement d'animaux situé dans cette même zone, et qui accueille également des animaux issus de périmètre interdit, est soumise aux conditions suivantes :

- Interdiction de participation d'animaux issus de zone indemne à la manifestation simultanément avec des animaux issus de périmètre interdit ou réciproquement ;
- Réalisation d'un premier dépistage sérologique pour la recherche de la fièvre catarrhale ovine, avec prélèvement sanguin dans les 7 jours avant le départ de l'exploitation d'origine, puis d'un second dépistage virologique réalisé 14 jours après le retour dans l'exploitation d'origine.
- Désinsectisation des animaux débutée 28 jours avant le premier prélèvement sanguin et maintenue jusqu'au résultat du test virologique de retour.
- Désinsectisation des véhicules de transport des animaux, avant le départ.
- Désinsectisation de tous les animaux à leur arrivée sur le lieu de la manifestation.
- Information de la DDSV du département dans lequel se tient la manifestation.

Les animaux doivent séjourner au maximum 8 jours hors de leur exploitation d'origine, qu'ils doivent rejoindre à l'issue de la manifestation.

Toutefois, s'ils sont vendus au cours de la manifestation et sont dirigés vers une exploitation située dans la zone réglementée, les conditions figurant ci-dessus s'appliquent.

S'ils sont vendus et destinés à une exploitation située dans la zone indemne française, les animaux ne peuvent effectuer le mouvement vers cette destination qu'aux conditions suivantes :

- Obtention d'un résultat négatif au test virologique pratiqué 14 jours après la manifestation pour les animaux issus de la zone réglementée ou au test sérologique pratiqué 28 jours après la manifestation pour les animaux issus de la zone Indemne ;
- Déplacement des animaux dans les 7 jours suivant le prélèvement pour ce test virologique ;
- Désinsectisation des animaux maintenue à partir du début de la manifestation jusqu'à l'arrivée dans la zone indemne ;
- Désinsectisation des moyens de transport avant le départ de la zone réglementée ;
- Avant leur expédition, les ovins et caprins doivent être marqués par apposition à l'oreille droite d'une boucle auriculaire de couleur bleue. Ces boucles sont apposées par le détenteur et commandées auprès de l'Établissement départemental de l'élevage.

Annexe 6

Conditions de circulation des semences, ovules et embryons prélevés sur des animaux provenant de la zone réglementée

Les semences, embryons et ovules prélevés sur des animaux provenant de la zone réglementée avant le 1^{er} mai 2006 peuvent circuler librement.

Les mouvements de semences, ovules et embryons collectés sur des animaux provenant de la zone réglementée après le 1^{er} mai 2006 doivent satisfaire les conditions suivantes :

1. pour la semence fraîche :

La semence doit venir de donneurs qui ont été :

- protégés des attaques des colluicoïdes durant au moins 30 jours avant le début des opérations de prélèvement du sperme, ainsi que pendant le déroulement de celles-ci,
- soumis avec un résultat négatif à des épreuves sérologiques (ELISA) de dépistage de la fièvre catarrhale ovine :
 - avant le début de la collecte,

- tous les 28 jours pendant la collecte,
- et 7 jours après la fin de la collecte.

Les centres d'insémination doivent mettre en place un système de traçabilité communiqué à la direction départementale des services vétérinaires permettant de retrouver individuellement et de façon exhaustive toutes les femelles inséminées par des semences dont les donneurs ont suivi le protocole décrit ci-dessus ; les femelles inséminées doivent par ailleurs être maintenues dans l'exploitation pendant au moins 28 jours après l'insémination.

2. pour la semence congelée :

Elle doit provenir d'animaux qui ont été soumis, 28 jours après la collecte, à un test sérologique de dépistage de la fièvre catarrhale ovine avec résultat négatif.

3. pour les ovocytes et les embryons :

Les ovocytes et embryons de bovins doivent avoir été collectés conformément aux dispositions de la directive 89/556/CE (conditions générales de prélèvement d'ovocytes et d'embryons).

Les ovocytes et embryons des ruminants autres que bovins doivent provenir de femelles :

- soit protégées contre les cullicoides pendant 60 jours avant la collecte et pendant la collecte,
- soit soumises, entre 21 et 60 jours après la collecte, à un test sérologique de dépistage de la fièvre catarrhale ovine avec un résultat négatif.

Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

Extrait de l'arrêté n° R/01-01-07/A/054/Q/001 du 29 décembre 2006 portant agrément qualité d'un organisme de services à la personne à Rosières-aux-Salines

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} – L'association locale ADMR entre Moselle et Meurthe, sise 8 bis rue Gambetta à Rosières-aux-Salines, est agréée qualité pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activités :

Garde à domicile d'enfants de moins de trois ans ;

Assistance aux personnes âgées ou aux autres personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;

Assistance aux personnes handicapées y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;

Garde malade à l'exclusion des soins ;

Aide à la mobilité et au transport de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;

Prestation de conduite de véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;

Accompagnement des personnes âgées ou handicapées en dehors de leur domicile (promenades, transports, acte de la vie courante) ;

Assistance administrative au domicile des personnes âgées de 60 ans au moins, des personnes handicapées ou dépendantes ;

Cours au domicile de personnes âgées de 60 ans au moins, des personnes handicapées ou dépendantes.

- Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

- Zone d'intervention : Meurthe-et-Moselle.

Art. 2 – Le présent agrément est valable cinq ans à compter du 1^{er} janvier 2007. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

L'association locale ADMR entre Moselle et Meurthe s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Art. 3 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

Nancy, le 29 décembre 2006

Pour le préfet,

Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale
Jérôme NORMAND

Extrait de l'arrêté n° R/01-01-07/A/054/S/001 du 29 décembre 2006 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Rosières-aux-Salines

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} – L'association locale ADMR entre Moselle et Meurthe, sise 8 bis rue Gambetta à Rosières-aux-Salines, est agréée simple pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activités :

Entretien de la maison et travaux ménagers ;

Petits travaux de jardinage ;

Prestations de petit bricolage ;

Garde à domicile d'enfants de plus de trois ans ;

Soutien scolaire ;

Cours au domicile de personnes âgées de moins de 60 ans, de personnes non handicapées et non dépendantes ;

Préparation des repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;

Livraison de repas à domicile ;

Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;

Livraison de courses à domicile ;

Soins et promenades d'animaux domestiques, pour les personnes dépendantes ;

Assistance administrative au domicile de personnes âgées de moins de 60 ans, de personnes non handicapées et non dépendantes.

- Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

- Zone d'intervention : Territoire national.

Art. 2 – Le présent agrément est valable cinq ans à compter du 1^{er} janvier 2007. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

L'association locale ADMR entre Moselle et Meurthe s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Art. 3 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

Nancy, le 29 décembre 2006

Pour le préfet,

Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale
Jérôme NORMAND

Extrait de l'arrêté n° R/01-01-07/A/054/Q/002 du 29 décembre 2006 portant agrément qualité d'un organisme de services à la personne à Baccarat

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} – L'association locale ADMR Baccarat, sise 19 rue des 3 frères Clément à Baccarat, est agréée qualité pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activités :

Garde à domicile d'enfants de moins de trois ans ;

Assistance aux personnes âgées ou aux autres personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;

Assistance aux personnes handicapées y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;

Garde malade à l'exclusion des soins ;

Aide à la mobilité et au transport de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;

Prestation de conduite de véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;

Accompagnement des personnes âgées ou handicapées en dehors de leur domicile (promenades, transports, acte de la vie courante) ;

Assistance administrative au domicile des personnes âgées de 60 ans au moins, des personnes handicapées ou dépendantes ;

Cours au domicile de personnes âgées de 60 ans au moins, des personnes handicapées ou dépendantes.

- Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

- Zone d'intervention : Meurthe-et-Moselle.

Art. 2 – Le présent agrément est valable cinq ans à compter du 1^{er} janvier 2007. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

L'association locale ADMR Baccarat s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Art. 3 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

Nancy, le 29 décembre 2006

Pour le préfet,

Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale
Jérôme NORMAND

Extrait de l'arrêté n° R/01-01-07/A/054/S/002 du 29 décembre 2006 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Baccarat

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} – L'association locale ADMR Baccarat, sise 19 rue des 3 frères Clément à Baccarat, est agréée simple pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activités :

Entretien de la maison et travaux ménagers ;

Petits travaux de jardinage ;

Prestations de petit bricolage ;

Garde à domicile d'enfants de plus de trois ans ;

Soutien scolaire ;

Cours au domicile de personnes âgées de moins de 60 ans, de personnes non handicapées et non dépendantes ;

Préparation des repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;

Livraison de repas à domicile ;

Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;

Livraison de courses à domicile ;

Soins et promenades d'animaux domestiques, pour les personnes dépendantes ;

Assistance administrative au domicile de personnes âgées de moins de 60 ans, de personnes non handicapées et non dépendantes.

- Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

- Zone d'intervention : Territoire national.

Art. 2 – Le présent agrément est valable cinq ans à compter du 1^{er} janvier 2007. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

L'association locale ADMR Baccarat s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Art. 3 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

Nancy, le 29 décembre 2006

Pour le préfet,

Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale
Jérôme NORMAND

Extrait de l'arrêté n° R/01-01-07/A/054/Q/003 du 29 décembre 2006 portant agrément qualité d'un organisme de services à la personne à Colombey-les-Belles

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} – L'association locale ADMR de la Bouvade, sise 4 rue de la gare à Colombey-les-Belles, est agréée qualité pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activités :

Garde à domicile d'enfants de moins de trois ans ;

Assistance aux personnes âgées ou aux autres personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;

Assistance aux personnes handicapées y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;

Garde malade à l'exclusion des soins ;

Aide à la mobilité et au transport de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;

Prestation de conduite de véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;

Accompagnement des personnes âgées ou handicapées en dehors de leur domicile (promenades, transports, acte de la vie courante) ;

Assistance administrative au domicile des personnes âgées de 60 ans au moins, des personnes handicapées ou dépendantes ;

Cours au domicile de personnes âgées de 60 ans au moins, des personnes handicapées ou dépendantes.

- Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

- Zone d'intervention : Meurthe-et-Moselle.

Art. 2 – Le présent agrément est valable cinq ans à compter du 1^{er} janvier 2007. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

L'association locale ADMR de la Bouvade s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Art. 3 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

Nancy, le 29 décembre 2006

Pour le préfet,

Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale
Jérôme NORMAND

Extrait de l'arrêté n° R/01-01-07/A/054/S/003 du 29 décembre 2006 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Colombey-les-Belles

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} – L'association locale ADMR de la Bouvade, sise 4 rue de la gare à Colombey-les-Belles, est agréée simple pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activités :

Entretien de la maison et travaux ménagers ;

Petits travaux de jardinage ;

Prestations de petit bricolage ;

Garde à domicile d'enfants de plus de trois ans ;

Soutien scolaire ;

Cours au domicile de personnes âgées de moins de 60 ans, de personnes non handicapées et non dépendantes ;

Préparation des repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;

Livraison de repas à domicile ;

Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;

Livraison de courses à domicile ;

Soins et promenades d'animaux domestiques, pour les personnes dépendantes ;

Assistance administrative au domicile de personnes âgées de moins de 60 ans, de personnes non handicapées et non dépendantes.

- Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

- Zone d'intervention : Territoire national.

Art. 2 – Le présent agrément est valable cinq ans à compter du 1^{er} janvier 2007. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

L'association locale ADMR de la Bouvade s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Art. 3 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

Nancy, le 29 décembre 2006

Pour le préfet,

Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale
Jérôme NORMAND

Extrait de l'arrêté n° R/01-01-07/A/054/Q/004 du 29 décembre 2006 portant agrément qualité d'un organisme de services à la personne à Ogéviller

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} – L'association locale ADMR Bénaménil-Domjevin, sise 24 rue du château à Ogéviller, est agréée qualité pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activités :

Garde à domicile d'enfants de moins de trois ans ;

Assistance aux personnes âgées ou aux autres personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;

Assistance aux personnes handicapées y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;

Garde malade à l'exclusion des soins ;

Aide à la mobilité et au transport de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;

Prestation de conduite de véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;

Accompagnement des personnes âgées ou handicapées en dehors de leur domicile (promenades, transports, acte de la vie courante) ;

Assistance administrative au domicile des personnes âgées de 60 ans au moins, des personnes handicapées ou dépendantes ;

Cours au domicile de personnes âgées de 60 ans au moins, des personnes handicapées ou dépendantes.

- Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

- Zone d'intervention : Meurthe-et-Moselle.

Art. 2 – Le présent agrément est valable cinq ans à compter du 1^{er} janvier 2007. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

L'association locale ADMR Bénaménil-Domjevin s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Art. 3 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

Nancy, le 29 décembre 2006

Pour le préfet,

Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale
Jérôme NORMAND

Extrait de l'arrêté n° R/01-01-07/A/054/S/004 du 29 décembre 2006 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Ogéviller

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} – L'association locale ADMR Bénaménil-Domjevin, sise 24 rue du château à Ogéviller, est agréée simple pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activités :

Entretien de la maison et travaux ménagers ;

Petits travaux de jardinage ;

Prestations de petit bricolage ;

Garde à domicile d'enfants de plus de trois ans ;

Soutien scolaire ;

Cours au domicile de personnes âgées de moins de 60 ans, de personnes non handicapées et non dépendantes ;

Préparation des repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;

Livraison de repas à domicile ;

Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;

Livraison de courses à domicile ;

Soins et promenades d'animaux domestiques, pour les personnes dépendantes ;

Assistance administrative au domicile de personnes âgées de moins de 60 ans, de personnes non handicapées et non dépendantes.

- Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

- Zone d'intervention : Territoire national.

Art. 2 – Le présent agrément est valable cinq ans à compter du 1^{er} janvier 2007. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

L'association locale ADMR Bénémiel-Domjevin s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Art. 3 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

Nancy, le 29 décembre 2006

Pour le préfet,

Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale
Jérôme NORMAND

Extrait de l'arrêté n° R/01-01-07/A/054/Q/005 du 29 décembre 2006 portant agrément qualité d'un organisme de services à la personne à Blâmont

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} – L'association locale ADMR Blâmont, sise 16 rue Maréchal Foch à Blâmont, est agréée qualité pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activités :

Garde à domicile d'enfants de moins de trois ans ;

Assistance aux personnes âgées ou aux autres personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;

Assistance aux personnes handicapées y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;

Garde malade à l'exclusion des soins ;

Aide à la mobilité et au transport de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;

Prestation de conduite de véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;

Accompagnement des personnes âgées ou handicapées en dehors de leur domicile (promenades, transports, acte de la vie courante) ;

Assistance administrative au domicile des personnes âgées de 60 ans au moins, des personnes handicapées ou dépendantes ;

Cours au domicile de personnes âgées de 60 ans au moins, des personnes handicapées ou dépendantes.

- Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

- Zone d'intervention : Meurthe-et-Moselle.

Art. 2 – Le présent agrément est valable cinq ans à compter du 1^{er} janvier 2007. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

L'association locale ADMR Blâmont s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Art. 3 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

Nancy, le 29 décembre 2006

Pour le préfet,

Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale
Jérôme NORMAND

Extrait de l'arrêté n° R/01-01-07/A/054/S/005 du 29 décembre 2006 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Blâmont

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} – L'association locale ADMR Blâmont, sise 16 rue Maréchal Foch à Blâmont, est agréée simple pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activités :

Entretien de la maison et travaux ménagers ;

Petits travaux de jardinage ;

Prestations de petit bricolage ;

Garde à domicile d'enfants de plus de trois ans ;

Soutien scolaire ;

Cours au domicile de personnes âgées de moins de 60 ans, de personnes non handicapées et non dépendantes ;

Préparation des repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;

Livraison de repas à domicile ;

Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;

Livraison de courses à domicile ;

Soins et promenades d'animaux domestiques, pour les personnes dépendantes ;

Assistance administrative au domicile de personnes âgées de moins de 60 ans, de personnes non handicapées et non dépendantes.

- Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

- Zone d'intervention : Territoire national.

Art. 2 – Le présent agrément est valable cinq ans à compter du 1^{er} janvier 2007. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

L'association locale ADMR Blâmont s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Art. 3 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

Nancy, le 29 décembre 2006

Pour le préfet,

Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale
Jérôme NORMAND

Arrêté de subdélégation de signature du 31 juillet 2007 - Ordonnancement secondaire et de la personne responsable des marchés

Le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU l'ordonnance n°59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le décret n°70-1049 modifié relatif à la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses de l'Etat effectuées au plan local, et sa circulaire d'application du 21 janvier 1971,

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des commissaires de la République et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, et notamment ses articles 15 et 17, et sa circulaire d'application (§C) du 12 juillet 1982 ;

VU le décret n°92-1310 du 15 décembre 1992, portant simplification du code des marchés publics, notamment son article 42 ;

VU le décret n°96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret n°98-81 du 11 février 1998 relatif à la prescription quadriennale

VU le décret n°2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU le décret du 14 mars 2007 du président de la République nommant M. Jean-Michel MOUGARD, secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle,

VU les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale, du travail, de la santé et de l'emploi ;

VU l'arrêté ministériel du 30 mai 2005 portant nomination de Madame Marie VIGIER en qualité de directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1^{er} juillet 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral OSDP0706 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés à Madame Marie VIGIER, directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle .

ARRETE

Art. 1^{er} : Subdélégation de signature est donnée à :

- Monsieur ESTIENNE Christian, directeur-adjoint,

- Monsieur ROQUE Claude, directeur-adjoint

A effet de procéder à la liquidation, à l'engagement et au mandatement des dépenses publiques, de signer les pièces justificatives annexées ainsi que de procéder à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié) concernant le budget emploi, cohésion sociale et logement (code 36) au titre des programmes suivants :

- programme 102 : accès et retour à l'emploi

- programme 103 : accompagnement des mutations économiques, sociales et démographiques,

- programme 111 : amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail

- programme 133 : développement de l'emploi

- programme 155 : gestion et évaluation des politiques d'emploi et de travail.

En cas d'absence ou d'empêchement de la soussignée, de M. ESTIENNE et de M. ROQUE compte tenu de l'urgence et dans l'intérêt des usagers, cette subdélégation de signature est également accordée à

- Madame BOUBAGRA Martine,

- Madame ALBERTI Angélique

- Monsieur MAROT Mickaël,

- Monsieur JADELOT Alain,

- Madame SCHWOERER-GAESTEL Anne

- Madame OSTER, Carine

- Monsieur TROGNON Guy

- Monsieur MANNEVILLE François

Art. 2 : le présent arrêté prend effet à compter du 31 juillet 2007.

Art. 3 : La signature des agents habilités par le présent arrêté est accréditée auprès de Monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle qui en

recevra un exemplaire original comportant les échantillons de signature.

Art. 4 : La Directrice Départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle soussignée et M. ESTIENNE, M. ROQUE, Mme ALBERTI, Mme BOUBAGRA, M. MAROT, M. JADELOT, Madame SCHWOERER GAESTEL, Madame OSTER, M. TROGNON, M. MANNEVILLE ainsi que M. le Trésorier Payeur Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Vandœuvre, le 31 juillet 2007 Pour le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département et par délégation,
La directrice départementale
Marie VIGIER

AUTRES SERVICES

Service de navigation du Nord-Est

Gestion du domaine - Décision du 10 août 2007 portant délégation de signature à Monsieur Michel COURTEAU

Le chef du service de navigation du Nord-Est, directeur interrégional de VNF

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,
Vu l'article 124 de la loi de finances n°90-1168 du 29 décembre 1990, modifié pour l'année 1991,

Vu le décret n°60-1441 du 26 décembre 1960 modifié, portant statut de Voies navigables de France, notamment ses articles 14, 16, 17 et 27,
Vu la délibération du conseil d'administration de VNF dans sa séance du 1^{er} octobre 2003 modifiée en dernier lieu par la délibération du 4 octobre 2006,
Vu la délégation de pouvoir en date du 30 octobre 2006, du Directeur Général aux représentants locaux de VNF,
Vu la décision portant délégation de signature du 5 juillet 2007.

DECIDE

Art. 1 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Michel COURTEAU, responsable de l'arrondissement Développement à l'effet de signer :

- tous les actes ou décisions relatifs aux occupations temporaires, constitutives ou non de droits réels, du domaine géré par VNF portant sur une durée n'excédant pas 18 ans ou une superficie inférieure ou égale à 10 hectares,
- les conventions d'usage temporaire n'excédant pas 5 ans ou portant sur une superficie inférieure ou égale à 20 hectares.

Art. 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel COURTEAU, délégation de signature est donnée à Madame Michelle LAQUENAIRE, adjointe au responsable de l'arrondissement Développement.

Art. 3 : Délégation permanente est donnée à Messieurs les chefs de subdivision (voir liste jointe), à l'effet de signer tous les actes portant sur l'amarrage des barques.

Art. 4 : La décision portant délégation de signature du 5 juillet 2007 est abrogée.

Art. 5 : La présente décision, sera publiée au bulletin officiel des actes de Voies navigables de France, ainsi qu'aux recueils des actes administratifs de l'Etat dans les départements situés dans l'emprise du service Navigation du Nord-Est.

Nancy, le 10 août 2007

Le Directeur interrégional,
Jean-Philippe MORETAU

LISTE DES CHEFS DE SUBDIVISIONS PREVUS A L'ARTICLE 3

NOMS	FONCTION
Guy ARGIRAKIS	Adjoint au Responsable de la subdivision de Charleville-Mézières, en cas d'absence ou d'empêchement de Jean-François BERNAUER-BUSSIER
Jean-François BERNAUER-BUSSIER	Responsable de la subdivision de Givet Responsable de la subdivision de Charleville-Mézières par intérim
Michel MALINGREY	Responsable de la subdivision de Bar-le-Duc-Void par intérim
Jean-François MORICEAU	Responsable de la subdivision de Metz et des subdivisions de Pont-à-Mousson et de Toul par intérim
Jacky PELTIER	Responsable de la subdivision de Verdun par intérim
Laurent SIRI	Responsable de la subdivision d'Epinal
Daniel TABUTIAUX	Responsable de la subdivision de Nancy

Centre hospitalier universitaire de Nancy

Arrêté de délégation de signature et décision d'habilitation du 20 août 2007 en faveur de M Jérôme FINANCE, inspecteur sûreté au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy

Le directeur général du CHU de Nancy,

Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière,
Vu l'article D 6143-33 du Code de la Santé Publique,
Vu l'arrêté ministériel en date du 1^{er} février 2004 nommant en qualité de Directeur Général du CHU de Nancy M Benoît PERICARD,

Art. 1 : M. Jérôme FINANCE, inspecteur sûreté au CHU de Nancy, est habilité à représenter le Directeur Général dans les démarches de dépôts de plaintes auprès des autorités de police et de gendarmerie au nom du CHU et à suivre les dossiers concernés. Dans ce cadre, il reçoit délégation de signature du Directeur Général.

Art. 2 : M. Jérôme FINANCE, suivant les dossiers concernés, sera habilité, sur décision expresse du Directeur Général, à le représenter au nom du CHU auprès des instances juridictionnelles et des autorités judiciaires.

Nancy le 20 août 2007

Le directeur général,
Benoît PERICARD

AVIS ET COMMUNICATIONS

Service régional de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de Lorraine

Avis relatif à l'extension de l'avenant n° 80 à la convention collective de travail concernant les exploitations horticoles et les pépinières du département de Meurthe-et-Moselle.

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

envisage de prendre en application des articles L.133.10 et L.133.11 du code du travail, un arrêté tendant à rendre obligatoire pour tous les employeurs et salariés des exploitations horticoles et des pépinières du département de Meurthe-et-Moselle, l'avenant n° 80 à la convention collective du travail du 19 juin 1969, conclu le 10 juillet 2007

entre :

Le syndicat horticole de Meurthe-et-Moselle,

d'une part,

et

L'union départementale des syndicats CGT-FO

L'union départementale des syndicats CFTC

L'union départementale des syndicats CFDT

La confédération française de l'encadrement CFE-CGC

d'autre part.

Cet avenant a pour objet de modifier les salaires à compter du 1^{er} juillet 2007.

Le texte en a été déposé le 27 juillet 2007 au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de Meurthe-et-Moselle.

Les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées, conformément aux dispositions des articles L.133.14 et R.133.2 du code du travail, de faire connaître dans un délai de quinze jours, leurs observations et avis au sujet de l'extension envisagée.

Leurs communications devront être adressées à la préfecture de Meurthe-et-Moselle – Direction du développement durable et des politiques interministérielles – Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières- Section coordination de l'action des services de l'état – CO n° 60031 – 54038 Nancy cedex.

Direction départementale de l'équipement

Service de l'urbanisme et des affaires juridiques

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 788 du 27 juillet 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Villecey-sur-Mad

Par arrêté préfectoral n° 788 en date du 27 juillet 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation électrique "GSM6réseau ferré de France" lieu-dit "pré Jean Lemaire" sur la commune de Villecey-sur-Mad.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 810 du 27 juillet 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Nancy

Par arrêté préfectoral n° 810 en date du 27 juillet 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation électrique 551 540 03323, rue du Crosnes, sur la commune de Nancy.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 2605 du 27 juillet 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Laneuvelotte

Par arrêté préfectoral n° 2605 en date du 27 juillet 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation électrique TJ "station de compression GDF" n° 83, lieu-dit "les Genoves" sur la commune de Laneuvelotte.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 2842 du 27 juillet 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune d'Hatrive

Par arrêté préfectoral n° 2842 en date du 27 juillet 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du raccordement en électricité du lotissement "les Rouvions" sur la commune d'Hatrive.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 5994 du 27 juillet 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur les communes de Longlaville et Mont-Saint-Martin

Par arrêté préfectoral n° 5994 en date du 27 juillet 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de la restructuration du réseau électrique et augmentation de la puissance de la régie de Saulnes sur les communes de Longlaville et Mont-Saint-Martin.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 7074 du 27 juillet 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Ceintrey

Par arrêté préfectoral n° 7074 en date du 27 juillet 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation électrique lot. "le clos des Mirabelliers" RD n° 5 route de Vézelize, sur la commune de Ceintrey.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 13483/A du 27 juillet 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Nancy

Par arrêté préfectoral n° 13483/A en date du 27 juillet 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de la création d'un poste de transformation électrique et alimentation en câble HTA rue de l'Est "entre îlot 4 et 5" ZAC des anciennes carrières Solvay, sur la commune de Nancy.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 13630 du 27 juillet 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Vaudigny

Par arrêté préfectoral n° 13630 en date du 27 juillet 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du remplacement poste DP "Village" type CH par PSSA CD n° 67, sur la commune de Vaudigny.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 14362 du 27 juillet 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune d'Haucourt-Moulaine

Par arrêté préfectoral n° 14362 en date du 27 juillet 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de la restructuration du réseau aérien St Charles, sur la commune d'Haucourt-Moulaine.

AUTRES SERVICES

Centre de moyen séjour et EHPAD de Faulx

Avis de concours sur titres interne du 20 août 2007 pour le recrutement d'un infirmier cadre de santé pour maisons de retraite

Référence : Décret n°2001-1375 du 31 décembre 2001

Un concours sur titres interne est organisé à partir du 1^{er} décembre 2007 au Centre de Moyen Séjour et EHPAD de Faulx en vue de pourvoir :

1 poste d'infirmier cadre de santé pour maisons de retraite

1 – CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert aux candidats :

Titulaires du diplôme de cadre de santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par le décret du 30 novembre 1998

Comptant au 1^{er} janvier de l'année du concours, au moins cinq ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps régis par le décret précité

2 – MODALITES ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Les demandes d'admission à concourir doivent être accompagnées des pièces suivantes :

- Lettre de motivation

- Copies certifiées conformes, par les candidats, des diplômes ou certificats dont ils sont titulaires et notamment le diplôme de cadre de santé

- Curriculum vitae établi par le candidat sur papier libre

Les dossiers ainsi constitués peuvent être déposés contre la remise d'une attestation de dépôt où peuvent être adressés sous pli recommandé à l'adresse suivante :

Monsieur le Directeur
Centre de Moyen Séjour et EHPAD de Faulx
1, rue Louis Pasteur – 54760 FAULX

Un délai de 2 mois est imparti pour s'inscrire au concours à compter de la dernière date de publication de cet avis aux recueils des actes administratifs des préfectures de région

Faulx, le 20 août 2007

Pour le Directeur,
L'Attaché d'Administration Hospitalière
G. FERRIER